Sandra Mériaudeau

Histoire d'une fédération du Parti socialiste S.F.I.O.: la Fédération socialiste de l'Ain 1944-1969

N°21 - avril 2001

Le premier prix d'Histoire de la Fondation Jean-Jaurès a été attribué à un travail universitaire original. La maîtrise de Sandra Mériaudeau porte sur l'Histoire d'une Fédération de la SFIO, celle de l'Ain de 1944 à 1969.

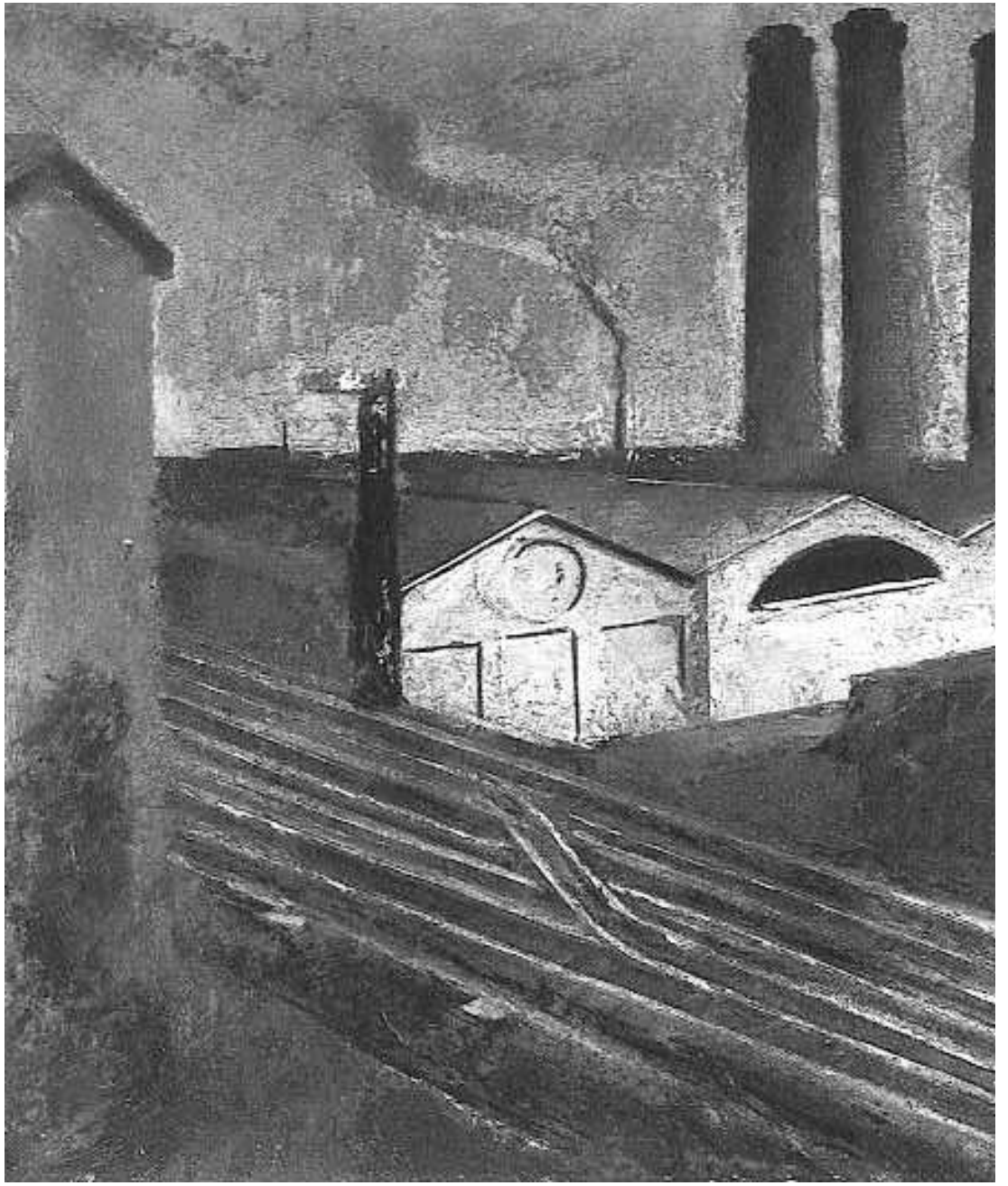
Ce n'est pas un sujet aisé pour une jeune étudiante car il s'agit d'étudier un objet historique, une fédération d'un parti politique, sur une durée longue. Or, faire l'histoire d'un mouvement politique c'est nécessairement devoir tenir compte de son environnement souvent au sens large du terme. Cela est ici réussi. Il y a dans ces pages un bon rendu de la vie politique dans le département de l'Ain.

L'autre qualité tient dans la compréhension des réalités partisanes. L'analyse des archives permet de voir vivre les socialistes, les militants, les secrétaires de section, la direction fédérale. Les débats internes permettent de comprendre les crises qui ont amené les scissions de la fin des années 1950. Les facteurs humains, le rôle des cadres, les oppositions personnelles ne sont pas ignorés. Et l'on sait qu'ils ont une grande impor-

tance dans les périodes de difficulté politique. Un autre intérêt est justement la durée sur laquelle porte l'étude. Elle permet de prendre la mesure d'un cycle politique qui voit une dégradation militante et électorale que le rapprochement avec les radicaux n'arrête pas.

Cette étude manifeste de fortes qualités. Elle repose sur une recherche d'archives originales, à la fois, écrites et orales. Elle manifeste une capacité d'analyse qui met en perspectives le récit historique. Certaines interprétations peuvent prêter à la discussion. Mais c'est le propre de toute œuvre bien menée que de susciter la réflexion.

Alain Bergounioux
Président du comité de lecture



Mario Sironi : Paysage urbain *1921, Milan. Collection particulière, détail.*

Introduction

L'effervescence médiatique induite par la préparation parisienne des municipales de 2001 présente un double intérêt du point de vue de l'étude des formations politiques. Premièrement, ce préalable à la campagne électorale proprement dite, aura sans doute permis, par-delà les velléités de chacun, qu'ils soient membres du Parti socialiste (P.S.) ou du Rassemblement pour la République (R.P.R.), de mettre en évidence deux types de fonctionnements partisans. Ceux-ci ont été définis par Duverger dans *Les partis politiques*, ils caractérisent les partis dits " de masses " et les partis dits " de cadres "[1]. Les premiers, dont le Parti socialiste, s'appuient sur les masses dont ils tirent à la fois leurs cadres et leurs adhérents, les seconds, parmi lesquels le R.P.R. sont composés de personnalités, ils n'ont pas de " vrais "[2] adhérents. Le second intérêt de cette campagne à la candidature permet en outre de déterminer l'importance relative des militants au sein de ces deux types de fonctionnement partisan. Au parti socialiste, les militants élisent leur

candidat, " les électeurs ratifient [ou non] ce choix "[3] fait par les militants. Au R.P.R. c'est le président, en l'occurrence la présidente, du rassemblement qui désigne le meilleur candidat. Dans ce cas, les militants n'interviennent pas dans le choix du candidat. Dans ce contexte, le travail que nous proposons permettra d'illustrer localement, le fonctionnement d'un parti de masses, de mesurer l'importance du militant au sein d'une telle organisation politique au travers de l'exemple de " l'histoire de la Fédération du Parti socialiste S.F.I.O. de l'Ain entre 1944 et 1969 ".

Notre étude de " l'histoire de la Fédération de l'Ain du parti socialiste S.F.I.O. " est limitée à la période qui s'étend de 1944 à 1969, c'est-à-dire de la Libération aux élections présidentielles de 1969 au cours desquelles la gauche, dont la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.) est la principale formation, " atteint son étiage "[4]. A la Libération, compte tenu du reclassement des forces politiques qui s'opère et de l'évolution des socialistes dans leur rapport à la République et au communisme, la S.F.I.O.[5] peut enfin espérer devenir le parti de gouvernement qu'elle n'a pas été avant 1940[6]. 1944 ouvre donc une ère nouvelle à la fois du point de vue de la vie politique française, mais aussi du seul point de vue de la S.F.I.O. Il est intéressant d'étudier localement la reconstruction de ce parti dans ce nouveau contexte. Nous avons volontairement fixé la limite de notre étude à 1969, car nous voulions traiter de la seule S.F.I.O. et comprendre dans l'Ain le processus de sa régression. Une étude élargie à 1971 supposait que nous traitions du nouveau Parti socialiste, donc des formations qui le composent et s'unissent au Congrès d'Epinay-sur-Seine[7]. Au plan du département de l'Ain, nous aurions dû alors, étudier aussi les ruptures et les dissensions au sein de la Fédération, la naissance des partis de gauche issus de la S.F.I.O. Nous évoquerons ces ruptures et ces dissensions qui se font jour au sein de la Fédération, comme au sein de la S.F.I.O. au cours de notre période. Ces mouvements appartiennent à l'histoire de la Fédération de l'Ain du Parti socialiste S.F.I.O. Cependant nous n'étudierons pas les ruptures et les crises, les naissances de nouveaux partis de gauche, tels le Parti socialiste autonome (P.S.A.) ou le Parti socialiste unifié (P.S.U.), pour elles-mêmes, mais pour leurs incidences possibles sur la vie de la Fédération de l'Ain.

Ancrage historique : la S.F.I.O., des allées du pouvoir à la marginalisation politique

Nos recherches ne portent que sur une des composantes du Parti Socialiste née d'Epinay-sur-Seine : la S.F.I.O. et les militants qui ont intégré (ou quitté) ses rangs entre 1944 et 1969. La S.F.I.O. est la première formation qui réalisa l'unité du Socialisme en France dès 1905. Fière de cet héritage, elle n'a cependant pas su profiter de l'élan vivifiant issu de la Résistance pour se moderniser. Les partis, groupes, clubs socialistes ou socialisants créés au cours de notre période ont peut-être plus renouvelé le socialisme que la S.F.I.O. elle-même, mais une étude portant sur l'ensemble des partis, groupes ou clubs qui s'unissent en 1971 dans le P.S. aurait été trop importante à l'aune de cette publication. C'est pourquoi ce travail sur la Fédération socialiste de l'Ain est volontairement réduite à la S.F.I.O. et limitée à 1969, soit avant le congrès de l'unité. Néanmoins nos recherches sur les socialistes au sein de la Fédération de l'Ain de 1944 à 1969 pourraient constituer le point de départ d'une étude plus vaste sur la gauche dans ce département. En outre, nous sommes dans l'obligation de présenter le contexte politique propre à la S.F.I.O. dans la mesure où il affecte aussi localement la Fédération. Même si la Fédération de l'Ain n'est sans doute pas la fédération la plus intéressante pour cette période, compte tenu de son importance toute relative, elle pourra, peut-être cependant, illustrer localement les

difficultés auxquelles est confrontée la S.F.I.O. entre 1944 et 1969, notamment sur la perte de militants liée aux dissensions qui la traversent. Ce qui oblige à présenter le contexte historique dans lequel évoluent non seulement le parti tout entier, mais les militants de l'Ain et les habitants du département.

Compromise par le vote unanime de ses députés pour les crédits de guerre en 1939, puis par le vote d'une majorité d'entre eux (quatre-vingt-dix sur cent trente-deux[8]) des pleins pouvoirs à Pétain en 1940 et par l'entrée de socialistes (au nombre de deux[9]) dans le gouvernement du Maréchal, la S.F.I.O. entreprend sa reconstruction dès l'Occupation[10]. Sous l'impulsion de Daniel Mayer qui dirige le Comité d'action socialiste[11] (C.A.S.), la S.F.I.O. s'engage partiellement dans la Résistance. Devenu Parti socialiste en 1943 avec une solide structure dirigée par D. Mayer, le Parti jouit d'une influence non négligeable. Le programme du Conseil national de la Résistance (C.N.R.) est marqué par l'empreinte des socialistes[12].

Grâce à l'action du C.A.S. dans la Résistance, la S.F.I.O. peut se targuer à la Libération d'être non pas le " parti des 75.000 fusillés ", mais d'avoir activement participé à la Résistance et préparé les lendemains de guerre. Le parti, toujours sous l'impulsion de D. Mayer, entreprend l'épuration drastique de ses effectifs. Lavé de sa compromission de 1940 le P.S. " non seulement n'apparaît pas comme diminué par les événements, mais encore [il est] appelé à jouer un rôle décisif "[13].

Les résultats décevants lors des élections à la première Constituante (21 octobre 1945)[14], la S.F.I.O. n'est que le troisième parti de France, provoquent la remise en cause de l'équipe dirigeante et de ses méthodes. Le 4 septembre 1946 lors du congrès national de Paris, Guy Mollet remplace D. Mayer à la tête du secrétariat général de la S.F.I.O. L'esprit nouveau né pendant Résistance et incarné par D. Mayer n'ayant pas réussi à s'imposer, c'est à une lecture molletiste du socialisme et de la vie politique française à laquelle les militants de la S.F.I.O. doivent désormais s'associer.

Dans son *Histoire du socialisme en France*, J.P. Brunet décrit ainsi G. Mollet : " il était le type du doctrinaire arc-bouté sur l'orthodoxie marxiste revue par le guesdisme. […]. Le drame du molletisme […] fut que cette orthodoxie doctrinale d'une rigueur impossible à tenir allait servir d'alibi à une pratique quasi permanente de compromis et même de compromission "[15]. L'ère Mollet (1946-1969) est marquée par le lent déclin de la S.F.I.O. Ses effectifs refluent dès 1948 et sa perte d'influence se traduit par une présence de plus en plus sporadique, puis par une absence au sein des allées du pouvoir. En intégrant et en soutenant des majorités gouvernementales qui sont loin d'effectuer une politique conforme aux vœux socialistes, la S.F.I.O. se discrédite sur le plan électoral. Les électeurs ne lui pardonneront pas sa pratique du cabotage au sein des coalitions gouvernementales du Tripartisme (avec les communistes et le Mouvement républicain populaire) puis de la Troisième force (avec les radicaux–socialistes et le M.R.P.).

La crise interne de la S.F.I.O. est exacerbée par la scission qui se fait jour dès 1956[16]. Celle-ci est liée à la fois à la contestation de la guerre d'Algérie que G. Mollet pendant son gouvernement va exacerber, et au retour de Général de Gaulle, que G. Mollet, notamment, appelle de ses vœux et favorise compte tenu du contexte insurrectionnel algérien. A travers le P.S.A. qui contribue à former le P.S.U. en 1960, ce sont de nombreux groupes ou clubs qui se créent ou se développent : ils dénoncent la trahison du socialisme par " l'orthodoxie doctrinale " et l'hostilité trop systématique à l'égard du Parti communiste prônées par G. Mollet. Ces groupes ou clubs sont le lieu d'un réflexion menée sur le socialisme sur " une rénovation […] et une restructuration de la gauche et du centre dans une formation plus forte que le Parti communiste et qui [bénéficierait] de son soutien "[17].

Dès lors s'ouvre une nouvelle période pour la S.F.I.O. non que son déclin touche à sa fin, mais son avenir n'est plus que dans l'unité de la gauche. De 1962 à 1969 les appels à l'unité se multiplient, favorisés par le changement d'attitude du secrétariat national en novembre 1962 qui, lors des législatives, se prononce pour des désistements en faveur du Parti communiste. L'élan unitaire se concrétise partiellement en 1965 par la création de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.) et la candidature de Fr. Mitterrand comme candidat unique de la gauche. La façon dont les événements de mai 1968 ont eu raison de la F.G.D.S. prouve que l'unité de la gauche est loin d'être réalisée, les élections présidentielles de 1969 en sont la triste démonstration : une pléthore de candidats de la gauche se présente devant les électeurs. 1969 démontre l'ampleur du mal dont souffre la S.F.I.O. : son candidat G. Defferre n'obtient que 5 % des suffrages exprimés[18]. Ce contexte historique -largement présenté par de nombreux historiens- que nous venons d'évoquer succinctement, est celui dans lequel nous étudierons la Fédération socialiste et les militants de l'Ain. Nous chercherons notamment à illustrer localement la situation de la Fédération à la Libération, les conséquences sur la Fédération non seulement de la présence de la S.F.IO. dans les coalitions gouvernementales du Tripartisme puis de Troisième force, mais aussi les conséquences de la ligne politique prônée par Mollet, celles des alliances politiques qui donnent jour à la F.G.D.S. par exemple.

La problématique

Notre problématique est double. Le premier élément de notre questionnement est lié au contexte politique dans lequel nous étudions la Fédération. Le second est inhérent au fonctionnement propre d'une fédération socialiste. Dans les deux cas, néanmoins, nous tentons de définir ce qui tient à l'originalité de la Fédération socialiste de l'Ain et de ses militants : dans le contexte de l'évolution de la S.F.I.O. comment se comporte la Fédération par rapport à l'ensemble du parti ? à l'échelle fédérale qui organise le socialisme et comment il s'organise ?

La Fédération socialiste, la S.F.I.O. et le contexte politique de 1944 à 1969

L'histoire de la Fédération socialiste de l'Ain s'inscrit dans le contexte particulier de la France, du lendemain de la Libération à l'élection présidentielle de 1969. La Fédération subit aussi l'évolution propre de la S.F.I.O dans son ensemble. Or, si la S.F.I.O., de l'après-guerre est l'une des formations politiques les plus importantes sur l'échiquier français, la S.F.I.O. de 1969 apparaît marginale : le parti a perdu 79 % de ses effectifs entre 1945 et 196919, et ne rassemble que 5 % des suffrages aux présidentielles de juin 1969[20]. En janvier 1946, au départ du général De Gaulle, la S.F.I.O. participe à la constitution des gouvernements dits du Tripartisme, à ceux dits de Troisième force puis de 1954 jusqu'au retour De Gaulle en 1958. Dès lors la S.F.I.O. ne sera plus présente au pouvoir pendant près de 23 ans[21]. Il nous faut comprendre à l'échelle départementale si la désaffection des Français vis-à-vis de la S.F.I.O. est aussi prononcée qu'au plan national. Par l'étude des effectifs fédéraux, nous mesurons les conséquences du passage des socialistes du pouvoir à l'opposition. La Fédération résiste-t-elle à l'effondrement de la S.F.I.O. ? Dans le cas d'une réponse négative, la Fédération est-elle plus ou moins touchée que le parti dans son ensemble ?

La désaffection à l'égard de la S.F.I.O. se traduit à la fois en termes de représentativité électorale, mais aussi sociologique : les socialistes ne représentent plus ni une large part de la population française (proportionnelle à leurs gains électoraux), ni la classe ouvrière qui est censée composer l'essentiel des rangs d'un parti qui se dit " parti de la classe ouvrière ".

Sadoun dans son ouvrage sur la S.F.I.O. propose un état des lieux de la base des militants et des dirigeants locaux[22], Touchard fait de même dans *La gauche en France de 1900 à 1981*. Tous deux concluent à la faiblesse du recrutement socialiste parmi les populations ouvrières. Touchard considère même que la S.F.I.O. est en voie de " déprolétarisation " avant-guerre[23]. D'autres auteurs s'inscrivant dans un débat historiographique, mettent en évidence le recrutement de moins en moins prolétarien de la S.F.I.O. pour parler d'évolution du modèle originel du parti (c'est-à-dire un recrutement ouvrier, salarié[24]). L'étude de la Fédération socialiste de l'Ain nous permettra donc de situer la Fédération dans ce débat : quel est le recrutement sociologique de la Fédération ? est-il l'illustration d'une évolution du recrutement ?

Le fonctionnement fédéral : statuts et pratiques

La conjoncture politique n'est sans doute pas très favorable à la S.F.I.O., néanmoins elle n'explique pas à elle seule l'absence au pouvoir, ni l'affaiblissement[25] sociologique du parti. La S.F.I.O. est un parti de masses. Elle s'appuie sur celles-ci pour mener à bien son objectif politique, la conquête du pouvoir afin de réaliser les réformes nécessaires en vue de l'établissement du socialisme. Le parti doit donc se doter d'une structure permettant de recruter des militants. Ces derniers sont à la fois les financeurs du parti, les propagandistes, les candidats du parti : leur recrutement s'impose donc comme une nécessité impérieuse de la S.F.I.O. en particulier, des partis de masses en général. Nous cherchons à comprendre, à travers l'étude de la Fédération socialiste de l'Ain, comment les statuts qui établissent l'organisation de la structure socialiste sont définis en fonction des objectifs à atteindre. Autrement dit, comment les militants sont intégrés à la structure fédérale pour servir le parti ? C'est pourquoi il nous faut étudier non seulement la structure fédérale, mais aussi l'action propre de la Fédération. Or cette action est le fait des militants.

Les militants sont le point central de notre étude, à la fois parce que leur présence est fondamentale dans l'organisation du parti, mais aussi pour donner un caractère humain à ce travail. Nous ne pouvons présenter ces militants de l'Ain seulement sous forme abstraite, statistique. Un tel travail n'aurait que peu d'intérêt si nous ne laissons les militants s'exprimer eux aussi sur leur parti, d'autant que nous disposons d'un important fonds d'archives appartenant à Gilbert Coltice, longtemps secrétaire fédéral dans l'Ain. Ce fonds qui nous a été prêté par sa femme, Mme Coltice, et ses enfants, contient une importante correspondance entre militants. C'est pourquoi nous nous attardons sur quelques personnalités de la Fédération de l'Ain telles Coltice, Chatagner, Nicod, etc., que nous présentons ultérieurement. C'est pourquoi aussi, nous prenons en compte les dissensions internes de la Fédération sans pour autant en faire l'élément central de ce mémoire. Les personnalités, les divergences d'opinion au sein de la Fédération peuvent, peut-être, jouer sur le fonctionnement fédéral, influencer le recrutement, entraver l'action des militants. A nous de dire, quelles sont les conséquences de l'aspect humain de la Fédération sur son fonctionnement, la mise en place et la réalisation des objectifs de conquête du pouvoir politique.

Par l'étude de l'histoire de la Fédération socialiste de l'Ain de 1944 à 1969, nous voulons tenter de répondre à un faisceau de questions. Comment se traduit dans l'Ain la désaffection subie par la S.F.I.O. au plan national ? Cette désaffection touche-t-elle plus durement la Fédération que le parti à l'échelle nationale ? Les tensions qui éclatent à la S.F.I.O. s'expriment-elles aussi à la Fédération ? Quelles en sont les conséquences ? Le processus de " déprolétarisation " constaté par Touchard notamment, est-il manifeste dans l'Ain ? Est-il considéré par les militants du département comme une consé-

quence de la présence des socialistes au pouvoir jusqu'en 1957 ? Quelles sont les caractéristiques du recrutement socialiste dans l'Ain ? En quoi la structure fédérale est-elle adaptée aux exigences induites par un parti de masses ? En quoi les militants socialistes de l'Ain perfectionnent-ils ou enrayent-ils l'organisation de la Fédération ?

Les sources

Nous avons consulté différents fonds d'archives pour tenter de décrire la Fédération socialiste de l'Ain. Ces fonds, d'origines diverses, d'importance variable, d'intérêt inégal, ne sont pas tous, encore, à la disposition de chacun. La présentation, succincte, que nous faisons maintenant de ces fonds ne respecte pas, complètement, un ordre chronologique de dépouillement. Nous avons bien sûr commencé par un fonds plutôt que par un autre pour des raisons personnelles et pragmatiques, néanmoins nous n'avons pas, ensuite, cessé de croiser nos informations dans la mesure du possible, étant bien entendu que nous n'avons dépouillé qu'une fois certains fonds peu accessibles en raison de leur situation géographique. Nous expliquons aussi la façon dont nous avons appréhendé nos recherches.

Les Archives départementales de l'Ain (A.D.A)

Elles sont ce par quoi nous avons débuté nos recherches. Ayant compulsé la liste complète du *Maîtron* pour l'Ain, nous avons découvert que Gilbert Coltice fut secrétaire de la Fédération socialiste de l'Ain entre 1948 et 1966[26]. Une telle longévité nous parut d'autant plus surprenante que Coltice effectua son mandat dans une période troublée et difficile de la S.F.I.O. Intuitivement nous décidâmes, donc, d'appréhender la Fédération socialiste de l'Ain à travers son secrétaire fédéral. Cependant, afin de tendre à l'objectivité (supposée mais controversée) du chercheur, nous avons pris le parti de découvrir l'homme par nous-même, sans qu'il ne nous soit, au préalable, présenté, décrit par les membres de sa famille. C'est pourquoi nous avons entrepris le dépouillement du journal que Coltice dirigeait, *Le Courrier de Bourg-en-Bresse et des Pays de l'Ain* communément appelé *Le Courrier de l'Ain*, ce journal ayant été déposé par sa famille aux A.D.A., qui a aussi sa propre collection[27]. Sur les trois premières années de sa parution nous avons étudié de façon exhaustive *Le Courrier*, c'est-à-dire numéro par numéro de 1955 à 1958. Ce travail préliminaire devait nous permettre d'appréhender à la fois l'homme et son journal, c'est-à-dire le militant et le journaliste. Nous avons, ensuite, procédé par sondage : à chaque événement local, national ou international nous "interrogions" le journal sur les courtes périodes correspondant à ces événements. Cette méthode, plus rapide nous a permis d'être tout aussi efficace.

Nous avons ensuite entrepris de dépouiller des archives dites " cabinet du Préfet ". Ces archives sont pour l'essentiel des documents issus des Renseignements Généraux (R.G.). Ils se présentent sous la forme de rapports mensuels rédigés pour le Préfet (ils ne couvrent que la période 1944-1956), d'enquêtes sur les partis politiques et notamment sur la S.F.I.O., le P.S.U., la F.G.D.S. (réunions politiques, organigrammes, …), d'enquêtes sur des organisations proches de partis politiques (le Mouvement de la Paix, par exemple), d'études sur la presse locale et départementale. Ces archives des R.G. contiennent aussi, presque, tous les résultats des élections municipales, législatives, cantonales, présidentielles, ainsi que des analyses sur la préparation des élections par chacun des partis politiques de l'Ain (alliances électorales, réunions publiques, conflits internes, …). Si ces archives constituent une source non négligeable quantitativement, elles sont " suspectes " à nos yeux d'être, avant tout, une

interprétation des situations qu'elles présentent : elles sont l'émanation d'un regard subjectif, mais non dénué d'intérêt. Il convient donc de les étudier avec précaution, ainsi que tout document archivistique dès lors qu'il interprète une situation. C'est pourquoi, parallèlement au dépouillement des documents des A.D.A., nous avons aussi dépouillé les archives privées de la famille Coltice.

Les archives de la Fédération socialiste de l'Ain.

Nous ne nous attarderons pas sur ces archives puisque nous n'avons pas réussi à entrevoir le moindre document. La Fédération ne semble plus rien posséder sur une période antérieure à 1974. Un fonds d'archives, provenant de la famille Coltice, avait été déposé à la Fédération du P.S. à Bourg par M. Jean-Jacques Coltice[28]. Non seulement les responsables de la Fédération n'ont vraisemblablement pas conservé les archives données par M. Coltice, mais ils n'ont pas non plus gardé celles antérieures à 1974. Lors de multiples visites à la Fédération socialiste de l'Ain, dont une accompagnée par M. Coltice, nous n'avons pas retrouvé un seul document susceptible d'intéresser notre période. Tous les documents antérieurs à 1974 ont vraisemblablement disparu puisque les responsables de l'Office universitaire de recherches socialistes affirment ne pas avoir reçu de documents de la Fédération pour la période concernée[29].

Les archives de l'Office universitaire de recherches socialiste à Paris.

L'O.U.R.S. possède un fonds sur le département de l'Ain assez intéressant. Outre les effectifs de la Fédération de l'Ain de 1945 à 1969, nous avons découvert une importante correspondance entre les secrétariats général et fédéral. A l'O.U.R.S. nous avons, aussi, consulté la thèse de Gilles Morin qui propose une analyse très riche de la S.F.I.O. avant la scission de 1958. Cet imposant travail nous a fourni de précieuses clés pour une lecture nouvelle de l'histoire de la S.F.I.O. L'amabilité des deux permanents de l'O.U.R.S. a rendu plus facile ce travail dans la capitale.

Les archives de la famille Coltice

Elles constituent le fonds archivistique le plus riche de nos sources. Ce fonds contient une énorme correspondance entre le secrétaire fédéral et les sections. Ces lettres nous ont permis de donner un visage " humain " à cette Fédération. Elles expriment les inquiétudes des militants, leurs désaccords. Nous percevons ainsi l'ampleur de la tâche qui incombe à un secrétaire fédéral et le rôle fondamental qu'il joue au sein de sa fédération. Ces lettres sont cependant toutes antérieures à 1956. C'est pourquoi il nous fallait compléter cette formidable correspondance par d'autres sources, donc par des entretiens avec des militants.

Outre les lettres, le fonds de la famille Coltice comprend une collection de l'organe officiel de la Fédération S.F.I.O. de l'Ain, *Le Travailleur de l'Ain* de 1945 à 1955. La collection n'est cependant pas toujours complète : il manque deci de-là quelques numéros. Ces numéros manquants sont sans doute le résultat des péripéties subies par l'hebdomadaire.

Nous avons aussi pu consulter de nombreuses publications émises par la S.F.I.O. à destination de ses militants et plus particulièrement des secrétaires de section : *La Documentation politique*, le *Bulletin Intérieur*. Qu'il nous soit permis ici de remercier Mme Coltice et ses enfants pour la confiance dont ils ont bien voulu faire preuve à notre égard en mettant à notre totale disposition ce fonds archivistique, alors même qu'ils ne savaient pas toutes les informations que ce fonds recelait. Sans leur gentillesse et leur bienveillance, ce travail aurait perdu son principal intérêt : la parole des militants eux-mêmes.

Les témoignages de militants socialistes.

Ces témoignages devaient nous permettre à la fois de combler les lacunes devant lesquelles nos sources nous laissaient parfois, mais aussi de nous donner des avis divergents, quelquefois partisans. Nous avons donc multiplié les entretiens. Ainsi Mme Coltice s'est volontiers, chez elle, soumise à nos questions. Nous avons rencontré à plusieurs reprise J.-J. Coltice : chez lui, chez sa mère, au P.S. A Culoz nous nous sommes longuement entretenu avec M. Marcel Gache. Enfin, en raison de son éloignement, nous n'avons pas rencontré M. Marcel Royer, chez lui, dans l'Aude. Nous avons eu, cependant, avec lui deux longs entretiens téléphoniques.

La présentation du plan

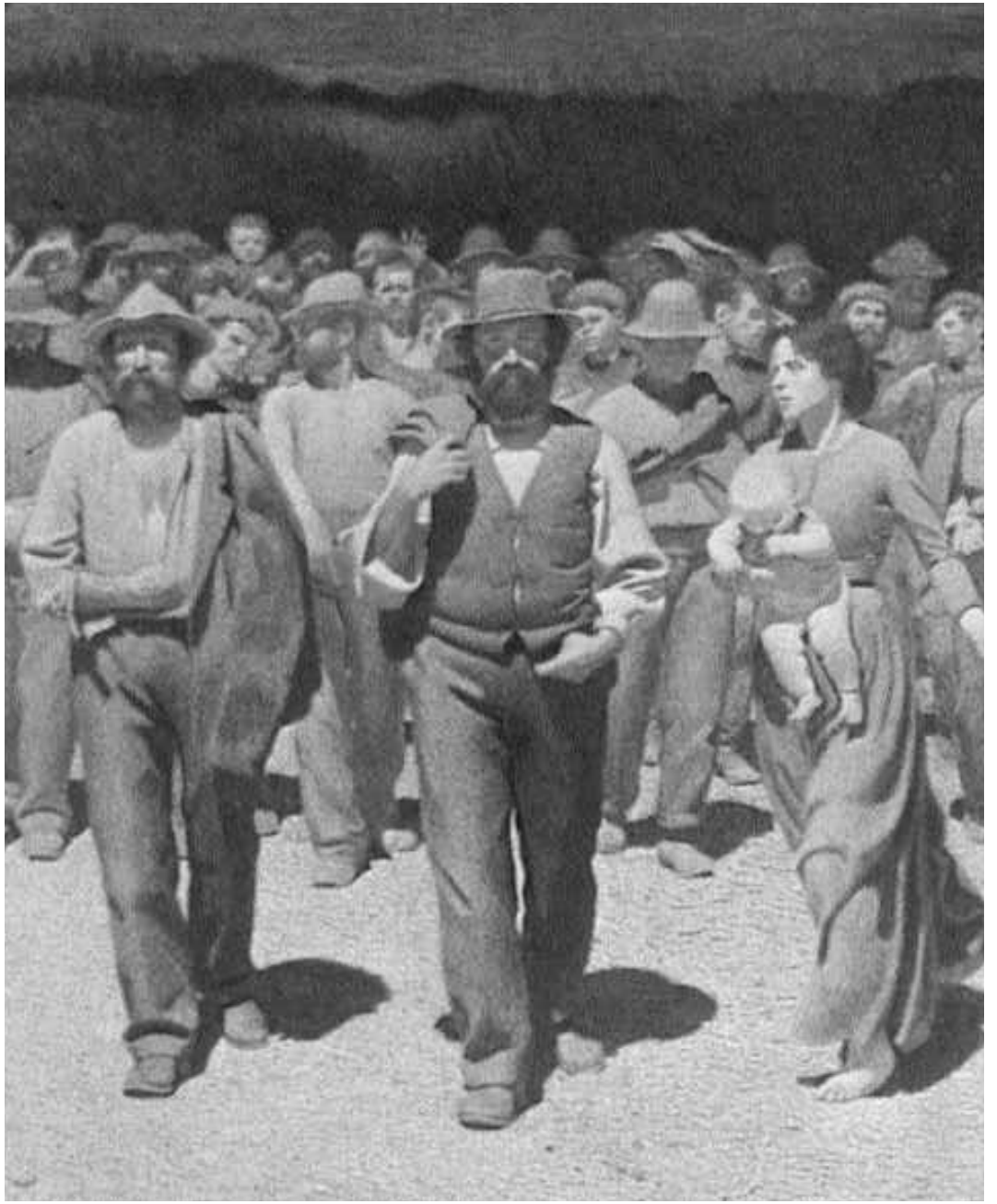
Les résultats de nos travaux de recherche s'organisent en deux parties[30]. Dans la première, nous avons entrepris de présenter la Fédération S.F.I.O. à travers ses militants. Cette première approche des militants est à la fois quantitative et " qualitative "[31]. L'analyse quantitative permet à la fois de décrire l'évolution globale des effectifs fédéraux, mais aussi de situer les périodes fastes et/ou les crises. A travers l'analyse de l'évolution quantitative du recrutement fédéral nous situons la Fédération dans le contexte politique français (la Libération par exemple) mais aussi dans le cadre chronologique de la S.F.I.O. (la naissance du P.S.A. en 1958, …). En outre, l'étude quantitative des effectifs autorise à comparer l'évolution de la Fédération à celle de la S.F.I.O. Nous proposons, ensuite, dans cette première partie, une analyse partielle de l'évolution " qualitative " du recrutement fédéral. Cette analyse est partielle dans la mesure où elle ne concerne que les militants " de base ", les autres sont étudiés ultérieurement, elle correspond à l'un des éléments de notre raisonnement (l'évolution sociologique de la Fédération) à la suite duquel nous pourrons nous positionner dans le débat historiographique concernant l'évolution ou la transformation de la S.F.I.O. Enfin nous étudierons le degré de militantisme des adhérents S.F.I.O.

La deuxième partie est consacrée au fonctionnement de la Fédération. Ce fonctionnement à la fois conforme à toute organisation de fédération socialiste, mais aussi marqué par l'attitude et la pratique des organismes par les militants eux-mêmes. Nous mettons en évidence trois niveaux hiérarchiques successifs. Ces niveaux correspondent à la fois à une division géographique et de compétences. Le premier niveau décrit est celui des secrétaires de section. Le second est celui des réunions larges (congrès fédéraux) ou réduites (commission exécutive fédérale) qui représentent l'ensemble de la Fédération. Enfin nous traitons le dernier niveau de la hiérarchie fédérale au travers notamment de deux portraits de militants. L'analyse successive des niveaux de hiérarchie nous permet d'aborder les prérogatives de chacun et les difficultés du mandat, de mettre en évidence les dysfonctionnements de la Fédération, mais aussi d'évoquer les tensions, dissensions diverses qui se font jour au sein de la S.F.I.O. et de la Fédération. c

Gilbert Coltice à son bureau du "*Courrier de l'Ain*", début des années 60. Source : Archive privée J.J. Coltice.

Partie 1

Militants socialistes et militantisme : "développement" de la Fédération de 1944 à 1969



Giuseppe Pelizza da Volpedo : Le Quatrième État, *1898-1901, Milano, Palazzo Marino, détail.*

Selon Duverger, la S.F.I.O. est un “ parti de masses ” dont elle tire ses militants et ses cadres[32]. Le rôle principal de la Fédération consiste donc à la fois à recruter les adhérents parmi les masses et à les conserver au parti. A la Libération la tâche de la Fédération de l’Ain, comme celles des autres départements, est donc fondamentale puisqu’elle doit retrouver les adhérents dispersés par la guerre et recruter de nouveaux membres pour se régénérer et conserver son caractère de parti de masses. La question du recrutement confronte la Fédération à trois problèmes.

- Le premier tient à la fois à sa capacité d’attirer de nouveaux membres dans le contexte de la guerre et de la Libération, mais aussi à les conserver sous la IVe et la Ve Républiques. A la Libération, la Fédération doit, en effet, s’efforcer de balayer le souvenir de la compromission de ses députés lors du vote des pouvoirs à Pétain. Pendant la IVe République, la Fédération doit soutenir et faire valoir l’action de ses ministres dans

les gouvernements tripartites puis de la Troisième Force, alors que les Français eux font face aux difficultés domestiques, réagissent à la guerre d'Algérie… Sous la Ve République, la Fédération doit relayer localement la S.F.I.O. entrée dans l'opposition, mais aussi faire face aux divisions internes qui la fragilisent.

- Le deuxième problème est lié aux fondements du socialisme. La S.F.I.O. se présente comme " un parti de la classe ouvrière ". La Fédération a donc pour mission certes de recruter, mais de recruter surtout des ouvriers pour se conformer à la fois à sa doctrine et à son nom (Section française de l'Internationale ouvrière). Il est donc nécessaire que le recrutement socialiste se fasse principalement au sein de la classe ouvrière au risque, en cas d'échec, de se perdre. Quel peut être, en effet, l'écho d'un parti fondé sur la lutte des classes, défenseurs des ouvriers, mais sans ouvriers ? Or, avant-guerre, la S.F.I.O. est déjà atteinte par ce que Touchard appelle la " déprolétarisation "[33]. La Fédération entre 1944 et 1969 parvient-elle à retrouver ses origines prolétariennes ?

- Le troisième problème, enfin, est inhérent aux partis de masses. La S.F.I.O. pour se régénérer et conserver son caractère massif doit recruter et recruter parmi tous les âges, notamment parmi les plus jeunes. Le risque d'un recrutement massif est la perte de la doctrine. Les nouveaux adhérents ne sont pas tous des érudits de la pensée socialiste. La Fédération doit donc les éduquer. Les jeunes sont sans doute les populations les plus visées par le parti dans la mesure où elles seraient plus malléables, plus faciles à éduquer que leurs aînés, et dont on peut espérer qu'elles prolongent, par habitude, leur engagement militant.

Compte tenu des trois problèmes que nous venons de définir et auxquels la Fédération est confrontée, la problématique de cette partie est la suivante : qui sont les adhérents recrutés par la Fédération socialiste de l'Ain entre 1944 et 1969 ? Nous affinons notre questionnement en nous demandant si la Fédération est en mesure de recruter et surtout de conserver des militants ? si ces militants sont issus de la classe ouvrière ? si la Fédération parvient à se régénérer et à éduquer ses adhérents ? si ces derniers sont des " militants " ?

Pour répondre à ces questions nous avons subdivisé cette première partie en trois chapitres. Dans un premier chapitre, nous étudions l'évolution quantitative de la Fédération. Nous énumérons, d'abord, quelques-uns des atouts dont dispose la Fédération à la Libération et dont elle peut user pour attirer à elle de nouveaux adhérents. Nous analysons, ensuite, la capacité de la Fédération à conserver ses militants entre 1944 et 1945. Cette évolution se fait en trois étapes. Enfin, nous présentons la répartition géographique : est-ce que les militants sont uniformément répartis dans l'ensemble du département ?

Dans un chapitre deux, nous analysons l'évolution " qualitative " de la Fédération, c'est-à-dire sa composition sociologique et sa structure par âge. La Fédération socialiste de l'Ain est-elle représentative d'un parti ouvrier qui se régénère ? Nous étudions, d'abord les catégories socioprofessionnelles représentées en son sein afin de déterminer si l'évolution constatée dès avant-guerre au plan national est confirmée par la Fédération de l'Ain. Ensuite nous analysons les militants du point de vue de leur âge. Enfin, nous présentons les J.S. comme l'illustration d'une fédération atteinte des mêmes maux que celle des adultes.

Dans un chapitre trois, en nous appuyant sur la typologie définie par Lancelot[34], nous disons à quel type de militants les adhérents de la Fédération appartiennent. Nous décrivons une Fédération léthargique, des militants attentistes et les vains efforts du secrétariat fédéral pour vaincre cet attentisme. c

Gilbert Coltice à la tribune d'un meeting à la salle des fêtes de Bourg-en-Bresse, 11 octobre 1950. Source : Archive privée J.J. Coltice.

Chapitre 1

De la reconstruction au "développement" de la Fédération

La Fédération S.F.I.O. de l'Ain se " reconstitue tard après la Libération "[35], sans doute à la fin de 1944, Bourg-en-Bresse ayant été libérée le 3 septembre 1944[36]. Petit à petit, sous l'influence de Joseph Chatagner[37], les sections mises en " veilleuse "[38] sous l'occupation, se réveillent. La Fédération voit affluer des militants, les dirigeants socialistes locaux sont optimistes " la Fédération socialiste de l'Ain repart bien, elle est en pleine reconstruction "[39]. Le socialisme est porteur d'espoirs, sans doute parce qu'il s'est lié à la Résistance. Face à la défaite de 1940, la Résistance est auréolée de la victoire ; face aux années noires de Vichy (collaboration avec les Allemands, antisémitisme) elle représente la lutte contre la Révolution nationale, contre l'occupant. La Résistance est donc porteuse de valeurs positives dont il est nécessaire de se prévaloir à la Libération. Lavé de la trahison de 1940 et de la collaboration de certains socialistes (cf. Marcel Déat[40]) par l'héroïsme résistant d'un Pierre Brossolette[41] au plan national ou d'un Henri Groboz au

plan départemental[42], le parti socialiste S.F.I.O récupère ainsi, pour partie, ces valeurs positives. Il peut donc légitiment espérer à la Libération récolter les fruits de son engagement résistant notamment en termes d'effectifs. Au plan fédéral les mêmes espoirs sont permis d'autant que la Fédération peut aussi faire valoir les " états de service " de ses militants engagés dans la Résistance[43].

Nous verrons dans une première section dans quelle mesure la Fédération utilise le prestige résistant de ses militants et dans quelle mesure aussi elle en bénéficie : le prestige de la Fédération se traduit-il en adhésions nouvelles et nombreuses ? Dans une seconde section, nous analyserons les effectifs de la Fédération de 1945 à 1969. Après la Libération la Fédération devra être en mesure de prolonger les adhésions qu'elle aura enregistrées en 1945, au risque de perdre sa base, sa vitalité. La Fédération socialiste, (et la question se pose aussi pour le parti à l'échelle nationale), parvient-elle à conserver ses militants : quelle est l'évolution de l'effectif fédéral entre 1945 et 1969 ? Enfin, nous étudierons la répartition des effectifs dans les unités de base de l'organisation socialiste que sont les sections. Ces unités regroupent les militants par ville, bourg ou canton le cas échéant. La survie de ces sections dépend de l'évolution des effectifs de la Fédération, à la fois en ce qui concerne la taille des sections, mais aussi le nombre. Nous verrons donc comment évoluent ces sections : périclitent-elles ? Quelles sont celles qui résistent ?

La S.F.I.O. à la Libération : un parti attractif dans l'Ain ?

En caricaturant un peu, nous pouvons écrire qu'il ne reste plus à la Libération que le parti communiste et la S.F.I.O. La droite qui a incarné Vichy est laminée par la défaite[44]. Le parti radical est lui aussi discrédité[45]. Le M.R.P. est encore embryonnaire[46]. Certes, les mouvements résistants essaient d'entrer dans le jeu politique, mais " leur avenir est largement hypothéqué dès janvier-février 1945 "[47]. Les " partis frères " ont donc tous deux l'ambition de devenir le premier parti de France. Le P.C. a l'avantage sinon d'être " le parti des 75.000 fusillés ", au moins de pouvoir revendiquer un rôle de premier plan dans la Résistance. Pour concurrencer le P.C. sur ce thème, la S.F.I.O. utilise l'action de ses militants comme faire-valoir. Néanmoins, elle ne peut faire abstraction de son attitude en juillet 1940, ni de sa lente adhésion à la Résistance d'autant que cette adhésion aurait été conditionnée par le rôle personnel de Blum[48]. Si certains militants viennent à la S.F.I.O. notamment parce qu'elle véhicule une image de la Résistance, d'autres en revanche la quittent pour ses compromissions d'avant-guerre.

La Fédération face à la Résistance

En 1946, la Fédération voit ses effectifs croître de près de 50 %[49] depuis la Libération, au regard de 1939, ils ont presque doublé : l'enthousiasme et l'optimisme des dirigeants socialistes sont légitimes, la Fédération de l'Ain " repart bien " en effet. La présence de nombreux socialistes au sein du Comité départemental de Libération (C.D.L.) n'est sans doute pas étrangère à cet afflux de militants : ils donnent l'image positive d'un socialisme résistant.

La Fédération et l'image positive de la Résistance

Parmi les membres du C.D.L. de septembre 1944 trois des huit membres[50] sont des socialistes de longue date. René Greusard est le Président du directoire des Mouvements unis de résistance (M.U.R.) qu'il représente au C.D.L. Il fut chargé de la liaison avec la Confédération générale du travail (C.G.T.) par la Fédération socialiste de l'Ain lors de l'élection du Bureau fédéral (B.F.) de celle-ci, le 15 janvier 1937[51]. Puisqu'il faut faire état de cinq ans d'adhésion au Parti, avant-guerre, pour

pouvoir être éligible par le B.F., il paraît vraisemblable que R. Greusard appartienne au Parti depuis 1932 au moins. Gustave Monnet entre lui au C.D.L. au titre de " représentant de la Confédération française des travailleurs chrétiens " (C.F.T.C.), il apparaît sur la liste des adhérents de la section de Bourg-en-Bresse dès 1936[52]. Le dernier socialiste membre du C.D.L., Mornay[53], est un ancien secrétaire fédéral de la S.F.I.O. qu'il représente au sein du Comité. Le 9 décembre 1944 le C.D.L. s'accroît et accueille de nouveaux membres[54] parmi lesquels figurent d'anciens ou de futurs adhérents de la Fédération, et non des moindres. Il s'agit de Joseph Chatagner secrétaire fédéral en 1937, qui jouissait d'une certaine popularité dès avant-guerre[55], de Gabriel Parisot vieux militant influent pendant le Front populaire notamment[56], de Henri Durand ce radical-socialiste, très estimé dans les Dombes qui passe à la S.F.I.O. en octobre 1945[57], de Jean Chiriconi futur membre de la Commission exécutive fédérale (C.E.F.) et du B.F.[58]. Il faut enfin noter la présence au C.D.L. de Gilbert Coltice, secrétaire fédéral de 1948 à 1966[59]. Ce dernier adhère à la Fédération en 1945[60]. " Les fonctions occupées par les responsables [de la S.F.I.O.] montrent [l'] importance institutionnelle et stratégique [du parti] au centre de l'échiquier politique "[61].

Au niveau départemental comme au niveau national, la présence de socialistes au sein des organismes qui contrôlent le pouvoir politique donne une image positive du socialisme résistant et permet à ces militants de proposer leur parti comme étant un parti capable de gouverner. Cette présence permet aussi aux socialistes de peser sur les politiques mises en place par tous ces organismes de pouvoir. Ainsi au Conseil national de la Résistance (C.N.R.) les socialistes influencent le contenu du programme du Conseil[62]. Cette position au sein de l'échiquier politique est importante tant au plan local que national. Sans doute la place des socialistes au sein de ces assemblées départementales attire-t-elle de nouveaux militants. Certains membres de ces diverses assemblées en côtoyant des socialistes ont pu être sensibilisés à leur vision politique et adhérer ensuite à la S.F.I.O. Au C.D.L. de 1944 deux membres, Villancher et Blandon ne sont pas socialistes[63]. Or, en janvier 1945 ils reçoivent la médaille de la Résistance. Ce fait est relaté dans *Le Travailleur de l'Ain* qui est l'organe de la Fédération socialiste dans l'Ain[64]. L'article laisse entendre que ces deux " médaillés " sont militants socialistes. Ils ont peut-être été " convertis " au C.D.L. par les socialistes qu'ils y ont côtoyés. Nous devinons que ces comités sont, pour les socialistes, un vecteur non négligeable de propagande. Lors des élections les candidats socialistes font d'ailleurs mention de leur appartenance à ces comités de libération, qu'ils soient départementaux ou locaux[65]. Il est tout aussi vraisemblable que certaines adhésions au parti socialiste aient été motivées par l'espoir de pouvoir bénéficier de " passe-droit ", de " complaisance " grâce à la présence de personnalités socialistes dans les organes de décisions. Ceci est vrai pour l'ensemble des partis, un certain nombre d'adhésions politiques sont des adhésions d'intérêt. " Ceux que la mode nous a donnés, la mode nous les reprendra ", disait déjà Jaurès[66]. Ces adhésions sont celles qui seront les plus éphémères. Le militantisme trouve sa source ailleurs. Nous pouvons cependant d'ores et déjà nous interroger sur la nature des adhésions enregistrées par la Fédération à la Libération. Ne sont-elles que des " adhésions de foi ", motivées par la seule défense et promotion des valeurs socialistes ?

La Fédération et l'épuration

Pour affirmer son image résistante et tourner la page vichyssoise dans ses rangs, le parti socialiste met en place une vigoureuse politique d'épuration de ceux de ses membres qui se seraient compromis dans la collaboration. D. Mayer a la volonté de redorer le blason de son parti qui s'était compromis en 1940. A cet égard l'appellation " C.A.S. " permet aux socialistes de " rompre avec le parti d'hier "[67]. L'épuration touche essentiellement les dirigeants de la S.F.I.O. : 80 % du nouveau

Comité directeur, 75 % du personnel fédéral et du groupe parlementaire sont renouvelés[68]. Les militants de base seront en revanche assez épargnés par cette épuration drastique[69]. Dans l'Ain, les socialistes sont tout aussi soucieux de lever la suspicion qui pèse sur leur parti et leur Fédération. Lors d'une réunion de la C.E.F. le 10 janvier 1945, le secrétaire de séance note : " Deschamps constate qu'un malaise plane toujours et la masse des travailleurs n'a pas confiance. Cela vient surtout de ce que l'épuration n'est pas faite. Le Parti socialiste aurait dû s'attacher beaucoup plus à cette question "[70]. Le " cas " Quinson n'est pas étranger au désir, émis par un certain nombre de militants socialistes du département, dont Deschamps, d'une épuration volontaire. Quinson avait été élu député en 1936, dans la circonscription de Belley, sous l'étiquette de la S.F.I.O., à laquelle il appartenait. Il faisait partie des quatre-vingt-quinze députés socialistes ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Il aurait surtout collaboré au régime vichyste pendant l'occupation. Cette attitude lui aurait valu d'être exécuté " par la Résistance en des circonstances Mystérieuses "[71]. Il aurait été noyé par les communistes en 1944[72]. Si la Fédération ne semble pas mettre en œuvre l'épuration de ses effectifs (les rapports des congrès fédéraux ou de la C.E.F. ne font pas état de telles mesures), en revanche la section de Bourg dès octobre 1944, constitue une commission d'épuration[73]. Tout au long de l'année 1945 celle-ci examine les adhésions des militants déjà présents en 1936, elle les " maintient " à la Fédération, les " réadmet " ou les exclut. Ainsi, à la réunion de section du 16 février 1945 " dix-neuf camarades sont maintenus au Parti, un est exclu, le docteur Pélicand ", et neuf adhésions nouvelles sont acceptées[74]. Ce sont des militants de la section qui, en " parrainant " les nouveaux adhérents se portent garant de leur respectabilité[75].

A la Libération, le parti, la Fédération proposent donc à la population un visage résistant. Par la présence de militants au sein des organes de décision dont le parti et la Fédération se servent comme vitrine du socialisme, par l'épuration qui les lavent de la collaboration, le parti et la Fédération pensent donner une image positive d'eux-mêmes. Pour autant toutes les mémoires, celles d'anciens militants socialistes et des autres partis n'ont pas oubliés les errements de leurs partis respectifs avant et pendant le conflit.

L'ambiguïté de la S.F.I.O. à la Libération

Les adhésions nouvelles à la Fédération socialiste de l'Ain sont influencées par l'importance politique acquise par la Fédération au sein du C.D.L., par la garantie d'un parti qui a procédé à l'épuration de ses effectifs, mais elles le sont aussi par l'adhésion de personnalités marquantes du département.

Une Fédération attractive

L'une de ces adhésions importantes est celle de René Nicod. R. Nicod[76] est né à Saint-Claude (Jura) le 18 juillet 1881. " Dès sa jeunesse il est un militant socialiste ardent "[77]. Il suit avec quelques hésitations la majorité du congrès de Tours (25-30 décembre 1920) qui fonde la Section de l'Internationale communiste (S.F.I.C.), il n'adhère au Parti communiste (P.C.) que six mois après le congrès de Tours[78]. Après avoir été élu député de l'Ain en 1919 avec l'étiquette socialiste, il est élu député de la circonscription de Nantua - Gex en 1936 pour le P.C. En 1940 il vote contre les pleins pouvoirs à Pétain. Il est interné " administrativement pendant toute la durée de l'occupation "[79]. S'étant détourné du P.C. du fait du Pacte germano-soviétique en septembre 1939, il sollicite son adhésion à la Fédération socialiste de l'Ain en 1945. Le congrès fédéral du 28 juillet 1945 accepte sa réintégration dans le Parti, non sans quelques hésitations. Le vote qui confirme son entrée au Parti donne cinquante-trois voix pour sa réintégration, vinght-six contre et dix-sept abstentions[80]. Son adhésion tardive au P.C, sa dénonciation du Pacte germano-soviétique, son comportement de juillet 1940 ont sans doute favorisé le

vote positif du C.F., malgré la défiance exprimée par certains militants socialistes à son encontre. La popularité et l'influence dont bénéficie R. Nicod s'expriment à travers ses succès électoraux. Malgré ses changements successifs d'étiquette politique sa ville et son canton l'ont toujours suivi depuis 1926 et 1928[81]. Il reste maire d'Oyonnax et conseiller général du canton jusqu'à sa mort en 1950. Son influence s'étend sur toute la circonscription de Nantua - Gex, elle atteint même les régions de Belley et Bourg où il est très apprécié[82]. La section socialiste d'Oyonnax doit certainement beaucoup à R. Nicod et son entrée à la Fédération. Ce changement d'étiquette politique permet aussi à la Fédération de prendre la ville et le canton alors que ceux-ci " étaient jusqu'alors considérés comme le fief du parti communiste "[83].

Une autre adhésion à la Fédération revêt un caractère tout aussi important, celle de Henri Durand.[84] Nous l'avons l'a dit précédemment, Henri Durand fit partie du C.D.L. de l'Ain en 1944 au titre de représentant des paysans. Il est né le 21 décembre 1880 à Sandrans, une petite commune des Dombes, où il est cultivateur[85]. Il est maire de sa commune. Depuis 1937 il est élu conseiller général pour le canton de Châtillon-sur-Chalaronne (arrondissement de Trévoux). En septembre 1945 il remporte l'élection de conseiller général avec l'étiquette radicale-socialiste " encore qu'il parût à l'époque se détacher déjà assez nettement des Radicaux "[86]. Il rejoint le parti socialiste en octobre 1945 auquel il apporte la mairie de Sandrans, le canton de Châtillon-sur-Chalaronne et la vice-présidence du Conseil Général[87].

Nicod et Durand sont l'illustration d'une Fédération socialiste de l'Ain qui recrute à la fois sur sa gauche avec Nicod et sur sa droite avec Durand. De telles adhésions sont de nature à fédérer un nombre important de nouveaux militants.

Une Fédération " répulsive " ?

Toutefois, la Fédération voit aussi partir quelques-uns de ses militants d'avant-guerre, Eugène Raffy notamment. Cet ancien militant socialiste naît à Bourg-en-Bresse le 25 septembre 1890. C'est un membre actif de la Fédération socialiste dans l'entre-deux-guerres. Il appartient à la section de Bourg[88]. En juillet 1935 il organise le congrès des groupements antifascistes à Bourg où on le nomme secrétaire départemental du Front populaire[89]. En 1938 il est le délégué de la Fédération socialiste de l'Ain au congrès national de Royan[90]. Il quitte la Fédération dès 1939[91] et rejoint le P.C., vraisemblablement à la Libération[92]. Pourquoi quitte-t-il la Fédération à la Libération ? A-t-il été déçu de l'attitude de son parti en 1940 ? S'il a été résistant, a-t-il intégré un groupe résistant communiste et prolongé à la Libération son engagement au P.C.? Ce sont des suppositions vraisemblables mais que rien ne permet de confirmer. Cependant et compte tenu de son importance au sein de la Fédération socialiste, il est possible qu'Eugène Raffy ait emmené avec lui d'autres éléments socialistes au P.C.

Ainsi à la Libération, la Fédération perd des éléments sur sa gauche. Mais elle en perd aussi sur sa droite : par exemple, lors des élections municipales de 1945, Maurice Lugand à Longecombe (canton de Hauteville, arrondissement de Belley) et Victor Gavard à Port (canton et arrondissement de Nantua) sont élus avec l'étiquette socialiste. Au scrutin de 1947, le premier est réélu comme candidat Républicain indépendant (droite), et le second pour les radicaux-socialistes[93]. Ces deux derniers exemples montrent combien, aussi, certaines adhésions sont éphémères : la Fédération jouit de son passé de résistant, de sa présence au sein des assemblées qui dirigent le pays au lendemain de la Libération. Il semble toutefois qu'elle ne sache pas conserver ses militants : nombre de ces adhésions ne seraient-elles qu'une " mode " ?

La Fédération jouit donc du prestige de ses militants résistants qui œuvrent au sein des organes de décision. Figures de proue du socialisme, ils parent la Fédération de valeurs posi-

tives, attractives. Cependant, il ne faudrait pas non plus négliger la part des militants qui ont quitté la Fédération par désaccord avec le vote des députés en 1940, par déception devant la lenteur de l'action résistante, choisissant soit de ne pas adhérer à un autre parti, soit d'adhérer ailleurs. Toutefois, les archives ne permettent pas de mesurer l'ampleur de ces " flux migratoires " du militantisme socialisme à la Libération. En revanche l'examen de l'évolution des adhésions de la Fédération au sortir de la guerre permet quelques hypothèses.

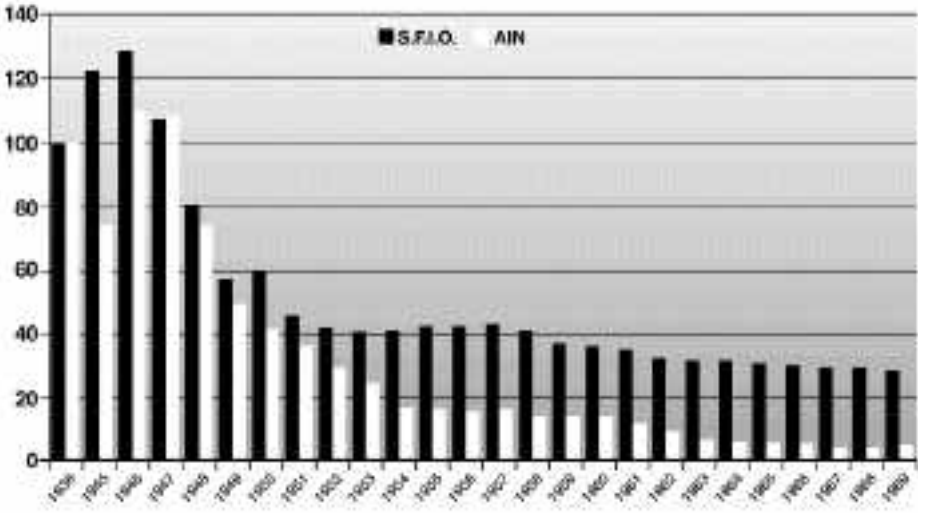
L'évolution des effectifs : un reflux inexorable ?

Le graphique, proposé ci-après, présente une comparaison de l'évolution des effectifs nationaux et fédéraux de la S.F.I.O. Les effectifs considérés pour la construction du graphique ci-dessous, correspondent aux prises de carte enregistrées par le secrétariat général à la fois pour l'ensemble du parti, mais aussi par fédérations. Nous avons pris en compte les cartes annuelles. La différence entre le nombre de " feuillets " et le nombre de timbres (il y a douze timbres, un par mois, sur un feuillet complet) suppose que certains militants ne cotisent que quelques mois. Cette fluctuation des effectifs est donc difficile à repérer. Néanmoins trois phases sont distinctes : première phase, une croissance qui correspondrait à l'apogée du socialisme dans l'Ain (1945-1947) ; deuxième phase, une chute rapide des effectifs (1948-1953) ; troisième phase, un long et progressif déclin, signe d'une Fédération à l'agonie (1955-1969) ?

1945-1947 : l'apogée du socialisme dans l'Ain

A la Libération et dans les trois années qui suivent, la Fédération comme le Parti enregistrent avec satisfaction de nouvelles et nombreuses adhésions. Ils récoltent semble-t-il l'engagement individuel de militants dans la Résistance, mais aussi le fruit de leurs actions menées au sein du Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.), des C.D.L., etc. La Fédération " recrute facilement, le Parti socialiste a tout à fait bonne presse "[94]. " Les effectifs dépassent les hautes eaux du Front populaire "[95] (en 1945,1946 et1947). Les pertes d'adhésions enregistrées en 1945 par rapport à 1938 ont trois explications possibles.

Evolution des effectifs de la S.F.I.O. et de la Fédération de l'Ain de 1938 à 1969 (indice 100 en 1938)



Sources : O.U.R.S. et Morin.

La première est inhérente à l'attitude du parti au début de l'occupation : la " mise en veille " de l'appareil socialiste tant au niveau national que fédéral, a pu créer une perte d'habitude du militantisme, certains anciens militants " ont tardé "[96] à reprendre leur carte, quand ils l'ont reprise. La deuxième explication tient sans doute à l'attitude ambiguë du parti socialiste au début de la guerre puis sous l'occupation, il n'est pas perçu comme un parti entièrement résistant (à l'inverse du

P.C.). Les militants qui ont adhéré à la Résistance ne le faisaient pas au nom de leur parti, à la différence des communistes par exemple, il a sans doute été plus facile de ce fait au P.C. de prolonger l'engagement résistant au sein du Parti. De plus la S.F.I.O. a contre elle dans l'Ain notamment l'attitude, néfaste pour son image, de l'un de ses élus, Quinson. Enfin la troisième explication quant à la baisse des effectifs en 1945 par rapport à 1938, est liée à la reconstruction tardive de la Fédération, le P.C. est le seul parti " qui ait entrepris sa réorganisation dans l'Ain sous l'occupation "[97]. Néanmoins la Fédération, forte du charisme de son secrétaire fédéral, Chatagner, et de l'image positive engendrée par ses militants résistants au sein d'organismes dirigeants, voit affluer de nouveaux adhérents. Les effectifs croissent de 32 % en un an, une croissance toutefois moins importante que celle de la S.F.I.O. au plan national. Peut-être les autres fédérations se sont-elles recréées plus tôt que la Fédération de l'Ain, d'autres fédérations comme celle du Nord ou du Pas-de-Calais ont sans doute une autre tradition socialiste que dans l'Ain. La recrudescence des adhésions se traduit par le triplement du nombre des sections en 1945 par rapport à 1944. Seule une quinzaine de sections " étaient remontées " en décembre 1944[98]. En 1945 la Fédération en compte quarante-neuf, soixante-dix-huit pour 1946[99]. Le développement de la Fédération est manifeste. Les réunions publiques sont aussi l'occasion de mesurer l'influence et la sympathie dont bénéficie la S.F.I.O. dans l'Ain. Au début de l'été 1945 la Fédération organise une conférence avec la participation d'André Philip[100], près de 350 personnes y assistent, c'est une belle réussite[101]. Les réunions données par Chatagner " depuis l'hiver [1946] obtiennent un succès croissant "[102]. Les élections concrétisent le courant favorable que traverse la Fédération. En 1936 la S.F.I.O. ne détenait dans l'Ain que quatre sièges au Conseil Général. Après les élections des 23 et 30 septembre 1945 elle emporte quinze sièges sur trente-six à pourvoir et enlève la présidence du Conseil. 1947 marque l'apogée de la Fédération qui compte alors deux mille deux cent vingt-cinq militants cotisants. De 1945 à 1947 la Fédération voit croître ses effectifs sans pour autant mettre en œuvre une propagande dynamique[103]. Serait-ce le résultat de l'action des socialistes au sein des organes de décision, de leur volonté d'épuration ? En tous cas la progression des effectifs montre que la Fédération accueille plus de militants qu'elle n'en perd à la Libération.

1948-1953 : la décrue des effectifs

1948 signe la fin d'une période euphorique pour le socialisme. Au plan national la décrue des effectifs est très sérieusement prise en compte par le secrétariat. Ceci transparaît notamment dans le *Bulletin Intérieur* dans lequel le secrétariat national ne cesse de rappeler aux secrétaires de section et aux trésoriers la nécessité de recruter[104]. Au plan local, la Fédération ne bénéficie plus de l'élan dynamique de la Libération, elle revient, en termes d'effectifs, à son niveau de 1945. La perte de militants est rapide. La Fédération perd la moitié de ses adhérents en moins de deux ans (en 1949 la Fédération compte 1 000 militants pour 2.200 en 1947). De 1948 à 1953 les effectifs ont chuté de 33 %. La décrue des effectifs est telle qu'à la suite d'une réunion publique organisée dans sa commune, le secrétaire de la section de Ferney-Voltaire demande qu'on lui envoie des imprimés d'adhésions, " il faut, pense-t-il, accepter le premier venu "[105]. Les secrétaires de section rendent compte à la Fédération des difficultés auxquelles ils sont confrontés. Estève, secrétaire de la section de Pont d'Ain, le 12 octobre 1948, écrit à G. Coltice, nouvellement promu secrétaire fédéral, que " c'est très dur à la base, et il est temps qu'on se remue en haut "[106]. Les sections créées à la Libération se désagrègent, " tombent en léthargie "[107] et ne " demandent plus de timbres pour 1948 "[108]. D'autres sections perdent petit à petit leurs adhérents. Nombreuses sont les sections qui comptent moins d'une dizaine de cotisants[109]. Ce sont des sections

squelettiques où il est bien difficile d'avoir une véritable activité militante. " Le parti a besoin d'être regonflé dans [la] région "[110]. Dès 1949 la Fédération envoie donc les membres du Bureau fédéral (B.F.) pour tenter de réveiller les sections endormies. Marcel Imbert, secrétaire fédéral chargé de la propagande doit " s'occuper des sections défaillantes "[111]. Les tournées dites " Flocard ", du nom du délégué général du parti qui vient dans l'Ain pour dynamiser la Fédération, révèlent à la fois l'ampleur de la désaffection dont souffre la Parti dans le département, mais aussi l'incapacité des militants de l'Ain à être des porte-parole influents capables d'engendrer des adhésions nouvelles et durables. La première tournée effectuée par Flocard en janvier 1950 semble concluante : quatre sections ont été reconstituées, Corbonod, Nantua, Jujurieux et Lagnieu[112.] Flocard multiplie ses visites dans l'Ain avec la même mission : la reconstitution des sections disparues ou endormies. Mais en moins d'un an la Fédération a perdu tout le profit de l'élan positif de la Libération. Les adhésions enregistrées entre 1945 et 1947 n'auraient-elles été que le fruit d'une mode (cf. le mot de Jaurès) ? Au plan national, la S.F.I.O. souffre de la même désaffection. Sans doute paie-t-elle aussi le prix de sa présence au pouvoir. Dans son ouvrage sur les débuts de la IVe République, J.P. Rioux décrit ainsi l'état de l'opinion publique vis-à-vis des politiques : " c'est sur le front de l'alimentation que les difficultés éclatent aux yeux de tous, c'est l'obsession de la ration quotidienne qui fixe les mécontentements : la satisfaction des besoins élémentaires est, dans les villes surtout, la pierre de touche de la popularité d'un gouvernement "[113]. Dans le contexte de la reconstruction, il est sans doute difficile de gouverner d'autant que la France dans l'euphorie de la victoire avait pu croire que dans le pays d'après-guerre la vie serait plus facile. En 1948 les Français sont lassés des pénuries, des restrictions. Les militants sont conscients du " discrédit " dont souffre leur parti vis-à-vis notamment du P.C., mais aussi des conséquences désastreuses de l'inflation sur la population[114]. Les militants de la Fédération dénoncent cet état de fait et proposent comme solution à cette crise la non participation de la S.F.I.O. aux divers gouvernements dits de la Troisième Force, dans lesquels d'après eux la S.F.I.O. se compromet.

1954-1969 : un long et progressif déclin, une fédération à l'agonie ?

De 1955 à 1969 la Fédération poursuit son lent mais progressif déclin. En 1955 la Fédération dénombre trois cent cinquante militants, cent dix en 1969[115]. En quinze ans, la S.F.I.O. a perdu 220 %[116] de ses militants dans l'Ain. Cette diminution des effectifs correspond autant au départ d'adhérents qu'à la retraite, voire au décès, de vieux socialistes, militants de la première et de la dernière heure ! La Fédération subit les conséquences de son incapacité à retenir les adhérents venus à la S.F.I.O. au lendemain de la Libération. Ainsi en 1956, la préfecture de l'Ain met en évidence l'incapacité de la Fédération à répondre aux attentes de ses adhérents qui vont chercher ailleurs un parti susceptible de mieux les représenter. La préfecture note " les ravages exercés par l'U.D.C.A. dans les rangs du parti [socialiste] "[117]. Dépossédée de ses militants par des partis ou mouvements qui semblent aux yeux des militants mieux servir leurs intérêts, la S.F.I.O. ne conserve dans ses rangs que les vieux adhérents qui quittent à leur tour le parti, eux en raison de leur âge[118]. La décrue des effectifs est aussi liée à un mouvement à la fois national par son développement, mais aussi local par ses origines. Suite à des conflits personnels autant que politiques, R. Greusard quitte la Fédération en 1952[119] et fonde en 1954 dans l'Ain le Centre d'action des gauches indépendantes (C.A.G.I.)[120]. Il aurait entraîné avec lui quelques socialistes. Le Préfet note dans plusieurs de ses rapports mensuels de 1954 que le C.A.G.I. est composé de " transfuges de la S.F.I.O. "[121]. Les socialistes qui quittent la Fédération entre 1953 et 1954 (150 adhérents) ne rejoi-

gnent sans doute pas tous le C.A.G.I., néanmoins nous pouvons citer en exemple Brosselin, militant de Lagnieu et J. Marinet, de Bellegarde[122].

Or, la Fédération est vide de jeunes susceptibles de pourvoir à ces départs (cf. ci-après le vieillissement de la Fédération, et la faiblesse des J.S.). Dans ce contexte la crise de 1958 aurait pu être catastrophique pour la Fédération. La scission survenue en 1958 (scission du Parti socialiste autonome, P.S.A.) aurait pu en effet provoquer une chute sensible des effectifs de la Fédération à l'instar de la S.F.I.O. toute entière. Cependant au congrès fédéral du 5 juillet 1959 " les congressistes constatent avec satisfaction la remarquable stabilité des effectifs malgré les graves événements rencontrés en 1958 […]. Moins de 3 % des camarades ont cru devoir suivre provisoirement les soi-disant autonomes "[123]. Les scissionnistes auraient-ils réintégré les rangs de la Fédération ? De nouvelles adhésions ont-elles compensé le départ de certains militants ? Rien ne permet de l'affirmer ou de l'infirmer. Il reste en effet que les effectifs n'évoluent pas entre 1958 et 1960, la Fédération enregistre pour chacune des trois années trois cents cotisants. Elle a donc résisté à la crise de 1958 mais pour peu de temps. La chute du nombre des cotisants reprend en effet en 1961, elle est continue jusqu'en 1969. Les sections sont les premières à subir le reflux des militants. Vidées de leurs adhérents elles disparaissent faute d'activité. La perte progressive de militants par la Fédération tient sans doute à la lassitude éprouvée par certains adhérents face au climat fédéral et national. Les conflits de personnes se multiplient au sein de la Fédération. L'affaire Greusard et le départ de ce dernier pour fonder le C.A.G.I. en est une illustration. Au plan national l'affaire algérienne puis l'attitude des dirigeants socialistes nationaux lors des diverses élections ont semblent-ils éprouvés le militantisme des adhérents[124].

Même si tous ses anciens militants ne l'ont pas rejointe à la Libération, préférant d'autres partis, la Fédération peut néanmoins s'enorgueillir de recruter un certain nombre de nouveaux adhérents. La Fédération, durant les trois années qui suivent la Libération, récolte semble-t-il les fruits des actions individuelles de ses militants. Elle jouit de leur prestige de résistant, de leur présence nombreuse au sein des organes de décision, de l'épuration qui balaie les compromissions. La Fédération est auréolée de l'image positive de la Résistance. L'euphorie est cependant de courte durée. Dès 1948, les militants se dispersent. La Fédération se vide. Les pertes sont rapides et nombreuses. La Fédération paie sans doute la présence des ministres socialistes au pouvoir. L'effet de mode joue ici aussi pour partie : la mode a repris les adhérents venus à la Libération. A partir de 1954 la régression des effectifs est plus lente mais semble tout aussi inéductable. D'autant que des crises internes au socialisme et à la Fédération fragilisent les rangs militants de la Fédération. En 1969 celle-ci, du point de vue de ses effectifs est à l'agonie.

Les sections : disparition des relais locaux

La S.F.I.O. est organisée de façon pyramidale. " A la base de la pyramide, sur le plan territorial, des sections, communales ou cantonales "[125]. La plupart des sections sont communales. La raréfaction des militants et la disparition de nombreuses sections contraignent les adhérents locaux à se regrouper dans des sections dont le siège est placé au chef-lieu de canton ou dans une commune plus importante[126]. Ce procédé permet aux socialistes restant d'être intégrés dans une section qui peut ainsi développer une véritable activité, cette nouvelle section pouvant espérer que les adhérents restant, soient des militants " fervents ", puisqu'ils font l'effort de se regrouper pour être plus nombreux et donc mener une action plus dynamique. La section est un élément important de l'organisation de la

S.F.I.O., elle constitue un point d'ancrage fondamental pour la diffusion des idées socialistes et la mise en œuvre d'une propagande efficace. On comprend alors mieux les " efforts " entrepris par la Fédération pour conserver celles-ci. Privée de ses militants et de ses sections la Fédération peut difficilement faire entendre la voix du socialisme.

Nous montrerons d'abord combien il est difficile de prendre en compte le nombre des sections et expliquerons les critères que nous avons définis pour les comptabiliser. Ensuite nous analyserons leur évolution numérique. Enfin nous considérerons leur répartition géographique.

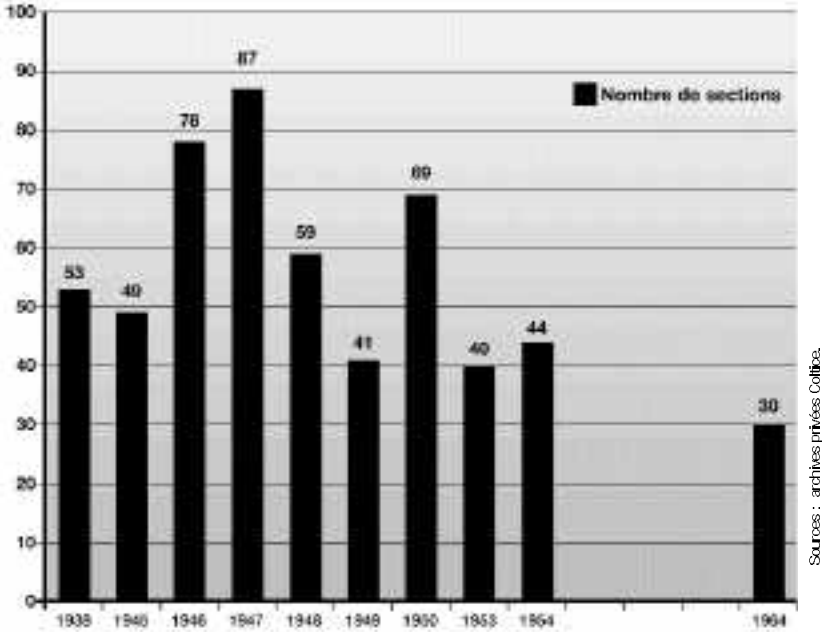
La difficulté de prendre en compte des sections " virtuelle "'

Compte tenu de leur existence souvent éphémère, " il arrive que les sections réveillées par le [passage de Flocard], retombent dans leur sommeil "[127], il n'est pas aisé d'établir un dénombrement précis des sections. Les adhérents les désertent souvent très rapidement. En 1949 la section de Montrevel (canton de Montrevel, arrondissement de Bourg) recense une trentaine d'adhérents, c'est une section numériquement assez importante[128]. Cette section compte autant de militants au début de 1952. Or, le 23 mars 1952 le secrétaire de section " informe [le secrétariat général] que sa section est sur le point de péricliter. [Qu'il a] renoncé à tenir des réunions en raison des trop nombreuses absences "[129]. Cet exemple, parmi d'autres, montre que les sections disparaissent tant en raison de départs de militants qu'en raison de l'absence de militantisme de la part des adhérents ; beaucoup de sections n'ont en fait qu'une existence virtuelle. Comment dès lors en tenir une comptabilité ? Lesquelles prendre en compte : toutes les sections répertoriées par la Fédération, ou bien les seules sections faisant preuve d'une réelle activité ? Toutes les sections recensées par la Fédération ou le secrétariat général seront retenues, à la fois pour simplifier la comptabilité, mais aussi parce que la faiblesse archivistique ne permettait pas de déterminer les seules sections actives. Le nombre de sections dénombrées par la Fédération ou le secrétariat général n'a pas toujours pu être confirmé par les archives disponibles. De plus les sections existantes n'ont été répertoriées que pour 1946, 1953 et 1954. Sans doute les archives introuvables du P.S. auraient été fort utiles ici. A défaut de celles-ci, Cette analyse sera donc limitée mais non dénuée d'intérêt.

Evolution du nombre des sections

L'évolution globale du nombre des sections suit la courbe des effectifs : les sections se font de plus en plus rares de 1945 à 1964.

Evolution du nombre des sections socialistes de l'Ain entre 1939 et 1964



Sources : archives privées Collice.

De 1945 à 1947 le nombre de ces sections augmente, près de 78 % de croissance. Rien de bien surprenant à cet accrois-

sement puisque le nombre des adhésions à la Fédération est aussi en augmentation. La plupart des sections ont été créées entre 1945 et 1949[130]. " L'effectif des sections est en moyenne de vingt à vingt-cinq membres pour les sections spécifiquement rurales pour des communes de deux cents à six cents habitants [la section de Saint-Martin-de-Bavel, dans le Bugey, compte vingt-deux adhérents pour trois cents à quatre cents habitants[131]], et de quarante-cinq à soixante-dix membres pour les gros bourgs industriels ou commerçants de cinq mille à vinght mille habitants "[132], [la section de Lagnieu compte soixante membres pour cinq mille habitants environ[133]]. En 1948, comme pour les effectifs, la chute est très sensible et en 1949 la Fédération compte moins de sections qu'à la Libération. Le trésorier fédéral, Léon Guillet, note qu'au 10 février 1949 seules six sections ont pris leurs cartes du Parti[134]. Ces dernières sont de plus en plus petites et se regroupent pour avoir une importance numérique plus grande et une véritable activité (cf. section de Neyron). Beaucoup de sections, à partir de 1948-49 ont souvent moins d'une dizaine de cotisants et moins encore de " véritables " militants qui assistent aux réunions, participent à la propagande. Savanture, secrétaire de la section de Saint-Laurent-les-Mâcons, " signale [à son secrétaire fédéral, qu'en 1951] sur les six membres de la section deux ont déclaré vouloir se retirer, et trois ne s'y intéressent plus. [Qu'ils] ne resteront plus que trois "[135]. A cet égard la situation de la section de Bézériat semble anachronique. Dans une commune de trois cent neuf habitants seulement, la section revendique en 1955, encore dix adhérents[136].

Alors que le nombre des sections a une évolution décroissante, le " pic " de 1950 peut paraître surprenant : comment expliquer une progression de 68 % du nombre de sections par rapport à 1949, alors que l'ensemble de la Fédération perd des effectifs, que le nombre de sections n'a cessé de décroître depuis 1948 ? Ce pic révèle toute l'incapacité d'une Fédération à mener des actions efficaces pour la reconstruction de ses sections. En 1950, Flocard a réalisé toute une série de tournées de propagande dans l'Ain au cours desquelles il a su " réveiller les sections endormies ou disparues ". Le pic en 1950 est la matérialisation de ses séjours dynamiques dans l'Ain[137]. Il en va de même en 1954. Le problème de ces sections, révélé sur le graphique, est qu'elles ne sont pas viables. Est-ce la manifestation d'un militantisme mou de la part des adhérents de la Fédération ?

La répartition des sections dans le département[138]

Les sections étant de plus en plus rares, les militants se regroupent dans des sections plus importantes qui sont souvent situées au chef-lieu de canton et dans l'ensemble du département les chefs-lieux de cantons sont presque tous pourvus de sections. En 1946 les chef-lieu de canton de Saint-Triviers-sur-Moignans, Thoissey, Villars-les-Dombes (arrondissement de Trévoux), de Gex (arrondissement de Gex), de Brénod, du Grand-Habergement, de Dortan, de Poncin (arrondissement de Nantua), de Lhuis, de Seyssel (arrondissement de Belley), n'ont pas de sections[139]. Toutefois, il existe au moins une section dans une commune de ces cantons (sauf pour Dortan et Thoissey). En 1953 les cantons de Lhuis, Collonges, Brénod, et Dortan n'ont aucune section[140]. En 1954, il s'agit des cantons de Treffort, Châtillon-sur-Chalaronne, Meximieux, St-Triviers-sur-Moignans, de Belley, de Champagne, Lagnieu, Izernore, Dortan et Poncin. Un nombre important de ces cantons se situent dans les arrondissements de Gex et Nantua[141]. Or, dans ces deux entités administratives, la Fédération n'a pas les faveurs des électeurs. Exception faite d'Oyonnax, mais dans cette ville c'est plus semble-t-il la personnalité de Nicod qui est déterminante que son étiquette politique. L'est du département est acquis à un républicain indépendant, Anthonioz[142]. Les seuls succès électoraux de la Fédération dans le

Bugey ont été remportés dans les villes ou cantons qui possédaient au moins une section. Il en est ainsi pour Bellegarde, pour Izernore, pour Oyonnax[143]. A Oyonnax, Nicod est remplacé à sa mort par un autre socialiste, Georges Mermet-Guyennet. Alors que la section a du mal à vivre, qu'elle disparaît puis réapparaît[144], le socialiste perd son siège aux cantonales d'octobre 1951[145]. Les sections sont les vecteurs de la propagande, quand elles ont disparu, la Fédération a bien du mal à faire entendre la voix du socialisme et plus encore quand ces régions sont éloignées de Bourg, siège de la Fédération.

La diffusion du socialisme dans l'ensemble du département est d'autant plus difficile que les sections sont inégalement réparties. Les arrondissements de Bourg et Trévoux concentrent plus de la moitié d'entre elles[146]. Les cantons les plus reculés par rapport au siège de la Fédération sont mal pourvus en sections. Ainsi l'arrondissement de Gex ne possède que deux sections en 1946. L'accroissement du nombre des sections dans cet arrondissement est lié aux tournées de propagande mises en place par la Fédération. L'effort de propagande réalisé dans le Pays de Gex marque la volonté de la Fédération de faire pénétrer le socialisme dans tout le département[147]. Il semble que celle-ci y soit parvenu puisque trois sections se sont créées entre 1953 et 1954 et que le canton de Collonges est gagné par la S.F.I.O. aux élections de 1951 et qu'il restera socialiste jusqu'en 1958[148]. Le décalage entre le gain du siège cantonal et la création de section dans l'arrondissement pose question. Il ne fait pas de doute que la propagande effectuée dans cette région ait permis la victoire électorale. Serait-ce le gain du siège qui aurait créé une dynamique permettant le développement de sections dans l'arrondissement de Gex ? Une propagande fédérale volontaire pourrait-elle alors pallier l'absence de section dans une région ?

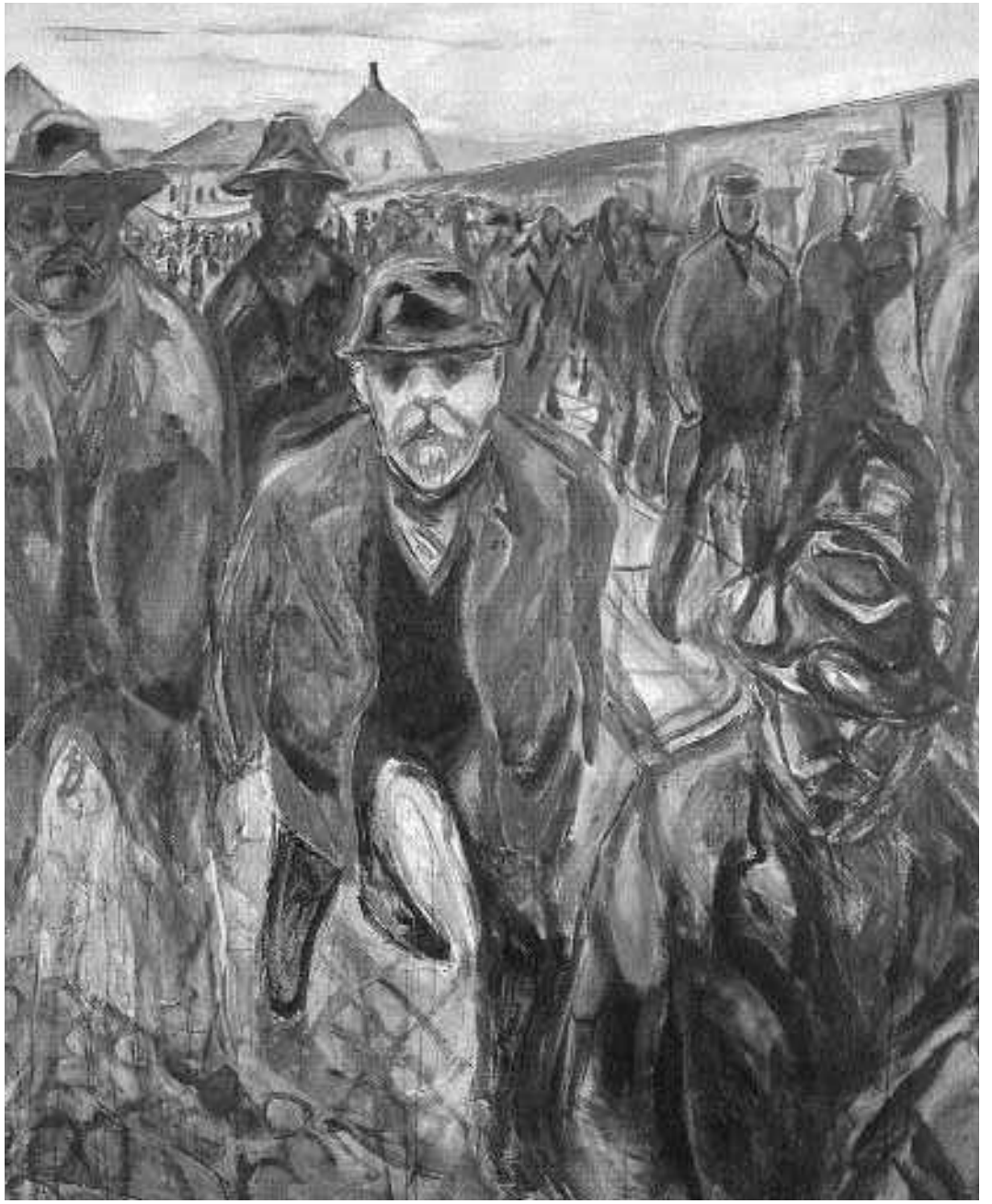
Les sections proches de Bourg sont celles qui résistent le mieux aux désaffections qui provoquent la mort des autres. L'arrondissement de Bourg n'est toutefois pas épargné par la disparition de sections. Mais les pertes sont minimes par rapport aux autres arrondissements. Bourg ne perd que 22 % de ses sections (soit cinq), quand Trévoux, Belley ou Nantua en perdent plus de la moitié. Deux cantons de l'arrondissement de Bourg ont même accru le nombre de leurs sections en 1954 : Montrevel et Pont d'Ain[149]. Nous pouvons supposer que la proximité de Bourg, c'est-à-dire du siège de la Fédération, favorise sinon l'éclosion de sections (la création de section reste marginale) du moins la survivance de celles-ci. Les arrondissements de l'est qui ne sont plus dans le rayonnement de Bourg comportent peu de sections. Coltice dans une lettre adressée au secrétariat général met en évidence la difficulté d'atteindre des régions comme celle de Gex qui est dans l'aire de rayonnement de Genève plutôt que dans celle de Bourg : Gex " est un canton situé sur la frontière suisse, […] où les habitants sont plus gessiens que français "[150]. La S.F.I.O. n'y a pas bonne presse. Dans la région de Belley la faiblesse militante est imputée à la défiance dont feraient preuve les Bugistes à l'égard des partis ou de l'engagement politique. Lors d'un entretien M. Marcel Gache, militant S.F.I.O. depuis 1932, mit en évidence le refus des Bugistes de " s'embrigader " dans un parti socialiste, " ça n'est pas bien la mode dans notre secteur d'adhérer à un parti politique carrément "[151]. D'après M. Gache la disparition de la section de Culoz trouve ici son explication. Dans un article intitulé " A la recherche du militant : les militants de l'Ain 1914-1939 "[152], Charles Sowerwine met, lui, en évidence le rôle de bourgs industriels tel Oyonnax, " ville du peigne ", ou de cités " cheminotes ", telles Ambérieu-en-Bugey et Bellegarde, dans l'émergence du militantisme. En s'interrogeant sur " les difficultés de la gauche en notre fin de siècle " dans l'Ain, il évoque " l'érosion de cette base militante " (les ouvriers du peigne et les cheminots) pour expliquer la perte de l'activité militante dans ces régions. De fait, dans la seconde moitié du XX^{e} siècle, Bellegarde perd ses prérogatives ferroviaires au profit d'Ambérieu qui devient

un véritable nœud ferroviaire. Alors que Bellegarde maintient difficilement sa section, les militants d'Ambérieu conservent la leur[153].

Le nombre des sections suit la courbe des effectifs. Après " les trois glorieuses " qui suivent la Libération, l'arrêt de l'accroissement du nombre des sections est net. Constituées localement par les militants de la Fédération, les sections subissent de plein fouet la chute des effectifs fédéraux. Premières victimes immédiates du reflux, elles disparaissent. Malgré la difficulté à les dénombrer du point de vue de leur activité, nous remarquons cependant que l'est du département (Bugey, Pays de Gex, …) est le plus durement touché par la disparition des sections. Leur sort est à la fois dépendant de l'engagement des militants qui assistent ou non aux réunions, mais aussi du départ de militants : ou bien, en effet, les sections disparaissent très vite parce qu'elles sont vidées de leurs militants, ou bien elles périclitent doucement par l'absence de leurs adhérents. Non seulement les sections disparaissent, mais celles qui perdurent sont de petites unités précaires. Le maillon local de la Fédération est devenu un maillon faible.

En 1948 la France est en pleine reconstruction. L'euphorie de la Libération est retombée, chacun fait face, avec plus ou moins de succès aux problèmes du moment. Pour les Français notamment les problèmes sont d'ordre domestique, pour les dirigeants politiques ils sont constitués par l'entrée dans la guerre froide, pour la S.F.I.O. les problèmes sont liés à la chute des effectifs. La S.F.I.O. n'a, semble-t-il, pas réussi à transformer l'essai de la Libération. Au plan fédéral l'accroissement des effectifs et la création de nombreuses sections paraissent matérialiser les effets positifs à la fois de l'engagement résistant des militants socialistes, de leur présence au sein des C.D.L. et C.L.L., mais aussi de l'épuration qui, même timide dans l'Ain, tourne la page vichyssoise du parti. Le retournement de situation qui se solde par la chute des effectifs et la disparition des sections, est à ce point brutal que nous devons nous interroger sur ses causes. La gestion du pays par les coalitions du Tripartisme puis de Troisième force, auxquelles appartiennent les socialistes, est-elle si désastreuse que les militants quittent la S.F.I.O. pour montrer leur désaccord ? En 1948 le bilan du Tripartisme puis de la Troisième Force n'est pourtant pas négatif. Les réalisations sont nombreuses : les comités d'entreprises ont été étendus par ordonnance du 16 mai 1946, les conventions collectives rétablies en décembre 1946, le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) instauré en mars 1947, etc. Mais la population est, elle, " obsédée "[154] par le ravitaillement et la politique du gouvernement à cet égard devient vite impopulaire. Les conséquences de la présence socialiste au sein des gouvernements peut expliquer en partie le reflux de militants, mais ce ne peut être la seule hypothèse compte tenu du caractère massif et rapide du reflux. Sans doute pouvons-nous aussi considérer qu'en 1945 un certain nombre d'adhésions l'ont été par mode.

Sur la période 1944-1969, la Fédération S.F.I.O. de l'Ain perd donc sa base militante et ses sections. La Fédération est ainsi privée de sa main-d'œuvre militante et de ses relais locaux ce qui ne peut être sans conséquences sur la mise en œuvre de la propagande fédérale. D'après Ch. Sowerwine " les difficultés de la gauche en notre fin de siècle résultent de l'érosion de la base [industrielle que constitue le peigne à Oyonnax, par exemple], de la diminution [des grands corps (cheminots, fonctionnaires)] qui favorisaient à la fois l'esprit de lutte et l'esprit collectif "[155]. La composition sociologique de la Fédération confirme-t-elle à la fois une telle hypothèse et l'appartenance des militants socialistes au monde ouvrier ? c



Edvard Munch : Le retour des travailleurs, *1913/1915, Oslo, Musée Edvard Munch.*

Chapitre 2

Des militants vieillissants et en voie de “notabilisation”?

La S.F.I.O. se présente comme l’un des deux partis de la classe ouvrière. Le nom du parti est, à cet égard, significatif : “ Section française de l’Internationale ouvrière ”. Le congrès de 1946, au cours duquel G. Mollet prend, durablement, la direction du parti, marque la volonté de l’aile gauche de la S.F.I.O. de revenir aux sources idéologiques du socialisme en affirmant que la S.F.I.O. est et restera un parti de lutte de classes[156]. Le texte préparé par la *Pensée socialiste*[157] et signé, entre autres, par Mollet, dénonçant la politique de Mayer, insiste sur la nécessité de retrouver une base ouvrière sur laquelle le parti doit s’appuyer pour mener cette lutte de classes. Tel est donc l’objectif assigné au parti ainsi pris en main par Mollet. Or la S.F.I.O. a de plus en plus de mal à s’identifier au “ parti des prolétaires ”. L’étude de la Fédération de l’Ain confirme-t-elle localement l’échec de la politique souhaitée par Mollet ? La Fédération, aux dires des militants[158], apparaîtrait au fil de la période comme un parti de “ notables ”[159]

c'est-à-dire un parti composé de militants qui appartiennent à une certaine catégorie sociale caractérisée soit par une aisance financière soit par un " statut intellectuel ", voire les deux à la fois. Cette contradiction entre la volonté d'être " le parti de la classe ouvrière " et la composition de la Fédération est dénoncée de deux façons. D'une part parce que les militants n'appartiendraient pas (ou plus[160]) à la classe ouvrière, mais à la classe moyenne des fonctionnaires et des professions libérales. D'autre part cette notion de " notables " serait exacerbée par une raison qui tiendrait plus à l'impression donnée par les militants eux-mêmes : leur âge. La notion de " notable " n'est-elle pas aussi liée à l'âge ?

Dans une première section nous étudierons les militants de la Fédération du point de vue de leur appartenance sociologique. Nous déterminerons les catégories socioprofessionnelles parmi lesquelles la Fédération recrute ses militants : dans quelle mesure celle-ci est sociologiquement représentative d'un parti ouvrier et quelle y est la part des adhérents issus de la classe ouvrière. Nous verrons quelles sont les catégories socioprofessionnelles les plus représentées à la Fédération. Cette dernière est-elle une fédération d'ouvriers ou de notables ? Dans une deuxième partie, nous présenterons le visage de la Fédération : qui sont les militants qui la composent ? Des hommes ? Quelles sont les femmes qui militent ? Quelle est la part des jeunes ? Enfin, la troisième partie est consacrée à la " relève " militante, aux Jeunesses socialistes (J.S.). Nous verrons dans quelle mesure elles sont représentatives de la Fédération adulte d'un point de vue sociologique notamment. Mais aussi en quoi les jeunes sont le révélateur des maux des adultes.

La sociologie des militants : l'ouvrier et les notables

"Le recrutement des sections comprend habituellement des artisans, des petits fonctionnaires, et un certain nombre seulement d'ouvriers. Il est à noter cependant que ce recrutement s'établit parmi les meilleurs éléments moraux et civiques de la cité, à l'encontre du recrutement communiste qui trop souvent comprend " l'ivrogne du village ou le chômeur patenté "[161]. Pinelli, secrétaire fédéral, met ainsi en évidence une contradiction de la S.F.I.O. en général et de la Fédération en particulier : le parti qui se dit " de la classe ouvrière " ne recrute pas parmi la catégorie sociale qu'il est censé représenter. En revanche la Fédération peut, d'après son secrétaire fédéral, se prévaloir d'un meilleur recrutement que le P.C. Néanmoins, et ce malgré les maigres consolations quant à la qualité du recrutement, la Fédération est en butte au même problème que la S.F.I.O. : comment se prévaloir de la classe ouvrière quand on ne parvient pas à recruter des ouvriers ? Quelles sont alors les catégories socioprofessionnelles parmi lesquelles la Fédération recrute l'essentiel de ses militants ? Sont-elles conformes à l'évolution de la composition du parti, ou est-ce une originalité de la Fédération ?

Deux enquêtes ont été réalisées à la Fédération[162]. La première date de 1951 et porte sur une étude de six sections, St-Triviers-de-Courtes, Montrevel, Corbonod, Le Plantay, St-Cyr-sur-Menthon, Le Crottet[163]. La seconde fut menée par le secrétariat général en 1954-55. Dans l'Ain seules douze sections sur quarante-quatre " présumées en activité "[164], ont répondu au secrétariat général. Ces sections sont celles de Bézériat, Bourg, Corbonod, Dagneux, Jujurieux, Lescheroux, Montrevel, Pont de Vaux, Saint-Laurent-les-Mâcons, Saint-Rambert-en-Bugey, Saint-Triviers-de-Courtes, Bâgé-le-Châ-

tel, Crottet, Saint-Cyr-sur-Menthon et du Plantay. Il est intéressant de noter que la majeure partie des sections ayant répondu au sondage sont situées dans l'ouest du département dans une contrée plutôt rurale. Leur situation géographique correspond aux régions où la Fédération semble la mieux implantée (voir précédemment). " L'analyse de cette population permet des conclusions intéressantes mais nécessairement limitées par l'étroitesse de l'échantillon "[165], nous tenterons cependant de pallier les lacunes archivistiques en nous appuyant sur la correspondance entre le secrétariat fédéral et les militants.

Des ouvriers, un ouvrier ?

Christiane Hurtig dans son ouvrage présente la " composition sociale des adhérents de la S.F.I.O. en 1953 "[166]. Même si les fonctionnaires constituent la catégorie socioprofessionnelle la plus représentée, (24.9 %), les ouvriers sont encore assez nombreux au sein de la S.F.I.O., avec 24.3 %. En revanche, ils ne représentent que 9 % des effectifs militants au sein de la Fédération de l'Ain en 1951[167]. En 1954-1955, le secrétariat en recense 16.4 %[168]. Si la proportion des ouvriers par rapport au reste des militants est beaucoup moins forte dans l'Ain que dans l'ensemble du parti, cette proportion s'accroît en trois ans. Pourtant, Pinelli constate qu'en 1946, les sections sur lesquelles ont porté ces enquêtes souffrent déjà de la désaffection des ouvriers et celle-ci est dénoncée par certains militants. En 1952 Brosselin, un militant de la section de Lagnieu, déplore ce manque d'ouvriers parmi les adhérents socialistes, " nous n'avons plus d'ouvriers "[169] écrit-il à son secrétaire fédéral. Un autre militant, Ch. Roure, secrétaire à la section de Saint-Laurent constate en 1953 que " les ouvriers sont tous communistes ou pro-communistes. Que les commerçants sont tous M.R.P. à part quelques radicaux tièdes "[170]. Comment comprendre alors le décalage entre les résultats des deux enquêtes et les cris d'alarme des militants ? Paradoxe d'autant plus important que la part des ouvriers au sein de la Fédération croît alors même que les effectifs de la Fédération diminuent. Paradoxe d'autant plus surprenant que les lettres de Brosselin et Roure données en exemple sont écrites justement au moment de l'accroissement de la part des ouvriers dans les effectifs fédéraux. Il aurait fallu pouvoir étudier le recrutement de la Fédération sur une plus importante période pour dégager une tendance longue. Or, les archives privées Coltice ne fournissent pas de telles informations, celles de la Fédération socialiste auraient été utiles ici, mais elles ont été égarées. Les archives de l'O.U.R.S. sont aussi énigmatiques. Quel crédit pouvons-nous accorder à l'enquête effectuée en 1954-1955 quand celle-ci indique que la Fédération ne comporte aucun fonctionnaires dans ses rangs alors même qu'ils sont très présents notamment dans les organes de direction, quand les militants eux-mêmes mettent en évidence la prépondérance des fonctionnaires à la Fédération[171]. Malgré ces réserves et les limites des archives, nous pouvons cependant noter que les ouvriers ne représentent que le cinquième des militants socialistes dans l'Ain. Pour un parti qui se dit " parti de la classe ouvrière " la proportion est faible. Est-ce là ce que dénoncent les militants ?

Les militants qui s'inquiètent du non-recrutement des ouvriers y voient les conséquences de la politique socialiste depuis la Libération. D'après eux cette politique n'est pas une politique " ouvriériste ". D'un point de vue national les militants mettent en cause la présence de la S.F.I.O. au pouvoir. En effet, le parti subit les conséquences de sa participation aux divers gouvernements au sein notamment de la Troisième Force[172]. Le P.C. lui est entré dans l'opposition ce qui lui permet d'avoir une attitude critique sans doute plus facile à tenir dans le contexte de la reconstruction puis des guerres coloniales dans lequel la S.F.I.O. s'empêtre. En outre, le parti doit assumer des actes tels ceux de 1947[173], ou du raidissement du conflit algérien. D'un point de vue local, la Fédération ne se situe pas dans un département industriel. Une

étude comparative du recrutement du P.C. et de la S.F.I.O. dans les foyers industriels du département (Bourg, Oyonnax, Ambérieu…) aurait permis une analyse plus fine[174] : dans ces foyers industriels qui, de la S.F.I.O. ou du P.C. recrute les ouvriers ? Quels sont les fiefs socialistes ? communistes ? L'analyse des résultats électoraux nous permettait de formuler quelques hypothèses, à défaut de connaître la composition des sections de Bourg, Ambérieu ou Oyonnax. Néanmoins il apparaît clairement à la lecture des lettres de militants envoyées au secrétariat fédéral que les communistes recrutent mieux les ouvriers que la Fédération socialiste de l'Ain. C'est pourquoi certains militants socialistes souhaitent œuvrer avec les communistes pour rester en contact avec la classe ouvrière. Brosselin, secrétaire de la section de Lagnieu justifie ainsi son rapprochement avec les communistes de sa commune[175]. Devant le désintéressement manifesté par les militants de sa section (" les autres camarades ne se déplacent même plus "), devant les désaffections et les difficultés du recrutement (" nous perdons de plus en plus nos troupes nous n'avons plus d'ouvriers, nous sommes le seul parti incapable de recruter des jeunes "), devant les compromissions socialistes dans des gouvernements de droite (" les voix socialistes ont, trop souvent, été données à des gouvernements qui glissaient à droite ") qui ont détourné la classe ouvrière de la S.F.I.O., Brosselin ne voit qu'une issue à la crise traversée par le parti : l'action commune avec le P.C. puisque ce parti lui paraît seul capable d'œuvrer dans l'intérêt de la classe ouvrière. D'après lui, l'unité retrouvée avec les communistes permettrait au Parti socialiste de se redéfinir comme un parti ouvrier et ainsi de retrouver sa crédibilité.

Cette crise du recrutement à la fois quantitatif (en nombre d'adhésions) et qualitatif (en nombre d'ouvriers présents à la Fédération) provoque des dissensions internes, des remises en question de la politique fédérale. Brosselin illustre ce point. C'est à la demande de Coltice que Brosselin écrit cette lettre. Coltice lui demande en effet de justifier sa conduite vis-à-vis des communistes dans la mesure où le secrétariat fédéral refuse tout rapprochement avec les communistes (" je m'excuse de n'avoir pas répondu plutôt à ta demande de renseignements ")[176]. En cela d'ailleurs Coltice ne fait que répercuter les directives nationales. Le " cas Brosselin " met en évidence les différences de stratégies au sein même de la Fédération : ceux qui refusent toute compromission avec les communistes (Coltice par exemple), ceux qui ne voient le salut de la S.F.I.O. que dans l'action commune avec les communistes. Qu'ils adhèrent à l'une ou l'autre solution, les militants socialistes déplorent tous " l'embourgeoisement "[177] du recrutement.

Un parti de notables ?

En 1951, l'enquête réalisée révèle que les sections de l'ouest du département recrutent pour l'essentiel leurs militants parmi les agriculteurs : 30 % des adhérents sont des agriculteurs. A la section de Lescheroux en 1948, six militants sont cultivateurs sur les huit recensés. Les sondages et les lettres adressées au secrétariat fédéral permettent de distinguer deux types de sections : les premières que nous qualifions de sections " rurales ", se situent dans les Dombes et la Bresse (Lescheroux par exemple), les adhérents sont surtout des agriculteurs. Les secondes que nous dirons " des grands corps ", pour reprendre l'expression de Sowerwine, sont des cités industrielles ou cheminotes, (Ambérieu, Oyonnax, Bourg), où les fonctionnaires, les cheminots, les ouvriers sont prépondérants. Or dans ce dernier type de sections, les " grands corps disparaissent " au profit des classes moyennes. A la section d'Ambérieu les militants s'insurgent à la fois contre l'embourgeoisement de leur section et l'attitude de ces nouveaux militants qu'ils qualifient d'arrivistes. Dans une lettre adressée directement au secrétariat général, un militant socialiste d'Ambérieu déplore ces deux faits et en montre les conséquences sur la section. Giroud écrit donc à Brutelle pour demander l'autori-

sation de créer une nouvelle section dans la ville. “ A l'origine parti ouvrier, écrit-il, la S.F.I.O. était à Ambérieu une force. L'arrivée de nouveaux éléments bourgeois, l'orgueil de certains membres arrivistes ne pouvant supporter à leurs côtés des ouvriers desquels ils sont pourtant issus, a détourné de nos rangs la masse travaillante ”[178]. Le choix du siège de la nouvelle section est empreint de symbolisme, les militants ont choisi Ambérieu-gare. Ce choix marque la volonté de redonner à la section son caractère ouvrier, celui d'une section composée pour l'essentiel de cheminots.

L'embourgeoisement de la Fédération dénoncé par les socialistes (Giroud, Brosselin, Roure, etc.) est d'autant plus visible que les militants qui sont les plus actifs sont issus de ces classes moyennes. Un rapport du Préfet daté du 6 juin 1953 note en effet que “ les militants les plus actifs sont pour la plupart des intellectuels, des fonctionnaires, des artisans, le monde ouvrier étant assez peu représenté ”[179]. Une étude portant sur les candidats socialistes aux différentes élections cantonales et législatives confirme ce rapport[180]. Les socialistes qui représentent le Parti, c'est-à-dire ceux que les électeurs voient, entendent sont des fonctionnaires et parmi ces fonctionnaires surtout des enseignants. Les ouvriers sont complètement absents de ces élections : aucun candidat socialiste n'est ouvrier. En revanche, le nombre de candidats socialistes fonctionnaires va croissant de 1945 à 1968. Ils constituent plus du quart des candidats présentés aux cantonales. La place des enseignants n'est pas négligeable. On remarquera à ce propos que ceux-ci sont moins nombreux en 1968. Les éléments dissidents qui vont rejoindre les rangs du P.S.A. / P.S.U. à partir de 1958, comprennent un important contingent d'enseignants (M. Giraudon[181], cf. annexe bibliographique n°3 sur M. Royer, et [6.2] sur J. Chatagner). L'image qui fait de la S.F.I.O. un parti de notables est corroborée par la présence des professions libérales (pour l'essentiel des médecins, entrepreneurs, avocats.). Ils sont en proportion égale à celle des fonctionnaires. Ces socialistes sont à la fois les notables de leur ville ou de leur commune mais aussi du parti. Comme nous le verrons ultérieurement ce sont eux qui composent le secrétariat fédéral et les diverses commissions.

Compte tenu de la qualité contestable des enquêtes réalisées par la S.F.I.O. en 1951 et 1954, de l'absence de sources postérieures à 1955 concernant la sociologie des militants, nous avons pris le parti de nous appuyer essentiellement sur les témoignages épistolaires des militants. Parti pris avec d'autant plus d'assurance que les lettres retenues dans la correspondance du secrétariat fédéral n'étaient pas esseulées. Nous avons donc estimé qu'il s'agissait là d'un fait important. En outre, le fait que la Fédération ne recrute pas au sein de la classe ouvrière est conforme à l'évolution du recrutement de la S.F.I.O., au plan national. Il n'est pas certes impossible que la Fédération ait eu une évolution originale par rapport à celle du parti, mais cette hypothèse nous est apparue suspecte dans la mesure d'une part, où la Fédération ne se situe pas dans un département fortement industrialisé, c'est-à-dire dans un département où elle recrute traditionnellement ses militants, mais dans un département rural. Dans la mesure où, d'autre part les témoignages des militants[182] et les rapports de la Préfecture[183] mettent en évidence la prédominance du P.C. dans l'Ain par rapport à la S.F.I.O. Enfin un rapport des R.G. en 1970, corrobore notre hypothèse. Ce rapport met en évidence les inquiétudes des militants à propos du recrutement fédéral. En effet, “ certains estiment que la S.F.I.O. pénètre bien les milieux enseignants mais par contre, qu'elle ne touche que peu la classe ouvrière ”[184].

A la lecture des lettres de militants et des rapports des R.G., il apparaît donc que la Fédération est en voie de “ notification ”. L'analyse de la composition sociologique de la Fédération confirme que les ouvriers ne constituent pas l'essentiel des effectifs. D'après les militants les fonctionnaires et les professions libérales sont prépondérants. Ce visage de la Fédé-

ration, donné par les militants est confirmé par l'analyse sociologique des membres de la C.E.F. et du B.F..

La " masculinisation " et le vieillissement des effectifs

La Résistance a fait émerger un certain nombre de femmes et de jeunes gens. Certains de ces jeunes par refus du Service du travail obligatoire (S.T.O.), intégrèrent les maquis. Leur présence donnait à penser que nous aurions pu les retrouver à la Libération prolongeant leur engagement autrement, au sein de formations politiques par exemple. Si cette population a effectivement prolongé son engagement résistant au sein de partis politique, la Fédération n'a pas profité d'un tel mouvement : la féminisation et le rajeunissement de la Fédération ne se sont pas produits.

Un parti d'hommes

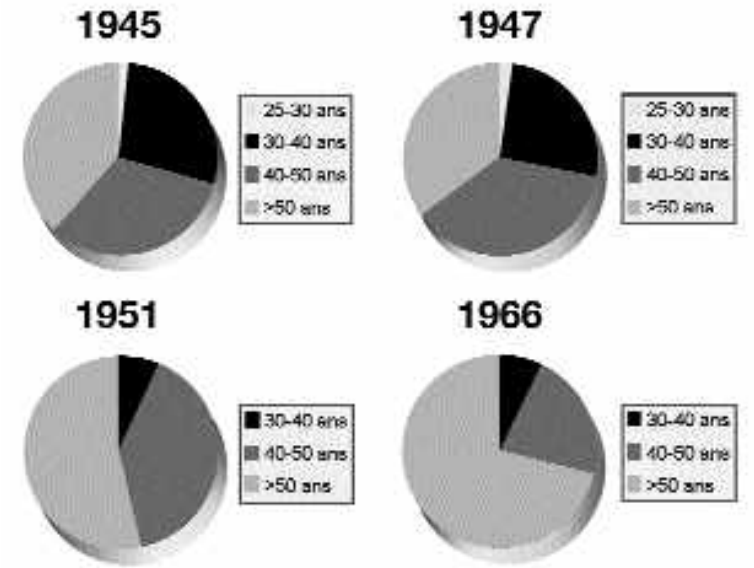
Les femmes sont en effet quasi-absentes de la Fédération socialiste. La Fédération ne possède qu'une section de femmes à Montluel. L'activité de cette section est sans doute faible, aucune correspondance entre cette section et le secrétariat fédéral n'ayant été retrouvée. De plus il n'est jamais fait mention de cette section féminine de Montluel, sauf une fois sur les listes du recensement des sections en 1954[185]. Les femmes socialistes sont souvent bien esseulées dans les sections. La Fédération compterait moins de 10 % de femmes parmi les militants[186]. A Montluel, la section recense deux femmes en 1949 sur une trentaine d'adhérents. Elles représentent moins de 7 % des effectifs de la section[187]. En 1952 Mme Fourrier Simone est la seule représentante féminine à la section sur vinght-huit militants inscrits, soit moins de 4 % des effectifs[188]. L'absence des femmes est plus remarquable encore dans les secrétariats de section. A l'exception de la section de Bellegarde, il semblerait que les autres sections ne comptent pas de femmes à leur tête[189]. La liste des sections de 1953 ne fait pas mention d'une seule femme secrétaire (Mme Marinet de la section de Bellegarde n'est pas mentionnée : sa section n'existe plus en 1953)[190]. La correspondance entre le secrétariat fédéral et les sections semble indiquer que les femmes sont tout aussi absentes des bureaux de sections. En effet dans la composition des bureaux de sections adressée au secrétariat fédéral, aucune femme n'apparaît[191]. La section de Bourg fait figure d'exception avec quatre femmes parmi ses membres. Il est à noter que trois de ces femmes sont des enseignantes (Mlle Rillh, Mmes Joumard et Reyboubet). Ces femmes qui rentrent en politique sont souvent des femmes actives. D'après un article d'Olivier Wieviorka paru dans L'Histoire de juin 1999, " l'entrée dans le monde du travail, souvent obtenue de haute lutte sur des parents rétifs, écrit-il, était dans le milieu bourgeois d'avant-guerre l'aboutissement de stratégies d'émancipation que l'adhésion [à des formations politiques] parachève "[192]. Mlle Rillh et Mme Joumard sont des femmes en vue à la Fédération : elles appartiennent à la C.E.F. et les discours de Mme Joumard sont appréciés[193.] Ces femmes certes militantes actives, sont néanmoins caractéristiques de deux autres traits de la Fédération : celui de son " embourgeoisement " et celui de son vieillissement. En effet, Mme Joumard est née en 1890[194], Mlle Rillh en 1898[195]. A la Libération lorsqu'elle rejoint la Fédération, Mme Joumard est déjà à la retraite[196]. Les deux militantes de la section de Montluel sont elles aussi toutes deux à la retraite en 1949[197].

Des militants vieillissants

Du côté des hommes, force est de constater que ce sont d'anciens éléments qui (ré)intègrent les rangs du socialisme dans l'Ain[198]. En 1945 la Fédération ne compte aucun jeune de moins de vingt-cinq ans et un adulte seulement de vingt-cinq-trente ans, il s'agit de G. Coltice. Le gros des effectifs est composé par des militants âgés de plus de cinquante ans. Ils

constituent 38.7 % des adhérents. Le tiers des militants a quarante-cinquante ans, le reste a trente-quarante ans (27.4 %). En 1947 les effectifs " rajeunissent " : les éléments ayant vingt-cinq-trente ans représentent 2.3 % des membres de la Fédération. Le pourcentage des plus de cinquante ans régresse légèrement (34.9 %), alors que celui des quarante-cinquante ans progresse avec 37.2 %. A partir de 1951 la proportion des socialistes âgés s'accroît considérablement. Ils sont majoritaires en 1951 avec 53.2 % des effectifs ayant plus de cinquante ans, en 1966 ils sont 71.5 %. Dès 1951 la Fédération ne recense plus aucun militant âgé de moins de trente ans. Le vieillissement de la Fédération est d'autant plus perceptible par la population que ce sont les éléments les plus âgés qui dirigent les sections notamment. A l'échelle nationale comme à l'échelle fédérale, " faute d'un flux suffisant d'adhésions nouvelles, le vieillissement de la population des adhérents n'a cessé de s'accentuer' "[199].

Répartition des effectifs socialistes de l'Ain par âge et par années



Un rapport des R.G. signale en 1946 " que les sections qui se forment paraissent avoir du mal à trouver des cadres, des hommes jeunes et dynamiques "[200]. Dès 1946 la Fédération se reconstruit autour d'hommes âgés. De ce point de vue la section de Culoz est tout à fait significative. Le bureau de la section se compose de quatre militants dont trois sont déjà à la retraite[201]. Cette section n'est pas un cas isolé, en effet, nombre de secrétaires mettent en évidence l'âge des membres de leur section. Savanture, secrétaire de la section de St-Laurent-les-Mâcon note qu'en 1951 sa section compte " trois [membres] dont le plus jeune[202] a près de soixante ans ! ". Ces sections vieillissantes ont tendance à disparaître du fait de l'âge même des militants qui se retirent et prennent leur retraite de militant. A Sathonay-Camp, " le camarade Maugenest, vu son âge, abandonne sa tâche " de secrétaire de section[203].

Ce sont pourtant ces vieux militants qui avaient reconstruit la Fédération à la Libération. Ainsi les Joseph Chatagner[204], militant socialiste depuis les années 1920[205], les Deschamps, militant depuis 1937, les Dessertines, militant dès 1916[206], les Page, le plus ancien des socialistes de l'Ain (il avait adhéré au Parti ouvrier de Guesde en 1901)[207] sont les membres en vue de la Fédération. Ce sont eux qui prennent en charge la reconstruction un parti auquel ils ont appartenu avant-guerre. L'action de Joseph Chatagner a été déterminante de ce point de vue. Fort de son prestige acquis dans les années trente à la Fédération de l'Ain, dont il devient secrétaire fédéral en 1937[208], et de son passé résistant, dans les maquis de l'Ardèche[209], Chatagner réorganise la Fédération dont il reprend la direction, multiplie les réunions publiques[210]. Même dans les sections la Fédération fait appel aux vieux militants expérimentés pour maintenir l'activité. A Bellegarde, la secrétaire de section Lucette Marinet " espère qu'après une nouvelle réunion, aidée par de vieux militants, [la] section repartira "[211]. Bien qu'ils soient d'une aide précieuse, ces vieux militants ne sont pas l'avenir de la Fédération. Celle-ci se doit de recruter parmi les jeunes

pour gagner en dynamisme et survivre au temps. Or, comme l'écrit le secrétaire de section de Crépieux-la-Pape, Dupeuble, en 1948, " le rajeunissement des cadres n'est pas en cours "[212]…

La tendance remarquée au plan national par Morin est confirmée par les militants de la Fédération de l'Ain : " la S.F.I.O. n'est un parti " prolétarien " qu'en terme politique, sociologiquement elle n'est pas le parti d'une classe mais un parti " interclassiste "[213]. Composée pour l'essentiel de professions libérales, d'enseignants, c'est-à-dire de personnes " ayant une situation sociale de premier rang ", la Fédération se notabilise ". Une telle évolution est en contradiction au moins dans les structures entre la volonté politique affirmée par Mollet en 1946 et les faits. Quelle peut être la représentativité d'un parti " interclassiste " ? Quelles sont les conséquences d'une telle évolution sur les résultats électoraux de la Fédération ? En outre, comme le parti, la Fédération est caractérisée par " une sur-représentation des hommes et une nette tendance au vieillissement. La S.F.I.O. ne reflète pas les structures de la population française "[214]. Pour un parti qui se veut un parti de masse, le problème de la non représentativité de la population qu'il a pour vocation de représenter par l'intermédiaire de ses élus devient crucial. Là réside pour une bonne part l'explication des résultats de plus en plus médiocres du parti aux élections locales, régionales, nationales[215].

Les J.S. : un exemple de l'incapacité de la Fédération à se régénérer et à recruter.

Le secrétariat a conscience de l'impérieuse nécessité de rajeunir sa Fédération : l'avenir est dans le recrutement des jeunes. G. Coltice, peut-être parce qu'il a lui-même appartenu aux J.S., et qu'il est un très jeune secrétaire fédéral, multiplie les tentatives pour forcer les adultes à prendre conscience du problème des J.S. Il n'a de cesse de répéter dans les réunions fédérales la nécessité d'un tel recrutement. La multiplication de ses interventions montre combien il est peu écouté sur ce point, combien il est difficile aussi de faire vivre une fédération de jeunes.

Dans une première section, nous montrerons que les J.S. reproduisent les mêmes incapacités que leurs aînés : celui du recrutement quantitatif et qualitatif. Les effectifs sont à la fois squelettiques mais aussi dépourvus de représentation ouvrière. Entre les difficultés du recrutement et les conflits pour la direction de la Fédération, les J.S. sont en sursis.

Dans une seconde section, nous proposerons une tentative d'explication quant à ce sursis des J.S. Non seulement les jeunes socialistes ne sont pas soutenus par les adultes, mais au contraire ils sont suspects à leurs yeux.

Une Fédération en sursis

L'espoir d'une fédération adulte dynamique réside pour partie dans le recrutement de jeunes militants qu'il s'agit de former. Recrutés jeunes, la structure fédérale peut avoir l'espoir de les voir prolonger ensuite leur militantisme en son sein, ce qui permettrait à la fois d'abaisser la moyenne d'âge fédérale, mais aussi d'apporter un souffle nouveau. De tels espoirs sont vite déçus dans la mesure où les J.S. fragilisées par un recrutement difficile et des conflits internes apparaissent plutôt elles aussi comme une fédération en sursis.

Les difficultés du recrutement et les velléités de pouvoir

Lors des réunions fédérales, G. Coltice cite fréquemment une phrase de Léon Blum tirée de *A l'échelle humaine* : " un parti qui recule devant l'emploi de la jeunesse doit aussi pour les mêmes raisons reculer devant les risques de l'action. Un parti sans jeunesse est un parti sans avenir "[216]. Les J.S. existaient à la Libération, elles ont disparu du fait de leur sup-

pression nationale en 1948[217]. Les J.S. sont faibles numériquement, elles ne semblent pas, à l'instar de la Fédération adulte, bénéficier de l'élan de la Résistance. Les jeunes ne prolongent pas non plus leur engagement résistant au sein de la Fédération socialiste. En est-il de même dans les autres formations politiques du département ? Les J.S. recrutent donc peu à la Libération. La Fédération de jeunes ne compte en effet, en 1945, que deux cents adhérents[218]. Les sections J.S. ont les mêmes difficultés à faire preuve d'une véritable activité que les sections adultes. Les R.G. notent en novembre 1945 que la section J.S. de Belley existe, " mais elle est dénuée de toute activité. A Oyonnax, St-Triviers-de-Courtes, Montluel, Ambérieu-en-Bugey, St-Rambert leur situation est meilleure " sans être excellente[219]. Supprimées en 1948, les J.S. tentent de se reconstruire en 1952 sous l'impulsion de deux jeunes qui se disputent la direction de la Fédération des jeunes : Pierre Morel et Bernard Miettaux[220].

Cette rivalité ne favorise pas l'émergence de la Fédération J.S. dans l'Ain, comme elle la dessert par la mauvaise presse qu'elle provoque au sein de la Fédération adulte. Malgré l'aide fournie par Coltice aux J.S.et ses appels aux adultes pour favoriser l'essor des jeunes[221], la Fédération a bien du mal à se développer. En 1953 le rapport de Charles Baur, membre du secrétariat général, qui a effectué une visite dans l'Ain au début de l'année, ne recense que 18 membres " dont cinq camarades sont véritablement actifs "[222]. Pouvons-nous parler de Fédération, les J.S. ressemblent plus en effet à un groupuscule. Cette Fédération ne réussit jamais à exister durablement. Elle périclite puis renaît. Ainsi elle resurgirait en 1962-1964 sous l'impulsion de Jean-Jacques Coltice (fils de Gilbert), pour disparaître aussitôt[223].

Nous l'avons dit, les rivalités entre jeunes qui souhaitent la direction des J.S., ne favorisent pas l'émergence de cette Fédération. Les renouvellements intempestifs du B.F. sont tous aussi discréditants. Ils ne permettent pas de mener sur le long terme une action énergique qui aurait peut-être rendu possible l'épanouissement des J.S. En 1946 les J.S. épuisent deux B.F., un en février dirigé par Robert Pirat[224], l'autre en avril dirigé par Jean Marinet[225]. En 1947 la valse des B.F.continue, Jean Chantelat est nommé secrétaire fédéral J.S.[226] et en juin la Fédération adulte entreprend de " réorganiser " celle des jeunes avec le concours de Claude Garbit[227]. En 1951 Coltice ayant trouvé une " excellente solution "[228], B. Miettaux devient secrétaire fédéral avec un mandat limité, il restera en place " jusqu'à son départ aux armées ; après quoi Morel lui succéderait "[229]. Les J.S. ont d'autant plus de mal à vivre que l'Ain n'a pas de pôle universitaire où elles pourraient recruter[230], que les quelques adhérents quittent la région pour des raisons professionnelles. Elie Blavignac, considéré comme un " militant important " est muté en Vendée[231].

Le militantisme une tradition familiale ?

Il est intéressant de noter à propos de la composition des différents B.F. que de nombreux jeunes sont les enfants de militants socialistes présents et importants de la Fédération adulte. Ainsi Jean Marinet est le fils de la secrétaire de la section de Bellegarde[232], Hélène Reyboubet[233], secrétaire administrative des J.S., est la fille d'un couple de militants actifs (M. Reyboubet appartient à la C.E.F., sa femme écrit des articles *dans Le Travailleur de l'Ain*). Même au sein de la formation adulte des militants côtoient leurs parents. C'est le cas de Gilbert Coltice dont le père Alphonse est membre de la section de Montrevel[234] et dont le fils, Jean-Jacques, devient membre des J.S. en 1962-1964[235] ; de Léon Guillet dont le père appartient à la section de Jujurieux[236] ; de Giroud[237]. Il est sans doute plus facile d'adhérer à un parti dont les valeurs correspondent à l'éducation reçue des parents.

" Qui mieux que les enfants de militants ", sont susceptibles d'adhérer à la S.F.I.O. puisque ceux-ci " ont été élevés dans l'amour de la Paix, de la Liberté, de la Démocratie, du

Socialisme "[238]. Les fils et les filles des militants sont donc les premières " cibles " choisies par la Fédération pour tenter d'accroître les effectifs des J.S. Le résultat est plutôt décevant : " les fils et les filles des adultes pressentis n'ont pas répondu à l'appel " de la Fédération[239]. Le recrutement est faible et touche surtout " les milieux intellectuels et non dans les milieux ouvriers ou paysans "[240]. Bernard Miettaux est instituteur, Blavignac directeur de collège, Jean Marinet étudiant, comme Jean-Jacques Coltice étudiant en Histoire. En 1962, la Fédération J.S. est composée essentiellement de jeunes issus[241] de l'Ecole Normale de Bourg. Il est à noter au sujet des élèves de l'E.N., adhérant à la S.F.I.O., qu'ils ne sont pas originaires de l'Ain mais de la Loire[242], ce département plus industrialisé que l'Ain serait-il plus propice au militantisme que l'Ain ?

Les J.S. souffrent donc des mêmes problèmes que les adultes : elles recrutent très peu, voire pas, et leurs effectifs sont pour l'essentiel composés par des intellectuels. La Fédération J.S met cruellement en évidence toutes les faiblesses de la Fédération adulte, mais elle en subit aussi les défaillances. Une fédération adulte plus importante, plus dynamique permettrait de recruter plus facilement grâce à une propagande qui ferait entendre le socialisme partout et par tous : le dynamisme des adultes, s'il existait aurait pu rejaillir sur la fédération des jeunes. Ce n'est pas le cas entre 1945 et 1969.

La défiance des adultes envers les jeunes

Non seulement la Fédération des J.S. ne bénéficie pas du dynamisme de la fédération adulte, mais elle subit la défiance dont font preuve les adultes à son égard. Soupçonnées d'être trop révolutionnaires les J.S. sont supprimées en 1948. " Il est dans la Fédération de l'Ain des personnalités pour s'inquiéter présentement du comportement politique de certains éléments des Jeunesses, ainsi que de leur situation psychologique et morale. Cela concerne les J.S. non sur le plan départemental, mais sur le plan national "[243]. Toutefois, dans l'Ain certains militants s'inquiètent de l'influence, qu'ils considèrent comme néfaste et préjudiciable, que quelques socialistes adultes auraient sur les jeunes. " Le Parti socialiste dans l'Ain court certains dangers. Ce n'est peut-être pas très grave à l'heure actuelle mais, si nous laissons s'étendre l'état d'esprit de certains de nos jeunes militants, cela peut devenir plus grave. C'est pourquoi je te demande d'agir auprès de tous nos militants, surtout auprès des plus jeunes, qui ont évidemment des circonstances atténuantes en raison du dynamisme de la jeunesse, mais qui méconnaissent nos activités "[244].

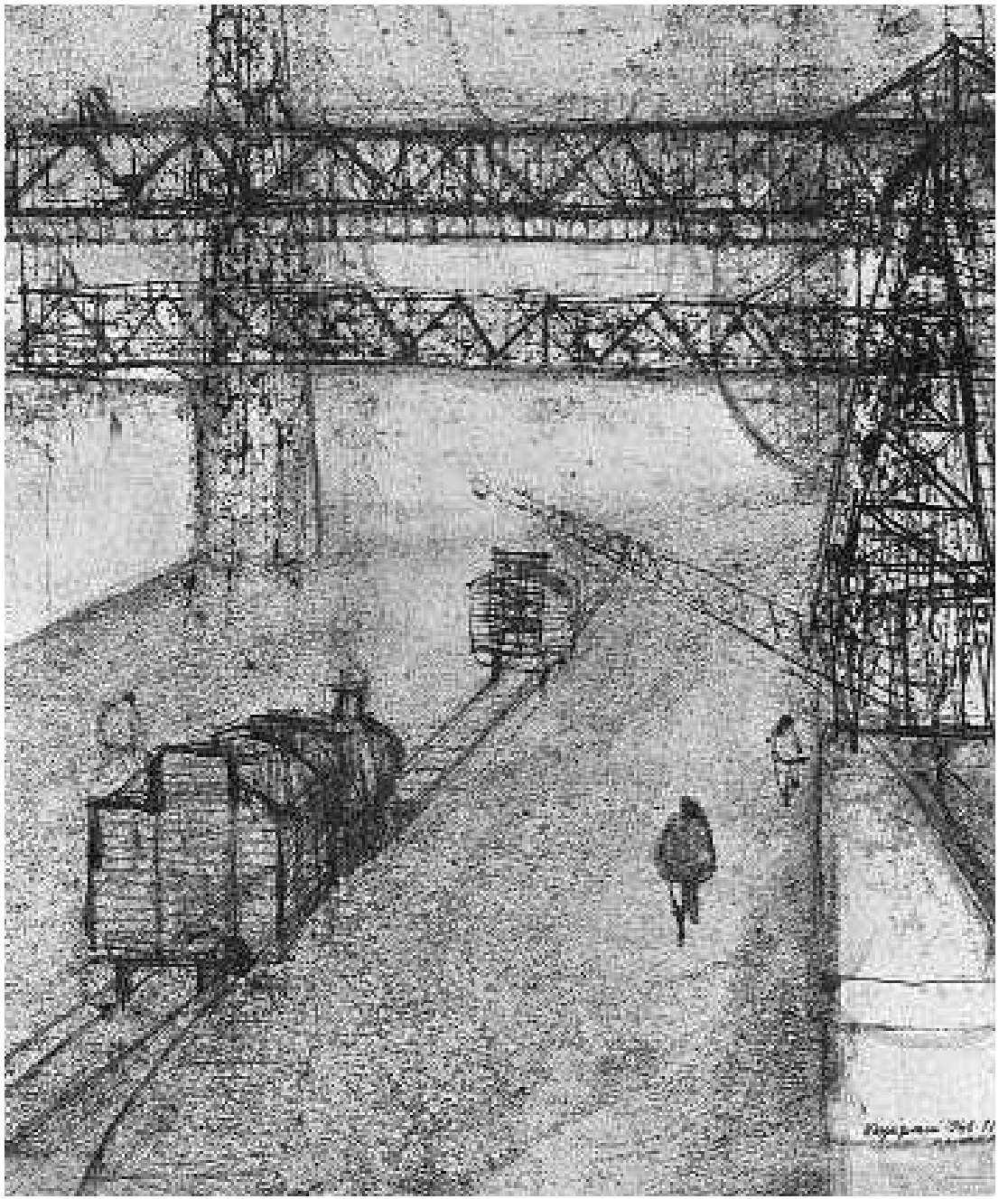
La défiance des plus vieux envers les jeunes est sans doute à l'origine des garde-fous mis en place par la Fédération adulte pour éduquer les jeunes. Lors de la désignation du nouveau B.F. en mai 1948, trois secrétariats sont crées dont un intitulé " éducation de la jeunesse " et dirigé par Marcel Imbert[245]. Un secrétariat à l'éducation de la jeunesse qui est confié à un instituteur. Fort de son expérience de pédagogue (a-t-il été désigné parce qu'il est enseignant ?), Marcel Imbert a pour tâche d'éduquer les jeunes socialistes de la Fédération. Des cours ont même été institués à partir de 1962, " pour assurer la formation politique des jeunes "[246]. D'après les témoignages recueillis auprès d'anciens militants, les socialistes, à l'inverse des communistes, n'ont pas, dans leur majorité, de connaissances théoriques du socialisme[247]. La création d'un tel secrétariat aurait donc pour but de pallier cette absence de connaissances que Quilliot désignait comme " une des faiblesses majeures de la S.F.I.O. "[248]. Elle montre l'importance que la Fédération accorde à éducation de ses jeunes, sans doute pour que ceux-ci soient mieux à même de comprendre la doctrine socialiste et donc de pouvoir se différencier des communistes, puisque c'est par rapport aux communistes que les différences de doctrine sont les plus fondamentales, quoique subtiles. Une explication de ce souci d'éducation des jeunes réside dans la raison même de la suppression des J.S. en 1948. Il leur avait été reproché le caractère par trop révolutionnai-

re de leurs propos. Ce secrétariat a-t-il été créé pour éviter les égarements qui ont conduit à la dissolution nationale des J.S. en 1948 ? Les inquiétudes émises par quelques militants de l'Ain nous pousseraient à penser que oui.

Cette hypothèse est corroborée par l'attitude des adultes vis-à-vis des jeunes. L'absence de moyens d'expression donnés aux jeunes met en évidence la méfiance des militants adultes. Les jeunes ne sont, en effet, pas associés à la vie de la Fédération. Ce n'est que tardivement, à partir de 1952, qu'un représentant des J.S. est convié aux réunions de la C.E.F. Il s'agit de Pierre Morel[249]. Mais en 1954 le représentant des J.S. à la C.E.F. n'assiste déjà plus à ces réunions. Or les J.S. n'ont pas d'autre moyen d'expression. C'est donc sous l'insistance d'un jeune militant, Gilbert Giroud que Coltice accepte d'ouvrir l'organe officiel de la Fédération, Le Travailleur de l'Ain, aux jeunes. L'encart réservé aux J.S., " La voix des jeunes ", doit leur permettre " de développer leur programme "[250]. G. Giroud donne des garanties de son militantisme à son secrétaire fédéral, sans doute pour favoriser le succès de sa requête. Il informe Coltice de son " curriculum vitae " socialiste : G.Giroud est militant socialiste depuis novembre 1944 au sein de la Fédération de l'Ain. D'octobre 1946 à avril 1950 il adhère à la section de Chambéry, Fédération de Savoie, D'octobre 1950 à octobre 1951 il appartient à la section de Versailles où il fait son service militaire. En octobre 1951 il revient dans l'Ain à la Section d'Ambérieu[251]. Coltice ayant accepté d'inclure les articles écrits par les J.S., le premier paraît dans Le Travailleur de l'Ain le 3 août 1952[252].

La Fédération adulte donne l'impression d'hésiter quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de ses J.S. Faut-il encadrer et surveiller les J.S. au risque d'étouffer toute dynamique et de priver la Fédération adulte d'un vivier de militants, ou faut-il laisser les J.S. s'exprimer librement au risque de reproduire les exagérations qui ont conduit à la dissolution de 1948 ? La crise de 1948 n'est pas sans conséquences importantes, même dans l'Ain. Dans La S.F.I.O. ou l'exercice du pouvoir, 1944-1958 Roger Quilliot met en évidence la relation entre la dissolution des J.S. et le vieillissement de la S.F.I.O[253]. La disparition des J.S., même non définitive, a eu d'après Quilliot pour résultat de priver la S.F.I.O., " et certaines fédérations plus que d'autres "[254], d'un renouvellement de ses cadres. A la Fédération les conséquences de 1948 sont d'ordre " psychologiques ", se traduisent par une attitude de méfiance et influent sur le comportement du secrétariat général vis-à-vis de ses jeunes. Les tergiversations de la Fédération affaiblissent les J.S. et étouffent les possibilités de développement de la Fédération de jeunes. Il faut cependant rester prudent quant aux effets quantitatifs d'un tel comportement, les J.S. n'ont jamais été, même avant 1948, très importantes dans l'Ain.

L'étude des J.S. est intéressante pour une illustration de l'incapacité de la Fédération adulte à se régénérer et à recruter. Les jeunes militants sont symptomatiques d'une Fédération sans ouvriers. Ils donnent en outre l'image d'un socialisme immobile incapable de dynamisme, léthargique parce qu'il ne parvient pas non seulement à attirer de nouveaux militants, mais aussi parce qu'il n'est pas non plus capable de retenir le peu qui compose ses rangs. Image d'une structure fédérale peu dynamique qui est corroborée par le vieillissement de ses militants. Dans ces conditions on comprend qu'il soit difficile d'attirer de nouvelles "forces vives" que sont les femmes (" forces vives " en cela que les femmes ne sont des actrices politiques qu'à partir de 1945[255]) et les jeunes. Le dynamisme est dit-on l'apanage des plus jeunes, la Fédération illustre de tels préceptes. c



Renzo Vespignani : Usine *1946*.

Chapitre 3

Des militants léthargiques

Le dictionnaire *Larousse* définit ainsi le militant. Il est celui " qui lutte, combat pour une idée, une opinion, un parti. [C'est un] membre actif d'une organisation politique, syndicale "[256]. Le militant n'est-il pas, en effet, celui qui se donne entièrement à sa cause en faisant preuve d'une totale abnégation. Dans l'imaginaire, les militants constituent une " armée " prête à l'action, (manifestation, collage d'affiches, prosélytisme…). En somme des hommes et femmes tout dévoués à leur parti et aux causes qu'il défend. Dans un article intitulé " Les partis politiques ", A. Lancelot distingue différents " degré de participation " pour qualifier l'engagement politique des militants d'un parti. Ces degrés constituent, dans chaque parti, une échelle dont la base est formée par les électeurs ; on retrouve ensuite les sympathisants, qui s'affirment tels, participent

occasionnellement aux campagnes du parti, lisent sa presse et adhèrent souvent à une " organisation parallèle " ; puis les cotisants, parmi lesquels on range les adhérents des partis à adhésion formalisée[257] ; puis les militants qui accomplissent les diverses tâches (de propagande, d'encadrement, etc.) sur lesquelles reposent l'activité et la vie du parti ; enfin, les permanents, véritables professionnels de l'organisation et de l'action partisanes "[258]. Lancelot ajoute que " les effectifs décroissent généralement très vite en raison inverse de la participation''. A quelle catégorie appartiennent les militants de la Fédération selon la typologie de Lancelot ? Compte tenu de l'évolution des effectifs de la Fédération, nous serions tentés de penser à la fois que nombre de militants seraient à classer dans la catégorie " cotisants ", que d'autres, une minorité, appartiendraient aux " militants ". Qu'en est-il vraiment des adhérents socialistes de l'Ain ?

Dans une première section nous montrons que les militants de la Fédération socialistes de l'Ain sont effectivement dans l'ensemble de simples " cotisants ". Des cotisants qui ne s'investissent pas dans la vie de la Fédération. L'absence de participation des adhérents donne une image peu dynamique de la Fédération. La deuxième section correspond aux efforts fournis par la Fédération, associés à ceux du secrétariat général pour tenter de réveiller les militants de l'Ain. Le secrétariat fédéral paraît composé de militants par contraste avec les adhérents que nous qualifions de simples cotisants. Enfin, la troisième section, est consacrée à Francis Saillard et à l'activité qu'il a menée en tant qu'assistant fédéral dans l'Ain. C'est un assistant volontaire qui s'est peu à peu laissé gagner par la léthargie de la Fédération.

L'attentisme des militants

Les sections qui se meurent, souffrent du départ des militants mais aussi de l'absence d'implication d'un certain nombre d'entre eux. Plusieurs secrétaires de section mettent en avant les difficultés qu'ils ont à réunir les adhérents. Le secrétaire de Montrevel en 1952 avait du " renoncer à tenir des réunions en raison des trop nombreuses absences " et la section avait ainsi périclitée[259]. Les partisans socialistes adhèrent mais ne militent pas au sein de la section. Les quelques militants qui demeurent impliqués dans la section sont obligés de prendre en main l'ensemble de la direction de cette dernière. Les secrétaires de sections deviennent à la fois secrétaire, trésorier, animateur de la propagande locale et créancier de la section. Basset, secrétaire de section écrit ainsi à Coltice qu'il est " obligé d'être secrétaire, trésorier, archiviste et tout, et tout "[260]. Ces socialistes deviennent les " militants-permanents " de la section. Antoine Bas, secrétaire de section à St-Etienne-sur-Chalaronne remet sa démission au secrétariat fédéral en 1948. " Aucun camarade ne voulant se dévouer, [il] décide donc de [lui-même] en raison de [son] âge et de [ses] moyens financiers réduits de ne plus assurer le rôle de secrétaire de la section "[261]. La première manifestation du désintéressement des militants à la vie de leur section est leur non participation aux réunions organisées localement. Nous avons vu précédemment, dans le cadre de la quantification des sections qu'un certain nombre disparaissaient du fait de l'absence d'activité. Quel peut être le sens d'une réunion de deux ou trois militants ? Brosselin dans une lettre écrite à Coltice en 1952 avoue que sa section n'est plus fréquentée que par quatre adhérents[262]. Les enquêtes de 1951 et 1954[263] montrent qu'en 1951 un militant sur deux assiste à la réunion de section, ils ne sont plus qu'un sur quatre en 1954. Les secrétaires de sections se refusent donc à réunir trop souvent leurs militants, espérant ainsi qu'ils se déplacent lors des rares

réunions. En principe les réunions sont hebdomadaires. Les grosses sections comme celles de Bourg respectent semble-t-il ce calendrier[264]. La plupart des sections organisent des réunions à une périodicité moins grande. En 1951 et 1954 les enquêtes montrent que les sections se réunissent en moyenne trimestriellement[265]. Or il apparaît qu'un certain nombre de sections ne se réunissent qu'à l'occasion des congrès fédéraux préparatoires des congrès nationaux[266].

La Fédération souffre autant de ce désintéressement des militants au plan local qu'au plan fédéral. Nous avons dit précédemment le rôle fondamental joué par la section, quand elle existe, dans la diffusion du socialisme. De la même façon la Fédération a un rôle " d'homogénéisation " de la diffusion du socialisme dans le département. Or cette Fédération qui, pour remplir son rôle, a besoin à la fois d'un soutien actif, mais aussi financier de la part de ses militants ne peut compter sur eux[267]. En 1953 la Fédération organise une tombola. Cette action de propagande et de collecte financière est un échec. Les billets ne sont pas ou peu vendus, et " les organisateurs sont découragés par une telle passivité qui de surcroît leur donne de réelles inquiétudes du point de vue financier "[268], (le premier lot, une voiture ayant été achetée par un emprunt auprès de militants de la Fédération). Par contraste, les militants dévoués et entreprenants sont mis en avant. Ne sachant sans doute plus vraiment à quel saint se vouer pour motiver ses troupes, la Fédération flatte les militants qui font preuve de plus de dynamisme que les autres, sans doute pour essayer de réveiller les adhérents trop passifs. Ainsi en avril 1953, Jacquet, trésorier de la section de Bourg est ainsi désigné comme " le meilleur militant du mois "[269] !

La Fédération essaie tant bien que mal de créer des groupes pour se redonner du souffle. Ces groupes sont en marge de la Fédération, sans doute pour réveiller un autre type de militantisme moins marqué qu'une adhésion à un parti politique. Le pari est semble-t-il perdu puisque les adhérents à ce type de groupes sont les mêmes qui font vivre la Fédération. A la mort de Léon Blum en 1950, se crée la Société des Amis de L. Blum. A l'exception de trois noms qui nous sont inconnus, les treize autres adhérents sont des socialistes importants de l'Ain. Ce sont des élus, Béard, Blanc, Maclet respectivement conseillers généraux de Bourg, Replonges et Hauteville en 1945, des élus locaux, Renoud-Grappin[270], des membres de la C.E.F., Rillh, Tisserand, Raccurt, des membres des J.S., Bernard Miettaux, des membres de la Commission fédérale des conflits (C.F.C.), des membres du B.F., Coltice, Giraudon, Guillet, Vianney[271]. La Ligue des Droits de l'Homme, la Libre-pensée (L.P.), mouvements proches de la mouvance socialiste, mais indépendants, comprennent des militants investis à la Fédération socialiste et souvent au sein même des B.F. de ces organisations. En 1953 Marcel Giraudon, secrétaire fédéral à la propagande au sein de la Fédération socialiste, devient président du groupe local de la L.P.[272] Mme Joumard, membre de la C.E.F. est aussi présidente du Cartel d'Action laïque[273]. Au sein de la Fédération socialiste comme dans d'autres organisations, les hommes et les femmes qui viennent d'être présentés sont dans les deux cas des " militants " selon l'échelle de participation définie par Lancelot : les archives privées Coltice et les rapports des R.G. sur ces diverses associations prouvent que ces militants participent activement à la fois la vie du parti et des autres associations auxquelles ils appartiennent[274]. Ce sont eux qui font vivre la Fédération.

Les réunions de la C.E.F., les congrès fédéraux sont aussi une illustration de la léthargie de la Fédération. Les membres de la C.E.F. sont souvent absents aux réunions de la Commission, tout comme les délégués envoyés par les sections aux congrès fédéraux. En 1951 Mme Marinet membre de la C.E.F. n'a assisté à aucune réunion de la C.E.F.[275]. Appartenant à d'autres organisations les membres de la C.E.F. assistent une fois sur deux à ces réunions[276] qui se tiennent au chef-lieu de département à Bourg-en-Bresse. Les commissaires sont telle-

ment peu assidus que les réunions de la C.E.F. parviennent difficilement à rassembler non pas l'ensemble des commissaires, mais même pas la moitié d'entre eux. A la réunion de la C.E.F. du 31 mai 1959 seuls sept commissaires sur vingt titulaires sont présents[277]. Les congrès fédéraux subissent les mêmes désertions de la part des militants. Ne sont représentées à ces congrès que la moitié des sections. En 1952 et malgré la présence de Brutelle, délégué du secrétariat national, trente militants sont dénombrés le matin, vingt l'après-midi[278], soit moins de 5 % des effectifs de la Fédération qui assistent à cette réunion. Un seul conseiller général sur les neuf que compte la Fédération siège à ce C.F.[279]. Imbert lors du C.F. du 10 juillet 1949 avait déjà dénoncé l'absence des conseillers généraux au congrès. Aucun ne s'était rendu à cette réunion. En janvier 1964 alors que la Fédération doit tenir un congrès important, comptant pour l'élection présidentielle de 1965[280], " aucune assemblée départementale extraordinaire n'est prévue pour préparer le congrès national : en effet, les militants ne se dérangent plus et on a des réunions squelettiques "[281].

Pour leur défense, les militants qui habitent des régions excentrées mettent en évidence les difficultés qu'ils ont à se rendre aux congrès, beaucoup n'ont pas de voiture. La section de Crépieux-la Pape demande en 1948 des bons d'essence à Coltice afin de pouvoir se rendre aux congrès fédéral[282]. Mme Marinet habite à Bellegarde, c'est-à-dire à l'est du département dans une zone montagneuse, où, encore aujourd'hui, les déplacements sont difficiles en dehors de l'autoroute. Ceci explique sans doute les absences répétées de Mme Marinet, en dehors du fait qu'elle soit aussi mère de famille. Lors du renouvellement de la C.E.F. en 1950, deux commissaires font leur entrée. Ils ont vraisemblablement été désignés parce qu'ils sont burgiens. En effet, le C.F. met en évidence les " frais de déplacements onéreux "[283].Les sections situées sur les limites est du département sont très éloignées de Bourg où se déroulent toutes les réunions, les déplacements sont longs et souvent mal aisés sur des routes montagnardes[284]. La Fédération de l'Ain n'a pas adoptée comme la Fédération de l'Isère un lieu de réunion qui soit au centre du département pour faciliter ainsi l'accès à tous les militants[285].

Cette inertie des sections est la fois la cause de la léthargie de la Fédération mais aussi sa conséquence. Sa cause puisque le socialisme se diffuse mal au plan local, que les sections disparaissent ; sa conséquence puisque la Fédération n'est plus à même de dynamiser ses sections. Pourtant, entre la Fédération de l'Ain conjuguent leurs efforts pour tenter de redonner de la vie aux sections et à la Fédération.

Les tournées pour le réveil des sections

"C'est très dur à la base, et il est plus que temps qu'on se remue en haut "[286]. Conscients que leur Fédération et leurs sections s'endorment, quelques militants interpellent leurs dirigeants. Ces derniers entreprennent la reconstruction des " sections défaillantes "[287]. Marcel Imbert est chargé de la réorganisation de ces sections. Malade celui-ci ne s'est pas acquitté de sa tâche comme il l'aurait sans doute voulu, d'autant qu'il avait égaré la liste des sections qu'il avait à visiter[288]. Le résultat fut sans doute peu concluant, puisqu'il n'en est fait mention dans aucun congrès fédéral de 1949 ni de 1950. Incapable de réaliser seule le réveil des sections, la Fédération fait alors appel au secrétariat général[289] afin qu'il délègue dans l'Ain des membres influents du Parti socialiste dont la personnalité même serait susceptible d'attirer à la fois des militants, qui se seraient éloignés de leur section, et de nouveaux adhérents. Flocard " délégué général du Parti " a le plus visité les sections du département. En janvier 1950 il effectue sa première tournée[290]. Il avait été précédé dans l'Ain par Pierre Commin et Mazauk, qui présidèrent le congrès

fédéral du 6 mai 1948[291]. Marquis, lui aussi délégué général du parti entame dès 1953 des tournées pour réveiller la Fédération de l'Ain[292].

L'incapacité de la Fédération à accroître le nombre de ses sections est soulignée par Flocard dans sont rapport du 10 février 1950 : d'après lui près de vingt-cinq à trente sections sont susceptibles d'être reconstituées dans l'Ain. Toutes les tournées effectuées dans le département se soldent par des reconstructions de sections. Treize sections sont remontées en 1950 suite au passage de Flocard[293], onze en 1952[294], trois en 1953. Un tel succès est d'autant moins compréhensible que la Fédération enregistre une baisse continue de ses effectifs et du nombre de ses sections. Il semble que la seule présence des délégués explique la reconstruction annuelle des quelques sections. A l'occasion de leur passage se produit une effervescence qui régénère le socialisme dans l'Ain. Aussitôt les tournées finies, les délégués rentrés à Paris, la Fédération se rendort, elle ne poursuit pas l'élan induit par les tournées, les militants se dispersent à nouveau. La section de Nantua illustre ce fait. Cette section est régulièrement reconstituée lors des passages des délégués. Elle est remontée en 1950, 1952, 1953[295], seule, privée de l'euphorie de la présence d'une personnalité importante du parti elle ne parvient pas à garder ses éléments. En 1953 Flocard effectue une nouvelle tournée dans l'Ain. Dans un rapport, la Préfecture note que " le délégué national permanent du parti s'est attaché à ranimer certaines sections, […] mais il arrive que les sections réveillées grâce à son passage, retombent dans leur sommeil "[296].

Les " militants "[297] socialistes de l'Ain sont, selon la classification établie par Lancelot, de simples cotisants. Peu nombreux sont ceux qui animent le socialisme dans l'Ain par une véritable action partisane, ils se contentent pour la plupart de payer la cotisation mensuelle[298]. Les succès/échecs des tournées effectuées par des cadres nationaux du parti rendent compte de cette absence de militantisme : leur tournée faite, personne ne poursuit les " diverses tâches sur lesquelles reposent l'activité et la vie " de ces sections pour un temps réveillées. Sans doute l'âge aidant, les adhérents sont moins prolixes en effort. M. Gache[299], au cours d'un entretien, mettait lui en évidence les réticences des gens du Bugey à s'afficher dans un parti. Un rapport mensuel de la préfecture note que l'Ain est un département dans lequel les habitants craignent par trop de montrer leurs préférences politiques[300]. La cotisation est donc conçue par ses militants comme un acte de foi, mais ils se refusent à faire acte de militantisme, c'est-à-dire à participer à la vie de la Fédération.

L'assistant fédéral : Francis Saillard

Pour tenter d'interrompre le déclin de la Fédération, le secrétariat général décide en 1956 de lui attribuer un assistant fédéral[301]. Cette proposition fait suite à l'appel lancé par Coltice demandant " qu'un parlementaire ou même un conseiller de l'Union française s'intéresse à la Fédération. En face d'un parti radical puissant par ses racines municipales, écrit-il, et disposant de trois parlementaires et d'un parti communiste non moins puissant (36.000 voix) l'absence de parlementaire socialiste se fait durement ressentir "[302]. Afin de pallier ce manque, quelques militants auraient proposé à Coltice de se présenter pour l'Union française, ce qu'il ne fit pas, considérant que d'autres " seraient plus qualifiés que lui "[303]. Il aurait ainsi pu être la figure de proue du socialisme dans l'Ain. De tels propos laissent deviner le peu d'audience dont bénéficie le socialisme à travers le faible rayonnement de son secrétaire fédéral dans le département. La solution adoptée par le secrétariat ne répond pas tout à fait aux attentes formulées par Coltice. Comment un assistant fédéral, quand bien même permanent, pourrait-il devenir l'homme incarnant la

S.F.I.O. dans l'Ain, alors qu'il n'est pas de la région, qu'il est en quelque sorte " un parachuté " et qu'il ne jouit d'aucune popularité régionale, voire nationale. Est-ce d'ailleurs le rôle de l'assistant fédéral ?

Francis Saillard est né le 1er août 1921 à Martinvaste dans la Manche[304]. Il est marié et père de trois enfants[305]. Depuis janvier 1957 il est employé permanent à la Fédération de l'Ain[306]. Son rôle, en tant qu'assistant fédéral, consiste à " recruter et à prospecter " dans le département afin de retrouver des adhérents à la Fédération et de donner un caractère cohérent et continue à la propagande[307]. Son action est plutôt positive puisqu'elle se traduit au dernier trimestre 1957 par vingt-six réunions de sections, une séance de cinéma, onze réunions publiques et deux sections créées[308]. Sur le plan des adhésions, la présence et l'action de Saillard, assistant " courageux et travailleur " est sans résultat car le nombre des militants continue sa chute : entre 1957 et 1958 la Fédération a perdu cinquante de ses adhérents[309]. Toutefois, entre 1958 et 1959 les effectifs de la Fédération sont stables, peut-on l'attribuer à l'activité de Saillard ? Peut-être si l'on considère la création de deux sections. Cependant, les militants des deux sections recréées peuvent tout à fait être adhérents à la Fédération sans militer au sein d'une section. L'action positive de l'assistant fédéral est de courte durée puisque au deuxième semestre de 1958 le bilan d'activité de Saillard ne comporte que sept réunions de sections[310], qu'en mars 1959 seule une visite préalable a été organisée par ses soins[311]. Il semble que Saillard ne bénéficie pas des meilleures conditions de travail.

Les rapports établis sur l'assistant fédéral de l'Ain et les notes de Saillard lui-même dressent un tableau peu flatteur de la Fédération. Pour le premier semestre 1958, Flocard met en évidence la difficulté de la tâche de Saillard au sein de la Fédération. Il faudrait, d'après celui-ci, " utiliser cet assistant dans un autre département "[312]. Dans les rapports de 1957, 1958 et 1959 les délégués qui inspectent le travail effectué par Saillard mettent en évidence la valeur de ce dernier et dénoncent " le climat de travail médiocre "[313], un milieu ambiant défavorable. Saillard est peu intégré par les militants de la Fédération qui, mal " avertis du véritable rôle de l'assistant fédéral, le tiennent un peu à l'écart "[314]. En juillet 1959 Saillard " avoue que c'est avec un soupir de soulagement [qu'il voit] constituer un nouveau B.F. "[315]. Le précédent secrétaire fédéral "avait une certaine tendance à considérer Saillard comme un secrétaire particulier"[316]. La présence de Saillard n'a pas eu les effets escomptés car il s'est retrouvé un peu esseulé. Routier-Preuvost note en janvier 1959 que " la campagne électorale l'a trouvé un peu seul, chaque jour avec son épouse pour coller les affiches "[317]. Cet assistant fédéral est un véritable " permanent " de la Fédération : " c'est un professionnel de l'organisation et de l'action partisanes ", en tant que tel, il est rémunéré par la S.F.I.O.[318].

La mission de l'assistant fédéral n'était pas de remplacer le délégué général. Il n'en a pas la popularité, il est inconnu des habitants du département puisqu'il vient de la Manche. Sans doute manque-t-il aussi de charisme : sa " carrière " politique dans l'Ain est un échec[319]. Son rôle consistait en l'organisation de réunions afin de réveiller les militants et les sections endormies. L'échec de son entreprise tient à l'absence de soutien de la part de la Fédération. Son action ne pouvait être que limitée dans la mesure où ses efforts n'étaient ni relayés par la direction de la Fédération, ni par les militants.

Selon la classification de Lancelot, les militants de la Fédération socialiste de l'Ain ne sont que de simples cotisants. Ils ne participent pas à la vie de leur section dans la mesure où ils n'assistent pas ou peu aux réunions locales. Ils ne participent pas non plus à la vie de la Fédération : ils ne s'investissent pas en effet dans les manifestations organisées par la Fédération (tombola, congrès, …). Leur engagement militant

se limite en paiement de leur cotisation à la Fédération. Encore cette cotisation est-elle imparfaitement payée puisqu'un certain nombre de cotisants ne prend pas la totalité des douze timbres annuels. Les rapports des congrès nationaux montrent en effet que le nombre de feuillets pris par la Fédération est plus important que le nombre de timbres, donc que des militants ne cotisent que quelques mois, ou qu'ils quittent la Fédération en milieu d'année[320]. Dès lors la Fédération est handicapée à la fois par le manque de " main-d'œuvre " pour mener à bien la propagande par exemple mais aussi pour la financer[321]. Les solutions mises en place par la Fédération ou le secrétariat national (tournées pour le réveil des sections, aide d'un assistant fédéral) sont vaines dans la mesure où ces actions ne sont pas relayées par les militants eux-mêmes.

Conclusion I

Entre 1944 et 1969, la Fédération n'a résolu aucun des problèmes qui se posaient à elle. Les effectifs de ses militants sont en très forte régression et elle ne paraît pas en mesure de stopper l'hémorragie sur la période étudiée (nous ne possédons pas les effectifs fédéraux pour 1971 : les archives recensées au P.S. de Bourg ne commencent qu'en 1974). Certes, la période d'après-guerre lui avait été favorable et la Fédération a alors connu une période de forte expansion, dépassant même les " hautes eaux du Front populaire ". En s'appuyant sur des personnalités locales, proches des milieux résistants et en vue, la Fédération enregistre alors un effectif record. En revanche, dès 1947-1948 elle ne paraît pas en mesure de prolonger l'élan positif de la Résistance. La Fédération donne à voir une organisation méfiante vis-à-vis des nouveaux venus, c'est-à-dire envers ceux qui, par leur jeunesse, leur expérience autre que militant socialiste, pourrait remettre en cause le fonctionnement fédéral (nous décrirons dans la partie 2 les manifestations de cette méfiance dans l'intégration des nouveaux adhérents au sein de l'organisation fédérale). L'attitude des adultes à l'égard des J.S. illustre la défiance de la Fédération vis-à-vis des nouveaux.

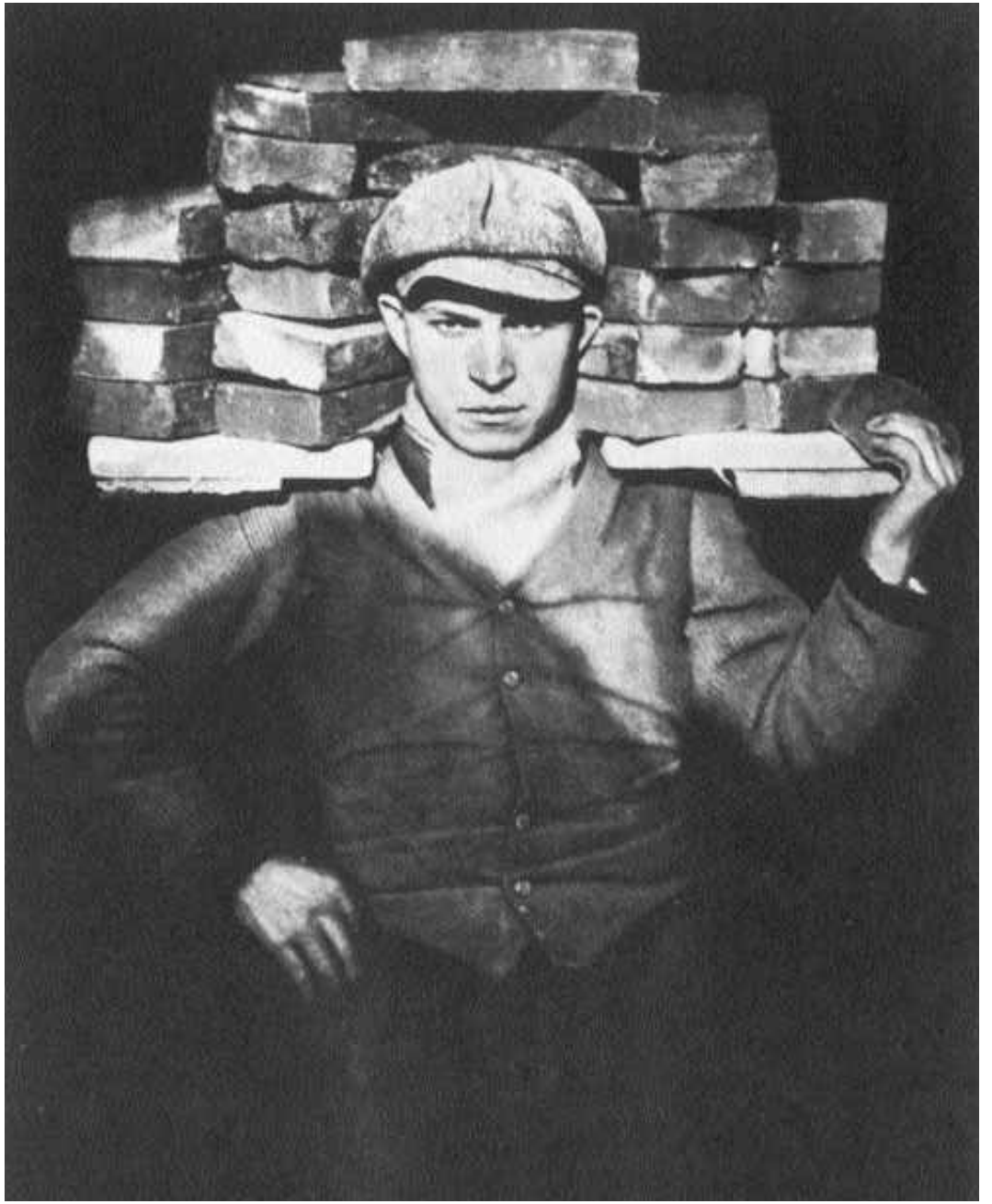
Incapable de recruter, la Fédération est aussi incapable de conserver. La Fédération subit à la fois la présence de plus en plus controversée de ministres socialistes au sein de gouvernements dont l'axe est désormais au centre droit, mais aussi les " divisions familiales " qui rejaillissent au plan départemental et affaiblissent le socialisme dans l'Ain. Le secrétaire fédéral des J.S. dans l'Ain estime, en effet, que la désaffection de la S.F.I.O. par les jeunes notamment tient à la présence de socialistes dans les gouvernements. " La politique courageuse du parti, écrit-il, en a fait le possesseur des ministères les plus décriés (Ravitaillement, Economie, Guerre) et que cette politique toute de défense n'a pas plu aux jeunes qui aiment à être à l'avant-garde, à la pointe d'un combat "[322]. L'originalité (si c'en est une) de la Fédération tient à l'exacerbation des tensions doctrinales et politiques qui se font jour par intérêts personnels, coteries entre militants (l'affaire Greusard est un exemple). L'usure du pouvoir et les dissensions internes sont une explication de la difficulté de la S.F.I.O. et, au niveau départemental, de la Fédération à maintenir ses effectifs. L'incapacité à faire de ses adhérents des militants, selon la définition de Lancelot, en est une autre.

Incapable de conserver ses bases, la Fédération est tout aussi incapable de d'inverser le

processus de " déprolétarisation " mis en évidence par Touchard[323] dès avant-guerre. Différentes lettres, comptes-rendus de congrès, …, montrent, en effet, que les militants socialistes s'inquiètent de ce que leur Fédération est désertée par les ouvriers. La Fédération n'est plus (si elle le fut), d'après les militants, représentative d'un parti de la classe ouvrière. De nombreux militants dénoncent le fait que la Fédération recrute l'essentiel de ses militants parmi les fonctionnaires, (notam-

ment parmi les enseignants), mais aussi chez les professions libérales, les artisans et commerçants. De tels témoignages donnent à penser que la Fédération est sans doute plus conforme à un parti embourgeoisé, en voie de " notabilisation " qu'à un parti d'ouvriers. Est-ce à dire cependant que la S.F.I.O. dans l'Ain se " radicalise ", au sens où elle se substituerait aux radicaux ? Dans " S.F.I.O. : mort ou transfiguration ? "[324], Duverger considère, en 1955, que l'incapacité de la S.F.I.O. à pénétrer la classe ouvrière et " son fort ancrage dans les classes moyennes, traditionnellement influencées par le radicalisme " traduisent [cette] " radicalisation " du socialisme français[325].

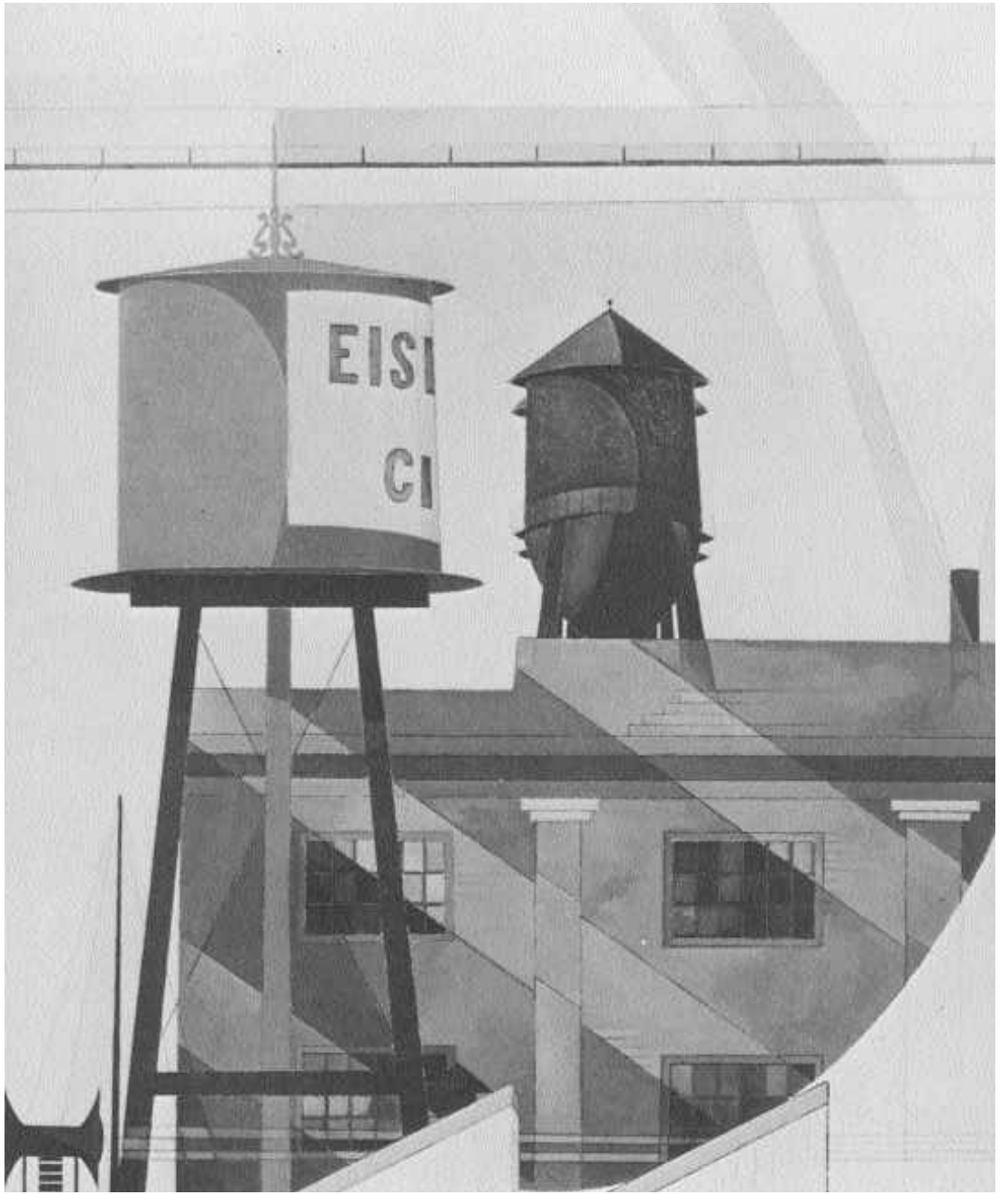
Cette première partie consacrée aux adhérents et militants de la Fédération nous permet maintenant d'ouvrir notre réflexion en nous demandant dans quelle mesure le problème du recrutement fédéral est lié à l'organisation même de la Fédération. Autrement dit, l'organisation fédérale, dans la pratique locale des statuts du Parti, est-elle adaptée à la situation à laquelle est confrontée la Fédération ? Si la réponse est positive, nous devons regarder du côté de la mise en pratique que font les militants et les dirigeants locaux des statuts du parti : sont-ce les militants, les dirigeants locaux qui en enrayent le fonctionnement ? c



August Sander : Manœuvre, *1929*.

Partie 2

L'encadrement des militants : la structure fédérale de 1944 à 1969



Charles Demuth : Abstraction d'immeubles à Lancaster, *1931.*

Dans son ouvrage sur les partis politiques, Duverger analyse " l'armature " et plus particulièrement " l'articulation générale " de chaque type de parti[326]. A cette occasion, il affirme que " le parti se présente comme une communauté organisée, où tous les éléments de base ont une place définie qui détermine leur importance respective. Dans la réalité, des combinaisons et des coteries demeurent possibles : mais seulement dans la mesure où elles ont un appui dans la communauté partisane et ses groupes composants "[327]. A travers cette présentation du parti Duverger induit trois éléments. Ces derniers tenant à la structure du parti sont d'autant plus importants du point de vue de la S.F.I.O., parti de masse, dans la mesure où sa structure doit non seulement lui permettre de recruter, d'éduquer les militants, mais aussi correspondre à la logique démocratique dans laquelle s'inscrit le socialisme[328].

- Le premier élément concerne l'organisation du parti,

s'agissant de la S.F.I.O., et plus précisément du niveau local qui nous intéresse, de la Fédération. La S.F.I.O. poursuit des objectifs dont celui, final, de conquérir le pouvoir pour mettre en œuvre " la république sociale "[329]. La conquête du pouvoir par le suffrage universel suppose la conversion réfléchie des masses et l'éducation des militants, parmi lesquels ce parti de gauche recrute ses cadres. La structure fédérale de la S.F.I.O. reflète-t-elle les préoccupations inhérentes au recrutement, à la formation des nouveaux adhérents, mais aussi les principes propres au socialisme (notamment démocratique) ?

- Le deuxième élément met en évidence les rôles qui sont assignés à chacun des membres du parti. Duverger considère que tous les militants sont a priori égaux (" éléments de base "), mais que certains acquièrent une " importance " (liée à la place occupée, au rôle assigné) et qu'il existe une hiérarchie au sein du parti (cf. " importance respective "), donc des pouvoirs. A nous de définir tout à la fois les rôles et les places de chacun (de décrire le type de hiérarchie propre à la structure de la fédération socialiste), mais aussi les règles permettant d'accéder aux " places " et aux pouvoirs. En vertu des objectifs de la S.F.I.O. nous pouvons supposer que la structure intègre les principes éducatifs, propagandistes (en vue du recrutement et des élections) et démocratiques

- Le troisième, enfin, tient à l'existence possible de " combinaisons " et " coteries " au sein de la formation politique. Duverger semble considérer, lui, que les " tendances " sont parties inhérentes de toute formation politique et notamment du parti socialiste. Nous partons donc de son postulat : combinaisons et coteries existent à la S.F.I.O. et notamment au sein de la Fédération. Si la Fédération abrite ces coteries, sa structure en permet l'expression. Nous devons déterminer les moyens par lesquels l'organisation fédérale non seulement permet, mais rend possible l'expression des divergences et si ces divergences sont susceptibles de déstabiliser la structure voire de la compromettre ou de compromettre les objectifs de la Fédération (recrutement, éducation, encadrement, propagande, démocratie).

Cette explicitation des éléments de la structure fédérale relève de la théorie, elle est notre référent nécessaire pour construire notre raisonnement. Néanmoins, nous ne perdons pas de vue que l'organisation dépend d'individus dont nous avons montré que le militantisme n'était pas toujours ardent. C'est pourquoi, par-delà la théorie, il nous faut aussi envisager la pratique, dont les coteries sont un aspect. Dans quelle mesure, les militants par leur militantisme mou, leurs combinaisons, peuvent mettre en cause la structure (tout ou partie) ? Nous étudierons donc à travers les fonctions, les militants socialistes qui assurent la (bonne ?) marche de l'organisation fédérale.

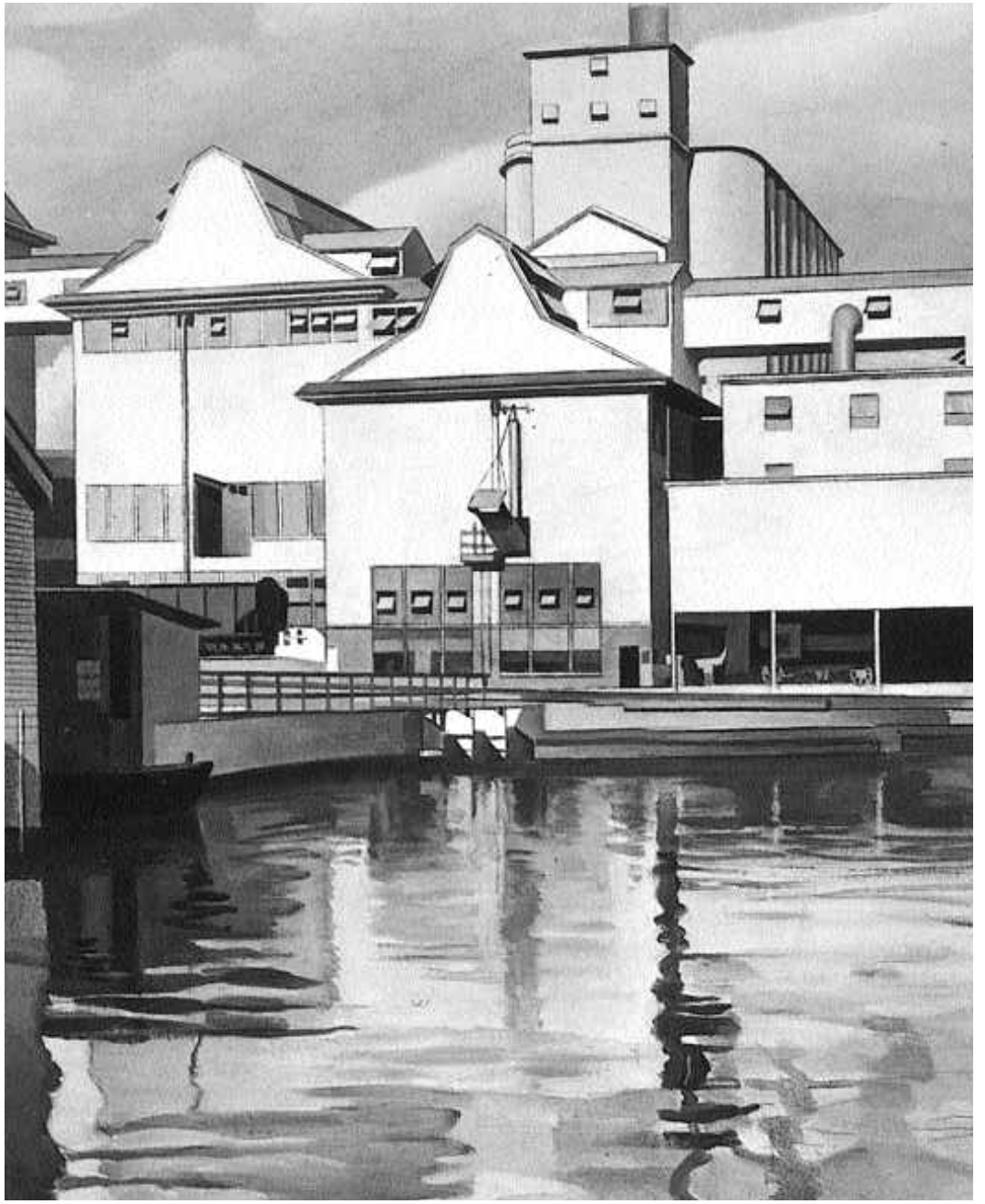
La problématique de cette partie est la suivante : la structure fédérale est-elle, en théorie, adaptée aux objectifs de la Fédération ? Dans le cas d'une réponse affirmative, nous analyserons la pratique qui en est faite par les militants puisque deux des objectifs ne sont pas remplis, le recrutement et l'éducation. Cette étude de la structure et de l'encadrement fédéral ne néglige pas notre problématique globale portant notamment sur l'aspect humain de la Fédération, nous envisagerons donc la composition de la structure par l'âge et la profession des militants. Pour répondre à cette double problématique, nous avons subdivisé cette partie en trois chapitres, chacun d'entre eux correspondant à un niveau hiérarchique.

Dans un premier chapitre (numéroté IV), nous présenterons les secrétaires de sections. Ils constituent le premier degré de la hiérarchie, dans la mesure où nous considérons que les militants forment le degré zéro (" éléments de base "). Avant de décrire la fonction du secrétaire fédéral, nous analysons l'âge et la sociologie des adhérents pour confirmer, le cas échéant, l'impression donnée par les " simples " militants : les secrétaires de section sont-ils âgés et/ou non ouvriers ?

Ensuite nous décrivons l'action et les moyens d'action du secrétaire de section. Les sections, à travers leur secrétaire, remplissent-elles quelques-uns des objectifs inhérents à la Fédération ?

Le deuxième chapitre (numéroté V) est consacré à la vie fédérale lors des assemblées de militants qui se réunissent au sein de la Commission exécutive fédérale (C.E.F.) et des congrès fédéraux (C.F.). Nous analysons d'abord le fonctionnement de ces assemblées. Nous étudions à la fois l'organisation théorique de la Fédération et la pratique qui en est faite par les commissaires et congressistes : dans quelle mesure, les militants respectent-ils la lettre des statuts ou s'en écartent-ils ? Ensuite nous décrivons les membres de la C.E.F. et du C.F. à la fois par leur profession, leur âge, mais aussi leur lieu de résidence. Nous voulons ainsi montrer comment la structure par âge, par profession, par lieu de résidence corrompt la théorie de l'organisation fédérale.

Enfin, dans un chapitre VI nous présentons le Bureau fédéral, dernier échelon de la structure, à travers les secrétaires fédéraux. Nous déterminons les attributions des secrétaires fédéraux et les militants qui ont, de façon éphémère, dirigé la Fédération. Deux d'entre eux ont largement marqué la Fédération, à la fois par leur personnalité, mais aussi par leur pratique de secrétariat fédéral. Nous consacrons une sous-section à chacun d'eux, Chatagner tout d'abord, Coltice pour clore le chapitre, mais aussi la partie. C



Charles Sheeler : Usine à River Rouge *1923, New York, Whitney Museum of American Art.*

Chapitre 4

Les secrétaires de section

"La section est une invention socialiste "[330], elle est l'élément de base de la structure socialiste. Elle " cherche à faire des adhérents, à multiplier leur nombre, à grossir ses effectifs. Elle ne dédaigne pas la qualité ; mais la quantité lui importe avant tout. […] la section fait appel aux masses. Elle cherche d'ailleurs à garder le contact avec elles "[331]. Le secrétaire qui dirige la section a donc pour objectif premier le recrutement. Il doit à la fois faire venir au socialisme de nouveaux adhérents, mais aussi les retenir. Compte tenu de l'évolution des effectifs de la Fédération, il semblerait que recruter soit aussi difficile que retenir et que les secrétaires dans l'Ain ne parviennent ni à grossir les rangs de leur section d'adhésions nouvelles, ni à maintenir leurs effectifs. Le rôle du secrétaire de section est primordial, or la Fédération ne peut se prévaloir de secrétaires dynamiques. Pourquoi ? Sont-ils âgés ? Découragés ? Délaissés ?

Nous montrons, premièrement, en quoi les secrétaires de

section ne sont pas l'incarnation du discours de la Fédération. Ils exacerbent les caractéristiques des militants : ce sont des hommes âgés qui donnent à voir une Fédération vieillissante, des hommes qui sont issus des classes moyennes et donc qui ne sont pas représentatifs d'un parti qui se dit ouvrier.

Deuxièmement nous exposerons quelques-unes des raisons pour lesquelles les secrétaires de section ne peuvent remplir leur mission, celle de la diffusion du socialisme. Ils sont à la fois représentatifs d'un certain militantisme " mou " mais aussi délaissés par leur Fédération.

Les secrétaires de section : de vieux " notables " résistants

Alors qu'ils sont des personnalités locales importantes pour la diffusion du socialisme, les secrétaires de section sont peu pris en compte par la Fédération. Les A.D.A., l'O.U.R.S, les archives de la famille Coltice sont peu prolixes à leur égard. Si des recensements des secrétaires de section ont été effectués par la S.F.I.O. ou la Fédération elle-même, les archives n'en ont pas gardé la trace. Seules les doléances des secrétaires, conservées dans la correspondance avec le secrétariat fédéral, ainsi qu'une liste des sections avec leurs secrétaires datant de 1953 nous permettront de dresser un portrait des secrétaires de section. Ce portrait sera limité aux années 1950 : la correspondance conservée par la famille Coltice couvre une période allant de 1946 à 1952. Dans les années 1960-1970 il nous a été difficile de répertorier les sections, leurs secrétaires plus encore à la fois parce que la Fédération ne tient pas elle-même une liste des sections (si tel était le cas nous aurions dû retrouver ces listes à l'O.U.R.S. notamment), mais aussi parce que les sections ont une vie encore plus aléatoire que dans les années 1950. Malgré les carences archivistiques, nous dressons un portrait des secrétaires de section.

Nous verrons d'abord quels sont les militants qui reprennent ou fondent des sections. Ces secrétaires de sections à la Libération sont l'expression d'une Fédération frileuse vis-à-vis d'éléments nouveaux venus au socialisme. Les secrétaires de section sont en effet à la fois auréolés par des actes résistants, mais aussi des cadres âgés. Nous confirmerons ensuite la notion de " notification " de la Fédération. Les secrétaires de section exacerbent l'impression donnée par les militants, celle d'une Fédération représentative de classe moyenne.

Des cadres respectables.

Lors de la reconstruction des sections la Fédération s'est semble-t-il appuyée sur des militants appartenant à la S.F.I.O. avant-guerre. Imbert à St-Rambert, militant socialiste depuis 1930, Deschamps à Miribel, militant dès les années 1930, Brosselin à Lagnieu socialiste depuis 1931 dans l'Ain, Bouvard à St-Triviers-de-Courtes qui fonda la section socialiste en 1932[332], reprennent les secrétariats des sections reconstituées. A Bourg le secrétariat est assuré par un militant, Gentelet, appartenant à la section sans doute dès avant 1936[333]., Ces hommes, forts de leur expérience militante passée, sont-ils plus à même de reconstruire les sections ? Le recours à ces hommes semble tenir aussi d'un même comportement de défiance dont font preuve les adultes vis-à-vis des jeunes. Une attitude dénoncée par Blum dans un discours lors du Congrès national de Paris en septembre 1946 : " Vous invoquez la nécessité du renouveau, disait-il aux congressistes. Mais plus que tout le reste, vous avez peur de la nouveauté, vous avez la nostalgie de tout ce qui peut vous rapprocher de ce parti tel que vous l'avez connu et pratiqué. Vous avez peur de la nouveauté. Vous n'en voulez pas quand elle se présente comme un apport de forces fraîches que vous avez accueillies au lendemain de la Libération avec réticence, avec méfiance "[334]. A la Libération, la Fédération manifeste, à travers le recrutement de ses cadres locaux, le besoin de s'appuyer sur des

hommes à la fois auréolés par la Résistance et dont le militantisme est confirmé par une adhésion ancienne à la S.F.I.O.

Des cadres auréolés par la Résistance

Force est de constater en effet que de nombreux secrétaires de section sont des militants qui ont activement participé à la Résistance. Ainsi Roger Pioud est médaillé de la Résistance. Il est considéré par les R.G. comme " un résistant de la 1e heure "[335]. Il est secrétaire de la section de Saint-Cyr-sur-Menthon (canton de Pont-de-Veyle, arrondissement de Bourg). Henri Estève, secrétaire de la section de Priay (canton de Pont d'Ain, arrondissement de Bourg) fut un " membre actif de la Résistance "[336]. Pourquoi faire la part belle à ces hommes issus de la Résistance ? De très nombreux secrétaires de sections sont en effet des hommes proches des milieux résistants et dont les fonctions au sein des C.L.L. leur permettent de valoriser l'image de la Fédération socialiste. Ainsi Louis Favre-Buisson, est second vice-président du C.L.L. de Brégnier-Cordon (canton et arrondissement de Belley)[337]. Me Albertini de la section de Belley est lui président du C.L.L.[338] belleysan. Deschamps fut un résistant actif[339], et président de la Commission des Etats Généraux au C.D.L. [340]. Il dirige à la Libération la section de Miribel (canton de Montluel, arrondissement de Trévoux). Anthelme Devoisin fit parti d'un groupe de résistance locale et devient président du C.L.L de Champagne[341] (canton de Champagne, arrondissement de Belley). Il ne s'agit pas ici d'énumérer tous les noms des secrétaires de sections qui ont été non seulement présents dans les différents C.L.L., mais de mettre en évidence par leur nombre l'importance de la Fédération dans les organes locaux de décisions à la Libération. Pourquoi un nombre si important de secrétaires de sections sont-ils sinon présidents des C.L.L., du moins proches des milieux résistants ? Pouvons-nous considérer qu'il s'agit d'un simple hasard qui tiendrait à l'engagement résistant d'un très grand nombre de socialistes ? Est-ce une volonté de la Fédération de voir à la tête de ses sections des hommes pouvant se prévaloir de la Résistance ? Pour répondre clairement à cette question, il nous aurait fallu accéder aux archives de la Résistance. Nous pouvons cependant supposer que la Fédération a sans doute favorisé la prise en charge des sections par des socialistes proches des milieux résistants, notamment pour bénéficier de leur audience auprès de résistants non socialistes. Nous notons ainsi que Bouvard de la section de Saint-Triviers-de-Courtes (canton de Saint-Triviers-de-Courtes, arrondissement de Bourg) est un résistant " très bien côté dans ces milieux "[342], que Brosselin, membre du C.D.L., secrétaire de la section de Lagnieu (canton de Lagnieu, arrondissement de Belley) entretient des rapports constants avec les M.U.R. notamment[343], que Chambon de Chavannes-sur-Suran (canton de Treffort, arrondissement de Bourg), secrétaire de la section, est Président du C.L.L., et a de nombreuses sympathies dans les milieux de la Résistance[344], que François Domps secrétaire de la section d'Anglefort (canton de Seyssel, arrondissement de Belley), ancien responsable du F.N. dans la commune d'Anglefort, est président du C.L.L. [345], que Léon Guillet d'Ambérieu, Chef de secteur pendant l'occupation, est très influent dans la Résistance[346]. Cette importante présence de secrétaires de section issus des milieux de la Résistance permet à la Fédération de se donner une image positive, d'attirer à elle dans ses sections des hommes que les secrétaires de section ont pu côtoyer dans la Résistance. Ces secrétaires de sections sont donc des hommes respectables mais ils sont surtout une vitrine attrayante.

Des cadres âgés

En 1945 la Fédération recense quarante-neuf sections. Les secrétaires de section sont à la fois respectables par leur appartenance à la Résistance mais aussi en vertu de leur âge. Les dates de naissance de onze d'entre eux sont connues. Les " plus jeunes " de ces onze secrétaires de section sont nés en 1908,

il s'agit d'André Goujon à Bézériat et de Dessertines à Oyonnax. Les neuf autres sont nés entre 1886, Anthelme Devoisin secrétaire à Virieu-le-Grand, et 1900, Estève secrétaire à Priay. Ce sont donc des hommes âgés de quarante-cinq ans pour la plupart. Le vieillissement des secrétaires de sections est très perceptible dans la correspondance entre les sections et le secrétariat fédéral. Nombre de secrétaires abandonnent leur section à la fois parce qu'ils sont âgés, mais surtout parce que la tâche qui leur incombe est de plus en plus lourde du fait aussi de leur âge. La correspondance adressée au secrétariat fédéral montre une certaine lassitude, une certaine fatigue de ces vieux militants qui sont bien souvent laissés à eux-mêmes quant à la direction de leur section. A Sathonay-Camp Victor Durola devient le nouveau secrétaire de section, il succède " au camarade Maugenest, qui vu son âge en abandonne la tâche "[347]. En 1949 Basset, secrétaire de section à Châtillon-sur-Chalaronne, déplore l'attentisme de ses militants et la fatigue due à son âge, d'autant qu'il doit remplir toutes les tâches au sein de sa section. " Moi je deviens vieux, écrit-il à Coltice, et je suis obligé de répondre de tout. Je ne suis pas du tout épaulé par personne et j'en fatigue. Je suis obligé d'être secrétaire, trésorier, archiviste et tout et tout "[348]. A St-Laurent-les-Mâcon, le secrétaire de section, Savanture déplore la disparition de sa section qui ne compte plus que trois adhérents tous sexagénaires. La Fédération de l'Ain est une fédération vieillissante, une image corroborée par ses cadres. En 1951 sur dix sections nouvellement créées, deux secrétaires sont des retraités, soient 10 % des effectifs des dirigeants locaux[349]. En 1953 dans la liste des sections et de leurs secrétaires, 10 % d'entre eux sont aussi des retraités[350]. Sans doute cette tendance est-elle liée à la fois à l'incapacité de la Fédération à recruter auprès des jeunes, mais à cette peur de la nouveauté dénoncée par Blum, peur inscrite dans le règlement de la S.F.I.O. et qui pèse sur le renouvellement des cadres. " Fidèle à une tradition de méfiance envers le nouveau venu, [le parti] exige l'accomplissement d'un long stage, l'ascension méthodique de la hiérarchie partisane "[351]. Il faut en effet pouvoir faire état de trois ans de présence au parti pour pouvoir accéder à des responsabilités. Cette tendance au vieillissement n'est pas toutefois une originalité de la Fédération. Marc Sadoun a fort bien montré dans son ouvrage comment l'ensemble de la S.F.I.O. est touché par le vieillissement de ses militants mais aussi et surtout de ses cadres[352]. Sadoun met aussi en évidence l'accession des anciens militants aux secrétariats de section à la Libération[353]. La Fédération de l'Ain n'échappe pas à l'évolution générale de la S.F.I.O. Par son " conservatisme foncier ", son " inhibition "[354] la Fédération comme la S.F.I.O. bloquent elles-mêmes le renouvellement de leurs cadres et mettent sans doute un frein à l'engagement militant des plus jeunes auxquels elles ne font pas de place (cf. les J.S.). Une telle attitude est d'autant plus préjudiciable que si les sections font appel à l'expérience de ces hommes pour les remonter ou les diriger[355], les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances.

Les secrétaires de section de la Fédération incarnent ce que nous appelons des " hommes respectables ". Cette respectabilité leur est conférée à la fois par leur appartenance à la Résistance (ils ne sont pas entachés de collaboration et sont auréolés de leur action résistante), par leur âge (ce sont des hommes d'un âge respectable), mais aussi par leur militantisme ancien au socialisme (ce sont donc des hommes dont l'engagement socialiste ne peut être mis en doute).

Des secrétaires " non prolétariens "

De la même façon que s'affiche le vieillissement de la Fédération à travers ses cadres, se confirme aussi le fait que la Fédération socialiste de l'Ain n'est plus représentative, en terme sociologique, d'un parti " prolétarien " : " elle n'est pas le parti d'une classe, mais un parti interclassiste "[356]. Dans un parti qui se dit ouvrier, ceux-ci sont absents des éléments dirigeants de la Fédération de l'Ain : aucun ouvrier n'est en effet

secrétaire de section parmi celles nouvellement créées en 1951, ni dans celle de la liste de 1953[357]. Les employés et les agriculteurs sont assez peu représentés parmi les secrétaires. 10 % des nouvelles sections en 1951 et 6.7 % en 1953 sont dirigées par des employés ou des agriculteurs. En revanche les professions libérales constituent 11.7 % des secrétaires de sections en 1953, alors que cette catégorie n'était pas représentée au niveau local en 1951. Les artisans et les commerçants sont en nombre assez important en 1951 comme en 1953, avec respectivement 20 et 16.7 %. Leur forte présence explique que la Fédération de l'Ain fut assez durement touchée par l'Union de défense des commerçants et des artisans (U.D.C.A.) de Pierre Poujade[358]. Le gros des secrétaires de section est constitué par les enseignants qui sont les mieux représentés à la tête des section. Un tiers des nouveaux secrétaires de sections en 1951 sont des enseignants, ce pourcentage atteint 35 % en 1953. Ce sont surtout des instituteurs, seul Henri Deschamps de la section de Miribel est professeur[359]. Fort de l'importance numérique des enseignants dans les secrétariats de section, les fonctionnaires constituent presque la moitié des secrétaires (48.3 %). Il apparaît que dans les années 1950 les secrétariats de section sont détenus par les classes moyennes, les professions intellectuelles.

La tendance au vieillissement et à " l'élitisation " de la Fédération ne doit pas surprendre, elle est conforme à l'évolution de l'ensemble de ses militants. Cette évolution est un problème pour la Fédération : comment affirmer le caractère ouvriériste du parti, donner l'image d'un socialisme dynamique quand les adhérents et les secrétaires de section appartiennent aux " notables " locaux, quand ils sont représentatifs d'une certaine tranche d'âge de la population déjà vieillissante. Sans doute la Fédération perd-elle ici avec ces " atouts ", un peu de son attractivité, d'autant que les secrétaires, comme les militants, ne font rien pour démentir l'image première (physique et sociologique) qu'ils donnent.

Le secrétaire de section : un vecteur local du socialisme souvent décevant.

Le secrétariat général estime, dans un numéro du *Bulletin Intérieur* que " le secrétaire de section est l'animateur de sa section ", " [qu'] une section vit grâce à son secrétaire "[360]. Les secrétaires de section dans l'Ain doivent faire face au cours de la période à la désagrégation des sections qui se vident petit à petit de leurs effectifs, mais aussi au vieillissement de leurs militants. Leur rôle d'animateur est donc dans ces conditions très important, mais difficile d'autant que le secrétaire est bien souvent, nous venons de le voir, un homme âgé, " fatigué "[361], et trop esseulé. Ce contexte affecte la stabilité des sections et notamment de leur secrétaire. La valse des secrétaires de section ne permet pas d'établir sur le long terme une réorganisation des sections concernées par cette instabilité, d'autant que le secrétariat fédéral ne fait pas monte d'un soutien exemplaire.

Nous verrons d'abord comment les circonstances (départs, vieillissement des militants et des secrétaires de section) affectent le fonctionnement de la section notamment dans sa direction. Nous verrons quels sont les militants qui (re)prennent en charge les secrétariats locaux et comment ils sont auto-désignés par les circonstances. Ensuite nous étudierons la " valse " des secrétaires de sections. Quelles sont les sections qui sont affaiblies par la succession des secrétaires ? Quelles sont celles en revanche qui bénéficient d'un secrétariat stable et dynamique ? Est-ce le gage de la survie de la section ? Enfin nous verrons dans quelle mesure la Fédération porte, en partie, la responsabilité de la disparition de ses sections. Les secrétaires sont en principe soutenus dans l'organisation de leur section par toute une documentation éditée par le secrétariat général, or la Fédération ne joue pas le relais entre le secrétariat général et le secrétaire de section :

les sections ne reçoivent pas souvent cette documentation.

La désignation des secrétaires de section

Désigné en principe par le vote des militants de la section, le secrétaire de section est en fait mis en place par les circonstances, (c'est lui qui crée la section), ou par le secrétariat fédéral. De vote, il n'y en a que dans les grandes sections comme celles de Bourg, d'Oyonnax[362]. Ailleurs il semble que le secrétaire de section soit en effet celui qui la remonte ou celui que le secrétariat fédéral arrive à convaincre lors d'une reconstitution. En 1948 Antoine Martin à Montanay (canton et arrondissement de Trévoux), en 1950 Maurice Griot à Corbonod (canton de Seyssel, arrondissement de Belley) réussissent tous deux à remonter une section. La Fédération est informée des reconstitutions par les deux secrétaires de section. Dans le premier cas, à Montanay, la section est modeste, mais sa reconstitution est probablement due à la seule initiative du secrétaire, Martin[363]. A Corbonod en revanche la section renaît après le passage de Flocard. Toutefois la Fédération ne s'est pas occupée de sa remise en marche[364]. Ces deux exemples montrent la léthargie de la Fédération. Elle aurait la possibilité de recréer des sections, alors même qu'elle perd des adhérents. Or les initiatives sont le fait d'individus étrangers à la Fédération qui adhèrent à celle-ci lorsqu'ils remontent seuls des sections qu'ils prennent alors en main.

Le renouvellement rapide des secrétaires de section et les initiatives personnelles de " sympathisants " nouvellement militants posent le problème de respect des statuts relatifs au fonctionnement des sections. En principe, le militant doit pouvoir justifier de ses états de service au parti : il lui faut au moins trois ans d'ancienneté. A priori, la Fédération ne fait pas grand cas de ces entorses au règlement. A-t-elle de toute façon le choix si elle veut être présente dans l'ensemble du département ? D'autant " qu'il lui manque incontestablement des cadres actifs "[365] En 1946 un sympathisant constitue une nouvelle section. La Fédération ne s'embarrasse pas des statuts, elle réclame en revanche les cotisations au jeune secrétaire de section A. Morel. Le nerf de la guerre est aussi (et surtout ?) financier. La réponse de Morel au secrétaire fédéral, laisse supposer que la Fédération ne lui a proposé aucune aide[366], attitude qui laisse à penser que si la Fédération subit pour partie les conséquences de la présence socialiste dans les divers gouvernements de la période, elle est aussi responsable de sa propre dégradation. Les tournées de Flocard ont montré que si la Fédération pouvait espérer créer des sections (et il s'en remonte quand le délégué général visite le département), elle est en revanche incapable de les maintenir. L'exemple des secrétaires de section, nouveaux militants, qui reconstituent seuls une section mais qui sont délaissés par la Fédération, corrobore l'image d'une Fédération léthargique.

La situation de la Fédération du point de vue des effectifs est à ce point critique que si elle veut conserver ses relais locaux elle est obligée d'accepter qu'un certain nombre de secrétaires de sections soient mis en place par les circonstances et non plus par les militants. Nécessité d'autant plus impérieuse que les secrétaires de section, âgés, remplissent toutes les tâches. Compte tenu de leur faiblesse numérique les sections ne sont pas toujours en mesure de désigner un bureau complet. La précarité de la section du point de vue de ses effectifs et de la petitesse de son bureau est accrue par l'instabilité du secrétaire de section.

Le problème du " degré d'engagement " et de la stabilité du secrétaire de section

Le secrétaire de section est un personnage important du dispositif local de la fédération, notamment lorsque certaines sections sont isolées dans le département. Il est en effet le lien entre la fédération et les militants de base. Son rôle est parfois fondamental pour la survie du socialisme dans telle ou telle section. Selon la classification de Lancelot, il est à la fois

" militant " et " permanent local ". " Militant " dans la mesure où il accomplit dans sa section les " diverses tâches sur lesquelles reposent l'activité et la vie du parti "[367] et ce en fonction des directives données par le secrétariat fédéral. Mais il est aussi " permanent local " : il doit prendre en charge " l'organisation et l'action partisanes "[368]. Compte tenu du reflux des militants dès 1948, les sections sont de plus en plus petites et le secrétaire de section doit assumer toutes les tâches liées au fonctionnement de sa structure[369]. Dans ce contexte difficile, le rôle du secrétaire de section prend tout son poids : s'il est dynamique, charismatique, rempli de bonne volonté, le secrétaire de section peut espérer maintenir sa section, voire accroître le nombre de ses militants, dans le cas inverse c'est la disparition de la section. A Trévoux depuis l'arrivée de P. Vianney au secrétariat en 1947[370,] la section semble plus dynamique[371]. A Belley en revanche les activités professionnelles du secrétaire de section ne lui laissant pas suffisamment de temps pour faire vivre sa section, celle-ci périclite[372]. L'évolution du nombre des sections semble confirmer que le rôle du secrétaire de section devient de plus en plus difficile et qu'il est rarement couronné de succès.

Outre le manque d'engagement de certains secrétaires, beaucoup de sections de la Fédération sont handicapées par le renouvellement répétitif de leurs cadres. La correspondance entre le secrétariat fédéral et les sections révèle que le mandat du secrétaire de section est souvent éphémère. La section de Bourg est l'exemple d'une section qui multiplie les secrétaires : de 1944 à 1954 la section voit se succéder sept secrétaires, qui font en moyenne un mandat de un an. Ainsi se succèdent depuis la Libération Play[373], Jeantelet en 1945[374], Favier en septembre 1946[375], Royer en 1947 et 1948[376], Coltice en 1948[377,] André Veylon en 1951[378], Henri Julie en 1953[379]. Le renouvellement des secrétaires de section s'explique à la fois par le manque d'engagement de certains secrétaires, par leur âge. Certains décident en effet de prendre leur retraite politique, souvent déçus de n'avoir pas été épaulés, fatigués des responsabilités[380]. Certains secrétaires délaissent leur section en raison de leurs activités professionnelles ou syndicales, parfois même pour cause de conversion politique. A Belley, entre désengagement militant et activité professionnelle du secrétaire de section Bourcelin[381], Lavoilles, un militant de la section tranche et décide de reprendre les fonctions abandonnées par son prédécesseur[382]. Obligé pour son travail de " s'absenter de Meximieux une grande partie de l'année ", Monnier laisse donc à un autre militant la charge du secrétariat[383]. En vertu de la Charte d'Amiens, les militants socialistes élus syndicaux quittent la Fédération, ce qui explique sans doute que la S.F.I.O. ait moins d'accointances avec les syndicats que n'en ont les communistes. P. Dupont, secrétaire de la section de Virieu-le-Grand, ayant " fait acte de candidature au conseil syndical de la section de l'Ain du syndicat des instituteurs " démissionne du secrétariat de sa section[384]. M[e] Albertini, avocat au barreau de Belley et militant socialiste, dirigeait la section depuis la Libération. En désaccord avec la politique suivie par le secrétariat fédéral à l'égard les communistes, il quitte la S.F.I.O[385]. Malgré les nombreux désistements dont souffrent les sections il en est cependant qui conservent leur secrétaire non pas sur toute la période, mais de façon plus stable. Domps est secrétaire de sa section depuis sa recréation, sans doute en 1945, jusqu'en 1953[386]. Il cumule alors cette fonction avec celle de maire de la Commune et de conseiller général. Il en est de même pour Léon Guillet secrétaire à Ambérieu et trésorier fédéral[387] ou Pierre Vianney secrétaire à Trévoux et trésorier du Travailleur de l'Ain[388]. Ces trois secrétaires de sections, militants actifs de la Fédération ont probablement conservé après 1953 leur secrétariat, les archives ne permettent toutefois pas de l'attester.

Un certain nombre de ces secrétaires sont l'incarnation d'une Fédération léthargique : ils ne s'investissent pas dans leur section, parfois la laissent péricliter. Le militantisme est

ici en concurrence à la fois avec les obligations professionnelles du secrétaire, mais aussi avec les engagements syndicaux de certains d'entre eux (c'est une originalité du socialisme français, qui à la différence de son confrère britannique par exemple ne s'appuie pas sur le syndicalisme dans la mesure où les syndicats proches de la S.F.I.O. refusent toute allégeance vis-à-vis du politique, en vertu de la Charte d'Amiens). D'autres secrétaires de section en revanche font preuve de dynamisme et leur section résiste.

Des secrétaires de section délaissés par leur Fédération.

Les sections sont pénalisées par l'attentisme de la Fédération à leur égard. Non seulement la Fédération n'aide pas les sections qui sont susceptibles de se créer, mais les sections constituées ne bénéficient pas du soutien de la Fédération, bien que la S.F.I.O. ait pourtant produit une abondante documentation à leur intention.

Des moyens nationaux mis en œuvre pour faciliter l'action des secrétaires de section : le *Bulletin Intérieur* et *La Documentation politique*

En effet, pour favoriser la pénétration du socialisme dans les campagnes, pour permettre l'éducation politique des militants, pour entretenir les militants sur la position du parti dans les affaires d'actualité, la S.F.I.O. envoie aux secrétaires de section une abondante documentation. Il s'agit de revues, *La Documentation politique,* ou de publications internes, le *Bulletin Intérieur, Section d'organisation*, le *Bulletin Intérieur politique*, qui sont autant d'armes pour la propagande socialiste locale. Les archives privées Coltice conservent quelques exemplaires du *Bulletin Intérieur*[389]. Il manque quelques numéros intermédiaires dans cette petite collection. Néanmoins, les quelques numéros dont nous disposons donnent à penser que le *Bulletin Intérieur* est un hebdomadaire. Il se présente sous la forme le plus souvent d'un feuillet de quatre pages (parfois six[390], rarement huit[391]). Ce Bulletin, géré par Guy Mollet[392] puis Brutelle, " ne doit traiter que de l'organisation [du] travail "[393] des socialistes au sein de leur section, de leur fédération, c'est pourquoi le titre complet du *Bulletin* est : *Bulletin Intérieur Section d'Organisation*. Cette publication donne aux secrétaires de section les lignes directrices quant à l'organisation de l'action à mener localement. Afin de faciliter l'accès des secrétaires de section à cette publication, le *Bulletin* leur est adressé gratuitement[394]. Ceci permet aussi d'homogénéiser l'action des différentes sections en leur proposant les ordres du jour des réunions de section. Le numéro de septembre-octobre 1950 donne ainsi l'ordre du jour des prochaines réunions de sections : " lancement du *Popu*[395], quotidien à six pages " et " collecte des cotisations ". Le *Bulletin* peut aussi, occasionnellement être adressé aux trésoriers de sections pour tenter de leur donner quelques conseils de méthodes (" pour simplifier la tâche des trésoriers "), quelques suggestions de placement de cartes[396].

La Documentation politique[397] est aussi un outil envoyé aux secrétaires de section. Cette publication fut créée au printemps 1949 et n'était distribuée à l'origine " qu'à un très petit nombre d'adhérents "[398]. A partir du 1er décembre 1949 le " bulletin hebdomadaire du Parti Socialiste S.F.I.O. " est adressé à l'ensemble des secrétaires de sections[399]. Le gérant, Pierre Commin, le présente comme un " instrument de l'action socialiste ", " un outil permanent du combat socialiste ", un élément intellectuel capable de susciter la réflexion et de donner la base d'une " action constructive sur le plan local et départemental "[400]. Le *Bulletin Intérieur* et *La Documentation politique* sont deux publications complémentaires. Dans le premier les secrétaires trouvent des exemples d'organisation de la vie de leur section. Dans le second, les sections peuvent ainsi puiser " toutes les ripostes et tous les arguments nécessaires à la propagande quotidienne "[401]. *La Documen-*

tation politique fournit un assez large éventail d'éléments de propagande anti-communiste. Le numéro du 9 mars 1950, par exemple, est ainsi largement consacré à la dénonciation du P.C. et de l'U.R.S.S. : " Où veut aller le Parti Communiste ? ", " Les Socialistes défendent le Collège unique, contre les Communistes partisans du double collège ", " Un témoignage de la vie à Moscou, Comment *L'Humanité* renseigne ses lecteurs ", " Le système des salaires en U.R.S.S. ", L'Internationale des transports (I.T.F.) réagit contre le sabotage communiste, " La démagogie communiste à propos du budget 1950 "[402]. Le bulletin socialiste n'épargne pas non plus le R.P.F.[403]. En matière de politique intérieure, de politique économique et sociale, *La Documentation politique* publie différents discours de députés socialistes, les " réalisations " des socialistes en charge de ministère[404], des tableaux de chiffres en tout genre (tableau des indices de la production industrielle, chiffres du chômage[405]). Le caractère " éducatif " de *La Documentation politique* est aussi matérialisé par production des textes de Blum[406], de Jaurès[407], de Marx et Engels[408], permettant ainsi aux socialistes de se familiariser à la réflexion des penseurs fondamentaux du socialisme. La préparation aux divers scrutins est précédée par la publication par *La Documentation politique* des programmes socialistes[409].

Quelques exemplaires de *La Documentation politique* sont accompagnés de fiches *Arguments & Ripostes*. Cette présentation sous forme de fiches permet aux socialistes une utilisation facilité par un classement hiérarchique alphabétique et numérique. Chaque fiche, en effet, est doublement numérotée par une lettre suivit d'un chiffre. Afin de rendre plus aisée encore l'utilisation de ses fiches, la rédaction de *La Documentation politique* explique le fonctionnement du double classement. Le classement alphabétique permet de regrouper les fiches par thèmes : " A " pour la politique intérieure ; " B " politique internationale et outre-mer ;… Par le classement numérique, dans chaque thème sont différenciés les arguments ou ripostes en " Documents et Statistiques ", " En faveur du Parti socialiste ", " Sur la réaction ",… Une telle présentation donne aux socialistes les arguments de leur propagande, ils n'ont qu'à puiser dans les thèmes pour étayer leurs propos.

Des secrétaires sans soutien fédéral

Ces envois du secrétariat général aux secrétaires de section dépendent de la Fédération elle-même, c'est le B.F. qui se charge d'indiquer au secrétariat général les noms et adresses des secrétaires de sections, le cas échéant de signifier aux bureaux de la cité Malesherbes les changements de secrétaires de section. Sans doute ce travail n'est-il pas effectué de façon satisfaisante puisque de nombreux secrétaires de section ne reçoivent pas la documentation socialiste. René Pelletier secrétaire de la section de Sault-Brénaz, demande à la Fédération de lui faire parvenir " comme autrefois le *Bulletin Intérieur, Arguments et Ripostes*, et les circulaires qui intéressent les sections. Un secrétaire ne peut travailler utilement par ses seuls moyens, il lui faut, écrit-il, des directives "[410]. Ce secrétaire de section a pourtant reconstitué sa section depuis le mois de juillet de la même année[411]. A Certines, le secrétaire de section nouvellement en place ne reçoit pas la correspondance de la Fédération ou du siège socialiste.

Celle-ci est adressée à l'ancien secrétaire qui a quitté ses fonctions depuis deux mois[412]. L'erreur de la Fédération vient sans doute de ce que Pinelli, le secrétaire fédéral en place jusqu'en avril 1948 décède. Entre sa mort et l'élection d'un nouveau secrétaire, la Fédération a dû parer au plus pressé d'autant que les documents de la Fédération étaient au domicile de Pinelli mis sous scellés[413]. Concours de circonstances ? Le rapport de Marquis après une tournée dans l'Ain effectuée du 10 au 20 octobre 1953 met en évidence " le manque de liaison entre le B.F. et les sections "[414]. Marquis donne pour exemple des sections qui n'ont pas encore payé ou même pas pris les

feuillets de l'année en cours. Ainsi la Fédération n'a toujours pas reçu les impayés de la section de St-Denis-en-Bugey, ni les demandes de feuillets de la part de section telles Pont de Vaux. " Guillet, mal secondé par les trésoriers de sections, n'a pas réussi jusqu'à présent à secouer l'inertie des trésoriers de sections "[415]. L'information circule donc mal entre le siège de la Fédération et les sections, ici réside peut-être le fait que le socialisme ait du mal à s'implanter dans le département.

La Fédération ne soutient pas assez les sections et celles-ci ne remplissent pas leurs devoirs, notamment financiers, alors même que les caisses de la Fédération ont peine à se remplir. L'organisation de la Fédération n'est pas efficace pourtant la structure est en place et paraît solide.

Les secrétaires de sections sont représentatifs d'une Fédération " déprolétarisée ", vieillissante, léthargique et méfiante. En effet, les secrétariats de section sont pris en charge par des hommes issus des classes moyennes, ou fonctionnaires. Ils incarnent le " parti des instituteurs ". En outre ce sont des hommes à la fois âgés, issus de la Résistance et ayant, souvent, déjà milités à la S.F.I.O. La Fédération ne fait pas confiance aux nouveaux venus. Cette méfiance, déjà signalée vis-à-vis des J.S., se traduit ici par le recours à un personnel politique éprouvé. Une telle stratégie est d'autant moins compréhensible que ces secrétaires de section fatigués délaissent leur section. La Fédération perd ainsi le contact avec sa base militante mais entreprend peu d'efforts pour aider ses sections alors que le secrétariat national notamment lui en donne les moyens. Cet échelon de l'organisation pyramidale de la S.F.I.O., verrouillé par les vieux militants, peu soutenu par la Fédération est en voie de dislocation comme le laissait supposer le nombre décroissant de sections à la Fédération. c

Giuseppe Pelizza da Volpedo : Le Quatrième État, *1898-1901, Milano, Palazzo Marino, détail.*

Chapitre 5

Les commissions et les congrès

Les diverses commissions fédérales (commission exécutive fédérale, commission administrative fédérale, commission fédérale des conflits…) et les congrès fédéraux sont un des éléments fondamentaux de la vie fédérale. Ils sont la manifestation d'un fonctionnement démocratique puisque chaque militant y est en droit de faire valoir son point de vue, que chaque décision est entérinée par la majorité acquise par le vote, que chaque tendance est en mesure de se faire représenter à tous les niveaux de la hiérarchie. Ils sont le lieu de l'expression de la souveraineté des militants. A priori donc, la S.F.I.O. s'est dotée d'une structure démocratique. Pourtant il apparaît que ce fonctionnement démocratique est biaisé par certaines pratiques et certaines contingences. En effet, au détournement des statuts par quelques militants qui ainsi ne respectent plus le droit de tendance au sein de la Fédération, s'ajoutent des contingences matérielles qui font que toutes les sections, donc tous les militants ne sont pas repré-

sentés au sein des commissions. Nous verrons donc pourquoi et comment quelques militants parviennent à fausser le jeu démocratique dans leur propre Fédération.

Dans une première section, nous décrivons la structure pyramidale qui d'après J. Chapsal illustre l'organisation des pouvoirs au sein d'une fédération socialiste. Ceci nous permet de montrer que les militants sont statutairement souverains, mais que des pratiques propres à la Fédération de l'Ain faussent parfois le principe démocratique. Dans une seconde section, nous présentons les membres des commissions. Ce sont à la fois des hommes pour l'essentiel et des militants issus des classes moyennes, et pour la plupart originaires de Bourg.

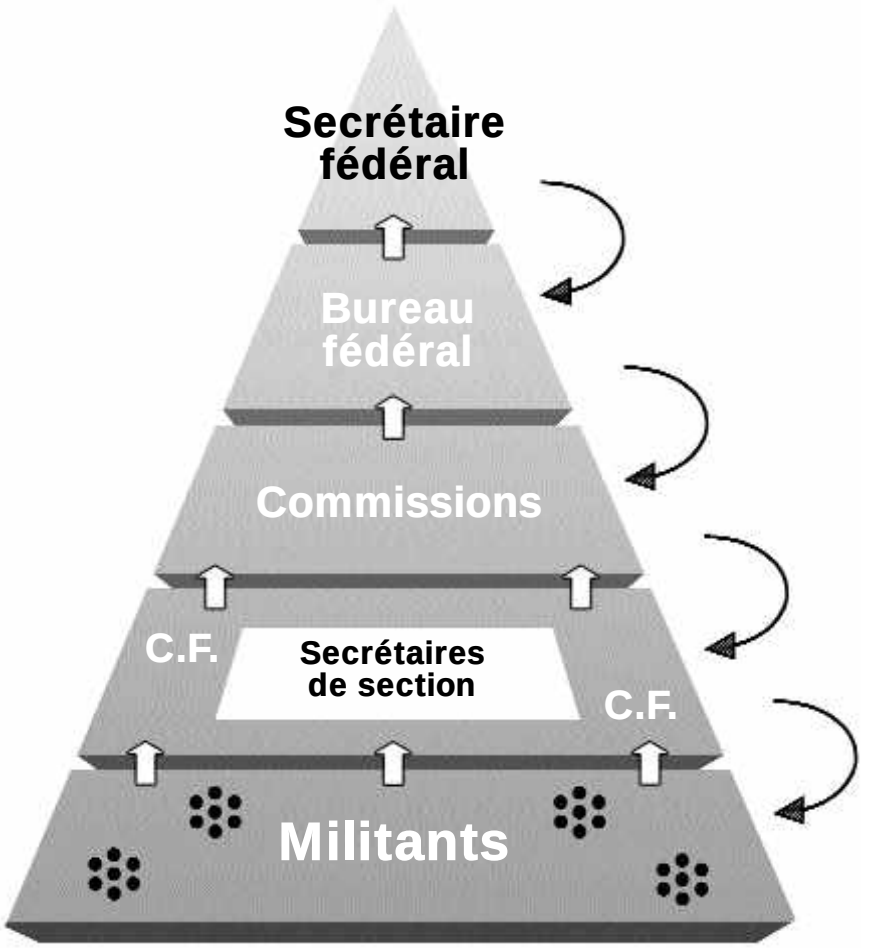
Les commissions diverses et les congrès fédéraux, un fonctionnement démocratique ?

Par ses statuts, la S.F.I.O. affirme sa volonté de faire du parti l'incarnation de la démocratie. La souveraineté appartient aux militants qui la transmettent à tous les échelons de la hiérarchie pyramidale, selon la répartition des pouvoirs. Dans un passage de *La vie politique en France de 1940 à 1958*, J.Chapsal présente rapidement les principaux partis politiques à la Libération et notamment le parti socialiste et sa structure[416]. Sans doute l'image de la pyramide donnée par Chapsal pour représenter l'organisation de la S.F.I.O. est-elle juste, mais elle reste incomplète si l'on transpose sa présentation au niveau de la Fédération.

La répartition des pouvoirs : une organisation pyramidale

Les militants constituent la base de la pyramide[417] décrite par Chapsal. Ils sont regroupés par section de plus ou moins grande importance. Au sein même de la section les militants " élisent " un secrétaire et un trésorier[418]. En principe, le secrétaire de section est élu délégué de la section au congrès fédéral, mais un autre militant peut aussi bien s'y rendre au titre de délégué ou même en tant que simple auditeur, mais il n'a alors, dans ce cas pas le droit de prendre part au vote. Les délégués des sections ainsi réunis constituent le congrès fédéral (C.F.). Celui-ci se déroule avant chaque congrès national (C.N.) qui est annuel, le C.F. ayant pour but de préparer le C.N. et les élections. Avant la tenue d'un congrès national extraordinaire, la Fédération peut rassembler les délégués des sections dans un C.F. lui aussi extraordinaire. Lors du C.F. annuel les délégués élisent les membres des diverses commissions, C.E.F. et commission fédérale des conflits (C.F.C.), ainsi que le B.F. Ils désignent aussi les délégués de la Fédération qui la représenteront au C.N. Très lourd à organiser, le C.F. est souvent remplacé lors de circonstances exceptionnelles (C.N. extraordinaire, décès de membres du B.F.) par la C.E.F. Cette commission comprend moins de membres et est donc plus facile à réunir. De plus la C.E.F. est composée de nombreux Burgiens, dont leur proximité rend les convocations plus aisées. Ainsi après la mort du secrétaire fédéral Pinelli, c'est la C.E.F. qui élit le nouveau secrétaire et non le C.F. qui avait élu Pinelli ou Bouvard[419]. Coltice est ainsi élu par la C.E.F. du 23 mai 1948[420]. Le C.F. qui s'était réuni en avril 1948[421] n'avait semble-t-il pas voulu élire un nouveau secrétaire fédéral juste après la mort de Pinelli. Sans doute les candidats potentiels étaient-ils aussi trop nombreux pour choisir rapidement et en toute quiétude le successeur de Pinelli[422]. L'organisation de la Fédération donne ainsi l'image d'une structure pyramidale où par un processus d'élections successives le secrétaire fédéral semble être le seul au sommet et posséder tout le pouvoir au sein de la Fédération.

Organisation pyramidale de la fédération socialiste



L'image de la pyramide proposée par Chapsal permet de mettre en évidence la délégation de pouvoirs. Elle suppose que le secrétaire fédéral est détenteur du pouvoir et que la Fédération s'organise en hiérarchies successives. Au contraire du parti communiste où " le secrétaire général [est] un personnage absolument dominant "[423], le secrétaire général du parti socialiste ne représente pas, statutairement, l'instance suprême du parti. Il est davantage l'incarnation de l'opinion majoritaire qui s'est exprimée au sein du parti au cours d'un congrès ou d'une réunion du B.F. Le secrétaire fédéral est la réplique départementale du secrétaire général, à ce titre il a peu de pouvoirs statutairement. Le secrétaire fédéral est la voix de sa fédération[424], mais il est aussi celui qui fait respecter les décisions des militants une fois qu'elles ont été entérinées par le C.N., le Comité directeur (C.D.) ou, à une moindre échelle, par le C.F., la C.E.F. Les décisions du secrétaire sont donc légitimées par le fait qu'elles émanent directement ou indirectement de la base. De plus, le secrétaire fédéral n'a, par exemple, pas le pouvoir d'exclusion. Un militant ne peut être exclu qu'après enquête et verdict de la C.F.C. mais si, et seulement si, la C.E.F. ou le C.F. puis la Commission nationale des conflits (si " l'accusé " fait appel devant elle) valident le jugement de la C.F.C. Suite à une affaire interne à la Fédération, la C.E.F. décide en 1952 de suspendre René Greusard accusé par elle d'avoir nuit aux intérêts du parti. Afin d'émettre un avis sur l'affaire, la C.F.C entend Greusard le 24 février 1952[425]. Celle-ci l'exclut le 16 mars1952[426]. L'exclusion est confirmée par la réunion de la C.E.F. du 20 avril 1952, à l'unanimité moins une voix[427]. L'affaire est portée devant la Commission nationale des conflits qui confirme le verdict dans l'été[428]. Cette " affaire Greusard " montre la mise en place des garde-fous qui interdisent à un seul homme de décider par exemple d'une exclusion. Toute décision est validée par les militants ou leurs représentants, jamais par un seul. Ainsi par exemple, c'est la C.E.F. qui accepte en mars 1952 la démission de Chatagner

en tant que directeur politique du *Travailleur de l'Ain*[429]. Coltice avait pris acte de la volonté de Chatagner, mais c'est la commission qui l'entérine. Ces organes de contrôle, la C.E.F. surtout, sont suffisamment efficaces pour empêcher la " dictature " d'un seul. Cependant dans la pratique, les diverses commissions valent ce que valent les militants, individus humains qui les composent.

De la démocratie à la Fédération de l'Ain

Si l'organisation de la S.F.I.O. ne se résume pas entièrement à un schéma pyramidal, du fait que ses statuts ne légitiment pas la domination d'un seul homme, cette représentation ne correspond, pas non plus tout à fait, aux " principes démocratiques " qui prévalent au parti socialiste. Sous le couvert d'une organisation démocratique, la Fédération est en fait administrée soit par un homme, le secrétaire fédéral, soit par la C.E.F. (largement dominée par la section de Bourg), soit par les deux conjointement. La représentativité de la Fédération, l'expression des sections ne sont pas toujours respectées.

Un fonctionnement démocratique apparent…

" A la différence du P.C., il y a, à tous les échelons, discussions et votes' "[430] à la S.F.I.O. Pour schématiser le sommet de la pyramide, le secrétaire général se fait le porte-parole des décisions adoptées par une majorité des militants de base. Chaque section, lorsqu'elle se réunit, discute aussi bien de la politique internationale, nationale que locale. C'est ainsi que la section de Bourg " approuve unanimement les interventions faites en faveur des époux Rosenberg, au nom du parti, par les responsables nationaux "[431]. Ce sont les sections d'Ambérieu, Trévoux, St-Rambert qui se prononcent contre la participation des socialistes à un gouvernement après la démission de Bidault[432]. C'est la section de St-Denis-en-Bugey qui fait connaître son choix de la tête de liste socialiste aux élections du Conseil de la République en novembre 1948[433].

Cette liberté d'expression qui prévaut au parti socialiste permet à toutes les tendances existantes au sein de la S.F.I.O. de se manifester. A priori, la Fédération met en pratique le " droit de tendance " qui prévaut dans l'ensemble de la S.F.I.O. à la différence du P.C. où la contestation n'a plus lieu d'être dès lors que la majorité a adopté une conduite. Ainsi lors du débat sur la Communauté européenne de défense (C.E.D.) le C.F. voit s'opposer deux tendances les " pro " et les " anti " C.E.D. Le secrétaire fédéral, Coltice, mandaté pour représenter la Fédération au C.N. répartit les mandats de la Fédération en fonction des votes exprimés : sept mandats favorables à la C.E.D., cinq contre[434]. L'opposition est donc prise en compte au niveau local où elle s'exprime au cours du débat, puis par son vote négatif. Cette opposition est mise en évidence au niveau national par le report des voix exprimées localement dans le vote national. Les oppositions peuvent aussi se manifester de façon parfois plus virulente. Ainsi au C.F. de mai 1957 les opposants à la fois au secrétaire fédéral et à la politique molletiste soutenue par ce dernier expriment différemment leur opposition. Les uns en refusant d'assister au congrès, les autres en attaquant directement le secrétaire fédéral et notamment en votant contre son rapport moral[435].

Au sein même de la Fédération, la liberté d'expression n'est pas entravée, le droit de tendance est respecté. Les manifestations de l'opposition contre le secrétaire fédéral en 1957 en donnent une preuve. Lors des C.F. les délégués présents n'hésitent pas à prendre la parole avant les votes. Ainsi au C.F. de juillet 1949, huit interventions de militants socialistes sont notées dans le P.V. du congrès[436]. Afin de favoriser l'expression de toutes les tendances, la présidence des congrès est partagée entre deux militants, souvent figures de proue du socialisme local. Au C.F. de juillet 1949 par exemple, Louis Page le matin et Deschamps l'après-midi se partagent la présidence des séances[437]. Gilbert Coltice, alors secrétaire fédéral, semblait accorder beaucoup d'importance à ce que chaque mili-

tant ait la possibilité de s'exprimer en toute quiétude. C'est pourquoi en décembre 1949 lors d'un second congrès fédéral auquel la Fédération avait convié Daniel Mayer, ce dernier ne fut invité que pour la séance de l'après-midi. Dans son discours de présentation du C.F., Coltice indique les raisons pour lesquelles D. Mayer n'est pas présent le matin. " J'ai voulu, dit-il, assurer une pleine liberté aux discussions de ce débat et ne pas influencer par la présence d'un camarade qui représente un certain courant de pensée dans le parti les votes que nous devrons émettre "[438]. Le secrétaire fédéral permet ainsi à ses militants de se prononcer en toute liberté. Toutefois une telle décision aussi louable soit-elle est cependant source d'interrogations. Evincé du secrétariat général en septembre 1946 par G. Mollet, D. Mayer n'est pas le meilleur avocat de la politique socialiste incarnée par son secrétaire général. Or, Coltice est un fervent partisan de ce dernier. Coltice aurait-il agit de la même façon avec un autre dirigeant socialiste plus proche du courant molletiste ? A-t-il craint que la présence de Mayer ne favorise le vote dans un sens contraire à celui qu'il souhaitait ? Il est à noter que lors de la venue de Brutelle ou de Commin, proches de Mollet, ceux-ci ont assisté à l'ensemble du congrès[439].

Le principe même de l'organisation démocratique induit pourtant ses propres défauts. A tous les échelons de représentation, locale (au sein du C.F. ou de la C.E.F.), nationale (au C.N.), le système qui prévaut est celui de la proportionnelle. Le nombre de délégués de telle section au C.F. ou de telle fédération au C.N. est proportionnel à la taille de celle-ci. Au C.N. par exemple le nombre de mandats (voix qu'exprimera la Fédération lors des consultations) et de délégués, accordés à chaque fédération pour l'année en cours, sont calculés en fonction des feuillets complets[440] pris par la fédération l'année précédente. A la Libération, on compte un mandat pour cinquante feuillets complets. En fonction de la chute des effectifs l'exigence est moindre : vingt-cinq feuillets complets pour un mandat. En 1947 la Fédération de l'Ain possède quatre-vingt cinq mandats et trois délégués au C.N. En 1948 elle a perdu plus de la moitié de ses mandats (elle n'en a plus que trente huit) mais conserve le nombre de ses délégués[441]. S'en suit alors une baisse inexorable de son importance, déjà relative à la Libération : en 1967 la Fédération de l'Ain ne détient plus que cinq mandats et n'est plus représentée que par deux délégués au congrès[442]. Un tel système de représentation tend à favoriser les grosses fédérations comme celles des Bouches-du-Rhône ou du Nord-Pas-de-Calais. Les personnalités marquantes du parti sur la période sont d'ailleurs issues de ces grandes formations, qu'il s'agisse de Mollet ou de Defferre pour ne citer qu'eux. Au plan départemental, les problèmes de la représentation sont les mêmes. Non seulement les militants appartenant à de petites sections sont peu représentés aux C.F., d'autant qu'il est souvent difficile à leurs délégués de s'y rendre, mais ils sont quasiment exclus des organes dirigeants. Au sein de la Fédération, il est difficile de conserver un fonctionnement démocratique dans la mesure où les petites sections ont bien du mal à maintenir une activité réelle, elles réunissent peu leurs militants. Lors du sondage de 1954-1955 les trois quarts des sections indiquent se réunir moins de trois fois par an. Or ce sont de petites sections de dix militants en moyenne. Le quart restant constitué par Bourg ou Montrevel, comptant plus de trente adhérents, organise en revanche des réunions mensuelles[443]. Ces petites sections " ne suivent que de loin, et par à-coups, les évolutions de la politique nationale. Cette lenteur de réaction de la base du parti donne du temps à la direction pour préparer ses argumentations "[444] et laisse peu de place à l'expression d'une partie considérable de la Fédération. Ce fonctionnement laissant peu la parole aux petites sections favorise sans doute aussi la léthargie des militants en cela qu'ils peuvent avoir l'impression qu'on ne les entend pas ou qu'on ne tient pas compte de leur position. Ce sont donc de grosses sections comme celles de Bourg,

Ambérieu Trévoux ou Oyonnax qui dirigent la Fédération, d'autant qu'elles monopolisent les sièges à la C.E.F. au B.F. et au secrétariat fédéral[445]. Ainsi exception faite de Bouvard et Pinelli, les trois autres secrétaires ayant dirigé la Fédération sont de Bourg (Greusard, Chatagner, Coltice).

Un fonctionnement démocratique qui cache des pratiques douteuses.

Le principe démocratique est mis à mal par les militants eux-mêmes qui se servent du système ou le détournent pour favoriser l'adoption de leurs idées. Ainsi dans les années 1950, la représentation proportionnelle aurait été modifiée. D'après une lettre de Marcel Royer, le secrétaire fédéral aurait décidé d'accorder, en l'occurrence, deux mandats à une section de trois membres, alors qu'une section de cinquante membres (sans doute celle de Bourg) n'en a droit qu'à six[446]. Le système peut aussi être mis à mal par des procédés apparemment plus démocratiques. Les votes émis lors des congrès, qu'ils soient fédéraux ou nationaux, sont précédés de longues discussions où les militants favorables à telle ou telle motion tentent de convaincre les indécis, les opposants. A ce petit jeu du débat, la tendance qui possède dans ses rangs un militant ayant quelque influence sur les autres est avantagée. En juin 1956 la C.E.F. de l'Ain doit se prononcer sur les motions Mollet qui défend la politique du secrétaire général et Mayer qui propose une alternative au molletisme. " La tendance d'opposition qui l'a emporté, était surtout dirigée par Chatagner, Royer, Giraudon […] éléments les plus dynamiques et les plus agissants " de la Fédération[447]. Ces trois hommes sont des figures de proue du socialisme local. Chatagner fut pendant long temps " le leader incontesté et écouté "[448] de la Fédération, Royer et Giraudon deux personnalités incontournables du B.F. depuis 1948[449]. Leur tendance est loin d'être majoritaire, mais leur victoire en juin 1956 montre qu'ils ont su convaincre d'autres militants mieux que ne l'ont sans doute fait les partisans de la motion molletiste, avec Coltice comme chef de file. Lorsque la persuasion rhétorique ne suffit plus, certains militants emploient une véritable tactique électorale en diffusant des tracts aux sections socialistes du département. Ainsi en 1957, alors que la tension, liée au déroulement de la guerre d'Algérie, est de plus en plus électrique au sein de la Fédération, que les tendances s'affrontent violemment, verbalement, certains militants, Chatagner et Royer " prennent l'initiative de diffuser aux sections un appel en faveur de la motion Depreux "[450]. Coltice " riposte aussitôt par une circulaire commandant l'adoption de la motion Commin "[451]. Lors du vote à la Fédération en mai, les neuf mandats pour le C.N. de Puteaux se répartissent ainsi : six à la motion Commin et trois à la motion Depreux[452]. Or, le compte-rendu du C.N. de Puteaux note que l'Ain a donné ses neuf mandats à la seule motion Commin[453]. Le délégué de la Fédération, Coltice, n'a pas respecté le vote émis par celle-ci. Le principe démocratique de la Fédération est soumis à l'appréciation de celui qui est en charge de la faire appliquer, ici, en l'occurrence, le secrétaire fédéral. Suite aux " détournement " des voix de l'opposition par le secrétaire fédéral, les militants " de la tendance minoritaire, hostile au secrétaire fédéral, ne firent pas acte de candidature [à la C.E.F.] pour éviter un camouflet "[454]. Dans une lettre adressée au militant qui préside le C.F. du 23 juin 1957, Marcel Royer explique les raisons pour lesquelles il ne se rend pas au congrès. Il se dit fatigué de l'inutilité des discussions entre militants dès lors " qu'on cherche toujours des combines ou des manœuvres dans tous les propos tenus par ceux qui ne partagent pas le point de vue de la majorité. De cette même impression de parler dans le vide devant des interlocuteurs prévenus à l'avance que les interventions des minoritaires font partie d'un " complot " dirigé contre le secrétaire fédéral "[455]. La dénonciation de Royer montre une démocratie biaisée. D'autant plus biaisée, au sein de la Fédération que les minoritaires n'ayant pas sollicité leur réélection à la C.E.F., " la

tendance majoritaire se trouve, grâce aux nouveaux élus, nettement renforcée "[456] : toutes les tendances ne sont plus alors représentées.

Les statuts de la S.F.I.O. mettent en place un système basé sur la délégation de pouvoir de la base jusqu'au secrétaire fédéral (c'est lui qui représente la fédération au C.N.). Ce système de représentations successives induit un fonctionnement démocratique dans la mesure où chacun, chaque tendance au sein de la fédération (et ce à n'importe quel échelon de la pyramide) est susceptible de pouvoir se faire entendre. Les réunions (à la section, au C.F., à la C.E.F. ou autres) sont le lieu où se manifeste " l'esprit démocratique ". Dans un entretien, Royer dénonçait cependant ces réunions où l'on discute à tout crin, dans lesquelles on finit par ne pas avancer puisque tout le monde prend la parole[457]. Réunions inutiles de toute façon dans la mesure où les commissions prennent le pas sur le C.F. et que la tendance majoritaire au sein des commissions ou du B.F. fait prévaloir son point de vue, malgré les votes émis[458]. Ce témoignage met en évidence le contexte dans lequel se situe la Fédération. Les dérives que nous venons de décrire, illustrent la situation de crise dans laquelle la structure fédérale évoluent. Ces dérivent sont aussi une conséquence de la crise.

La composition des commissions : sclérose et predominance de la section de Bourg

Chaque fédération met en place diverses commissions pour assurer la marche de la structure départementale. Dans l'Ain, compte tenu de sa faiblesse numérique, la Fédération ne maintient que les commissions importantes, nécessaires à son bon fonctionnement démocratique. La Commission exécutive et la Commission fédérale des conflits sont les seuls organismes qui ont une vie et un rôle réels au sein de la Fédération. La commission administrative fédérale (C.A.F.) n'a pas de véritable existence. Des preuves de l'activité de ces commissions sont non seulement les rapports ou les réunions qu'elles nécessitent et mettent en place, mais aussi leur capacité à faire (ré)élire chaque année leurs membres. La C.E.F. et la C.F.C. témoignent par ces preuves, retrouvées dans les archives, de leur activité (qui ne sous-entend pas forcément vitalité). En revanche, les sources sont quasi muettes à propos de la C.A.F. Cette absence de trace laisse supposer que la C.A.F. n'a pas sa raison d'être dans l'Ain. Ses prérogatives ont sans doute été récupérées par une autre commission. Les archives ayant été plus " prolixes " au sujet de la C.E.F. et de la C.F.C. qu'à propos de la C.A.F., ce chapitre ne concernera ainsi que ces deux commissions " actives "[459].

Dans un premier temps, nous présenterons leurs membres du point de vue de leur profession et de leur âge. Dans un second temps, nous montrerons en quoi ces commissions sont figées, cristallisées. Leur noyau paraît en effet inamovible. Enfin nous mettrons en évidence la prépondérance de la section de Bourg au sein des commissions.

La Représentation professionnelle au sein des commissions fédérales

Les membres de chaque commission sont élus par les militants de la Fédération eu égard à leur charisme, à leurs qualités, à la tendance socialiste à laquelle ils appartiennent. Les commissaires de la C.E.F. sont assez représentatifs d'une Fédération composée de fonctionnaires, d'enseignants notamment, et de professions libérales. De ce point de vue la C.F.C. est plus surprenante et moins conforme à l'image d'une fédération embourgeoisée, que de la C.E.F. Sur toute la période, les fonctionnaires (les enseignants) et les professions libérales sont les mieux représentés à la C.E.F. Toutefois la place parfois prépondérante des fonctionnaires tend à s'estomper, notamment avec l'effondrement du nombre des enseignants. Ces derniers

**Répartition des membres de la C.E.F.
selon leur catégorie socioprofessionnelle entre 1946 et 1967**

	Ouvrier	Employé	Fonc.[a]	Agri.	Prof. liberale	Artisan commer.	Retraité	Inconnue	NB membres [b]
1946	0	1	8 (6)	2	3	2	1	2	19 (2)
1947	0	1	9 (7)	2	2	2	0	1	17 (2)
1948	0	1	6 (5)	2	3	2	2	2	18 (2)
1950	0	1	8 (7)	1	2	1	2	3	18 (2)
1951	0	2	8 (7)	1	2	2	2	3	20 (2)
1952	0	3	7 (6)	1	2	2	3	3	21 (3)
1953	0	3	7 (6)	3	2	2	3	1	21 (3)
1954	0	3	6 (5)	1	4	2	0	1	17 (0)
1956	0	3	7 (5)	0	3	2	2	0	17 (3)
1957	0	4	6 (3)	0	5	3	2	0	20 (2)
1958	0	3	5 (3)	0	5	3	3	1	20 (2)
1959	0	3	3 (1)	0	6	4	3	2	21 (2)
1960	0	4	4 (2)	0	5	4	3	0	21 (2)
1961	0	5	3 (1)	0	4	4	4	1	21 (2)
1967	0	2	3 (2)	0	3	3	2	5	18 (1)

Sources : archives privées Coltice.
a : nombre de fonctionnaires dont (x) sont enseignants.
b : nombre de membres de la C.E.F. dont (x) sont des femmes.

perdent près de la moitié de leurs représentants à partir de 1957-1958. Le corps enseignant a été très sensibilisé par le courant incarné par le P.S.A. puis le P.S.U. En 1957 quatre commissaires quittent la C.E.F. pour signifier leur désaccord avec la politique menée par la S.F.I.O. et avec l'attitude du secrétaire fédéral. Ce sont Royer, Giraudon, Deschamps et Peiranno. Les deux premiers sont instituteurs, le troisième professeur. Royer et Giraudon rejoignent le P.S.A. à sa création[460]. En revanche le nombre de commissaires issus des professions libérales est stable. Celles-ci prennent même les places laissées vacantes par les fonctionnaires (en 1959 il n'y a plus qu'un enseignant alors que les professions libérales ont neuf

**Répartition des membres de la C.F.C.
selon leur catégorie socioprofessionnelle de 1946 à 1959**

	Ouvrier	Employé	Fonc.[a]	Agri.	Prof. liberale	Artisan commer.	Retraité	Inconnue	NB membres
1946	1	0	4 (2)	0	0	2	2	0	9
1948	1	0	4 (2)	0	0	2	2	0	9
1950	1	0	3 (2)	0	0	2	2	0	9
1951	2	0	2 (2)	0	0	2	2	0	9
1952	1	1	3 (3)	0	1	2	1	0	9
1953	2	2	2 (2)	0	1	0	2	0	9
1954	1	1	2 (2)	0	0	0	1	0	5
1958	2	0	2 (2)	0	0	0	1	2	7
1959	2	0	2 (2)	0	0	0	1	2	7

Sources : archives privées Coltice.
a : nombre de fonctionnaires dont (x) sont enseignants.

représentants). Les catégories ayant " profité " de l'évolution de la représentation professionnelle au sein de la C.E.F. sont les employés, même s'ils ne sont pas toujours très nombreux, et les retraités. Les agriculteurs perdent leurs représentants dès 1956. Une seule constante au cours de la période : l'absence des ouvriers à la C.E.F.

Absents de la C.E.F., les ouvriers sont en revanche " plus présents " à la C.F.C. Présence toute relative cependant puisqu'il n'y a qu'un seul ouvrier. A partir de 1953 ils font jeu égal avec les enseignants qui n'ont que deux représentants. Dès 1951 tous les fonctionnaires qui siègent à la C.F.C. sont des enseignants et plus précisément des instituteurs. Ces deux catégories constituent plus ou moins selon les années, près de la moitié des commissaires. Les retraités sont tout aussi bien représentés avec un à deux commissaires. De 1946 à 1953 ils constituent plus du cinquième des commissaires. Les artisans et commerçants n'ont de commissaires que jusqu'en 1952. Les employés et les professions libérales ne sont représentés

que de façon épisodique et insignifiante. Si la C.E.F. incarne mieux la composition des militants socialistes que la C.F.C. ; si la C.F.C. correspond sans doute plus à l'image d'un parti de la classe ouvrière que la C.E.F. qui ne compte pas d'ouvriers parmi ses commissaires, ces deux commissions sont néanmoins toutes deux marquées par la prédominance des fonctionnaires, et à travers eux des enseignants, mais aussi par la présence non négligeable de retraités qui sont souvent d'anciens instituteurs. C'est le cas de Estève à la C.F.C. ou de Mme Joumard à la C.E.F.

Nous pouvons remarquer enfin que les femmes sont mieux représentées au sein des commissions qu'elles ne le sont dans l'ensemble de la Fédération. Elles sont en effet toujours très présentes à la C.E.F. notamment, sauf en 1954 où aucune femme ne siège à la commission, et en 1967 où Mlle Rillh est la seule femme commissaire. Elles ne constituent jamais plus de 17.6 % des effectifs de la C.E.F. Elles sont en moyenne deux au sein de la commission, en moyenne donc près de 10.4 % des commissaires sont des femmes. Elles ne sont que quatre à avoir siégé à la C.E.F. : Mmes Joumard, Marinet, Jacquet et Mlle Rillh. Mme Joumard et Mlle Rillh y ont siégé le plus souvent. Elles sont effet présentes de 1946 à 1960 (avec une interruption en 1947) pour Mme Joumard, en 1947 et de 1952 à 1967 pour Mlle Rillh. Mme Jacquet est commissaire de 1946 à 1951, puis pour la seule année 1956.

La composition sociologique des membres de la C.E.F. et de la C.F.C. met en évidence " un décalage très net et croissant entre une idéologie qui affirme sa volonté de faire retour à la lutte de classe et de prendre appui sur la classe ouvrière, et un sociologie de plus en plus détachée des bases ouvrières "[461]. Les ouvriers ne sont en effet pas représentés à la C.E.F., ils ne sont jamais plus de deux à la C.F.C. En revanche, ces deux commissions corroborent l'image d'une Fédération en voie de " notification ". Les fonctionnaires notamment et les professions libérales y sont sur-représentées.

Des commissions cristallisées

Les commissions constituent des cercles fermés où il est très difficile d'entrer. La phrase de Blum lancée au congrès national de Paris en septembre 1946 prend tout son sens ici, plus même que pour l'ensemble de la Fédération voire de la S.F.I.O. toute entière[462], d'autant que pour pouvoir intégrer ce genre de commission le militant doit faire la preuve de son appartenance au parti depuis au moins trois ans[463]. Cette peur de la nouveauté s'exprime au sein des diverses commissions par le caractère quasi inamovible des commissaires. Chaque année un à deux commissaires sont remplacés, soit pour cause de décès (cf. Pinelli en 1948), soit parce qu'ils n'ont pas souhaité se représenter (cf. les minoritaires en 1957). L'entrée de nouveaux commissaires à la C.E.F.sonne souvent comme une " promotion " qui leur est faite. Pinelli entre en 1947, il vient d'être élu secrétaire fédéral, Veylon est élu en 1951 alors qu'il est nommé secrétaire de section à Bourg. Blanc accède à la C.E.F. en 1950 alors qu'il a perdu son siège de conseiller général et par la même occasion la présidence du Conseil général en 1949[464] : peut-on interpréter son arrivée à la C.E.F. comme une compensation à ses pertes électorales ? La C.E.F ne compte pas de commissaires éphémères, à l'exception d'Humbert en 1947 ou de Taton en 1950. La C.E.F. se présente comme une commission de prestige dans laquelle une fois entré le commissaire ne part plus. Comment expliquer autrement la continuité de l'équipe en place ? D'autant que ce principe vaut aussi pour la C.F.C. A cette différence près toutefois que les commissaires de la C.F.C. ont une envergure militante fédérale moindre que les commissaires de la C.E.F. sauf Page, figure emblématique du socialisme d'avant guerre[465], et Maclet, infatigable conseiller général du canton de Hauteville durant toute la période[466].

Quelle que soit la commission, C.E.F. ou C.F.C., l'armature reste la même, à peu de choses près. A la C.F.C. Brun appartient à la commission de 1946 à 1959. La commission de 1959

compte cinq membres, soit 70 % des commissaires, siégeant depuis au moins six ans. C'est le commissaire Bussy qui appartient à la commission depuis moins longtemps que les cinq autres. Cagnin d'Oyonnax est arrivé en 1951, Estève et Mme Reyboubet en 1952. Plus surprenante est la continuité de la C.F.C. entre 1946 et 1951. A l'exception de Terry, les commissaires ne changent pas de visage en six ans. Le siège de Terry n'a d'ailleurs pas été pourvu avant 1952. En moyenne un commissaire à la C.F.C. reste un peu plus de cinq ans. Les commissaires de la C.E.F. ont " une durée de vie " moins longue que leurs collègues de la C.F.C. Toutefois cette commission possède une ossature qui reste en place de 1946 à 1967, quelques commissaires quittent cependant la C.E.F. en 1958 et rejoignent le P.S.A. : Imbert[467], Royer[468]. Ce noyau inamovible est composé de Chatagner, qui part en 1952, de Coltice, de Guillet, de Mme Joumard, de Imbert, de Royer, de Pirat. En somme une partie du B.F. puisque Coltice est secrétaire fédéral[469], Guillet, trésorier[470], Mme Joumard secrétaire aux femmes socialistes[471], Imbert secrétaire à l'éducation et la propagande[472], Pirat secrétaire à la propagande[473], Royer secrétaire aux questions agricoles[474].

Répartition des membres de la C.F.C. par arrondissement en fonction de leur lieu de résidence entre 1946 et 1959

	BOURG		TREVOUX	BELLEY		NANTUA		GEX	NOMBRE
	nb [a]	% [b]	nb	nb	%	nb	%	nb	membres
1946	6 (4)	66,7 (44,4)	0	1	11,1	2	22,2	0	9
1948	6 (4)	66,7 (44,4)	0	1	11,1	2	22,2	0	9
1950	5 (3)	62,5 (37,5)	0	1	12,5	2	25	0	8
1951	5 (3)	62,5 (37,5)	0	1	12,5	2	25	0	8
1952	5 (3)	55,6 (33,3)	0	2	22,2	2	22,2	0	9
1953	6 (2)	66,7 (22,2)	0	1	11,1	2	22,2	0	9
1954	5 (2)	100 (40)	0	0		0		0	5
1958	5 (2)	71,4 (28,6)	0	1	14,3	1	14,3	0	7
1959	6 (2)	85,7 (28,6)	0	0		1	14,3	0	7

Sources : archives privées Coltice.
a : membres de la C.F.C. habitant l'arrondissement de Bourg dont (x) résidant à Bourg (ville).
b : pourcentage des membres habitant l'arrondissement de Bourg. (x) est le pourcentage de la C.F.C. qui résident à Bourg (ville).

La composition de la charnière exécutive fédérale pose la question de la démocratie au sein de la Fédération dès lors qu'il y a collusion entre le B.F. et la CE.F. Les divers organes chargés de contrebalancer le pouvoir du secrétariat fédéral, de la C.E.F. ou du B.F. ne sont plus efficaces puisque quelques personnes en participant à tous ces organes concentrent le pouvoir dans leurs mains. Cette concentration du pouvoir aux mains de certains militants est exacerbée par l'influence prépondérante des adhérents de la section de Bourg.

Omniprésence-omnipotence de la section de Bourg.

Au regard du lieu de résidence des membres de la C.E.F. ou de la C.F.C., il apparaît que les militants de la section de Bourg sont très bien représentés dans ces différentes commissions. Ils sont même sur-représentés par rapport à l'importance réelle de leur section. A la C.F.C., ils constituent le quart voire le tiers des commissaires. Le tiers des commissaires à la C.E.F. sont aussi burgiens. L'arrondissement de Gex n'est en revanche jamais représenté au sein des organes dirigeants de la Fédération, il est vrai cependant que cet arrondissement ne possède guère plus de deux ou trois sections. La section de Bourg concentre à la fois le pouvoir au sein des commissions, mais aussi au sein du B.F. Sur les cinq secrétaires fédéraux qui se sont succédés, trois sont issus de Bourg, un de Hauteville (arrondissement de Belley), un de St-Triviers-de-Courtes (arrondissement de Bourg), le cinquième de Châtillon-la-Palud (arrondissement de Bourg). Greusard, Chatagner, Coltice étaient adhérents de la section de Bourg. Chatagner et Coltice ont tous deux très fortement marqué la Fédération. L'importance numérique de la section de Bourg ne justifie pas à elle seule le nombre de ces militants présents au sein de l'organigramme de la Fédération, d'autant qu'il est bien diffici-

Répartition des membres de la C.E.F. en fonction de leur lieu de résidence entre 1946 et 1967

	BOURG		TREVOUX		BELLEY		NANTUA		GEX	NOMBRE
	nb [a]	% [b]	nb	%	nb	%	nb	%	nb	membres
1946	9 (7)	47,4 (36,8)	5	26,3	3	15,8	2	10,5	0	19
1947	7 (4)	41,2 (23,5)	4	23,5	3	17,6	3	17,6	0	17
1948	9 (6)	50 (33,3)	4	22,2	2	11,1	3	16,7	0	18
1950	11 (6)	61 (33,3)	2	11,1	3	16,8	2	11,1	0	18
1951	12 (8)	60 (40)	3	15	3	15	2	10	0	20
1952	13 (8)	62 (38,1)	3	14,3	3	14,2	2	9,5	0	21
1953	13 (8)	62 (38,1)	3	14,3	3	14,2	2	9,5	0	21
1954	9 (5)	53 (29,4)	3	17,6	4	23,5	1	5,9	0	17
1956	10 (7)	58,8 (41,2)	2	11,8	4	23,5	1	5,9	0	17
1957	12 (7)	60 (35)	3	15	4	20	1	5	0	20
1958	12 (7)	60 (35)	3	15	4	20	1	5	0	20
1959	13 (8)	62 (38,1)	3	14,2	4	19	1	4,5	0	21
1960	13 (8)	65 (40)	4	20	2	10	1	5	0	20
1961	12 (7)	57,1 (33,3)	6	28,6	2	9,5	1	4,8	0	21
1967	10 (6)	55,5 (33,3)	3	16,7	5	27,8	0		0	18

Sources : archives privées Coltice.
a : membres de la C.E.F. habitant l'arrondissement de Bourg dont (x) résidant à Bourg (ville).
b : pourcentage des membres habitant l'arrondissement de Bourg. (x) est le pourcentage de la C.E.F. qui résident à Bourg (ville).

le d'entrevoir les principes démocratiques qui prévalurent à l'élection d'un aussi grand nombre de représentants burgiens[475]. Il ne faut sans doute pas mésestimer des problèmes d'ordre matériel pour tenter d'expliquer la présence d'autant de militants burgiens dans les allées du pouvoir fédéral.

Une explication pratique et géographique ?

Les commissaires ont à faire face aux mêmes difficultés de déplacement que les militants qui se rendent aux C.F. à ceci près que la CE.F. se réunit plus fréquemment et que la C.F.C. elle, se réunit de façon très irrégulière, nécessitant la disponibilité des commissaires. Les principes démocratiques inhérents au fonctionnement de la Fédération ne valent que si tous les commissaires sont réunis. Les commissaires résidant loin de Bourg appartiennent à des catégories sociales moyennes, voire élevées. Gasc de Hauteville est chirurgien dentiste[476], Monnier d'Izernore agent d'assurances[477], Dessertines d'Oyonnax comptable[478]. Ces derniers peuvent se déplacer plus facilement dans la mesure où ils peuvent se payer une voiture[479]. D'autres en revanche doivent composer avec d'autres moyens de transport, ce qui ne facilite pas toujours leur présence aux réunions[480]. La présence de nombreux commissaires résidents à Bourg, donc ayant la capacité de répondre plus facilement aux convocations, est le garant d'une démocratie plus juste dans la mesure où un plus grand nombre de commissaires assistent aux sessions. Cette hypothèse expliquerait la prépondérance des commissaires résidant dans l'arrondissement de Bourg et par la même l'absence de militants gessiens trop éloignés du siège fédéral socialiste. Lorsque la C.E.F. choisit un remplaçant à Pinelli, le lieu de résidence semble avoir été un élément déterminant. Parmi les prétendants au secrétariat fédéral cinq étaient susceptibles de l'emporter. Un avait pour lui le soutien de Chatagner. Les quatre autres, dont Coltice, avaient pour eux d'habiter Bourg. A propos de la nomination de Coltice les R.G. notent que " le temps dont il disposait, le fait qu'il habitait le chef-lieu du département n'avaient pas été étrangers à cette désignation "[481].

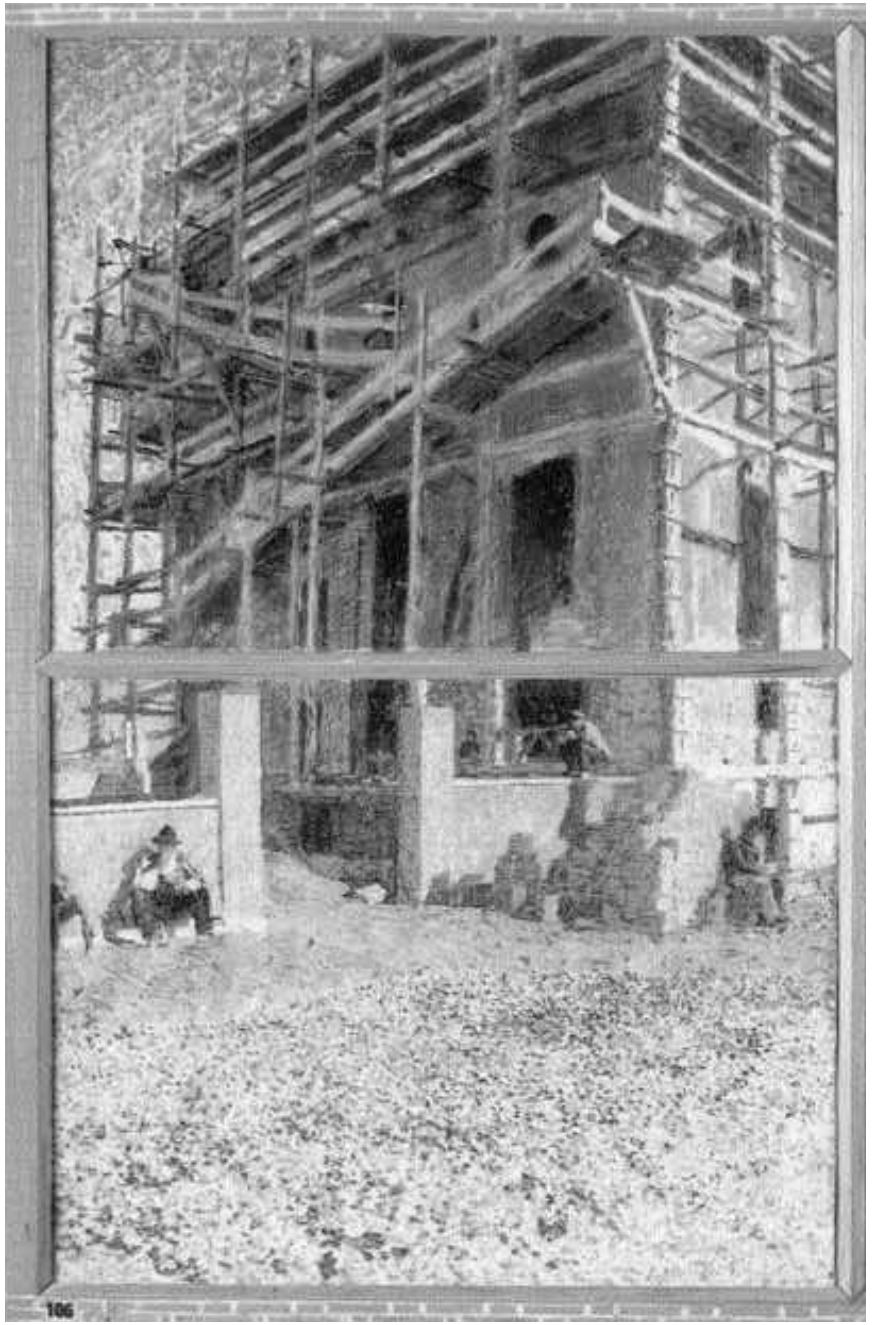
Une section plus dynamique ?

Sans doute la capacité à être présent lors des commissions a-t-elle une importance non négligeable dans la répartition des commissaires. Mais Bourg est aussi une section numériquement importante dont l'activité n'est pas négligeable. Les grandes sections sont celles qui ont le plus d'activité. Elles ont la capacité de pratiquer une sorte de " turn-over " de leurs militants que n'ont pas les petites. Une section d'une cinquantaine ou d'une trentaine de membres peut se permettre

de ne réunir chaque fois qu'une partie de son effectif. Une petite section de moins de dix membres n'a pas une telle liberté. Que sont les réunions de deux ou trois militants ? Dans les grandes sections comme Bourg, Ambérieu ou Oyonnax les militants " tournent ", les militants les moins assidus ne mettent pas en péril la vie interne de la structure locale de la même façon que dans une petite section. Favorisées par une vie interne moins tourmentée, ces grandes sections sont plus à même de faire preuve de dynamisme. Et celle de Bourg est dynamique. La rédaction de motion ou la publication d'articles signés de la section dans *Le Travailleur de l'Ain* sont l'expression de sa vitalité. En septembre 1946 la section adopte une motion contre l'attitude " bonapartiste " de De Gaulle[482]. Le 21 mars 1954 l'hebdomadaire socialiste local rapporte les débats de la section sur la question de la C.E.D.[483]. L'importance numérique de la section de Bourg au sein des divers organes de la Fédération peut aussi à l'inverse expliquer son dynamisme. Les décisions et les discussions des congrès et commissions y sont rapportés plus vite du fait même de la présence de nombreux commissaires burgiens, la section peut donc s'atteler plus vite aux questions qui ont été soulevées. En novembre 1953, alors que la Fédération, comme tout le parti d'ailleurs, tente de se positionner par rapport à la C.E.D., la section de Bourg produit déjà le résultat de ses discussions sur la Communauté. *Le Travailleur* publie ses travaux le 29 novembre 1953 dans un article intitulé " La C.E.D. devant la section de Bourg "[484]. La section explique " ce qu'est la C.E.D., elle expose ensuite les " arguments pour ", et les " arguments contre ". En mars 1954 c'est au tour des militants de la section d'exprimer leur sentiment sur la Communauté de défense. Coltice, Morel, Giraudon et Reyboubet font valoir leur point de vue, tandis que Mme Joumard et Julie interviennent dans le débat[485]. Or Coltice, Giraudon, Reyboubet et Mme Joumard siègent à la C.E.F. qui prépare les débats des C.F. L'activité de la section à propos de la C.E.D., en l'occurrence, et le rôle de ces militants dans le débat alors qu'ils sont commissaires, n'est sans doute pas un hasard.

Néanmoins Bourg ne fait pas figure d'unique section dynamique de la Fédération. Celle d'Oyonnax, par exemple, est aussi active sous la houlette de Nicod puis de Mermet-Guyennet. Le maintien des socialistes à la mairie alors même que la ville était considérée comme un fief communiste montre la vigueur du socialisme dans la ville du peigne grâce aux militants de la section locale. Le dynamisme de cette section, pourtant à l'écart et éloignée de Bourg s'exprime à travers la présence d'adhérents présents à la C.E.F. ou à la C.F.C. La section d'Oyonnax est notamment représentée à la C.F.C. par Boudet puis par Cagnin[486]. Cette capacité à répondre présent aux réunions, et ce malgré le handicap de l'éloignement, alors que d'autres sections en sont absentes, est un des critères par lequel peut être mesuré le " degré de participation ". La section d'Oyonnax répond à ce critère, d'autres cellules de base de la S.F.I.O. non…

La Fédération socialiste vérifie au plan départemental ce que J.-M. Mayeur met déjà en évidence au plan national à propos de la S.F.I.O. " Le parti, écrit-il, est tenu par une oligarchie de dirigeants qui se renouvellent peu "[487]. Cette oligarchie se caractérise à la Fédération par une prépondérance des professions libérales et des fonctionnaires et est renforcée par oligarchie burgienne qui en constitue l'ossature. Cette équipe, enfin, est aussi caractéristique du vieillissement de la Fédération par sa longévité au sein des commissions. L'utilisation du terme " oligarchie " met en évidence les dysfonctionnements au sein de la Fédération : les principes démocratiques tels qu'ils ont été instaurés dans les statuts de la S.F.I.O. sont détournés dans la pratique. L'existence de cette équipe restreinte permet, en effet, de biaiser les représentations de tendance. c



Giacomo Balla : La journée de l'ouvrier, *1904, Rome. Collection particulière, détail.*

Chapitre 6

Le secrétariat fédéral

Le secrétaire fédéral a une double fonction de représentation et d'organisation que Quilliot résume ainsi : " le secrétaire fédéral assure la liaison entre sa fédération et le Centre national dont il répercute les décisions ; il visite les sections, organise la propagande écrite ou orale "[488]. La seconde fonction est sans doute la plus importante dans la mesure où s'agit pour lui d'assurer, localement, une part de la conquête du pouvoir par le parti en faisant remporter des élections par sa fédération. Le *Bulletin Intérieur* atteste du rôle du secrétaire fédéral. Celui-ci est en effet le " responsable du Parti dans le département, [il] a pour tâche essentielle de coordonner, avec l'aide des membres du B.F., le travail des différents organismes de sa fédération "[489]. Le secrétaire n'est pas un homme seul à la tête de la Fédération, il est en effet secondé par le bureau fédéral. La stabilité du secrétariat fédéral est nécessaire pour assurer la pérennité du travail politique. Or à la Fédération de l'Ain, une des faiblesses

de ce secrétariat tient à la succession répétée des secrétaires. La perte des effectifs et la léthargie de la Fédération mis en évidence dès avant l'élection de Coltice (son arrivée à la tête de la Fédération met un terme à la " valse des secrétaires ") serait-elle la conséquence de l'instabilité de la direction ? Pourtant nous verrons que le B.F., au contraire du secrétaire, est composé par une équipe relativement stable sur la période. Quelles sont les fonctions des membres du bureau, ne sont-ils pas à même de pallier les carences liées aux changements de secrétaire ?

Dans une première section, nous décrirons le bureau fédéral à la fois à travers ses attributions, mais aussi à travers les militants qui le composent. Nous verrons au sein du B.F. comment sont réparties " les diverses tâches (de propagande, d'encadrement, etc.) sur lesquelles reposent l'activité et la vie du parti "[490] et quels sont les militants qui en ont la charge. Nous présenterons ensuite dans deux sections, deux des plus importants secrétaires que la Fédération a eu à sa tête. Chatagner, personnage charismatique de la Fédération, fera l'objet d'une seconde section. Coltice, personnage moins charismatique et plus controversé, mais qui a marqué la Fédération par la longévité de son mandat, fera lui l'objet de la troisième section.

Le Bureau fédéral : une équipe solide ?

Nous avons vu précédemment que la Fédération, pour reconstruire ses sections, faisait appel à des militants issus de la Résistance et/ou âgés (souvent d'ailleurs ce sont des militants qui étaient déjà socialistes avant-guerre). Au niveau fédéral, le recrutement des cadres s'effectue dans les mêmes conditions. A la Libération en effet, la Fédération est reprise en main par Greusard[491]. Au cours de la période ensuite, les nouveaux arrivants au B.F. ont déjà fait leurs preuves au préalable. Le secrétaire fédéral peut donc s'appuyer sur un " personnel politique éprouvé "[492].

La description du bureau fédéral

L'élargissement du B.F. correspond à la fois au changement de secrétaire fédéral, mais aussi au contexte dans lequel évolue la Fédération et qui lui est plutôt défavorable si nous prenons comme critères l'évolution des seuls effectifs. Cependant même si le B.F. évolue du point de vue de la répartition des tâches, les membres eux restent en place malgré les successions répétées de secrétaire fédéral.

Le B.F., une équipe évolutive…

Avant le mandat de Pinelli, le B.F. est réduit. Il ne se compose que d'un secrétaire, d'un trésorier, d'un secrétaire administratif et d'un archiviste[493]. Avec l'élection de Pinelli apparaissent de nouveaux secrétariats, celui de la propagande, des J.S., des questions agricoles, des femmes socialistes. Pinelli résidant loin de Bourg, accaparé par la gestion des sanatoriums d'Hauteville, où il est économe[494], il est fort possible que ces secrétariats aient été créés pour soulager le travail du secrétaire fédéral et limiter ses déplacements au siège socialiste burgien. Avec ce qu'il conviendrait d'appeler " l'ère Coltice " " trois sections d'organisation, de propagande et d'éducation ont été créées avec à la tête de chacune d'elle un membre du bureau fédéral, faisant fonction de secrétaire adjoint "[495]. Cette répartition des tâches et cette responsabilisation des secrétaires adjoints devant " donner à la Fédération une structure nouvelle mieux adaptée à la diffusion de la presse et des mots d'ordres d'action socialistes dans les classes laborieuses "[496]. Il s'agit aussi sans doute de décharger Coltice qui, en 1948, est à la fois gérant, directeur et rédacteur de deux journaux : *Le Travailleur de l'Ain* et de *La République Nouvelle*. En 1950 le B.F. est élargi[497]. Un même secrétariat regroupe la propagande et l'éducation. Sont créés un secrétariat aux questions

artisanales, un autre aux questions agricoles, un troisième aux abonnements au *Travailleur de l'Ain*. En 1952 le B.F. se dote de deux secrétaires à la propagande, d'un secrétariat aux questions ouvrières, d'un délégué jeunesse et ouvre ses portes aux J.S. en accueillant leur secrétaire fédéral[498]. Ce B.F. de 1952 montre les objectifs de la Fédération. En perte de vitesse, celle-ci renforce son secrétariat à la propagande sans doute pour tenter d'enrayer la chute des effectifs en faisant preuve d'un peu plus de dynamisme. Parti de la classe ouvrière, mais sans ouvriers, la Fédération semble vouloir retrouver ceux pour qui elle se bat. A cet égard il est significatif d'une certaine réalité des effectifs, que les secrétariats aux questions agricoles, artisanales et commerciales aient été créés avant celui des questions ouvrières. L'intérêt, enfin, porté aux jeunes explique la création du délégué jeunesse et la présence du secrétaire fédéral J.S. De telles créations marquent la volonté de l'équipe fédérale de relancer le socialisme dans l'Ain. La diminution constante des effectifs, la sociologie et l'âge des militants attestent cependant de l'échec de cette volonté. A partir de 1959, avec le remplacement de Coltice à la tête de la Fédération, le B.F. est restreint, les tâches de chacun des membres moins clairement définies que dans le B.F. de 1952 par exemple[499]. Seul le secrétariat à la propagande et à l'organisation est maintenu. Le secrétaire fédéral est soutenu par un adjoint, comme le trésorier à partir de 1961[500]. Le B.F. est complété par des " membres " qui n'ont pas de titre ou d'attributions spécifiés. Si les attributions ou les dénominations de postes changent, les membres du B.F., en revanche, restent.

Une équipe fidèle

Comme au sein des deux commissions fédérales étudiées précédemment, le B.F. est composé d'un noyau immuable. Coltice est l'illustration du caractère inamovible de certains membres du bureau. Il entre au bureau en 1945 lors de la nomination de Bouvard. A la mort de Bouvard Coltice était secrétaire administratif[501]. Sous le secrétariat fédéral de Pinelli, il appartient au B.F. en tant que directeur du *Travailleur de l'Ain*[502]. C'est ensuite lui qui prend la tête de la Fédération en 1948, il ne la quitte que provisoirement de 1959 à 1961[503], puis définitivement en 1966[504]. Toutefois entre 1959 et 1961 Coltice reste au B.F., il est secrétaire fédéral adjoint[505]. Léon Guillet est lui aussi un exemple de longévité au sein du B.F. Nommé à la trésorerie de la Fédération en 1946, en remplacement de Pinelli promu secrétaire, il l'est encore en 1961. En 1964 sans doute fatigué, il a alors cinquante trois ans, le B.F le décharge de la trésorerie, mais lui attribue un poste de secrétaire adjoint, Chiriconi devient alors le nouveau trésorier de la Fédération[506.] De 1945, c'est-à-dire de la reconstruction de la Fédération, à 1948, début de l'ère Coltice, le B.F. voit émerger de nouveaux militants. Ce mouvement est imposé par des circonstances extérieures qui nécessitent le renouvellement du B.F., que ce soient les morts successives de deux secrétaires fédéraux ou l'élection. Toutefois les militants émergeant lors de ces quatre années mouvementées constituent la charnière dirigeante des années suivantes d'autant qu'ils sont à la fois membres du B.F. mais aussi de la C.E.F. Coltice, Guillet[507], Imbert[508], Royer[509], puis Mme Joumard[510], Giraudon[511], Vianney, Pirat, Chiriconi, enfin Pioud et Bady entrent plus ou moins tôt au B.F., mais tous inscrivent leur nom dans les organes de direction à la Fédération.

La composition du bureau fédéral

Du point de vue de sa composition sociologique[512], le B.F. est conforme à l'image de la Fédération dénoncée par les militants eux-mêmes : pas d'ouvriers et beaucoup de fonctionnaires, notamment des enseignants. Cette composition sociologique n'évolue pas beaucoup puisque les membres du B.F. restent longtemps en place. Les variations tiennent à la fois à l'élection de nouveaux membres qui viennent s'ajouter à ceux

déjà en place, mais aussi au vieillissement des membres. C'est pourquoi le nombre de retraités s'accroît sur la fin de la période. Mme Joumard est la seule retraitée jusqu'en 1959, date à laquelle elle n'apparaît plus au sein du B.F. A partir de 1959, le nouveau secrétaire fédéral est un retraité. Il est rejoint par Estève en 1961. Ils portent la preuve du vieillissement du bureau.

Répartition des membres du B.F. par catégorie socioprofessionnelle entre 1946 et 1964

	Ouvrier	Employé	Fonc.[a]	Prof. liberales	Agri.	Artisan commer.	Retraité	Inconnue	Nombre membres
1946	0	0	0 (0)	2	0	1	0	0	3
1947	0	0	4 (3)	1	0	0	1	1	7
1948	0	0	4 (3)	1	0	0	1	0	6
1950	0	0	5 (4)	1	0	0	1	2	9
1952	0	1	5 (4)	1	0	3	1	0	11
1959	0	1	4 (1)	1	0	0	1	0	7
1961	0	1	2 (1)	1	0	1	3	0	8
1964	0	1	3 (1)	1	0	0	2	0	7

Sources : archives privées Coltice.
a : nombre de fonctionnaires dont (x) sont enseignants.

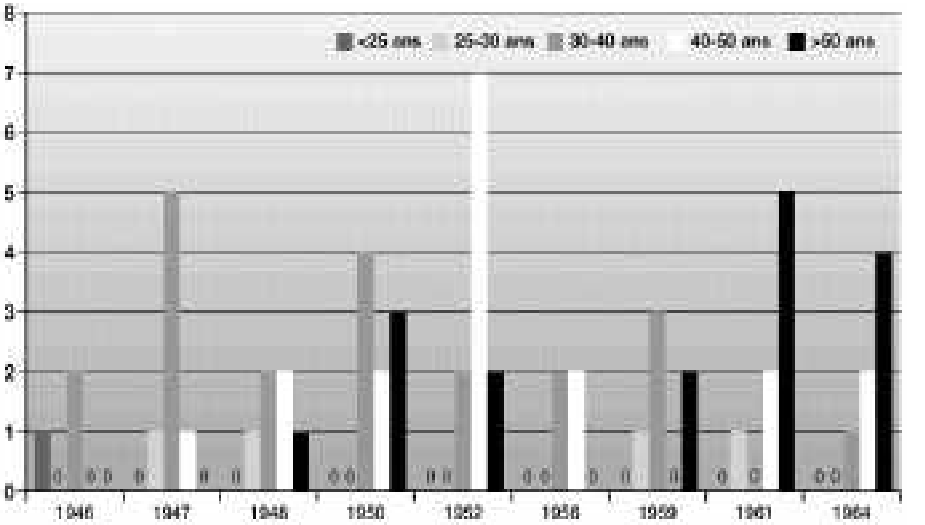
Répartition des membres du B.F. par classe d'âge entre 1946 et 1964

	<25 ans	25-30 ans	30-40 ans	40-50 ans	>50 ans	NB membres
1946	1	0	2	0	0	3
1947	0	1	5	1	0	7
1948	0	1	2	2	1	6
1950	0	0	4	2	3	9
1952	0	0	2	7	2	11
1956	0	0	2	2	0	4
1959	0	1	3	1	2	7
1961	0	1	0	2	5	8
1964	0	0	1	2	4	7

Sources : archives privées Coltice.

La répartition par âge des membres du B.F.[513] ne correspond pas à celle de la Fédération dans son ensemble, sauf en 1952 et à partir de 1961. Pour ces années les plus de quanrante ans constituent la moitié des effectifs. Les moins de trente ans sont à peine représentés : aucun à partir de 1952 et 1964, un seul à partir de 1961. Il s'agit de Bady, jeune militant issu des J.S. L'impression que la Fédération de l'Ain est une fédération vieillissante est confirmée par l'accroissement du nombre des quinquagénaires. Absents jusqu'en 1947, les plus de cinquante ans font leur apparition avec Mme Joumard, retraitée de l'enseignement[514], en 1948. Puis avec Chatagner, Giraudon en 1950. Cette tranche d'âge est confortée avec l'arrivée massive en 1961 de Estève, Guillet, Chiriconi et Cersot (Mme Joumard et Chatagner ayant quitté le B.F. antérieurement). Le nombre des plus de cinquante ans varie selon l'élargissement ou le rétrécissement du B.F. Cependant dès 1950 les plus de cinquante ans constituent près du cinquième des membres du B.F., ils sont majoritaires à partir de 1961 avec 57 % des effectifs.

Evolution du B.F. par tranche d'âge et par années entre 1946 et 1964



Sources : archives privées Coltice.

Plus surprenante en revanche est la présence de militants de moins de quanrante ans. Alors qu'ils sont presque absents dans les rangs de la base, les moins de quarante ans sont toujours représentés au sein du B.F. et même très bien représentés. En 1946 les trois membres du B.F. sont âgés de moins de quarante ans. De 1947 à 1950 puis de 1959 à 1961 ils constituent plus de la moitié des effectifs. En 1947, 85 % des membres du B.F. ont moins de quarante ans, dont le secrétaire fédéral, le trésorier, le secrétaire aux questions agricoles, le responsable des J.S., le gérant du *Travailleur de l'Ain*[515]. Même si ce sont des militants " éprouvés ", formés à la Fédération, la jeunesse d'une partie du B.F. se comprend mal par rapport à la répartition par âge des militants de base. Un militant comme Bady vient des J.S., Coltice aussi[516]. L'enthousiasme de ces jeunes socialistes serait-il seul susceptible de reconstruire la Fédération ? Ce sont eux en effet qui prennent en charge la direction de la Fédération. Pourquoi alors les J.S. sont-elles regardées avec suspicion, alors que les membres, jeunes, du B.F. en sont issus. Pourquoi les autres membres leur ouvrent-ils si tardivement le B.F. ?

Le secrétariat fédéral et ses " éphémères "

Dans son ouvrage Les socialistes sous l'occupation, Marc Sadoun constate que " lorsque la S.F.IO. reconstitue son encadrement, elle privilégie le recrutement endogène et fait plutôt appel à un personnel politique éprouvé "[517]. Le recours aux vieux militants pour reconstruire les sections corrobore dans l'Ain la remarque de Sadoun. Par peur " de la nouveauté ", les socialistes se retournent vers les valeurs sûres. Les trois premiers secrétaires fédéraux confirment " cette peur de la nouveauté " et le rappel des valeurs sûres pour sortir la Fédération de son " sommeil ". Greusard, Chatagner, Bouvard puis Pinelli sont trois anciens militants. En 1936 Greusard appartient déjà à la Fédération[518], Chatagner entre en 1928 à la S.F.I.O[519]. et fut secrétaire fédéral avant-guerre[520], Bouvard prend sans doute sa carte du parti socialiste en même temps qu'il fonde une section à St-Triviers-de-Courtes en 1930[521]. L'adhésion de Pinelli à la S.F.I.O. est antérieure à 1935, date à laquelle il entre à la C.A.F., il avait auparavant crée les sections de Cormaranche-en-Bugey et d'Hauteville[522]. Tous les quatre sont donc des militants sinon aguerris du moins anciens, qui ont, en outre, participé à la Résistance, ce qui paraît être un critère incontournable dès lors que le parti socialiste se veut parti résistant[523]. De ce point de vue, le recrutement des secrétaires de sections dans l'immédiate après-guerre est conforme au recrutement de l'encadrement socialiste dans l'Ain. En revanche les secrétaires fédéraux sont plus jeunes que les militants en moyenne. A l'exception de Chatagner né en 1899[524], Greusard, Bouvard et Pinelli, conscrits, sont nés en 1908[525], ils ont donc moins de quarante ans lorsqu'ils accèdent au secrétariat fédéral. Coltice est aussi très jeune lorsqu'il devient secrétaire fédéral en 1948, il n'a alors que vingt-huit ans[526], il aurait été " selon la légende " le plus jeune secrétaire fédéral socialiste de France[527]. Pourquoi avoir élu de si jeunes secrétaires fédéraux alors même que les J.S. suscitent la défiance à cause de la fougue inhérente à leur âge et que pour les autres postes à responsabilités ce sont les anciens militants qui sont privilégiés ? Sont-ils les seuls à avoir sollicité une telle charge ? La jeunesse des secrétaires fédéraux s'explique d'autant moins que les membres du B.F. sont plus âgés qu'eux. Il semble que cette structure vieillissante s'auto-rassure en élisant des membres jeunes.

René Greusard

René, François, Maurice Greusard est né le 4 mai 1908 à Coligny[528] (arrondissement de Bourg). Il appartient à la S.F.I.O., à la section de Bourg au moins depuis 1936[529], sans doute avant[530]. C'est une personnalité burgienne importante au lendemain de la Libération. Il est en effet président du directoire des M.U.R. depuis mars 1943 et siège à ce titre au C.D.L. depuis

septembre 1944[531]. Il dirige aussi la Fédération socialiste de l'Ain au lendemain de la Libération[532]. Greusard succède ainsi au secrétaire fédéral clandestin Louis Besson[533], avant de laisser le secrétariat à Chatagner le 3 décembre 1944[534]. Il possède des parts dans le quotidien fondé par le C.D.L., *La République Nouvelle,* qui est l'organe officiel du C.D.L. Mais ce périodique a été " formé en S.A.R.L. [et] la propriété en est partagée entre un certain nombre de personnalités ou associés représentants à l'origine divers mouvements ou organismes de la Résistance et des milieux politiques "[535], dont Greusard pour la S.F.I.O. Outre sa participation à *La République Nouvelle* en tant qu'actionnaire et membre du comité de surveillance[536], il a fondé un hebdomadaire avec des amis résistants. Ce journal, *Le Libérateur,* né au lendemain de la Libération, est l'organe de la fédération de l'Ain du M.L.N.[537.] Greusard possède donc une double appartenance, à la S.F.I.O. et au M.L.N. A la Libération, Greusard est présent partout.

Déchargé de ses fonctions de secrétaire fédéral en 1945, Greusard est moins actif à la Fédération socialiste, il n'apparaît dans aucune commission fédérale, ni sur aucun compte-rendu de séance à la section de Bourg[538]. Son action à la Fédération semble se limiter à ses responsabilités au *Travailleur de l'Ain,* journal socialiste local. Il imprime l'hebdomadaire à l'Imprimerie Bressane qu'il gère[539]. A la suite d'un différend sans doute d'ordre plus personnel que politique, entre Coltice et lui, il est exclu de la Fédération puis de la S.F.I.O. en 1952[540]. Il fonde alors dans l'Ain le Centre d'action des gauches indépendantes (C.A.G.I.)[541]. Dès son éviction de la S.F.I.O., les rapports sans doute déjà tendus entre Coltice et Greusard s'enveniment et les R.G. qualifient alors Greusard " d'ennemi intime de Coltice "[542].

André Bouvard

André Bouvard, né le 28 janvier 1908 à Saint-Triviers-de-Courtes, fut un secrétaire fédéral aussi éphémère que Greusard. Il est l'exception ouvrière de la Fédération socialiste de l'Ain. Ce fils d'ouvrier[543], lui-même ouvrier en bâtiment[544], apprend le militantisme par le syndicalisme[545] puis adhère à la S.F.I.O. dans la section de Miribel avant de fonder la section socialiste de Saint-Triviers-de-Courtes qu'il dirige[546]. Résistant sous l'occupation, il devient président du Comité local de libération dans son canton natal. Bouvard est élu secrétaire fédéral en novembre 1945. Chatagner alors élu à la première Constituante lui laisse la charge du secrétariat fédéral[547]. Tué dans un accident de voiture le 16 avril 1946, Bouvard n'aura pu accomplir que cinq mois de mandat fédéral[548] dans une période encore euphorique pour le socialisme dans l'Ain.

Jean-Noël Pinelli

Alors trésorier fédéral quand Bouvard se tue, Pinelli assure l'intérim du secrétariat[549]. Ce fils d'un militant syndicaliste n'est pas natif de l'Ain, il arrive dans le département à Hauteville-Lompnès au début des années 1930, sans doute pour des raisons de santé[550]. Vraisemblablement militant socialiste avant d'arriver dans le Bugey, Pinelli fonde les sections d'Hauteville et de Cormaranche. Il devient secrétaire de la section d'Hauteville en 1937[551]. Econome de sanatorium à Hauteville[552], sa profession a dû favoriser son entrée au B.F. en tant que trésorier, dans l'équipe fédérale dirigée par Chatagner et élue le 3 décembre 1944[553]. Il meurt au début du mois d'avril 1948 après avoir " lutté courageusement contre la maladie "[554].

Francis Cersot

Francis Cersot est un militant socialiste très discret qui ne fait parler de lui qu'en 1959 quand il prend la succession de Coltice lors de la nomination du nouveau B.F. début juin[555]. Pourtant son nom apparaît dans les colonnes du *Travailleur de l'Ain* dès avant son entrée au B.F. En 1947 il signe un article intitulé " Les dessous de l'affaire Hardy "[556]. D'après les R.G.,

il fut secrétaire fédéral S.F.I.O. dans le Rhône[557]. Il habiterait Châtillon-la-Palud en 1959[558] et serait retraité de la S.N.C.F.[559]. Cersot devient donc secrétaire fédéral en 1959 " en remplacement de Coltice sur la demande de ce dernier tenu par ses obligations professionnelles "[560]. Pourquoi avoir choisit Cersot plutôt qu'un autre militant plus engagé que ne l'était le nouveau secrétaire fédéral dans la direction de la Fédération ? Cersot n'appartenait pas en effet au B.F. avant son élection en 1959. Il n'entre à la C.E.F. qu'en 1958[561]. Pourquoi avoir choisi un militant avec aussi peu d'envergure locale ? Cersot apparaît comme un homme de paille dont Coltice se serait servi (avec l'accord bienveillant de ce dernier et de la C.E.F. qui valident la composition du nouveau B.F.) pour étouffer la contestation sourde qui se faisait jour à la Fédération, vis-à-vis de sa gestion fédérale. Coltice qui, selon la version officielle, quitte le secrétariat fédéral pour des raisons d'ordre professionnel, est néanmoins toujours présent au B.F. dirigé par Cersot. Cette hypothèse de l'homme de paille est d'autant plus vraisemblable, que dès novembre 1960, Cersot, " dont l'activité a été des plus réduite, fait part de son intention de se retirer ". Coltice aurait alors aussitôt repris les rênes de la Fédération, en restant cependant secrétaire adjoint. Ce dernier aurait en effet " fait valoir qu'il lui semblait inopportun de revenir aussi rapidement […] à l'ancien état de choses, qu'il était préférable que Cersot conserve le titre de secrétaire fédéral encore un an, afin de faire échec à l'hostilité que certains militants' " lui manifestent. Les dix-sept membres alors présents à la C.E.F. ont accepté que Coltice " continue à diriger pratiquement l'ensemble de la Fédération "[562].

Par sa composition sociale sa structure par âge et sa rigidité, le B.F. est caractéristique de l'image que nous avons donnée, à plusieurs reprises, de la Fédération. Les membres sont en effet, issus des classes moyennes, vieillissants et immuables.

Le " mentor " de la Fédération : Joseph Chatagner

Si nous ne prenons en compte sa présence à la tête de la Fédération sur la seule période étudiée (1944-1969), Chatagner ne fait pas preuve de plus de longévité que son prédécesseur ou que ses deux successeurs. Chatagner reste, en effet moins d'un an au secrétariat fédéral (de décembre 1944 à octobre 1945). Néanmoins, il nous faut lui faire une place particulière. Chatagner est la figure de proue du socialisme dans l'Ain. Même s'il ne dirige pas longtemps la Fédération après-guerre, il reste cependant extrêmement présent dans la direction de la Fédération à la fois parce qu'il demeure très écouté et suivi par les militants de la Fédération, mais aussi parce qu'il jouit d'un prestige national compte tenu de son élection à la Constituante. Toute proportion gardée, nous pouvons dire que Chatagner est à la Fédération ce que Blum fut avant-guerre à la S.F.I.O., un orateur, un inspirateur. Pour pousser plus avant cette comparaison, Coltice est à l'inverse ce que Faure fut à la S.F.I.O., un homme d'appareil, un organisateur.

Quelques éléments biographiques

Adrien, Joseph Chatagner professeur à l'Ecole normale d'instituteurs de l'Ain, à Bourg, né le 20 mars 1899 à St-Jacques d'Atticieux en Ardèche[563] est l'une des figures (sinon la figure) les plus marquantes de la Fédération S.F.I.O. Vraisemblablement entré au parti en 1928[564], il deviendrait secrétaire de la Fédération socialiste de l'Ain en 1934[565]. En 1936 il ne serait plus secrétaire fédéral (peut-être ne l'était déjà t-il plus avant) puisque le socialiste Péry, alors maire de Jujurieux[566], en occupe le secrétariat. Chatagner est en 1936 secrétaire de la section de Bourg. Au cours du C.F. du 26 janvier 1936[567], Chatagner présente sa candidature pour les législatives des 26 avril et 3 mai1936[568]. Malgré le " label Front populaire " obtenu le 15 mai de la même année[569], la première

circonscription de Bourg lui échappe au second tour. Au début de l'année 1937 il devient secrétaire de la Fédération socialiste de l'Ain, succédant ainsi à Péry, avec à ses côtés Noblet, Denis et Blavignac comme adjoints[570]. Reste-t-il secrétaire fédéral jusqu'à la guerre ? Il quitte le département et la Fédération sous l'occupation, muté par Vichy en Haute-Garonne[571]. Il rejoint un peu plus tard son département natal, l'Ardèche, où il participe à la résistance armée dans les maquis[572] (il aurait organisé l'Armée secrète en Ardèche et aurait aussi édité un journal clandestin La Haute Ardèche)[573].

A la Libération, il rejoint Bourg en septembre 1944[574]. Il est alors nommé au collège de Châtillon-sur-Chalaronne et désigné au C.D.L. de l'Ain[575]. Fort de son prestige acquis avant-guerre et conforté à la fois par son action résistante, mais aussi sa présence au C.D.L., il entreprend de reconstruire la Fédération. Il récupère le secrétariat fédéral lors du C.F. tenu le 3 décembre 1944[576]. Il réussit avec l'aide de Coltice à faire reparaître le journal socialiste de la Fédération, Le Travailleur en décembre 1945[577]. Chatagner abandonne le secrétariat fédéral à Bouvard parce qu'il est candidat aux élections du 21 octobre 1945 à la première Constituante[578]. Il conduit victorieusement la liste socialiste composée de Nicod, Brosselin et Deschamps. Il est élu avec 20 % des voix devant le candidat radical, mais derrière le communiste[579]. Commence alors sa -courte- carrière de député. A nouveau tête de liste lors des élections à la deuxième Constituante du 2 juin 1946[580], il conserve son siège mais perd déjà des voix. Il rassemble 16.4 % des suffrages devant le radical et encore derrière le communiste[581]. Il est battu aux législatives du 10 novembre 1946 avec 15 % des suffrages. Les communistes remportent deux sièges, les radicaux un[582]. Il obtient un dernier succès électoral en décembre 1946 au Conseil de la République[583]. Chatagner perd ce siège lors du scrutin de novembre 1948[584]. Ses deux dernières candidatures sont aussi un échec. Malgré son apparentement avec " les partis républicains " en juin 1951, la liste socialiste composée de Chatagner, Maclet, Pirat et Brosselin[585] ne récolte que 6 % des voix[586]. Chatagner échoue aussi à la mairie de Ceyzériat en avril 1953[587]. Malgré son départ du secrétariat fédéral, Chatagner siège à la C.E.F. jusqu'en 1952 date à laquelle il ne renouvelle pas sa candidature à la commission. Suite à des différends entre Coltice et lui quant à la gestion de la Fédération il quitte aussi la direction politique du Travailleur de l'Ain[588] qu'il occupait depuis 1945[589]. Devenu " l'adversaire personnel de Coltice "[590] Chatagner prend la tête de la minorité au sein de la Fédération. Il quitte vraisemblablement la Fédération au moment de la création du P.S.A. en 1958 et entre à la C.A.F. du P.S.U. à la naissance de celui-ci en 1960[591]. Mais il n'a alors plus véritablement d'activité politique[592].

Chatagner, le socialisme et la Fédération de l'Ain

Chatagner fut véritablement une personnalité remarquable et remarquée de la Fédération socialiste aux plus hautes sphères politiciennes de l'époque. Il a l'image d'un homme assez atypique. D'après les souvenirs de Mme Coltice[593], de M. Royer[594], les impressions de J.J. Coltice, Chatagner est avant tout le théoricien de la Fédération. Une figure originale, souvent rêveur[595]. Or les archives donnent de Chatagner l'image d'un bon orateur[596], d'un personnage charismatique. Les archives dites " cabinet du préfet " confirment ce point de vue : les agents effectuant les rapports semblent sous le charme de Chatagner comme le sont les militants socialistes. Chatagner est désigné comme le " mentor "[597,] " la personnalité la plus éminente, voire la seule éminente de ce parti [socialiste] dans le département "[598]. Il est le " leader incontesté et écouté de la Fédération "[599]. Les R.G. estime que " le poids de l'avis de M. Chatagner et son influence sur le congrès sont très fortes "[600]. L'attitude des militants face à Chatagner corrobore les rapports des R.G. C'est souvent à leur ancien secrétaire fédéral

que ceux-ci s'adressent pour demander conseil. Ainsi Lavoilles, un militant de la section de Belley, lui écrit en 1949 pour lui faire part de ses inquiétudes quant à la léthargie de sa section. C'est vers Chatagner qu'il se tourne pour chercher un conseil[601]. L'intensité du prestige dont il jouit se mesure au travers des déclarations faites par les militants dans Le Travailleur de l'Ain ou au cours des C.F. En 1948 lors d'une réunion de la C.E.F., celle-ci " avant de procéder aux différentes nominations à tenu à renouveler sa confiance à Chatagner "[602]. Son attitude exemplaire[603] " l'aurait particulièrement désigné à l'attention de MM. Depreux et Tanguy-Prigent ". Vincent Auriol lui aurait même dit en 1946 "Ah ! Joseph, si tout le monde avait ton bon sens"[604].

Malgré ses qualités, les revers électoraux subis ternissent l'image de Chatagner qui est contesté par un certain nombre de militants. Par Coltice tout d'abord. Celui-ci exprime son sentiment à l'égard du parrain de son fils[605] après l'échec des socialistes aux législatives de 1951.

" Je dois avouer, écrit Coltice, qu'il m'est infiniment pénible d'analyser les résultats des élections dans l'Ain. Notre parti s'est ici littéralement effondré et nous perdons 44 % des voix de 1946. Ce qui m'est pénible c'est de devoir en toute logique en rejeter une grosse part de responsabilité sur un camarade que nous estimons tous le meilleur militant de la Fédération à qui nous avions cette fois encore confié la tête de notre liste. Notre camarade Chatagner […] est en effet un excellent militant et un bon propagandiste. Ses qualités d'honnêteté et de loyauté sont reconnues par tous. Mais Chatagner [..] n'a pas ce que j'appelle le " sex-appeal " électoral. Il a perdu toute audience auprès du corps électoral qui ne lui accorde plus une très grande confiance. Ajoute à cela une mauvaise campagne […] faite plus sur des idées qui lui sont très personnelles, et tu comprendras le peu de succès de la liste socialiste le 17 juin 1951.

Depuis bien longtemps j'avais compris cette situation. Mon devoir en tant que secrétaire fédéral non-candidat à la candidature, était de dire toute sa pensée aussi bien à Chatagner qu'aux membres de la C.E.F. En conscience et sachant bien que je pourrais heurter certains, je l'ai fait. J'ai également essayé de décider mes camarades à accepter dans l'Ain une personnalité du parti devant laquelle Chatagner aurait été obligé de s'effacer. Je n'ai pas été entendu et ce qui devait arriver arriva et pire encore.

Tous ici me rejoignent maintenant dans leurs conclusions. Mais il est un peu tard et nous avons ainsi perdu un siège, qui dans les circonstances où se sont faites les élections dans l'Ain était acquis d'avance au parti. Quiconque l'aurait enlevé "[606].

Si Coltice préconise une solution radicale pour " sauver " le parti dans l'Ain, d'autres militants font des propositions différentes, tout en reconnaissant cependant que Chatagner a perdu vis-à-vis des électeurs une partie de son prestige d'antan. Un militant estime ainsi qu'il faut, pour rassurer l'électorat continuer à " confier la première place à Chatagner " sur la liste socialiste[607].

Malgré sa perte de prestige dans les dernières années de sa carrière politique, Chatagner est sans conteste, la figure de proue du socialisme dans l'Ain jusque dans les années 1950. Une personnalité aussi charismatique dans la Fédération a sans doute beaucoup gêné l'affirmation de l'inépuisable secrétaire fédéral que fut Gilbert Coltice.

Une longévité surprenante -et contestée ?- à la tête de la Fédération : Gilbert Coltice

Personnalité incontournable de la Fédération dès 1945 (il prend alors la direction du *Travailleur de l'Ain*), Gilbert Coltice ne lasse pourtant pas de surprendre et de susciter des interrogations. Son parcours au sein de la Fédération socialiste de l'Ain est à la fois, en effet, source de questionnement pour nous, mais aussi source de critique pour quelques militants. Au cours de son long mandat à la tête de la Fédération il s'est en effet crée au sein de celle-ci des amitiés solides, telles celles de Joumard, de Chiriconi, mais aussi des inimitiés parfois forgées avec le temps. Il compte vraisemblablement toute de suite Greusard parmi ses adversaires les plus féroces. Les tensions qui se créent entre Chatagner et lui se développent au cours de son mandat (pourquoi sinon Coltice lui aurait-il demandé d'être le parrain de l'un de ses fils ?). En dehors de la Fédération, il ne fait pas preuve de beaucoup d'estime pour les communistes en général. En revanche il est plus à l'aise vis-à-vis des radicaux et du M.R.P. Source d'interrogations pour nous, Coltice étonne par son parcours. Pourquoi devient-il secrétaire fédéral en 1948 ? Sa jeunesse, il a 28 ans en 1948, ses lourdes responsabilités dans la presse burgienne plaident contre lui en 1948. Il est pourtant élu par une C.E.F. vieillissante, peuplée d'instituteurs.

Nous verrons d'abord quelques éléments biographiques concernant Gilbert Coltice, avant d'étudier ensuite son long et tumultueux parcours au sein de la Fédération de l'Ain.

Eléments biographiques

Gilbert, Alphonse Coltice est né le 6 février 1920 à Montrevel (arrondissement de Bourg)[608]. Son frère, Anatole Coltice, garagiste à Montrevel est lui-même adhérent à la section socialiste de Montrevel en 1949[609]. Avant-guerre Coltice travaille aux P.T.T., puis devient relieur. Il milite déjà au sein de la Jeunesse Laïque (J.L.), dont il serait le secrétaire départemental, aux côtés de Mercier, Président de la J.L.[610] qui aurait dès cette époque exercé une grande influence sur Coltice[611]. En 1939, il intègre les rangs des J.S.[612]. Pendant l'occupation, il est considéré " comme réfractaire au Service du travail obligatoire (S.T.O.) depuis fin 1943 "[613], et aurait intégré le maquis au mois de mars 1944[614], vraisemblablement au sein des Forces unies de la jeunesse patriotique (F.U.J.P.) qu'il représente ensuite au C.D.L. remanié le 9 décembre 1944[615]. Le 6 septembre 1944 le C.D.L. crée un quotidien dans lequel sont associés les partis et mouvements de la Résistance, Coltice entre ainsi dans le milieu journalistique[616]. Il en prend la direction et la gestion lorsque le quotidien est formé en S.A.R.L. en janvier 1948[617], mais la perd en 1955 suite à une nouvelle répartition des parts devenue alors favorable aux dissidents socialistes associés aux communistes[618]. Ayant sollicité une adhésion à la section socialiste de Bourg, celle-ci lui est accordée le 16 février 1945[619]. Les militants socialistes, sans doute rassurés par son passé de J.S. et de résistant ainsi que par " son dévouement absolu ", " sa totale abnégation au service de la Fédération ", " son intelligence et le sérieux de son caractère "[620], lui donnent très vite des responsabilités au sein de la Fédération. Dès avril 1945 avec Chatagner, Pirat, Mellet, Taravel, Coltice forme l'équipe chargée de la rédaction du Travailleur de l'Ain[621]. L'expérience nouvellement acquise à La République Nouvelle, a dû plaider en faveur de sa présence au sein de l'équipe de rédaction. Il devient donc gérant et rédacteur du Travailleur de l'Ain[622]. En novembre 1945 il intègre le B.F. dans l'équipe de Bouvard comme secrétaire administratif[623]. Avec la nomination de Pinelli, il reste au B.F. en tant que responsable de la presse[624]. A la mort de ce dernier c'est lui qui assure l'intérim en attendant l'élection d'un nouveau secrétaire[625]. Le 23 mai 1948[626] Coltice est élu par la Fédération

au secrétariat qu'il ne devait plus quitter avant 1966[627]. Il aurait laissé ses fonctions de secrétaire fédéral en 1966, nommé président de la Commission nationale des conflits par Alain Savary[628]. Certes, il y a bien eu l'interlude de 1959 à 1961 où Cersot prend la tête de la Fédération, mais est-ce véritablement le nouveau secrétaire qui dirige la Fédération ou le secrétaire adjoint, Coltice, pour lequel on crée ce poste en 1959 ? Parallèlement au secrétariat fédéral, Coltice siège à la C.E.F. Il est toujours commissaire en 1967[629]. Licencié par La République Nouvelle il crée son propre quotidien en 1955, Le Courrier de Bourg-en-Bresse et des Pays de l'Ain. En 1960 il lance le mouvement " Horizon 80 " dans l'Ain puis rejoint le comité exécutif de la F.G.D.S. dont il devient l'un des délégués généraux dans le département[630.] Coltice meurt à Lyon le 27 février 1975[631.] Il était père de cinq enfants, marié depuis le 17 octobre 1942 à Luce Bonnard, originaire de Montmerle-sur-Saône[632].

Coltice : un secrétaire fédéral légitime ?

Alors âgé de vinght-huit ans à la mort du secrétaire fédéral, qu'il faut désormais remplacer, Coltice a l'inconvénient de la jeunesse pour pouvoir être élu secrétaire, dans cette Fédération quelque peu vieillissante. Pourtant il est désigné par la C.E.F. Estimé par ces camarades socialistes[633], Coltice n'a pourtant pas en 1948 l'étoffe d'un secrétaire fédéral charismatique à l'instar de Chatagner. Il a sans doute pour lui le soutien de Mercier, personnalité socialisante importante dans le département[634]. Mais surtout Coltice est ce que nous pourrions appeler un " self made man ". C'est un autodidacte qui comble lui-même les lacunes de sa culture générale[635]. Il s'est d'ailleurs forgé une culture politique en entrant très tôt dans la vie politique active. Mais il n'est pas non plus un orateur. Dans les réunions publiques, il accompagne les orateurs de la Fédération, les personnalités socialistes qui tiennent des meetings dans le département. Il prend parfois la présidence d'une réunion, mais il n'intervient jamais. Lors des C.F. au cours desquels il doit présenter le " rapport moral ", il rédige entièrement tous ses discours, dont les passages importants sont repris dans Le Travailleur de l'Ain[636], indice qui prouve qu'il est sans doute plus un homme de petit comité, peu à l'aise devant les foules. Sa jeunesse, l'absence de qualités oratoires fragilisent sans doute Coltice à la tête de la Fédération, d'autant que Chatagner qui n'est plus secrétaire fédéral, jouit d'un prestige gênant pour Coltice parce qu'omnipotent. En mai 1948 les R.G. notent en effet que " la direction politique de la Fédération reste pratiquement à Chatagner, personnalité de loin la plus marquante "[637].

Quelle est la légitimité de Coltice face à l'homme providentiel de la Fédération ? Quel est, en effet, le rôle de Coltice au secrétariat fédéral si Chatagner assume la ligne politique de la Fédération en distillant ses idées dans les éditoriaux du Travailleur de l'Ain, si Chatagner est la voix de la Fédération dans les réunions politiques, propres à la fédération ou publiques, si les militants se retournent vers leur leader pour demander conseil (cf. lettre de Lavoilles) ? Coltice n'a-t-il pour lui que les tâches administratives ? Quelle peut être l'attitude d'un secrétaire fédéral quand son autorité est remise en cause par le fait même que Chatagner demeure " le leader incontesté de la Fédération "[638], qu'il influence encore le C.F.[639] ? L'importance et la prépondérance de Chatagner au sein de la Fédération se mesurent notamment lors des C.F. où ce dernier multiplie les interventions alors même que Coltice se contente du rapport moral. Au cours du C.F. de 1951, présidé par Brutelle, Coltice ouvre le congrès par son rapport fédéral[640.] La deuxième intervention est faite par Chatagner à propos des élections cantonales. Coltice ne reprend la parole que sollicité par un militant lui demandant de donner des explications quant au conflit qui l'oppose à Greusard. Ces justifications faites en présence d'un membre du secrétariat (Brutelle), ont dû mettre à mal l'autorité et la légitimité toutes relatives de Coltice. Lors

d'un précédent congrès en octobre 1950 Chatagner tient un discours qui est celui d'un chef de parti[641]. Il exhorte les sections endormies à se réveiller et appelle à une réforme du parti pour favoriser la reconstruction des sections. A l'exception du rapport moral, Coltice n'est pas non plus intervenu dans les débats de ce congrès. Coltice serait-il sous " l'emprise " du charisme de Chatagner ? En désaccord sur l'affaire Greusard, Coltice et Chatagner échangent une correspondance à propos de cette affaire et notamment au sujet du rapport remis par la commission d'enquête. Chatagner dans une lettre reproche à Coltice ne pas lui avoir demandé conseil. " Pourquoi, écrit-il, as-tu engagé cette affaire Greusard sans me consulter ? Je ne trouverais pas anormal que tu ne suives pas mon avis, je trouve anormal que tu ne le prennes pas "[642]. Même l'autorité du gérant du Travailleur de l'Ain est contestée par Chatagner. Tant que Chatagner est présent à la Fédération, Coltice n'a jamais, en aucun domaine, pu affirmer son autorité, sa légitimité. Des succès électoraux auraient sans doute pu donner une dimension nouvelle au secrétaire fédéral, en en faisant un leader électoral. Or jamais il n'a pu s'affirmer sur ce plan. Présent sur les listes socialistes constituées pour les municipales à Bourg, il n'a jamais été élu[643]. Sa candidature aux cantonales 1949 est un échec et celle-ci fut contestée par les militants parce qu'il n'avait pas reçu l'investiture du congrès[644]. Aux législatives de 1955, les militants de la section de Bourg lui préfèrent René Radix comme candidat éventuel par douze voix contre une[645]. Les législatives de 1958 et 1962 sont aussi un échec. Candidat dans la deuxième circonscription, il obtient successivement 10.6 % puis 11.4 % des voix[646]. Jamais il n'a pu passer le premier tour. Autant de déboires qui ne permettent pas à Coltice de s'affirmer contre Chatagner, qui, au contraire, affaiblissent un peu plus encore sa position et font véritablement de Chatagner " un leader incontesté ". Les défaites électorales de Chatagner représentent alors peut-être une chance pour Coltice de pouvoir enfin émerger.

Chatagner et Coltice semblaient entretenir des rapports plus que cordiaux. Chatagner est le parrain d'An*dré*-Pierre, un des fils de Coltice[647]. Quand survient le conflit dans les années 1951-1952 à propos de l'affaire Greusard, c'est au moment où la crédibilité de Chatagner a été largement entamée par ses revers électoraux successifs. Les oppositions entre les deux hommes ne seraient-elles pas l'expression d'un déplacement de l'autorité au sein de la Fédération ? Elles interviennent, en effet, dès que l'autorité, la légitimité du leader devient contestable. La lettre qu'il envoie au secrétariat général date du 25 juin 1951[648] et fait suite aux législatives perdues par Chatagner. Parallèlement, le conflit entre Coltice et Greusard éclate en octobre 1951. Or, Greusard est un ami de Chatagner. Ce dernier est d'ailleurs le seul à refuser l'exclusion de Greusard[649]. Outre les inimitiés existantes entre Coltice et Greusard le conflit qui aboutit à la rupture en 1952 ne pourrait-il aussi s'expliquer partiellement par le fait qu'il est aussi un moyen pour Coltice d'attaquer " le clan " Chatagner ? Le rapport de force entre Coltice et Chatagner est d'ailleurs inversé dès la réunion de la C.E.F. du 11 novembre 1951. Coltice qui a donné sa démission du secrétariat fédéral est confirmé dans ces fonctions[650]. Ce plébiscite de la C.E.F. lui confère une certaine légitimité face à Chatagner. 1952 est une année décisive. Coltice est réélu secrétaire fédéral par la C.E.F. réunie dans l'été 1952[651] et Chatagner se retire de la Fédération en démissionnant de la direction politique du Travailleur de l'Ain[652], en ne sollicitant pas de nouveau mandat à la C.E.F.[653].

Cette nouvelle ère induite par les événements de 1951-1952 marque l'émergence d'une nouvelle ligne politique. Coltice va dès lors appliquer la politique de Guy Mollet au sein de sa propre Fédération. Cette option politique est faite d'anticommunisme virulent manifeste dès 1952-1953 et d'alliance avec les radicaux. Jean Marie Brosselin fait le premier les frais de la nouvelle politique fédérale. Il est exclu en 1953 de la Fédération de l'Ain pour avoir été le délégué du Mouvement de la

Paix[654] à Vienne " malgré les avertissements de la Fédération "[655]. La Fédération lui reproche sa double appartenance à la S.F.I.O. et à ce Mouvement pro communiste. Outre l'admiration pour l'homme, pour son intégrité intellectuelle[656], Coltice partage pleinement les choix politiques de Guy Mollet, dont il est aussi l'ami[657]. Le débat sur la C.E.D. lui donne l'occasion de mesurer sa légitimité et son influence dans la Fédération. Un rapport mensuel du Préfet du 8 juillet 1954 note que Coltice se défend d'avoir influencé la Fédération dans le vote sur la C.E.D. mais " son opinion était connue et a suffi pour entraîner une assez nette majorité dans un sens favorable "[658].

A partir de 1951-1952, plébiscité par ses camarades, Coltice devient légitime, au sens où son autorité n'est plus alors contestée par la présence de Chatagner. Sa longévité à la tête de la Fédération est surprenante parce qu'il dirige la Fédération alors que celle-ci et la S.F.I.O. tout entière sont en crise. Sa longévité est liée à la propre longévité de l'équipe fédérale sur laquelle il s'appuie. Pourquoi cette équipe lui accorde-t-elle sa confiance si longtemps ? La volonté d'agir de Coltice[659] dans le contexte du socialisme dans l'Ain et son âge, lui attirent sans doute des sympathies. En outre sa fidélité à Mollet ne peut être mise en doute. Sa ligne politique trouve un écho parmi une large frange des militants de l'Ain. S'il avait été minoritaire, il n'aurait pu rester si longtemps à la tête de la Fédération. Le jeu des tendances n'a pas facilité son mandat, il les a affrontées, parfois en usant de sa position, mais aussi parce qu'il bénéficiait de l'appui de la majorité. L'histoire de la Fédération entre 1944 et 1969 se confond avec celle de Coltice dans la mesure où celui-ci a balayé la période. Les contradictions de Coltice sont celles, non seulement, de la Fédération, mais celle de l'ensemble de la S.F.I.O. derrière son secrétaire fédéral G. Mollet. Lors du congrès national de juillet 1948, Jean Le Bail dit à Guy Mollet : " Tu as été le secrétaire général du mécontentement, de la concentration des mécontents "[660]. Une telle phrase aurait pu être prononcée dans un C.F. à l'intention de Coltice, et donne ainsi à voir les difficultés auxquelles ce dernier fut confronté.

Conclusion II

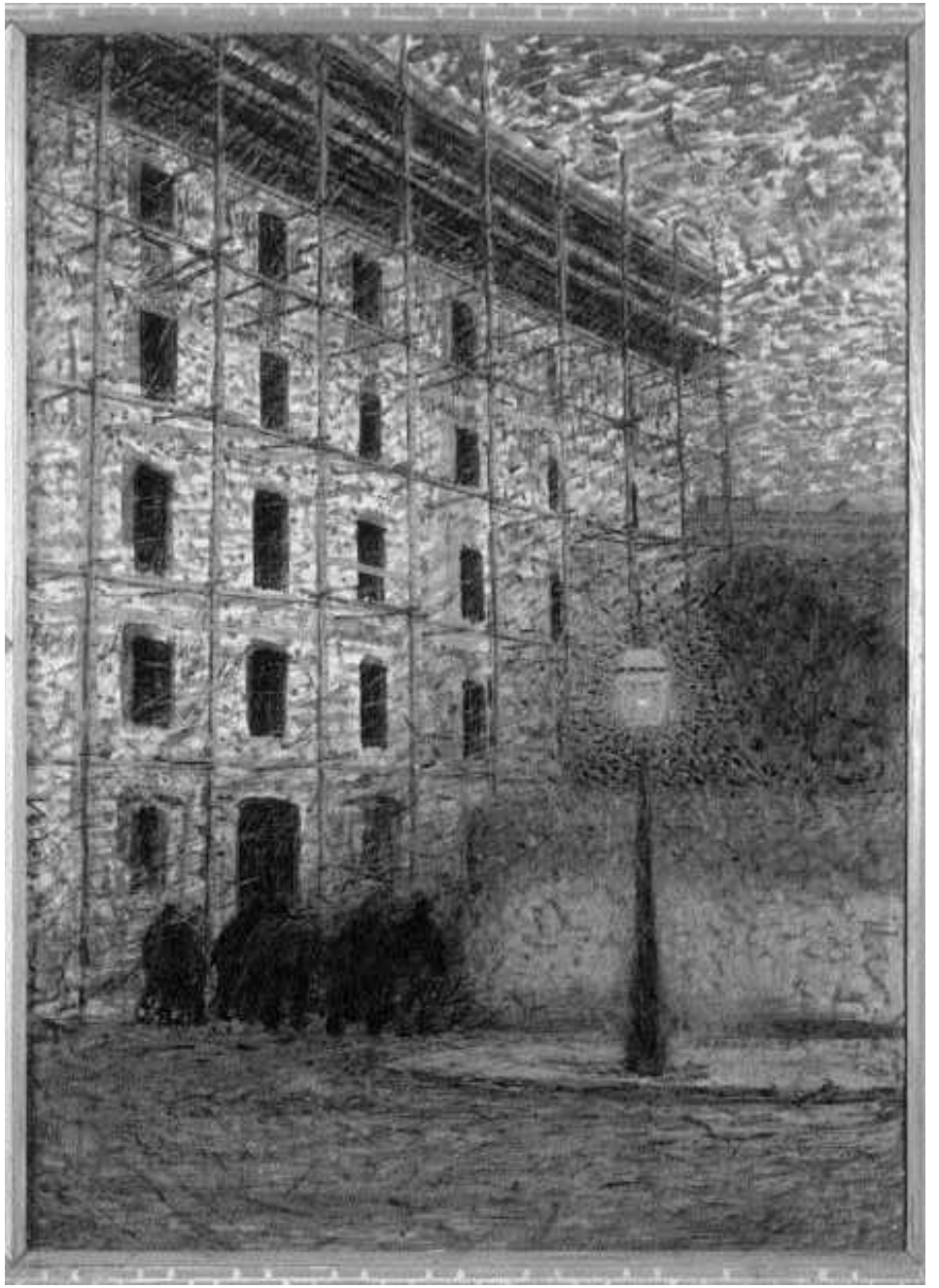
L'organisation pyramidale de la Fédération socialiste, telle qu'elle est statutairement mise en place, permet à la fois de répondre aux objectifs de recrutement, de propagande et de démocratie interne. En effet, la répartition des militants au sein des sections, elles-mêmes disséminées dans l'ensemble du département, donne à la Fédération la possibilité de bénéficier de relais locaux indispensable à la diffusion du socialisme. Cette proximité du militant avec le sympathisant facilite sans doute la prise de cartes. Du point de vue de la hiérarchie, la structure fédérale respecte le principe démocratique qui prévaut à la S.F.I.O. Toute responsabilité, tout pouvoir est confié à un militant ou à un groupe de militants par l'ensemble des socialistes, qui les investissent dans leur fonction pour un mandat annuel. L'organisation pyramidale de la Fédération permet ainsi la répartition les fonctions, mais aussi le contrôle à chaque niveau de responsabilité par la " remise en jeu " du mandat tous les ans. En outre, des organes de contrôle contribuent, en principe, à éviter les abus. Enfin, l'acceptation du principe de tendance donne à tout militant la possibilité de s'exprimer sans censure. Telle est donc l'organisation théorique de la Fédération.

D'un point de vue pratique, le fonctionnement est moins idyllique, non seulement parce que les règlements sont contournés, mais aussi parce que cette organisation suppose que tout militant s'investisse dans la structure. Or, une poignée de socialistes font fonctionner l'ensemble. Nous avons montré que la Fédération est une fédération léthargique. A tous les niveaux de la hiérarchie l'absence de nombreux membres compromet

le fonctionnement de l'ensemble. Une minorité de militants assiste régulièrement aux réunions, participe à la vie de la Fédération. Or, ces mêmes éléments siègent dans tous les organes. En outre ces militants sont presque tous issus de la même section, celle de Bourg. La prépondérance de la section burgienne est en partie liée à des raisons pratiques (géographiques : de nombreux militants font valoir qu'il est difficile de se déplacer), mais aussi numérique (la section de Bourg est une, sinon la, section la plus importante et la plus active de la Fédération). Toute la Fédération n'est donc pas représentée. Les principes démocratiques sont dans la pratique respectés : les votes émis au cours des C.F. ou des C.E.F. en sont l'expression. Mais le jeu de tendance est biaisé par les conflits de personnes qui exacerbent les divergences politiques. L'affaire Greusard, doublée de l'opposition ensuite entre Chatagner et Coltice illustrent la collusion entre les intérêts, les ambitions personnelles et les divergences politiques de chaque protagoniste.

L'analyse, enfin, des membres siégeant aux différents niveaux de hiérarchie, nous permet de corroborer l'impression donnée par les militants lorsqu'ils dénoncent l'absence du recrutement ouvrier au sein de la Fédération. Du point de vue de ces dirigeants, la Fédération socialiste de l'Ain est en effet en voie de " notification ". Sauf à la C.F.C., les ouvriers ne sont jamais représentés dans les organes de direction. Bouvard fait figure d'exception au B.F. et la C.E.F. n'en comprend aucun. En outre, la hiérarchie fédérale est composée pour l'essentiel de vieux militants qui ont à la fois fait preuve de leur militantisme avant-guerre, mais qui sont aussi auréolés par leur action résistante. Le vieillissement de la Fédération est une des causes de sa léthargie, l'exemple des secrétaires de section illustre ce fait. La nomination de Coltice à la tête de la fédération en 1948 semble paradoxale. Son âge, vingt-huit ans, aurait dû jouer en sa défaveur, mais le fait qu'il soit burgien, qu'il ait été résistant, membre des J.S., qu'il fasse preuve enfin d'un certain dynamisme au sein de la Fédération font de lui un militant paré de toutes les vertus nécessaires à son élection au secrétariat fédéral. Il incarne la Fédération, à la fois parce qu'il en est le secrétaire de 1948 à 1959, puis de 1961 à 1966, mais aussi parce qu'il est représentatif d'une structure politique dans laquelle les classes moyennes sont largement représentées, d'une Fédération vieillissante, inquiète du changement qui conserve ses " valeurs sûres ". Il correspond à la description faite par Sadoun de la S.F.I.O. Sadoun explique les raisons du vieillissement de la S.F.I.O. " Les principes qui guident le parti dans le recrutement de ses cadres déterminent directement le profil des pyramides d'âge. Pour accéder aux différents postes de la hiérarchie partisane, il faut, le plus souvent, avoir franchi les différentes étapes inférieures du cursus politique. Cette règle non-écrite est en partie garantie par les dispositions statutaires qui exigent des postulants une présence dans le parti proportionnée à l'importance du poste sollicité. De plus, tant qu'un responsable reste fidèle à son mandat, il est assuré d'obtenir la confiance de ses camarades à chaque renouvellement "[661].

Nous avons donc étudié la dégradation de l'organisation de la Fédération par la pratique partisane des statuts, pratique qui, à la fois, se répercute sur le fonctionnement de la Fédération, mais aussi induit son vieillissement. c



Giacomo Balla : La journée de l'ouvrier, *1904, Rome. Collection particulière, détail.*

Conclusion

De 1944 à 1969, une série d'affaiblissements

Nous avons émis, tout au long de ce mémoire, l'hypothèse implicite que la Fédération socialiste de l'Ain se marginalise entre 1944 et 1969, à cause du non militantisme de ses adhérents. Cette marginalisation est illustrée à la fois par la chute de ses effectifs mais aussi ses mauvais résultats électoraux. Il est évident que l'histoire de la Fédération socialiste de l'Ain entre 1944 et 1969 s'inscrit dans un contexte très vite défavorable aux socialistes à l'échelle nationale. Les militants de l'Ain subissent donc les revers de la S.F.I.O. Nous n'affirmons pas que la Fédération aurait volé de succès en succès si ses adhérents avaient été plus militants que cotisants, nous considérons, en revanche, que la léthargie de ces derniers est la cause la marginalisation du socialisme dans l'Ain. C'est pourquoi nous proposons une lecture de l'histoire de la Fédération socialiste de l'Ain de 194 à 1969 sous le signe d'un double affaiblissement.

L'affaiblissement du recrutement

Au cours de la période étudiée, nous constatons, en effet, que l'affaiblissement de la Fédération du point de vue de son recrutement est triple. Il est tout à la fois numérique, physique, sociologique. Si nous excluons les années qui suivent la Libération, l'évolution des effectifs fédéraux est négative. De 1945[662] à 1947, les lendemains de la Libération ne laissaient sous doute pas présager de l'affaissement du nombre des adhérents dès 1948, au contraire, puisque durant cette courte période, la Fédération enregistre l'accroissement de ses effectifs et compte même jusqu'à deux mille deux cent vingt-cinq adhérents en 1946. Les hautes eaux du Front populaires sont dépassées. Pourtant dès 1948, la Fédération perd tout le bénéfice du prestige acquis à la Libération. L'action résistante de nombreux militants socialistes, leur présence, remarquable, ensuite au sein des organes de décision nationaux et locaux, a en effet considérablement auréolée la S.F.I.O. d'un certain prestige, dont la, courte, croissance des effectifs militants est une des conséquences positives. A partir de 1948, donc, le recrutement est défaillant. La chute des effectifs suit deux phases. La première de 1948 à 1953 correspond à une perte brutale puisque la Fédération perd par an autant de militants qu'elle avait gagné chaque année[663]. La seconde phase d'affaiblissement du recrutement est marquée par un déclin plus progressif, mais continu[664]. En 1969, d'ailleurs, si l'hémorragie des militants est ralentie, la Fédération ne paraît pas en mesure de la stopper. L'affaiblissement quantitatif des militants de la Fédération socialiste de l'Ain est donc manifeste. Il est en outre largement supérieur à celui de la S.F.I.O. dans son ensemble, comme nous le montre l'évolution comparée des effectifs.

L'affaiblissement que nous appelons " physique " correspond à l'absence de renouvellement des militants. Nous avons constaté d'une part que la Fédération est affaiblie par le vieillissement de ses militants (qu'ils soient militants de base ou partie de la hiérarchie fédérale). Le vieillissement des militants est plus manifeste au sein de la hiérarchie qu'au sein de l'ensemble de la Fédération. Le vieillissement n'est pas une caractéristique propre aux socialistes de l'Ain, Morin[665], Sadoun[666], Bergounioux et Grunberg[667] ont montré que tout le parti est touché par ce vieillissement. L'évolution de la structure par âges fédérale est liée à son incapacité à recruter en général, mais surtout à recruter parmi les jeunes. Si la Fédération comptait de nombreux jeunes inscrits aux J.S. avant leur dissolution nationale[668], les J.S. de l'Ain ressemblent, ensuite, plus à un groupement fantomatique, rarement en activité, qu'à une structure dynamique. La méfiance des adultes à l'égard des jeunes et les velléités de pouvoir entre les jeunes socialistes eux-mêmes, contribuent à affaiblir non seulement les J.S., mais aussi l'ensemble de la Fédération. De ce point de vue, le cas de G. Coltice est paradoxal. Alors qu'il est à peine âgé de vinght-huit ans, il prend, en 1948, la direction de la Fédération. Outre ses qualités humaines remarquées par l'ensemble de ses camarades de parti et son militantisme fervent, Coltice n'est pas un nouveau venu au sein de la Fédération. Avant-guerre il adhérait déjà aux J.S., à la Libération il est en charge de l'organe fédéral mais aussi de l'organe du C.D.L. Coltice a, en effet, participé à la Résistance. Ce " cursus " lui permet de devenir secrétaire fédéral. Coltice fait donc figure d'exception dans cette Fédération où les socialistes font preuve de méfiance et paraissent attentifs aux garanties que peuvent donner tout militant qui prétend intégrer la hiérarchie fédérale. L'appartenance ancienne à la S.F.I.O. ou l'action résistante semblent être des références nécessaires. Nous constatons en effet, que toutes les fonctions fédérales (B.F., C.E.F., C.F.C., candidats, secrétariat de section) sont occupés par des militants pouvant montrer " patte blanche ". Coltice est de ceux là. Ces caractéristiques fédérales donnent l'image d'une

Fédération arc-boutée sur des valeurs sûres, le vieillissement n'en est que la conséquence.

Enfin, la Fédération, comme l'ensemble de la S.F.I.O., est aussi affaiblie par l'aspect interclassiste[669] de son recrutement. La S.F.I.O. s'affirme comme le parti de la classe ouvrière, or dans l'Ain, les socialistes sont plutôt représentatifs de la classe moyenne. En effet, les militants appartiennent à l'enseignement, aux professions libérales, au commerce et à l'artisanat, peu en revanche au monde ouvrier. Les ouvriers sont absents de la hiérarchie partisane, celle-ci est constituée pour l'essentiel par les enseignants et les professions libérales. A la base, les militants mettent en évidence la faiblesse du recrutement ouvrier fédéral et l'analyse sociologique du recrutement, montre la raréfaction de la classe ouvrière au sein de la structure fédérale. Les candidats socialistes aux élections cantonales et législatives illustrent une Fédération dépourvue d'ouvriers, recrutant dans les classes moyennes[670].

Les conséquences de l'affaiblissement du recrutement fédéral sont immédiates sur le déroulement de la vie fédérale. Les dysfonctionnements que nous mettons en évidence au sein de l'organisation fédérale sont eux aussi, source de son affaiblissement.

L'affaiblissement de la vie fédérale

Nous avons montré que la Fédération telle qu'elle est a priori organisée doit permettre le fonctionnement de la vie fédérale selon un principe démocratique représenté par la structure pyramidale. Une telle structure donne en effet à chaque militant ou section la possibilité d'appartenir à une tendance. L'expression des divergences est possible dans la mesure où les décisions viennent de la base et sont avalisées par elle et par tous les niveaux de l'organisation pyramidale. En principe les garde-fous de la structure sont représentés à la Fédération par la C.E.F. et la C.F.C. La vie fédérale telle qu'elle devrait être organisée est affaiblie pour ces trois raisons.

La première tient au vieillissement des militants. Les secrétaires de section sont l'illustration d'une Fédération qui s'affaiblit par son incapacité à se renouveler, à pourvoir les secrétariats de sections par des jeunes. Les secrétaires fédéraux sont en effet âgés et délaissés par la Fédération de laquelle ils ne reçoivent pas de soutien. La correspondance entre le secrétariat fédéral et les secrétaires de section montre des secrétaires fatigués, usés, délaissés par la Fédération mais aussi par leurs propres militants qui ne s'investissent pas dans la vie de la section. De nombreux secrétaires de section, " en raison de leur âge " décident donc de ne plus prendre en charge leur section. Nous avons donc montré, que la Fédération perd autant ses relais locaux par désertion des militants de base, que par renoncement des secrétaires de section " en raison de leur âge ".

La deuxième source d'affaiblissement fédéral du point de vue de son organisation, est liée au caractère immuable des militants appartenant à la hiérarchie fédérale mais aussi à la prépondérance de la section burgienne. L'immuabilité des militants et la prépondérance de Bourg affaiblissent le fonctionnement fédéral dans la mesure où ce sont les mêmes militants qui restent à la tête de la Fédération alors que le socialisme dans l'Ain entre en crise dès 1948. Or l'équipe en place, malgré les actions mises en œuvre et sa volonté évidente ne paraît jamais en mesure de renverser la marginalisation de la Fédération. De la même façon, la prépondérance des burgiens affaiblit le fonctionnement fédéral dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la Fédération : la carte électorale du socialisme dans l'Ain montre que les zones de résistance se situent dans l'est du département, dans le Bugey et non dans la Bresse qui n'est pas une région de forte implantation socialiste telles qu'ont pu l'être les régions de montagnes dès avant-guer-

re[671]. En outre la section de Bourg est le lieu de tensions politiques et personnelles qui affectent l'ensemble de la Fédération puisque ces tensions s'expriment à la C.E.F.

Les divergences quant à la ligne politique correspondent à la troisième source d'affaiblissement de la structure fédérale. Le fonctionnement du parti socialiste permet, en son sein, l'existence de tendances en vertu du principe démocratique défendu par la S.F.I.O. A priori un tel fonctionnement favorise l'expression de chacun et est la garantie que les militants approuvent par leur vote majoritaire la politique proposée par les dirigeants. Dans l'Ain, les tendances politiques sont exacerbées par des divergences personnelles favorisant la création d'un climat délétère qui sans doute agit négativement sur le recrutement et les efforts déployés. Les principes de fonctionnement de la Fédération sont détournés. Nous assistons ainsi en son sein au détournement de vote, à des campagnes mises en œuvre par certains militants pour favoriser l'adoption de telle ou telle décision… Parallèlement les énergies sont défaillantes dès lors qu'il s'agit de supporter des candidats de la Fédération, de participer aux réunions électorales. Sans doute pouvons-nous affirmer que la naissance du C.A.G.I. ou du P.S.A. dans l'Ain sont à la fois l'expression de divergences quant à la politique molletiste soutenue par une majorité de socialistes, mais aussi et surtout la conséquences de tensions personnelles. L'affaire Greusard illustre ce propos.

Le fonctionnement fédéral étant "corrompu" par les militants eux-mêmes, la Fédération n'est plus à même de répondre à l'action de propagande et les mauvais résultats électoraux en sont la manifestation. Cette réflexion est approfondie dans notre mémoire de maîtrise où décrivons les conséquences du dysfonctionnement fédéral sur la propagande et sur le combat électoral. En effet, si la Fédération possède des outils de communication importants (*Le Travailleur de l'Ain*[672] et *Le Courrier de l'Ain*[673]), celle-ci, du fait de la faiblesse de son recrutement, n'a pas en revanche les moyens humains ni financiers d'assurer une propagande efficace aux moments opportuns. Les mauvais résultats électoraux sont la conséquence directe de l'affaiblissement fédéral : non seulement la Fédération en 1969 est devenue une formation marginale du point de vue de sa représentation électorale dans l'Ain, mais elle tend aussi à se confondre avec les radicaux compte tenu de la sociologie des candidats et des accords électoraux entre les fédérations socialiste et radicale du département. Au terme de notre période, l'avenir de la Fédération paraît terne. Il pourrait être intéressant d'étudier son devenir au sein du Nouveau Parti Socialiste. c

Annexes biographiques

Nicod René, Marius

Né le 18 juillet 1881 à Saint-Claude (Jura), décédé le 16 mars 1950 à Oyonnax (Ain).

Marié, un enfant. Typographe, comptable puis publiciste.

" Dès sa jeunesse il est un militant socialiste ardent ". Il s'installe à Oyonnax avant 1905. On ne sait à quel mouvement socialiste il adhérait alors. Néanmoins, il met en pratique quelques-uns des principes de Ponard, (socialiste important de Saint-Claude qui militait pour la réalisation d'œuvres sociales) en créant et animant une coopérative. En 1905 il rejoint la S.F.I.O.

En 1914, Nicod est antimilitariste, inscrit sur le carnet B, il décide cependant de combattre. Il obtient le grade d'aspirant pendant la Première Guerre Mondiale. Il en revient mutilé. A la fin de la Première Guerre, il reçoit la Croix de guerre et la médaille militaire.

En 1919 il est élu député de l'Ain.

En 1920 lors de la scission de Tours, Nicod prend la décision, non sans hésitations de rejoindre la S.F.IC. Au congrès d'Oyonnax en 1921 il propose une motion pour tenter de préserver l'unité socialiste dans l'Ain. Sa motion repoussée il choisit de suivre la majorité des administrateurs des coopératives locales et donc adhère à la IIIe Internationale.

En 1926 il devient maire d'Oyonnax. Le 14 octobre 1928 il est élu Conseiller général pour le canton d'Oyonnax. Lors des élections de 1936 il est reconduit dans ses fonctions de député, mais cette fois tête de liste pour le P.C.

Déçu par le Pacte germano-sovietique, il se détourne de son parti. En juillet 1940 il vote contre les pleins pouvoirs à Pétain.

Il est le 16 octobre 1940 pour infraction aux articles 1, 2, 3, 4 du décret du 26 septembre 1939. Dès le 26 avril 1941, il est condamnée par le Conseil de guerre de la 14e division, siégeant à Lyon, à: un an de prison, cinq cents francs d'amende, dix ans de privation de ses droits civiques. De fait il est interné administrativement pendant toute la durée de l'occupation.

A la Libération, il sollicite sa réintégration à la Fédération socialiste de l'Ain. Le congrès fédéral du 28 juillet 1945 accepte par cinquante-trois voix contre vingt-six et dix-sept absentions son entrée dans le parti.

En avril 1945 il avait été élu sur une liste socialiste/M.L.N. contre la liste P.C./F.N. à la mairie d'Oyonnax. Le 23 septembre 1945 il est réélu au premier tour comme Conseiller général.

A la Fédération socialiste, il fait parti de l'équipe qui gère la rédaction et la publication du *Travailleur de l'Ain*. Il sera plusieurs fois présent sur la liste socialiste conduite par Chatagner. En 1945 notamment il est second sur cette liste, mais sans succès.

Les Renseignements Généraux considèrent que R. Nicod avait une grosse influence dans la région de Nantua-Gex. Il était aussi très apprécié dans les régions de Belley et de Bourg. En revanche il était un peu moins connu dans la région de Trévoux où certains électeurs étaient troublés par les argument du P.C. contre lui. Il a la réputation d'être un organisateur et un administrateur.

Sources : in Mériaudeau (Sandra), op.cit., pp. 265-266.

Durand Henri Charles

Né le 21 décembre 1880 à Sandrans (arrondissement de Trévoux, canton de Châtillon-sur-Chalaronne)

Marié, deux enfants. Cultivateur.

Est mobilisé en 1914-1918. Les R.G. notent qu'il est "resté fidèle à ses convictions républicaines.

Il est maire de sa commune, Sandrans sans doute dès avant la Seconde Guerre. Le 17 octobre 1937 il est élu conseiller général pour le canton de Châtillon-sur-Chalaronne.

Sous Vichy il est nommé conseiller départemental, mais adopte néanmoins une attitude réservée vis-à-vis du régime.

En février 1947 il est fait Chevalier de la Légion d'Honneur au titre du Ministère de l'Agriculture.

Le 23 septembre 1945 il est à nouveau élu conseiller général du canton de Châtillon-sur-Chalaronne, au premier tour et sous l'étiquette radicale-socialiste/M.U.R.F. " encore qu'il parût à l'époque se détacher déjà assez

nettement des radicaux". Il devient vice-président du Conseil général pour 1945-1946.

En octobre 1945 il passe à la S.F.I.O.

Les R.G. estiment que Durand est très estimé dans les Dombes.

Aux élections à l'Assemblée Nationale du 10 novembre 1946, il est en seconde position sur la liste de la S.F.I.O. conduite par Chatagner.

Sources : Mériaudeau (Sandra), op.cit., p. 267.

Royer Marcel, Charles, Eugène, Félix

Né le 28 mai 1910 à Paris (Ve arrondissement).

Père : Facteur à Paris puis facteur-receveur dans le Jura (plutôt à gauche : radical)

Mère :concierge puis couturière à domicile (tout à fait à droite : " d'église ")

Instituteur.

Royer est instituteur à Saint-Claude. Il adhère à la S.F.I.O. dans le Jura de 1933 à 1940. Il se rend d'ailleurs au congrès national de Montrouge en 1938. Il est syndiqué à la C.G.T.-U. jusqu'à la réunification de 1936 et adhère ensuite au S.N.I. " Il est membre de toutes les structures possibles et imaginables " (cf. Le Goupil).

En 1939 il est mobilisé puis démobilisé en 1940, il reprend alors un poste d'instituteur mais il est déplacé par Vichy à Saint-Triviers-sur-Moignans le 1er février 1941. Il entre alors en résistance en faisant de façon informelle du renseignement. En 1942 il est chargé de constituer le VIIe secteur du Rhône. G. Le Goupil considère que Royer est alors pendant deux ans " le principal organisateur de la Résistance en Dombes avec Edouard Bourret de Châtillon ". En avril 1944, compromis il devient clandestin, il prend la tête du " groupe franc André ". Avec d'autres, il crée le 4e bataillon F.T.P. de l'Ain. il serait membre du C.D.L. (cité comme membre par Le Goupil, son nom n'apparaît pas cependant dans le mémoire de Paricard sur le C.D.L.). Il est médaillé de la Résistance.

Après-guerre, il ne reprend pas immédiatement un poste d'instituteur, il est détaché de l'enseignement à l'agriculture au sein du Comité d'action agricole. Il est directeur du bimensuel l'*Ain agricole*.

Dès 1945 il appartient à la C.E.F. Il reste commissaire sans doute jusqu'en 1957 (pour les années manquantes[674], on peut supposer qu'il a conservé son mandat[675]). A partir de 1947, il entre au B.F. en tant que " secrétaire chargé des questions agricoles ". Parallèlement il participe à la rédaction du Travailleur de l'Ain (organe officiel de la Fédération socialiste. " Périodique "). Il apparaît comme un militant socialiste actif, à tel point qu'en 1947 il est pressenti comme secrétaire fédéral potentiel, mais les R.G. notent qu'il " ne dispose pas de loisirs nécessaires ". Il est alors secrétaire de la section S.F.I.O. de Bourg (entre 1947 et 1948), mais aussi secrétaire de la Libre-Pensée.

Aux élections à l'Assemblée Nationale du 2 janvier 1956, il figure en deuxième position sur la liste conduite par le Dr Jean Malet.

Plus proche sans doute de Chatagner, ancien secrétaire fédéral, que de Coltice, Royer est en désaccord avec ce dernier et sa politique mollestiste. Comme Giraudon il manifeste son opposition dès 1954 sur la C.E.D. puis démissionne de la C.E.F. et du B.F. en 1957.

En décembre 1958 il participe à la création dans l'Ain d'une fédération du P.S.A. auquel il adhère très tôt (en 1958 il a la carte n°5 du P.S.A.). Partit dès 1960 pour le Tarn, Royer ne semble pas avoir eu le temps de s'impliquer dans le développement de la fédération autonome dans l'Ain. Il vit aujourd'hui à Quillan dans l'Aude, et prend encore sa carte au P.S.

Cette biographie (non exhaustive) emprunte largement à G. Le Goupil, notice bibliographique à paraître dans le D.B.M.O.F. (*Maîtron*).

Bibliographie

Abbiateci (André), *Le Front Populaire dans l'Ain et à Bourg-en-Bresse 1934-1937*, Bourg, Les Sources de l'histoire de l'Ain, 1989, 191 p.

Azéma (Jean-Pierre), " Le dossier Jean Moulin ", *L'Histoire* n°233, juin 1999.

Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *Le long remord du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1994, 554 p.

Bernichon (Olivier), *Elections municipales et personnel politique à Bourg-en-Bresse 1935-1953*, Mémoire de Maîtrise 1997, Université Lumière Lyon 2,.

Berstein (Serge), *La France de l'expansion, tome1 : La République gaullienne (1958-1969)*, Paris, Points Seuil Histoire, février 1989, 375 p.

Berstein (Serge), RIOUX (Jean-Pierre), *La France de l'expansion, tome2 : L'apogée Pompidou (1969-1974)*, Paris, Points Seuil Histoire, septembre 1999, 332 p.

L'œuvre de léon Blum : " Naissance de la Quatrième République. La vie du Parti et la doctrine socialiste 1945-1947 ", Paris, Albin Michel, 1958.

Brunet (Jean-Paul), *Histoire du Socialisme en France*, P.U.F., avril 1989, 128 p.

Changer la vie, " Programme de gouvernement du Parti Socialiste et programme commun de la Gauche ", Paris, Flammarion, 1972, 349 p.

Chapsal (Jacques), *La vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris, P.U.F., 1984, 518 p.

Chapsal (Jacques), *La vie politique sous la Ve République tome1 : 1958-1974*, Paris, P.U.F., 1987, 543 p.

Duverger (Maurice), " S.F.I.O. : mort ou transfiguration ", *Les Temps Modernes*, juin 1955.

Duverger (Maurice), *Les partis politiques*, Points Seuil, Paris, 1992, 572 p.

Hurtig (Christiane), *De la S.F.I.O. au Nouveau Parti socialiste*, A.Colin, 1970, 128 p.

Lancelot (Alain), " Les partis politiques ", *Encyclopaedia Universalis*, CD-Rom version n°3.

Mayeur (Jean-Marie), *La vie politique sous la Troisième République 1870-1940*, Paris, Ed. Points Seuil, 1984, 450 p.

Mériaudeau (Sandra), *Histoire d'une fédération du Parti socialiste S.F.I.O. : la Fédération socialiste de l'Ain, 1944-1969*, Mémoire de maîtrise, Université Lumière Lyon2, juin 2000, 291 p.

Mitterrand (François), *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, janvier 1996, 202 p.

Morin (Gilles), *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au Parti socialiste autonome (1945-1960). Un courant socialiste de la S.F.I.O. au P.S.U.*, thèse de doctorat 1990-1991. *Consultée à l'O.U.R.S.*

Paricard (Laurent), *Le Comité départemental de Libération de l'Ain (fin 1943- fin 1945)*, mémoire de maîtrise 1995, Université Lumière Lyon2.

Quilliot (Roger), *La S.F.I.O. et l'exercice du pouvoir 1944-1958*, Paris, Fayard, 1972, 837p.

Rioux (Jean-Pierre*), La France de la Quatrième République, tome1 : L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Paris, Points Seuil Histoire, 1980, 309 p.

Rioux (Jean-Pierre), *La France de la Quatrième République, tome2 : l'expansion et l'impuissance (1952-1958)*, Paris, Points Seul Histoire, 1983, 384 p.

Sadoun (Marc), *Les socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, Presse de la fondation nationale des Sciences politiques, mai 1982, 323 p.

Sowerwine (Charles), " A la recherche du militant : les militants de l'Ain 1914-1939 ", communication présentée au colloque sur le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (*Maîtron*), s.l.n.d.

Touchard (Jean), *La gauche en France 1900-1981*, Paris, Ed. Points Seuil Histoire, 1998, 413 p.

Winock (Michel), " La gauche en France depuis 1968 ", in Touchard (Jean), *La Gauche en France 1900-1981*, Paris, Ed. Points Seuil Histoire, 1998, 413 p.

Wievorka (Olivier), " La fin des héros ", *L'Histoire*, juin 1999, n°233, p. 38.

Ysmal (Colette), *Les partis politiques sous la Ve République*, Monchrestien, 1989, 312 p.

Notes

Introduction

1 Duverger (Maurice), *Les partis politiques*, Paris, Ed. Point Seuil, 1992, pp. 119-129.

2 Ibid. p.121. "Si l'on entend par adhérent celui qui signe un engagement vis-à-vis du parti et acquitte ensuite régulièrement sa cotisation, les partis de cadres ne font pas d'adhérents''.

3 Ibid. p.467.

4 Winock (Michel), "La gauche en France depuis 1968", p. 353 ; in Touchard (Jean), *La gauche en France 1900-1981*, Ed. Points Seuil Histoire, 1998.

5 A partir de maintenant, lorsque nous employons le sigle "S.F.I.O." nous entendons le parti à l'échelle nationale ; lorsque nous parlons de la Fédération, nous entendons le socialisme dans l'Ain seulement.

6 Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1994, p.161.

7 *CHANGER LA VIE*, "programme de gouvernement du Parti Socialiste et programme commun de la gauche", Paris, Flammarion, 1972, p. 9. Présentation de François Mitterrand. Congrès que l'on appelle aussi "congrès de l'unité parce qu'il a rassemblé les divers mouvements qui se réclament du socialisme démocratique".

8 Brunet (Jean-Paul), *Histoire du socialisme en France*, Paris, P.U.F., avril 1989, p. 81.

9 Ibid. p. 81

10 Quilliot (Roger), *La S.F.I.O. et l'exercice du pouvoir 1944-1958*, Paris, Fayard, 1972, p. 37.

11 Entachée par les divers votes qu'elle a accordée à Pétain, la S.F.I.O. change d'appellation sous l'influence de D. Mayer.

12 Brunet (Jean-Paul), op.cit., p. 85.

13 Chapsal (Jacques), *La vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris, P.U.F., 1984, p. 121.

14 Ysmal (Colette), *Les partis politiques sous la Ve République, Montchrestien*, 1989, p. 29.

15 BRUNET (Jean-Paul), op.cit. p. 89.

16 Morin (Gilles) *De l'opposition à la guerre d'Algérie au parti socialiste autonome (1954-1960). Un courant socialiste de la S.F.I.O. au P.S.U.*, Thèse de doctorat 1991, O.U.R.S., p. 4.

17 Brunet (Jean-Paul) op.cit. p. 101.

18 Chapsal (Jacques), *La vie politique sous la Ve République, tome1 : 1958-1974*, P.U.F., 1987, p. 537.

19 Morin (Gilles), op.cit., p. 16

20 Hurtig (Christiane), *De la S.F.I.O. au Nouveau Parti socialiste*, A.Colin, 1970, p. 127.

21 Des socialistes participent au gouvernement De Gaulle jusqu'en janvier 1959.

22 Sadoun (Marc), *Les socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, Presse de la fondation nationale des Sciences politiques, mai 1982, 323 p.

23 Touchard (Jean), *La gauche en France 1900-1981*, Paris, Ed. du Seuil, 1977, p. 141

24 Duverger (Maurice), "S.F.I.O. : mort ou transfiguration", *Les Temps Modernes*, juin 1955.

Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1994, 554 p.

25 Nous considérons que le fait que la S.F.I.O., comme l'ont démontré Touchard, Sadoun, Hurtig, Bergounioux Grunberg, Portelli, ne recrute plus du côté de la classe ouvrière est un signe d'affaiblissement sociologique dans la mesure où ce parti se présente comme le représentant de la classe ouvrière.

26 Nous simplifions ici, par commodité, la présence de Coltice au secrétariat fédéral de l'Ain. En fait il n'a pas de mandat pour le secrétariat entre 1959 et 1961.

27 La collection complète du *Courrier de l'Ain* est disponible aux A.D.A. de 1955 à 1987 (dépôt administratif) soit par numéros,

soit reliée par années de parution.

28 Entretien avec J.-J. Coltice le 17 octobre 1998.

29 Rencontre avec les responsables de l'O.U.R.S. en févier 1999.

30 Cette publication est tirée de notre mémoire de maîtrise. Pour les besoins de la publication, nous avons renoncé à présenter la troisième partie de notre mémoire dans laquelle nous mettons en évidence l'activité de la Fédération vis-à-vis des non socialistes (qu'ils soient sympathisants ou non). Cette activité correspond à la propagande mise en œuvre par la Fédération pour toucher les masses. Nous montrons que la Fédération dispose de moyens que la léthargie des militants ne permet pas de mettre à profit. Les revers électoraux de la Fédération sont l'illustration du désaveu de la population pour la S.F.I.O., mais aussi de la léthargie fédérale.

31 Par "qualitative" nous entendons faire une analyse sociologique des militants que nous interprétons : soit le recrutement est conforme aux volontés de la S.F.I.O. d'incarner la classe ouvrière, donc peut être considéré comme un "bon" recrutement, soit le recrutement socialiste ne se réalise pas au sein de la classe ouvrière et la S.F.I.O. est alors en porte-à-faux entre son discours et la réalité de son recrutement.

Partie 1

32 Duverger (Maurice), op.cit., pp. 119-120.

33 Touchard (Jean), op.cit., p. 141

34 Lancelot (Alain), "Les partis politiques", in *Encyclopaedia Universalis*.

Chapitre 1

35 Archives privées Coltice : "Questionnaire adressé aux secrétaires fédéraux en vue de l'établissement d'un fichier départemental", 24 novembre 1946.

36 Bernichon (Olivier), *Elections municipales et personnel politique à Bourg-en-Bresse, 1935-1953*, mémoire de maîtrise, Lyon2, 1997.

37 A.D.A rapport mensuel du Préfet M2356, 18 janvier 1945.

38 O.U.R.S. Correspondance de l'Ain. Lettre de J. Allamercy du 17 décembre 1944 : "la section de Trévoux […] sous l'oppression nazie, vivait comme tout le Parti en veilleuse".

39 O.U.R.S. Correspondance, lettre de Chatagner au secrétariat général du 23 décembre 1944.

40 Touchard (Jean), op.cit., p. 247.

41 Azéma (Jean-Pierre), "Le dossier Jean Moulin", *L'Histoire* n°233, Juin 1999.

42 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 24 août 1946 : à l'occasion du 2e anniversaire de la mort de H. Groboz (22 août 1944), hommage des socialistes, article de Chatagner. *Le Travailleur de l'Ain* du 4 septembre 1948 : à l'occasion du deuxième anniversaire de la Libération, inauguration à Bourg de rues portant le nom de résistants, dont la rue Henri Groboz. *Le Travailleur de l'Ain* du 15 janvier 1949 inauguration du nouveau nom du foyer socialiste H. Groboz.

43 Pour exemples : M. Royer (chef notamment du "groupe franc André"[à G. Le Goupil, notice bibliographique à paraître dans le D.B.M.O.F.]) ou M. Gache (résistant dans le secteur du Valromey [entretien du 19 mai 1999]).

44 Chapsal (Jacques), *La vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris, P.U.F, 1984, p. 245.

45 Ibid. p. 237. "Vichy devait porter le coup de grâce à ce parti, à la fois incarnation de la IIIe République et rallié […] à l'avènement du Maréchal Pétain".

46 Ibid. p. 249. Le congrès constitutif du M.R.P. se tient en novembre 1944.

47 Rioux (Jean-Pierre), op.cit., p. 83.

48 Touchard (Jean), *La gauche en France, 1900-1981*, Paris, Ed. Points Seuil Histoire, pp. 250-251. "Ce qu'il faut surtout souligner, c'est le rôle personnel de Léon Blum car, si le rôle personnel de Léon Blum n'avait pas été fondamentalement différent du rôle personnel d'Edouard Herriot, je ne sais pas si en définitive, le bilan de la S.F.I.O. pendant la Résistance n'aurait pas été assez analogue au bilan du parti radical. C'est ici qu'il faut mentionner la défense de Léon Blum devant la Cour de Riom qui marque en quelque sorte la résurrection de la S.F.I.O."

49 O.U.R.S. Effectifs des fédérations.

50 Paricard (Laurent) *Le Comité départemental de Libération de l'Ain (fin 1943- fin 1945)*, mémoire de maîtrise, Lyon2, 1995.

51 Archives privées Coltice Congrès fédéral du 15 janvier 1937.

52 Archives privées Coltice. Section de Bourg.

53 Id.

54 Paricard (Laurent), op.cit.

55 Archives privées Coltice. Section de Bourg.

56 Abbiateci (André), op.cit., p. 44.

57 A.D.A. M2425.

58 Archives privées Coltice. Liste des membres du B.F. pour 1952.

59 Fiches des militants de l'Ain pour le *Maîtron*. G. Coltice n'est plus secrétaire fédéral pour les années 1959 et 1960.

60 Archives privées Coltice. G. Coltice est "admis" à la section de Bourg le 16 février 1945.

61 Morin (Gilles), op.cit., p. 16.

62 Brunet (Jean-Paul), op.cit., p. 85.

63 Archives privées Coltice. Ces deux hommes habitant Bourg n'ont pas été répertoriés dans la liste des militants de la section de Bourg ni avant 1939, ni en 1944. Ce qui laisse supposer qu'ils n'étaient pas adhérents avant 1945.

64 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 19 janvier 1945.

65 A.D.A. 306W57 (législatives), 306W61 (municipales), 306W63 (cantonales).

66 Sadoun (Marc) *Les socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, , p. 253.

67 *Le Populaire*, zone sud, 20 février 1942, in Sadoun (Marc), op.cit., p. 117.

68 Brunet(Jean-Paul), op.cit. , p. 86.

69 Ibid.

70 Archives privées Coltice. "Cahier Bouvard", réunion de la C.E.F.

71 A.D.A. 306W28 : "historique depuis la Libération''.

72 Entretien avec M. Lasseigne à Peyrieu, le 16 janvier 1999.

73 Archives privées Coltice. Réunion de la section de Bourg du 21 octobre 1944.

74 Archives privées Coltice. Réunion de la section de Bourg.

75 Archives privées Coltice. "Cahier Bouvard''.

76 Voir biographie n°1, pp. 265-266 pour des éléments biographiques complémentaires sur R. Nicod.

77 A.D.A. 306W73.

78 A.D.A. 306W57.

79 A.D.A. 306W57.

80 .O.U.R.S. Lettre de Chatagner au secrétariat général le 31 juillet 1945.

81 A.D.A. 306W73.

82 A.D.A. 306W57.

83 A.D.A. M2425.

84 Pour des compléments biographiques sur H. Durand voir annexe biographique n°2.

85 A.D.A. M2425.

86 A.D.A. 306W57.

87 A.D.A. M2425.

88 Archives privées Coltice. Section de Bourg, 1936.

89 Sowerwine (Charles) notice bibliographique d'Eugène Raffy, *Maîtron*.

90 Ibid.

91 A.D.A. 306W73. R.G. du 12 juin 1944.

92 Archives privées Coltice.

93 A.D.A. 306W61. Elections municipales de 1945 à 1971.

94 O.U.R.S. Lettre de Chatagner au secrétariat général du 24 février 1945.

95 Morin (Gilles), op.cit., p16.

96 A.D.A. 306W73. R.G. du 2 février 1945. "Les chefs socialistes de l'Ain se plaignent actuellement de la lenteur avec laquelle les anciens membres du parti remplissent les nouveaux bulletins d'adhésion''.

97 A.D.A. 306W28.

98 A.D.A. 306W28.

99 Archives privées Coltice. Questionnaire du 24 novembre 1946.

100 A.D.A. 306W73. Renseignements Généraux (R.G.)du 25 juin 1945.

101 A.D.A. 306W28.

102 A.D.A. 306W73. R.G. du 4 novembre 1947.

103 A.D.A. 306W73. R.G. du 29 janvier 1945 : "les dirigeants départementaux […] ne font rien pour accroître […] le nombre des adhérents''.

104 Archives privées Coltice. Collection de quelques exemplaires du *Bulletin Intérieur*.

105 Archives privées Coltice. Lettre de Victor Barge à Coltice le 9 juin 1951.

106 Archives privées Coltice.

107 Archives privées Coltice. Lettre d'Antoine Bas de la section de Saint-Etienne-sur-Chalaronne, le 13 octobre 1948.

108 Id.

109 Archives privées Coltice. Lettre du secrétaire de la section de Saint-Laurent-les-Mâcon, du 27 mars 1952 : "en ce qui concerne St-Laurent nous ne restons que quatre à la section que nous maintenons".

110 Archives privées Coltice. Lettre de Devoisin, secrétaire de la section d'Artemare, le 25 octobre 1950.

111 Archives privées Coltice. Lettre de Marcel Imbert à G. Coltice le 28 octobre 1949.

112 Archives privées Coltice. Lettre de Brutelle, membre du secrétariat général, à Coltice, du 10 février 1950.

113 Rioux (Jean-Pierre), *La France de la IVe République, tome 1 : L'ardeur et la nécessité, 1944-1952*, Paris, Ed. Points Seuil Histoire, 1980, p. 39.

114 Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), op.cit., pp. 232-233.

115 O.U.R.S. Effectifs relevés dans les rapports des congrès nationaux.

116 Taux d'accroissement.

117 A.D.A. M2360. Rapport mensuel du Préfet du 6 octobre 1956.

118 Archives privées Coltice.

119 Greusard est exclu de la fédération par la Commission des conflits en mai 1952 (A.D.A. M2358, rapport du Préfet du 7 mai 1952).

120 A.D.A. M2359, Rapport du Préfet du 5 juin 1954 : "A la suite de l'action menée par M. Greusard, ex-socialiste, […], un petit groupe de la nouvelle gauche se forme". Le CA.G.I. est fondé au plan national en 1951 par Claude Bourdet.

121 A.D.A. M2359. Rapports du Préfet des mois de juin à septembre 1954, dont celui notamment du 8 juillet 1954.

122 A.D.A. M2359 Rapport du Préfet du 5 juin 1954.

123 O.U.R.S. article de journal, paru le 6 juillet 1959 dans l'Ain.

124 Entretien du 7 juillet 1999 avec M. Royer.

125 Chapsal (Jacques), op.cit., pp. 231-232.

126 Archives privées Coltice. Lettre d'un militant socialiste de Neyron (canton de Montluel, arrondissement de Trévoux) à Coltice, le 21 avril 1950. "En 1947 nous étions neuf adhérents, mais par suite de circonstances indépendantes de la politique, […], plusieurs ne vinrent plus aux réunions et par suite ne cotisèrent plus.

Devant le nombre réduit de camarades restants il s'avéra peu logique de convoquer des réunions. […]. C'est pour cela qu'en 1949 nous n'avons pas demandé de cartes annuelles à la Fédération. Cependant, désirant que cette année cette situation prenne fin, les quelques amis qui restent avons décidé de fusionner, […], avec Miribel''.

127 A.D.A. M 2358. Rapport mensuel du Préfet du 6 juin 1953

128 Archives privées Coltice. Lettre de Paquin, secrétaire section, à Coltice, 1949.

129 Archives privées Coltice.

130 O.U.R.S. Sondage réalisé par le Parti en 1954-55.

131 Archives privées Coltice. Lettre de Guillet à Pinelli le 19 octobre 1946.

132 Archives privées Coltice. Questionnaire du 24 novembre 1946.

133 A.D.A. 306W73. R.G. 17 avril 1952.

134 Archives privées Coltice. Lettre de L. Guillet à G. Coltice le 10 février 1949.

135 Archives privées Coltice. Lettre de Savanture à G. Coltice le 25 mars 1951.

136 O.U.R.S. Réponse du secrétaire de la section, Goujon, au sondage réalisé par le Parti, le 7 mars 1955.

137 Archives privées Coltice. Lettres des 10 février (Brutelle-Coltice) et 2 novembre 1950 (Coltice-Brutelle).

138 Voir in Mériaudeau (Sandra), *Histoire d'une Fédération du Parti socialiste S.F.I.O. : la Fédération socialiste de l'Ain 1944-1969*, mémoire de maîtrise Université Lumière Lyon2, juin 2000, p. 231.

139 Archives privées Coltice. Liste des sections pour 1946.

140 Archives privées Coltice. Liste des sections pour 1953.

141 Archives privées Coltice. Liste des sections pour 1954.

142 A.D.A. 306W57-58.

143 A.D.A. 306W63-64.

144 O.U.R.S. La section est reconstituée lors de la tournée Flocard.

145 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice au secrétariat général le 19 octobre 1951

146 in Mériaudeau (Sandra), op.cit, p.231.

147 Archives privées Coltice. Congrès fédéral du 3 mai 1951, rapport moral présenté par Coltice : "De nouvelles sections ont été créées. C'est ainsi que le pays de Gex dont vous connaissez l'éloignement et aussi la mentalité un peu séparatiste des habitants a été doté de deux sections cantonales à Gex et à Ferney-Voltaire. Tout cela prouve que nous avons toujours eu le souci d'étendre le plus possible notre action".

148 A.D.A. 306W63 et 306W64.

149 Archives privées Coltice. Liste des sections pour 1954.

150 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice à Brutelle le 2 octobre 1951.

151 Entretien avec Marcel Gache le 19 mai 1999, à Culoz.

152 Sowerwine (Charles) "A la recherche du militant : les militants de l'Ain 1914-1939", communication présentée au colloque sur le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (*Maîtron*), s.l.n.d.

153 Archives privées Coltice.

154 Rioux (Jean-Pierre), *La France de la Quatrième République, tome 1*, pp. 39-48.

"L'obsession du ravitaillement".

155 Sowerwine (Charles), op.cit.

156 Touchard (Jean), op.cit., p. 295.

Chapitre 2

157 *Pensée socialiste* est une revue qui paraît dès octobre 1946. D'après Touchard elle n'a qu'un seul objectif : évincer Mayer du secrétariat général (in Touchard Jean, op.cit., p. 294).

158 Voir in Mériaudeau (Sandra), op.cit., pp. 232, 236 et 238 (lettres de militants dénonçant l'embourgeoisement de la Fédération).

159 *Larousse* 1997 : "notable" : "personne qui a une situation sociale de premier rang dans une ville, une région".

160 Quelle était la composition sociologique des militants avant 1939 ? La tendance que nous mettons en avant ici est-elle une tendance longue, commencée dès avant-guerre ou après-guerre ? Il n'existe pas, à notre connaissance, une telle étude sur la Fédération socialiste de l'Ain avant-guerre permettant de confirmer telle ou telle hypothèse.

161 Archives privées Coltice. Questionnaire du 24 novembre 1946. Nous ne faisons que rapporter les termes du secrétaire fédéral d'alors, étant bien entendu ,que de tels propos sont politiquement et moralement incorrects.

162 In Mériaudeau (Sandra), op.cit., p. 235 (tableau récapitulatif de sondages).

163 O.U.R.S. E 376 MM.

164 O.U.R.S. Sondage 1954-1955.

165 Sadoun (Marc),op.cit., p. 242.

166 Hurtig (Christiane), op.cit., 1970, p. 9.

167 O.U.R.S. E 376 MM.

168 O.U.R.S. Sondage 1954-1955.

169 Archives privées Coltice. Lettre Brosselin à Coltice le 12 avril 1952.

170 Archives privées Coltice. Lettre de Roure à Coltice, le 2 avril 1953.

171 A.D.A. 306W73. R.G. du 17 avril 1952. "Les ouvriers ne viennent plus à nous. Nous nous réduisons de plus en plus à un parti de fonctionnaires''.

172 Archives privées Coltice. Lettre de Pilloud à Coltice du 25 juin 1948.

173 Rioux (Jean-Pierre), *La France de la Quatrième République, tome1*, pp. 182-185. Jules Moch ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Schuman est chargé de rétablir l'ordre menacé par les grèves menées par le P.C. en tête et perçues comme insurrectionnelles. La répression est dure, la classe ouvrière est affaiblie.

174 A notre connaissance il n'existe d'ailleurs pas une telle étude sur les communistes dans l'Ain depuis la Libération.

175 In Mériaudeau (Sandra), op.cit., p. 236, (lettre de Brosselin à son secrétaire fédéral Coltice).

176 Ibid, p. 237 (réponse de Coltice à Brosselin).

177 Archives privées Coltice. Lettre de G. Giroud à Brutelle, le 8 avril 1953.

178 Id.

179 A.D.A. M2358. Rapport mensuel du Préfet du 6 juin 1953.

180 In Mériaudeau (Sandra), op.cit., p. 239 (tableau de la répartition par profession des candidats aux cantonales).

181 Né le 12 février 1900 à Saint-Etienne-sur-Reyssouze (arrondissement de Bourg, canton de Pont de Vaux).

Instituteur. Libre-penseur, syndicaliste, militant S.F.I.O. puis P.S.A. Voir biographie complète in Mériaudeau (Sandra), pp. 270-271.

182 Archives privées Coltice.

183 A.D.A. M2356. Rapport mensuel du Préfet du 9 décembre 1956.

A.D.A. 306W73. Certains militants socialistes de Bourg se montraient amers : "Il ne faut pas refuser de causer avec les communistes. Depuis six mois nous n'avons réussi qu'à jeter les ouvriers dans leurs bras".

184 A.D.A. 306W73 .R.G. du 10 novembre 1970.

185 Archives privées Coltice. Liste des sections pour 1954.

186 O.U.R.S. E 376 MM.

187 Archives privées Coltice. 1949.

188 Archives privées Coltice. Liste des membres de la section de Montluel pour 1952.

189 Archives privées Coltice. La correspondance entre le secrétariat fédéral et les sections contient de nombreuses lettres signées par Mme Marinet, adressées à Coltice.

190 Archives privées Coltice. Liste des sections pour 1953.

191 Archives privées Coltice.

192 Wievorka (Olivier), "La fin des héros", *L'Histoire*, juin 1999, n°233, p. 38.

193 A.D.A. 306W57. Les R.G. notent qu'elle "est assez cotée", qu'elle "est

souvent applaudie".

194 A.D.A. 306W57. Elle est, née le 2 juin 1890 à Aubusson.

195 *Le Maîtron*, notice bibliographique de Sowerwine. Elle est née le 8février 1898 à Saint-Martin-du-Fresne.

196 A.D.A. 306W57.

197 Archives privées Coltice. 1949.

198 Voir tableau n°2.1. ci-dessous.

199 Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), op.cit., 554 p.

200 A.D.A. R.G.306W28. Considérations générales sur l'activité du Parti socialiste.

201 A.D.A. 306W73. R.G. du 8 mars 1946. Le secrétaire, et les deux assesseurs sont tous trois des retraités.

202 Archives privées Coltice. Lettre de Savanture à Coltice, le 25 mars 1951.

203 Archives privées Coltice. Lettre de Durola Victor à Coltice le 25 novembre 1948.

204 A.D.A. 306W57.

205 *Maîtron*. Deschamps devient en 1937 secrétaire de la section de Miribel, à laquelle il appartiendra de nouveau à la Libération.

206 *Maîtron*. Dessertines est nommé secrétaire des Jeunesses socialistes de St-Claude (Jura) en 1916.

207 Archives privées Coltice. *Travailleur de l'Ain* du 10 juin 1951. Oraison funèbre de Louis Page.

208 Archives privées Coltice. Section de Bourg 1937.

209 A.D.A. 306W28.

210 Id.

211 Archives privées Coltice. Lettre de L. Marinet à Coltice le 8 mars 1951.

212 Archives privées Coltice. Lettre de Dupeuble à Pinelli, secrétaire fédéral, le 14 décembre 1948.

213 Morin (Gilles), op.cit., p. 80

214 Ibid. p. 45

215 Ce point, concernant la géographie électorale de la Fédération socialiste de l'Ain est plus particulièrement détaillé dans notre mémoire, partie 3, chapitre 9.

216 Archives privées Coltice. Directive adressée aux sections adultes de l'ensemble du département, s.d.

217 Quilliot (Roger), op.cit., p.243.

218 A.D.A. 306W73. R.G. du 20 novembre 1945.

219 Id.

220 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice à Labi, membre du secrétariat fédéral, le 30 août 1951.

221 Archives privées Coltice. Directive. Congrès fédéraux de 10 juillet 1949 et de 1951…

222 O.U.R.S. Rapport de Ch. Baur du 23 mai 1953.

223 Informations obtenues lors d'un entretien accordé par Mme Coltice et son fils Jean-Jacques le 7 mai 1999, mais qu'aucune archive n'a corroborées.

224 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 2 février 1946.

225 A.D.A. 306W73. R.G. du 1er avril 1946.

226 A.D.A. 306W73. R.G. 27 janvier 1947, congrès fédéral des J.S.

227 Archives privées Coltice. Lettre de Pinelli à Cl. Garbit, le 28 juin 1947.

228 Archives privées Coltice. Lettre de Labi à Coltice, le 1er septembre 1951.

229 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice à Labi le 31 août 1951.

230 Archives privées Coltice. Lettre de Goujon, secrétaire section Bézériat, à Coltice, le 7 mars 1955.

231 A.D.A. 306W73. R.G. 8 novembre 1945.

232 A.D.A. 306W73. R.G. 1er avril 1946.

233 A.D.A. 306W73. R.G. 1er avril 1946.

234 Archives privées Coltice. Liste des adhérents de la section de Montrevel de 1953.

235 Entretien avec Mme Coltice et Jean-Jacques Coltice le 7 mai 1999.

236 Archives privées Coltice. Liste des membres de la section de Jujurieux de 1948.

237 Archives privées Coltice. Lettre de G. Giroud à Coltice le 11 juillet 1952.

238 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* 3 août 1952, article de Gilbert Giroud.

239 Archives privées Coltice. Directive fédérale du 5 mars 1952.

240 A.D.A. 306W306. R.G. du 20 novembre 1945.

241 A.D.A. 306W73. R.G. du 11 mai 1962.

242 A.D.A. 306W73. R.G. 11 mai 1962.

243 A.D.A. 306W73. R.G. du 25 mars 1947.

244 Archives privées Coltice. Lettre de Donier, conseiller général du canton d'Izernore, à Chatagner, le 15 septembre 1951.

245 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 29 mai 1948.

246 A.D.A 306W73.R.G. 11 mai 1962.

247 Entretiens avec Jean-Jacques Coltice le 7 mai 1999 et avec M. Gache le 19 mai 1999.

248 Quilliot (Roger), op.cit., 1972,p. 837.

249 Archives privées Coltice. Congrès fédéral du 18 mai 1952.

250 Archives privées Coltice. Lettre de G. Giroud à Coltice le 11 juillet 1952.

251 Id.

252 Archives privées Coltice. Le travailleur de l'Ain le 3 août 1952.

253 Quilliot (Roger), op.cit., pp. 243-244.

254 Ibid.

255 Dire que les femmes ne sont des actrices politiques qu'à partir du moment où elles acquièrent le droit de vote ne signifie pas que les femmes ne militaient pas avant 1945. Au contraire et nous en voulons pour preuve le long militantisme d'Yvonne Rillh. Cela signifie en revanche qu'elles sont un électorat nouveau à séduire. Ce n'est qu'en ces termes que nous comprenons les femmes comme " forces vives" nouvelles.

Chapitre 3

256 *Larousse* édition de 1998.

257 Une adhésion formalisée est la cotisation perçue par un parti. Lancelot dans sa définition de la nature de l'adhésion, distingue les partis dont les membres se considèrent eux-mêmes comme adhérents et s'identifient à ce parti ; des partis qui "organisent une procédure formelle d'adhésion pour percevoir une cotisation et faciliter le contrôle politique des adhérents'', in Lancelot (Alain) "Les partis politiques", in *Encyclopaedia Universalis*.

258 Lancelot (Alain), op.,cit.

259 Archives privées Coltice. Lettre secrétaire section Montrevel à Coltice, le 23 mars 1952.

260 Archives privées Coltice. Lettre de Basset, secrétaire de section, à Coltice, en 1949.

261 Archives privées Coltice. Lettre de Bas à Coltice le 13 octobre 1948.

262 Archives privées Coltice. Lettre de Brosselin à Coltice du 12 avril 1952 : " J'ai alors convoqué la section, nous étions quatre toujours les mêmes, les autres camarades ne se dérangent même plus. Les quatre membres présents ont ratifié ce qui avait été fait''.

263 In Mériaudeau (Sandra) op.cit., p. 235 (tableau récapitulatif des sondages).

264 Archives privées Coltice. Section de Bourg.

265 In Mériaudeau (Sandra) op.cit., p. 235 (tableau récapitulatif des sondages).

266 O.U.R.S.

267 Dans notre mémoire, [7] nous montrons l'absence de participation des militants au niveau fédéral : ils ne s'impliquent pas dans l'activité de propagande.

268 Archives privées Coltice. Circulaire fédérale datée du 23 avril 1953.

269 Archives privées Coltice. "En parallèle avec tant de négligence nous devons signaler le dévouement total de notre camarade Jacquet, trésorier de la section de Bourg''.

270 A.D.A. 306W61. Renoud-Grappin est maire radical-socialiste de Bâgé-la-Ville depuis1945.

271 Archives privées Coltice. Liste des adhérents à la Société des Amis de L. Blum, adhésions au 19 novembre 1950, 16 membres.

272 Archives privées Coltice. Lettre à Coltice le 9 janvier 1953.

273 A.D.A. 306W106. R.G. du 5 février 1952.

274 Ensemble des archives privées Coltice. Pour les R.G. : A.D.A. 306W28, 29, 50, 81, 14, 106.

275 Archives privées Coltice. Lettres de Mme Marinet pour 1951.

276 Archives privées Coltice. Lettre de M. Giraudon à Coltice le 17 avril 1952. Celui-ci doit assister au congrès départemental de la Libre-pensée.

277 A.D.A. 306W73. R.G. 31 mai 1959. Les présents à la réunion sont Coltice, Rillh, Guillet, Maclet, Renaud, Chiriconi, Pioud.

278 Archives privées Coltice. C.F. de mai 1952.

279 Archives privées Coltice. C.F. de mai 1952.

280 Ce C.F. doit se prononcer sur la candidature de Defferre.

281 A.D.A. 306W73. R.G. du 7 janvier 1964.

282 Archives privées Coltice. Lettre de Dupeuble secrétaire section Crépieu-la-Pape, à Coltice le 14 décembre 1949. "Crépieux, éloigné de Bourg ne peut que difficilement suivre la vie du Parti. Il serait nécessaire que les contacts soient fréquents et qu'à toutes les manifestations fédérales la section se fasse représenter". Pour faciliter la présence de sa section aux réunions, Dupeuble demande à Coltice de lui faire parvenir des bons d'essence.

283 Archives privées Coltice. compte-rendu du C.F. de 1950.

284 Entretien avec M. Gache le 19 mai 1999.

285 Entretien avec Robert Mériaudeau, le 20 mai 1999.

286 Archives privées Coltice. Lettre de Estève, secrétaire de section de Pont d'Ain, à Coltice, le 12 octobre 1948.

287 Archives privées Coltice. Lettre de Imbert à Coltice le 28 octobre 1949.

288 Id.

289 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice du 3 octobre 1950. "La C.E.F. organise une tournée dans les sections à réorganiser. A cet effet nous avons obtenu le concours de nos camarades Robert Coutant, ancien député du Nord, et de René Flocard, tous les deux délégués du Parti''.

290 O.U.R.S. Rapport de Flocard 10 février 1950.

291 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 15 mai 1948.

292 O.U.R.S. Tournée Marquis du 10 au 20 octobre 1953.

293 O.U.R.S. Rapport Flocard du 10 février 1950.

294 Archives privées Coltice. Lettre Flocard-Coltice des 23 juin 1952 et 5 septembre 1952.

295 Archives privées Coltice. Tournées Flocard 1950 et 1952, tournée Marquis 1953.

296 A.D.A. M2358. Rapport mensuel du Préfet du 6 juin 1953.

297 Afin de faciliter la lecture nous avons et utiliserons le terme de " militants". La différenciation opérée selon les critères de Lancelot, ne vaut donc que pour cette section : elle devait nous permettre de mettre en évidence un trait de la Fédération, l'absence de militantisme.

298 A la S.F.I.O. les militants prennent une carte en début d'année. Chaque mois ils achètent un timbre qui complète la carte (O.U.R.S.).

299 Entretien du 19 mai 1999 avec M. Marcel Gache.

300 A.D.A. M2359. Rapport mensuel du Préfet du 8 juillet 1954. "La mentalité des gens de notre région fait que pour beaucoup " pendre la carte du parti " est considéré comme trop " marquant".

301 O.U.R.S. Lettre de Brutelle à Coltice, le 6 février 1956.

302 O.U.R.S. Lettre de Coltice à Brutelle le 1er février 1956.

303 Id.

304 A.D.A. 306W63.

305 Id.

306 Id.

307 O.U.R.S. D6 190BD. Rapport d'inspection des assistants fédéraux du centre de la France.

308 O.U.R.S. Assistants fédéraux. Rapport de Flocard transmis à Brutelle en 1958.

309 O.U.R.S.

310 O.U.R.S. Assistants fédéraux. Rapport de janvier 1958.

311 O.U.R.S. Assistants fédéraux. Rapport de mars 1959.

312 O.U.R.S. Assistant fédéral. Rapport de Flocard de 1958.

313 O.U.R.S. Assistants fédéraux. Rapport de mars 1959.

314 Id.

315O.U.R.S. Lettre de Saillard à Cazelles le 5 juillet 1959.

316 O.U.R.S. D6 190 BD. Fiche d'inspection Routier-Preuvost, membre du Comité directeur, sur les assistants fédéraux. Janvier 1959.

317 Id.

318 O.U.R.S. Lettre de Brutelle à Coltice, le 6 février 1956.

319 A.D.A. 306W63. Saillard se présente sans succès aux cantonales de 1958, pour le compte de la Fédération socialiste

320 O.U.R.S. Rapports des congrès nationaux de 1944 à 1961, 1963, 1965, 1967.

321 Nous précisons, dans notre mémoire (partie 3, chapitre 7), les difficultés de la Fédération à mettre en œuvre une propagande efficace Les deux nerfs de la guerre politique sont les militants et l'argent, la Fédération ne bénéficie pas du soutien des premiers or son financement en dépend, elle n'a donc pas non plus le second.

322 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 23 septembre 1951.

323 Touchard (Jean), op.cit., p. 141.

324 Duverger (Maurice), "S.F.I.O. : mort ou transfiguration?", *Les temps Modernes*, juin 1955.

325 Duverger (Maurice), op.cit., cité par Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), *Le long remord du pouvoir. Le Parti socialiste français 1905-1992*, Paris, Fayard, 1994, p. 183.

Dans notre mémoire de maîtrise (partie 3, chapitre 9) nous rejetons à la fois "l'hypothèse de la mutation vers le radicalisme" proposée par Duverger, mais aussi celle de Bergounioux et Grunberg qui préfèrent l'hypothèse d'une "dégradation du modèle originel" socialiste. Nous proposons pour l'Ain l'idée d'une collusion des radicaux et des socialistes qui se réalise au sein du Nouveau parti socialiste.

Partie 2

326 Duverger (Maurice), *Les partis politiques*, pp. 91-99. Après avoir considéré les unités de base des partis, Duverger étudie les liaisons existantes à tous les niveaux du parti, ce qu'il appelle "l'articulation générale". Il met alors en évidence l'intensité de l'articulation pour démontrer le caractère centralisé ou décentralisé d'un parti.

327 Ibid., p. 95.

328 Touchard (Jean), op.cit, p61. Touchard définit le socialisme selon les "équations" de Jaurès.

329 Ibid., p. 63.

Chapitre 4

330 Duverger (Maurice), *Les partis politiques*, p. 72.

331 Ibid. p. 70.

332 A.D.A. 306W63.

333 Archives privées Coltice. Réunion de la section de Bourg le 29 septembre 1944.

334 L'œuvre de L. Blum, Naissance de la Quatrième République. La vie du Parti et la doctrine socialiste 1945-1947, Paris, Albin Michel, 1958, pp. 285-287.

335 A.D.A. 306W58.

336 A.D.A. 306W63.

337 A.D.A. 306W63.

338 A.D.A. M2425 et 306W63.

339 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 20 avril 1946. "Le 1er mai 1942 il lance un " vive la République " à la face des hommes de Vichy venus pour disperser une manifestation de la Résistance, place Bellecour à Lyon. Arrêté, il est condamné à la prison. Sa peine terminée, révoqué de ses fonctions de professeur, il devient militant de la lutte clandestine. Pourchassé par la Gestapo, ainsi que sa femme et sa fille, il quitte notre région, mais bientôt, doit gagner Londres. Revenu en France il devient le commandant Vigneron, chefs des Groupes Francs de la zone Sud".

340 A.D.A. 306W57.

341 A.D.A. 306W63.

342 A.D.A. 306W63.

Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 20 avril 1946.

343 A.D.A. 306W57. Les archives indiquent que Brosselin appartenait au C.D.L., or son nom n'apparaît pas dans la liste du C.D.L. de 1944. Il paraît plus vraisemblable que Brosselin ait siégé au C.L.L., c'est pourquoi nous avons indiqué cette information.

344 A.D.A. M2425 et 306W63.

345 A.D.A. 306W28.

346 A.D.A. 306W63.

347 Archives privées Coltice. Lettre de Durola à Coltice, le 25 novembre 1948.

348 Archives privées Coltice. Lettre de Basset à Coltice de 1949.

349 O.U.R.S. Correspondance du 17 avril 1951.

350 Archives privées Coltice. Liste des sections pour 1953.

351 Sadoun (Marc), op.cit., p. 268.

352 Sadoun (Marc), op.cit., pp. 242-269.

353 Ibid. p. 268. Sadoun donne l'exemple de la fédération du Nord qui, "si [elle] compte 63% d'adhérents nouveaux en 1946, la quasi-totalité de ses secrétaires de section étaient déjà membres du parti en 1939".

354 Duverger (Maurice), in Sadoun (Marc),op.cit., p. 251.

355 Archives privées Coltice. Lettre de Lucette Marinet, secrétaire de section à Bellegarde, à Coltice le 8 mars 1951. "Notre section est en sommeil, le mois dernier nous avons organisé une réunion afin de secouer un peu cette somnolence, et j'espère que ce mois après une nouvelle réunion, aidée par de vieux militants socialistes, notre section repartira''.

356 Morin (Gilles), op.cit., p. 80.

357 Archives privées Coltice. Listes des sections 1951 et 1953.

358 A.D.A. M2360. Rapport mensuel du Préfet du 6 octobre 1956.

359 A.D.A. 306W57. Il est professeur au Lycée La Martinière à Lyon.

360 Archives privées Coltice. *Bulletin Intérieur* de février 1952.

361 Archives privées Coltice. Lettre de Basset à Coltice de 1949.

362 Archives privées Coltice. Lettre de Mermet-Guyennet Georges à Coltice le 14 octobre 1948. "Le camarade Dessertines s'est démis de ses fonctions de secrétaire de notre section, et c'est moi-même qui ait été désigné par les camarades pour le remplacer".

363 Archives privées Cotice. Lettre de Martin à Coltice le 3 décembre 1948.

364 Archives privées Coltice. Lettre de Griot à Coltice le 14 mars 1950.

365 A.D.A. M2356. Rapport bimensuel du Préfet du 15 février 1945.

366 Archives privées Coltice. Lettre de Morel du 15 juillet 1946. "Je vous accuse réception de votre lettre me demandant les cotisations de ma section pour 1946. Secrétaire d'une section nouvellement

formée, je ne suis pas au courant et vous prie de m'excuser de mon envoi tardif".

367 Lancelot (Alain), op.cit.

368 Ibid.

369 Archives privées Coltice. Lettre de Basset : "je suis obligé de répondre de tout. Je ne suis pas épaulé du tout par personne".

370 O.U.R.S. Correspondance du 17 octobre 1947.

371 A.D.A. 306W73. R.G. du 20 mai 1948. "La section de Trévoux – qui connaît une activité renouvelée grâce à son secrétaire Pierre Vianney récemment élu à la C.E.F. – a invité M. Paul Boncour à venir donner une conférence à Trévoux".

372 Archives privées Coltice. Lettre de Bourcelin à Coltice le 10 février 1949. "Quant à moi mes affaires ne me laissent plus de libertés, c'est ce qui vous expliquera le silence de la section de Belley dont je n'ai pu m'occuper et je m'excuse. Je crois même que je vais passer la main à un camarade plus libre que moi, pour ne pas laisser éteindre la section de Belley."

373 Entretien téléphonique avec Marcel Royer le 7 juillet 1999.

374 A.D.A. 306W73. R.G. du 2 février 1945.

375 O.U.R.S. Correspondance du 17 septembre 1946.

376 A.D.A. 306W104. R.G. du 13 mars 1947 et 306W73. R.G. du 5 avril 1948.

377 Archives privées Coltice. Lettre de Chatagner à Coltice le 13 juin 1948.

378 O.U.R.S. Correspondance du 11 mai 1951.

379 O.U.R.S. Correspondance du 16 février 1953.

380 Archives privées Coltice. Lettre de V. Durola 1948.

381 Archives privées Coltice. Lettre de Lavoilles à Chatagner le 28 février 1949. "La section connaît une crise sévère. Bourcelin a laissé tomber le secrétariat".

382 Id.

383 Archives privées Coltice. Lettre à Coltice du 27 juillet 1948.

384 Archives privées Coltice. Lettre de Dupont, secrétaire de la section de Virieu-le-Grand, à Coltice le 26 septembre 1947.

385 A.D.A. M2355. Rapport du Préfet du 8 novembre 1947.

386 Archives privées Coltice. Liste des sections de 1953.

387 Archives privées Coltice. Listes des sections. Listes des membres du B.F.

388 Archives privées Coltice. Listes des membres du B.F.

389 Il s'agit de 18 exemplaires distribués entre avril 1950 et juillet 1952.

390 Archives privées Coltice. *Bulletin Intérieur* de Juin 1952.

391 Archives privées Coltice. *Bulletin Intérieur* d'avril 1950.

392Archives privées Coltice. Mollet fut gérant du *Bulletin* jusqu'en avril 1952. A partir de mai 1952 c'est Brutelle qui en devient le gérant.

393 Archives privées Coltice. *Bulletin Intérieur* de décembre 1950. "Ce bulletin ne doit traiter que de l'organisation de notre travail. Pour ce qui a un caractère documentaire, quelque soit le sujet, vous devez vous reporter à la Presse et aux éditions du Parti''.

394 Archives privées Coltice. *Bulletin Intérieur* de janvier 1951. "Ce bulletin de section n'est adressé gratuitement qu'au secrétaire de la section".

395 Le quotidien désigné ainsi familièrement est *Le Populaire*, organe de la S.F.I.O.

396 Archives privées Coltice. *Bulletin Intérieur* de décembre 1950. "Trésoriers de sections, ce Bulletin est spécialement édité pour vous".

397 Il s'agit d'une collection de 155 numéros, de décembre 1949 à avril 1954. Il manque les numéros 69 et 74.

398 Archives privées Coltice. *La Documentation politique* du 1er décembre 1949. "Voilà déjà neuf mois, que nous avons pris l'initiative de créer un bulletin hebdomadaire très modeste […]. Il était, jusqu'alors, ronéoté et diffusé à un très petit nombre de militants".

399 Ceci explique que la collection privées Coltice qui commence au premier numéro daté du 1er décembre 1949 contienne la mention "nouvelle série'' jusqu'au centième numéro.

400 Archives privées Coltice. *La Documentation politique*, n°1 du 1er décembre 1949.

401 Archives privées Coltice. *Bulletin Intérieur* de décembre 1950.

402 Archives privées Coltice. *La Documentation politique*, n°15 du 9 mars 1950.

403 Archives privées Coltice. *La Documentation politique* des 2 et 30mars 1950, 25 janvier 1951, 31 mai 1951.

404 Archives privées Coltice. *La Documentation politique n°72 du 24 mai 1951.*

405 Archives privées Coltice. *La Documentation politique, n°66 du 12 avril 1951.*

406 Archives privées Coltice. *La Documentation politique*, n°19 du 6 avril 1950 est consacré à L. Blum à l'occasion de sa mort.

407 Archives privées Coltice. *La documentation politique*, n°58 du 15 février 1951.

408 Id.

409 Archives privées Coltice. *La Documentation politique du 12-19 mars 1953*

410 Archives privées Coltice. Lettre de Pelletier à Coltice le 25 octobre 1948.

411 Id.

412 Archives privées Coltice. Lettre de Puget à Coltice le 2 mai 1948. "Je te signale que la correspondance est toujours adressée au camarade Cocart qui n'est plus secrétaire de la section depuis deux mois environ''.

413 Archives privées Coltice. Correspondance entre le Comité directeur et la Fédération, lettre d'avril 1948. "Au lendemain de la mort de notre camarade [Pinelli], les scellés ont été apposés sur ses Bureaux et de ce fait, nous sommes provisoirement privés des archives de la Fédération''.

414 O.U.R.S. Rapport de la tournée Marquis dans l'Ain du 10 au 20 octobre 1953.

415 O.U.R.S. Rapport de la tournée Marquis dans l'Ain du 10 au 20 octobre 1953.

Chapitre 5

416 Chapsal (Jacques) op.cit., pp. 231-233.

417 Cf. schéma 5.1.

418 Cf. les secrétaires de section : un vecteur local du socialisme.

419 A.D.A 306W73. R.G. du 26 novembre 1945 : André Bouvard est élu par le C.F. du 25 novembre 1945.

Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 18 mai 1946. Pinelli est élu par le C.F. du 9 mai 1946.

420 A.D.A 618 *Le Travailleur de l'Ain* du 29 mai 1948.

421 A.D.A. 306W73 R.G. du 8 mai 1948 et discours de Coltice au C.F. du 10 juillet 1949.

422 A.D.A. 306W73. R.G. du 5 avril 1948. Cinq militants pouvaient prétendre au secrétariat fédéral : Coltice, Royer, Monnet, Favier, Estève.

423 Chapsal (Jacques), op.cit., p. 225

424 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 1er novembre 1953. Annonce le C.F. pour le 15 novembre sur la Communauté européenne : "Pour permettre au secrétaire fédéral d'émettre un vote qui soit l'expression de la majorité des militants socialistes de l'Ain, les sections sont invitées à se réunir et à discuter de cet important problème''.

425 O.U.R.S. Correspondance du 11 février 1952.

426 A.D.A M2358. Rapport du Préfet du 7 mai 1952.

427 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 1er juin 1952.

428 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 3 août 1952.

429 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice à Chatagner le 18 mars 1952. "[…] j'ai l'honneur de vous informer que la commission exécutive fédérale, […] a décidé de donner droit à votre demande, et a accepté votre démission de directeur politique de notre hebdomadaire fédéral".

430 CHAPSAL (Jacques), op.cit., p. 232.

431 Archives privées Coltice. Lettre de la section de Bourg au secrétaire fédéral, du 15 juin 1953.

432 Archives privées Coltice. Lettres des sections au secrétariat fédéral, datées du 26 juin 1950.

433 Archives privées Coltice. Lettre de la section de St-Denis, du 12 octobre 1948.

434 A.D.A. 306W73. R.G. du 26 mai 1954. C.N. du 11 avril 1954.

435 A.D.A. 306W73. R.G. du 9 mai 1957.

436 Archives privées Coltice. Le Travailleur de l'Ain du 16 juillet 1949. Les intervenants sont Gasc, Mme Joumard, Imbert, Besson, Bernard, Guillet, Vianney, Reyboubet. Chacun de ces militants étant intervenu plusieurs fois au cours du C.F.

437 Id.

438 Archives privées Coltice. Discours de Coltice prononcé au C.F. de décembre 1949.

439 A.D.A. 306W73. R.G. 8 mai 1948. Pierre Commin est venu dans l'Ain en 1948, accompagné de Mazauk. Ils ont tous deux présidé le C.F. de mai 1948.

Archives privées Coltice. P.V. du C.F. du 9 mai 1951. C'est Brutelle qui présida le congrès.

440 Le feuillet correspond à la carte du parti. Tous les mois les militants doivent prendre des timbres. Un feuillet complet comprend donc douze timbres. Entretien à l'O.U.R.S. le 22 janvier 1999 et rapports des C.N. édités par la S.F.I.O.

441 Id.
442 Id.
443 O.U.R.S. Sondage organisé par le secrétariat fédéral en 1954-1955.
444 Morin (Gilles) op.cit., p. 32.
445 Archives privées Coltice. Listes des membres composant la C.E.F. le B.F. pour 1946, 1947, 1948, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1957, 1958, 1959, 1960, 1967 et 1971.
446 Lettre de Royer du 23 juin 1957 (portée à notre connaissance par M. Le Goupil).
447 A.D.A. 306W73. R.G. du 26 juin 1956.
448 A.D.A. M2355. Rapport mensuel du Préfet du 9 mars 1947. Si dans les années 1950, Chatagner a perdu de son aura auprès des électeurs, les militants socialistes de l'Ain lui conservent leur confiance et leur estime.
449 Archives privées Coltice. Organigrammes de la Fédération de l'Ain.
450 A.D.A. 306W73. R.G. du 20 juin 1957. La motion Depreux préconise la reconnaissance du droit du peuple algérien à l'indépendance.
451 Id. La motion Defferre soutient la politique conduite par Mollet.
452 Les sections de Bourg et Cézériat, au moins, auraient voté pour la motion Depreux. Lettre de Royer au président de séance du C.F. du 23 juin 1957 (archives Le Goupil)
453 O.U.R.S. Rapport du C.N. de Puteaux qui s'est déroulé le 3 juin 1957.
454 A.D.A. 306W73. R.G. du 25 juin 1957.
455 Lettre de Royer du 23 juin 1957 (portée à notre connaissance par M. Le Goupil).
456 A.D.A. 306W73. R.G. du 25 juin 1957.
457 Entretien avec M. Royer le 11 mai 1999.
458Id.
459 Archives privées Coltice. Pour la C.E.F. la liste des membres est connue de 1946à 1948, de 1950 à 1954, de 1956 à 1960 et pour 1967. Pour la C.F.C. : 1946, 1948, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1958, 1959.
460 Entretien téléphonique avec M. Royer, le 7 juillet 1999. Lorsqu'il adhère au P.S.A. en 1958, M. Royer
obtient la cinquième carte délivrée par le nouveau parti.
461 Touchard (Jean), op.cit., p. 297.
462 *L'œuvre de L. Blum*, op.cit., pp. 285-287.
463 Archives privées Coltice.
464 A.D.A. 306W63. Elections cantonales de mars 1949.
465 Abbiateci (André), op.cit.
466 A.D.A. 306W63 et 306W64.
467 A.D.A. 306W73. R.G. du 17 avril 1959.
468 M. Royer quitte en fait la Fédération en 1957 avant la création du P.S.A. suite à des désaccords concernant le fonctionnement de la Fédération et la politique de la S.F.I.O. sous la conduite de Mollet. Cf. lettre adressée à la C.E.F. le 23 juin 1957.
469 Archives privées Coltice. Coltice est secrétaire fédéral de 1948 à 1959, puis de 1961 à 1966.
470 Archives privées Coltice. Léon Guillet est trésorier fédéral de 1948 à 1966 peut-être même au-delà.
471 Archives privées Coltice. Ce secrétariat est crée en 1948.
472 Id.
473 Id.
474 Archives privées Coltice. Ce secrétariat est crée en 1948.
475 Dans sa lettre du 23 juin 1957 adressée au militant présidant la C.E.F., Royer évoque un disfonctionnement de la représentation au sein de la Fédération. "Depuis le congrès administratif du 11 mai 1957, j'ai adressé une lettre au secrétaire fédéral, au nom des camarades minoritaires, pour lui demander une communication du règlement intérieur fédéral, lui signaler qu'il nous paraissait anormal que ce règlement puisse décider qu'une section de 3 membres ait le droit à 2 mandats alors qu'une section de 50 membres n'avait droit qu'à 6 mandats''.
476 Archives privées Coltice. Liste des membres de la C.E.F. en 1951.
477 Archives privées Coltice. Liste des membres de la C.E.F. en 1948.
478 Archives privées Coltice. Liste des membres de la C.E.F. en 1951.
479 Archives privées Coltice.
480 Entretien M. Gache du 19 mai 1999.
481 A.D.A. 306W73. R.G. 13 novembre 1951.
482 A.D.A. 306W73. R.G. du 23 septembre 1946.
483 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 21 mars 1954 : "la section de Bourg s'est prononcée sur la C.E.D.''.
484 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 29 novembre 1953.
485 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 21 mars 1954 propose les travaux de la section. La Fédération, elle ne se prononce sur la C.E.D qu'au cours de son C.F. du 11 avril 1954 (A.D.A. 306W73. R.G. du 26 mai 1954).
486 Archives privées Coltice. Listes des membres de la C.F.C.
487 Mayeur (Jean-Marie), *La vie politique sous la Troisième République 1870-1940*, Paris, Ed. Points Seuil, 1984, p. 312.

Chapitre 6

488 Quilliot (Roger), op.cit., p. 229
489 Archives privées Coltice. *Bulletin Intérieur* de février 1950.
490 Lancelot (Alain), op.cit.
491 A.D.A. 306W104.
492 Sadoun (Marc), op.cit, p. 240.
493 A.D.A. 306W73. R.G. du 12 juin 1944.
494 A.D.A. 618. *Le Travailleur de l'Ain* du 10 avril 1948.
495 A.D.A. 618. *Le Travailleur de l'Ain* du 29 mai 1948 : "La Commission exécutive a désigné le nouveau secrétaire fédéral du parti''.
496 Id.
497 A.D.A. 306W73. R.G. du 21 juin 1950. Réunion de la C.E.F. qui a dû élire le B.F.
498 A.D.A. 306W28. B.F. élu le 18 mai 1952.
499 A.D.A. 306W73. R.G. du 7 juillet 1959. C.F du 5 juillet 1959 qui a élu les membres du B.F.
500 A.D.A. 306W73. R.G. du 3 octobre 1961. B.F. constitué le 1er octobre 1961.
501 A.D.A. 306W73. R.G. de janvier 1946.
502 A.D.A. 306W9. Rapport mensuel du Préfet du 30 juin 1947.
503 A.D.A. 306W73. R.G. du 7 juillet 1959 et du 3 octobre 1961.
504 Entretien du 7 mai 1999 avec Mme Coltice et J.J. Coltice.
505 A.D.A. 306W73. R.G. du 7 juillet 1959.
506 A.D.A.306W73. R.G. du 13 novembre 1964.
507 Né le 11 juin 1911 à Lompnas (arrondissement de Belley, canton de Lhuis). Météorologue. Membre de la C.E.F., du B.F. Biographie complète in Mériaudeau (Sandra), op.cit., p. 273.
508 Né le 5 octobre à Belley. Décédé en avril 1976. Instituteur. Libre-penseur. Il quitte la Fédération dès 1959 pour rejoindre le P.S.A. Biographie complète in Mériaudeau (Sandra), op.cit., p. 272.
509 Voir annexe biographique n°3.
510 Née le 3 février 1890 à Aubusson (Creuse). Directrice d'école publique. Mariée, 2 enfants. Biographie complète in Mériaudeau (Sandra), op.cit., p. 274.
511 Né le 12 février 1900 à Saint-Etienne-sur-Reyssouze (arrondissement de Bourg, canton de Pont de Vaux). Instituteur. Libre-penseur, syndicaliste, militant S.F.I.O. puis P.S.A. . Biographie complète in Mériaudeau (Sandra), op.cit., pp. 270-271.
512 In Mériaudeau (Sandra), op.cit, p. 251 (répartition des membres du B.F. par catégorie socioprofessionnelle, tableau 1).
513 In Mériaudeau (Sandra), op.cit., p. 251 (répartition des membres du B.F. par tranches d'âge, tableau2).
514 A.D.A. 306W28.
515 A.D.A. 306W9. Rapport mensuel du préfet du 30 juin 1947.
516 Archives privées Coltice.
517 Sadoun (Marc), op.cit. p. 240.
518 Archives privées Coltice. Section de Bourg, liste des adhérents en 1936.
519 A.D.A. 306W57. R.G. du 16 octobre 1945.
520 A.D.A. 306W73. R.G. du 12 juin 1944.
521 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 20 avril 1946 : "André Bouvard se tue accidentellement".
522 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 10 avril 1948.
523 Voir ci-dessous la biographie de chacun des secrétaires fédéraux.
524 A.D.A. 306W28. R.G. de mars 1953.
525 Greusard est né le 4 mai 1908 (*Maîtron*). Bouvard est né le 28 janvier 1908 (Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 20 avril 1946). Pinelli est âgé de 40 ans en 1947 (A.D.A. 306W73. R.G. du 20 mai 1947).
526 Coltice est né le 6 février 1920. *Maîtron*.
527 Entretien du 7 mai 1999 avec Mme Coltice et Jean-Jacques Coltice. Propos de M. Coltice.
528 *Maîtron*.
529 Archives privées Coltice. Section de Bourg, liste des adhérents en 1936.
530 Voir hypothèse dans 1.1.1.1.
531 Paricard (Laurent), op.cit.
532 A.D.A. 306W104.
533 Archives privées Coltice. Compte-rendu d'une réunion tenue le 29 septembre 1944.
534 A.D.A. 306W73. R.G. du 15

novembre 1945.

535 A.D.A. 306W28. Rapport sur *La République Nouvelle*.

536 Id.

537 A.D.A. 306W104.

538 Archives privées Coltice.

539 A.D.A. 306W73. R.G. du 6 mai 1952.

540 A.D.A M2358. Rapport du Préfet du 7 mai 1952 et archives privées Coltice, *Le Travailleur de l'Ain* du 3 août 1952.

541 A.D.A. M2359. Rapport mensuel du Préfet du 6 février 1954.

542 A.D.A. 306W104. R.G. du 31 août 1955.

543 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 20 avril 1946.

544 *Maîtron*.

545 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 20 avril 1946. Il milite "dans les organisations syndicales du bâtiment de la région lyonnaise".

546 Id.

547 A.D.A. 306W73. R.G. du 15 novembre 1945.

548 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 20 avril 1946.

549 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 18 mai 1946 : "Le congrès fédéral a désigné les candidats du parti socialiste. Pinelli est élu secrétaire fédéral''.

550 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 10 avril 1948 : " Jean Noël Pinelli restera pour nous un guide et un inspirateur".

551 *Maîtron*.

552 A.D.A. 306W3. R.G. du 20 mai 1947.

553 Archives privées Coltice. Réunion de la section de Bourg, compte-rendu du C.F. tenu le 3 décembre 1944.

554 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 10 avril 1948.

555 A.D.A. 306W73. R.G. du 4 juin 1959.

556 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 29 mars 1947.

557 A.D.A. 306W81. R.G. du 14 mars 1966.

558 A.D.A. 306W73. R.G. du 13 novembre 1964.

559 O.U.R.S. Correspondance entre le secrétariat général et la Fédération de l'Ain.

560 A.D.A. 306W73. R.G. du 7 juillet 1959 à la suite du C.F. tenu le 5 juillet.

561 Archives privées Coltice. Liste des membres de la C.E.F. pour 1958.

562 A.D.A. 306W73. R.G. du 4 novembre 1960.

563 A.D.A. 306W28.

564 Archives privées Coltice. C.F. du 26 janvier 1936 : Chatagner aurait à cette date "huit ans de présence au parti". Et A.D.A 306W57. R.G. du 26 octobre 1945.

565 *Maîtron*. D'après Ch. Sowerwine, Chatagner aurait été "secrétaire de la S.F.I.O. de l'Ain de 1934 à 1950". Les archives privées Coltice ne sont pas antérieures à 1936, il est donc ici impossible d'infirmer ou d'affirmer les propos de Ch. Sowerwine. En revanche en 1936 lors du C.F. du 26 janvier 1936 Chatagner n'est plus secrétaire fédéral, c'est Péry qui occupe ces fonctions. En outre Chatagner quitte le secrétariat fédéral bien avant 1950.

566 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 27 juillet 1946 : "Mort du citoyen Péry''.

567 Archives privées Coltice.

568 Abbiateci (André), op.cit., pp. 59-66.

569 Abbiateci (André), op.cit., p. 54.

570 Archives privées Coltice. Réunion du 15 janvier 1937.

571 A.D.A. 306W73. R.G. du 12 juin 1944.

572 A.D.A. 306W28.

573 *Maîtron*, notice de Sowerwine.

574 A.D.A. 306W28.

575 Id.

576 A.D.A. 306W28.

577 Id.

578 A.D.A. 306W73. R.G. du 26 novembre 1945. C.F. tenu le 25 novembre 1945.

579 A.D.A. 306W73. R.G. du 26 novembre 1945. C.F. tenu le 25 novembre 1945.

580 A.D.A. 306W73. R.G. du 10 mai 1946. La liste socialiste est aussi composé de Falquet, Joumard et Dessertines.

581 A.D.A. 306W28.

582 Id.

583 A.D.A. 306W28.

584 Id.

585 A.D.A. K885.

586 A.D.A. 306W73. Scrutin du 26 juin 1951.

587 A.D.A. 306W61. Elections municipales.

588 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice à Chatagner le 18 mars 1952. "Suite à votre lettre du 17 février, j'ai l'honneur de vous informer que la C.E.F. a décidé de donner droit à votre demande, et à accepter votre démission de directeur politique de notre hebdomadaire fédéral, *Le Travailleur de l'Ain*".

589 A.D.A. 306W73. R.G. du 19 décembre 1945.

590 A.D.A. 306W73. R.G. du 26 juin 1956.

591 A.D.A. 306W76. R.G. du 12 mai 1960.

592 A.D.A. 306W81. R.G. du 14 mars 1966 : Chatagner est "actuellement sans activité et sans influence''.

593 Entretien du 7 mai 1999 avec Mme Coltice et J.J. Coltice.

594 Entretiens téléphoniques avec M. Royer des 7 et 13 juillet 1999.

595 Entretien du 7 mai 1999. Mme Coltice : "il était toujours dans ces pensées", oubliant le vélo qu'il laissait à la gare quand il prenait le train.

596 A.D.A. 306W73. R.G. du 12 juin 1944. Chatagner est décrit comme "un orateur plein d'ironie''.

M2355. Rapport mensuel du Préfet du 9 octobre 1947 : M. Chatagner "apporte son aide précieuse" son discours prononcé à Gex le 12 septembre aurait entraîné l'adhésion d'auditeurs.

597 A.D.A. 306W28.

598 A.D.A. 306W57. R.G. du 26 octobre 1945.

599 A.D.A M2355. Rapport mensuel du Préfet du 9 mars 1947.

600 A.D.A. 306W73. R.G. du 23 juin 1948.

601 Archives privées Coltice. Lettre de Lavoilles à Chatagner le 28 février 1949. "Il faudra faire quelque chose pour remonter notre section qui se meurt. Quand j'irai à Bourg, j'irai vous voir, ainsi que Coltice".

602 Archives privées Coltice. *Le Travailleur de l'Ain* du 29 mai 1948.

603 Archives privées Coltice. Lettre de Chatagner à Pinelli le 19 juin 1946. "J'ai voté blanc au lieu de voter pour Bidault. Certes sur le plan départemental je ne fais que rendre la monnaie de sa pièce au député M.R.P. qui s'abstint lors du vote pour Gouin. Sur le plan socialiste j'ai fait acte d'indiscipline. C'est pourquoi je remets mon mandat entre les mains de mes camarades de la Fédération. Dis leur que je ne me défendrai pas, mais que ce geste –que je ne regrette pas- m'a coûté énormément. Ce fut véritablement pour moi un cas de conscience". Chatagner a reçu le soutien de ses camarades puisqu'il a gardé son mandat et qu'il a été désigné pour conduire la liste socialiste aux législatives de novembre 1946.

604 A.D.A. 306W28. R.G. de mars 1953.

605 Entretien du 7 mai 1999. Propos de Jean-Jacques Coltice.

606 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice à Brutelle le 25 juin 1951

607 Archives privées Coltice. Lettre de Lescheroux (signature illisible) pour Cotice 16 mai 1951 : "Nous estimons que ce serait commettre une erreur que de ne pas confier la 1ère place à Chatagner, non pour flatter son amour-propre, nous savons bien qu'il est au-dessus de cela, mais dans l'intérêt du parti nous ne devons pas donner à l'électeur l'impression fausse qu'il a perdu de son crédit auprès des militants".

608 A.D.A. 306W58. R.G. du 28 octobre 1966.

609 Archives privées Coltice. Liste des adhérents de la section de Montrevel avec leur profession, pour l'année 1949.

610 Archives privées Coltice. Ebauche d'un discours daté de 1946, sans doute écrit par Coltice.

611 Entretien du 7 mai 1999 avec Mme Coltice et son fils.

612 Archives privées Coltice. Lettre de Pinelli à Paris le 8 février 1947.

613 A.D.A. M2229.

614 Id.

615 Paricard (Laurent), op.cit.

616 Entretien du 7 mai 1999.

617 A.D.A. 306W28.

618 A.D.A. 306W104. R.G. du 31 août 1955.

619 Archives privées Coltice. Réunion de la section de Bourg le 16 février 1945.

620 Archives privées Coltice. Lettre de Pinelli à Martinaud le 28 février 1947.

621 Archives privées Coltice. Réunion de la Fédération le 6 avril 1945.

622 A.D.A. 306W73. R.G. du 19 décembre 1945.

623 A.D.A. 306W73. R.G. de janvier 1946. Le rapport note que Coltice est secrétaire administratif. Il est légitime de supposer que Coltice ait été élu à ce poste en même temps que Bouvard au secrétariat fédéral.

624 A.D.A. 306W9.

625 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice au secrétariat général le 12 avril 1948. "Chargé par la C.E.F d'assurer provisoirement les fonctions de secrétaire fédéral en remplacement de Pinelli […]".

626 Archives privées Coltice. Discours de Coltice prononcé au C.F.du 10 juillet 1949.

627 Entretien du 7 mai 1999 avec Mme Coltice et son fils.

628 Id.

629 Archives privées Coltice. Liste des membres de la C.E.F. pour 1967.

630 A.D.A. 306W58. R.G. du 28 octobre

1966.

631 *Maîtron*.

632 A.D.A. 306W58. R.G. du 28 octobre 1966.

633 Archives privées Coltice. Lettre de Pinelli à Arrès-Laroque, le 29 mai 1947. “Au reste tu as toi-même pu apprécier en quelle estime nos camarades de la Fédération tiennent G. Coltice”.

634 A.D.A. *618 Le Courrier de l’Ain* du 5 mai 1973. “Amédé Mercier ancien député-maire de Bourg est mort hier”. Lors de son éloge funèbre, Coltice dit de lui : “Depuis près de cinquante ans il était mon ami. Il était aussi mon maître”.

635 A.D.A. 306W73. R.G. du 25 mai 1948. Et entretien du 7 mai 1999 avec Mme Coltice et son fils.

636 Archives privées Coltice. Discours et *Travailleur de l’Ain*.

637 A.D.A. 306W73. R.G. du 25 mai 1948.

638 A.D.A. M2355. Rapport mensuel du Préfet du 9 septembre 1947.

639 A.D.A. 306W73. R.G. du 23 juin 1948.

640 Archives privées Coltice. C.F. de 1951. Un secrétaire de séance a rapporté le déroulement complet du C.F.

641 Archives privées Coltice. C.F. du 21 mai 1950. Un secrétaire de séance a rapporté le déroulement complet du C.F.

642 Archives privées Coltice. Lettre de Chatagner à Coltice, le 17 février 1952.

643 A.D.A. 306W61.

644 Archives privées Coltice. Discours de Coltice au C.F. du 10 juillet 1949. “Je m’étendrais un peu plus longuement sur la situation dans ce canton [de Poncin] car je dois des explications […] à certains de nos camarades qui ont très sévèrement jugé l’attitude de la Fédération. Vous connaissez le conseiller de Poncin, aujourd’hui radial, demain R.P.F., comme il fut royaliste. C’est en tout cas un adversaire avoué du Parti socialiste”. La Fédération décida de lui opposer un candidat. Aucun militant socialiste ne veut se présenter. De retour de tournée électorale, Coltice avec Greusard et Royer apprennent que Y. Morandat, ancien militant socialiste exclu de la Fédération en 1946, est candidat R.P.F. à Poncin. “Un cas de conscience s’est alors posé. Allions nous laisser dire par nos adversaires que Morandat serait à la fois le candidat du Parti et du Rassemblement. […] Sur le champ nous avons décidé que notre devoir était de dénoncer Morandat candidat gaulliste. Deux noms furent sur les lèvres des camarades qui nous entouraient : Chatagner et moi-même. Mais raisonnablement il n’était pas de bien bonne opération de faire essuyer à Chatagner un nouvel échec, c’est alors que je fus dans l’obligation d’accepter. […]. Encore aujourd’hui je supporte assez lourdement le poids de cette décision”.

645 A.D.A. 306W73. R.G. d’octobre 1955.

646 A.D.A. 306W58. R.G. de novembre 1958 et 1962.

647 Entretien du 7 mai 1999 avec Mme Coltice et son fils.

648 Cf. ci-dessus la lettre de Coltice envoyée à Brutelle.

649 A.D.A. 306W73. R.G. du 29 mars 1952 donne un extrait de Libération : “un militant de Ceyzériat a défendu Greusard : Chatagner”.

650 A.D.A. M2357. Rapport mensuel du Préfet du 7 décembre 1951. “La Fédération S.F.I.O. de l’Ain connaît un certain malaise. C’est pour essayer de la dissiper que M. Gilbert Coltice, secrétaire fédéral, a réuni la C.E.F. le 11 novembre. Il a offert sa démission, qui fut refusée à l’unanimité des membres présents”.

651 A.D.A. M2358. Rapport mensuel du Préfet du 8 juillet 1952.

652 Archives privées Coltice. Lettre de Coltice à Chatagner le 18 mars 1952.

653 Archives privées Coltice.

654 A.D.A. 306W73. R.G. du 6 janvier 1953. Il fut désigné le 30 novembre par l’assemblée départementale de la paix pour représenter l’Ain au congrès de Vienne.

655 A.D.A. 306W57. R.G. de 1957. Le congrès de Vienne se tint en décembre 1952.

656 Entretien du 7 mai 1999 avec Mme Coltice et son fils.

657 A.D.A. M2359. Rapport mensuel du 8 novembre 1954. “Le secrétaire fédéral […] calque sa ligne de conduite sur celle de Guy Mollet, secrétaire national du mouvement”. Le Rapport conservé aux A.D.A. est un brouillon. La première version notait à propos de la position de Coltice sur la participation ou non des socialistes au gouvernement : “Ami personnel de G. Mollet, sa position est donc d’ores et déjà connue”.

658 A.D.A. M2359.

659 Archives privées Coltice. Rapport Marquis 1953.

660 In *Le Bulletin du Centre Guy Mollet*. Jean LE BAIL à Guy Mollet au congrès national de juillet 1948.

661 Sadoun (Marc), op.cit., pp. 250-251

Conclusions

662 Archives privées Coltice : “Questionnaire adressé aux secrétaires fédéraux en vue de l’établissement d’un fichier départemental”, 24 novembre 1946. La Fédération se reconstruit sans doute à partir de la fin 1944, c’est pourquoi nous prenons 1945 comme point de référence de l’évolution des effectifs.

663 Entre 1945 et 1947, la Fédération multiplie ses effectifs par 1.2/ an. Entre 1948 et 1953 les effectifs sont divisés par 1.3/ an.

664 Entre 1954 et 1969 la Fédération divise ses effectifs par 1.01/ an.

665 Morin (Gilles), op.cit. p. 45-46.

666 Sadoun (Marc), op.cit., pp. 250-251.

667 Bergounioux (Alain), Grunberg (Gérard), op.cit., p. 186.

668 Quilliot (Roger), op.cit., pp. 243-244.

669 Morin (Gilles), op.cit., p. 54.

670 Dans notre mémoire (partie 3, chapitre 9) nous affinons l’analyse sociologique des candidats socialistes.

671 Abbiateci (André), op.cit., pp. 65-66.

672 Cet hebdomadaire est l’organe fédéral.

673 Ce quotidien appartient à G. Coltice qui l’utilise aussi comme une tribune du socialisme.

674 Nous n’avons pu retrouver, ni dans les archives privées Coltice, ni dans les rapports des R.G., la composition de la C.E.F. entre 1954 et 1956.

675 Supposition confirmée par M. Royer au cours d’un entretien en juillet 1999.

Table des matières

Introduction 7

Ancrage historique : la S.F.I.O., des allées du pouvoir à la marginalisation politique 9

La problématique 12

La Fédération socialiste, la S.F.I.O. et le contexte politique de 1944 à 1969 13

Le fonctionnement fédéral : statuts et pratiques 14

Les sources 16

Les Archives départementales de l'Ain (A.D.A) 16

Les archives de la Fédération socialiste de l'Ain. 18

Les archives de l'Office universitaire de recherches socialiste à Paris. 18

Les archives de la famille Coltice 19

Les témoignages de militants socialistes. 20

La présentation du plan 20

Partie 1

Militants et militantisme : le "développement" de la Fédération de 1944 à 1969 25

Chapitre 1

De la reconstruction au "développement" de la Fédération 29

La S.F.I.O. à la Libération :
un parti attractif dans l'Ain ? **30**
La Fédération face à la Résistance **31**
La Fédération et l'image positive de la Résistance **31**
La Fédération et l'épuration **33**
L'ambiguïté de la S.F.I.O. à la Libération **35**
Une Fédération attractive **35**
Une Fédération "répulsive" ? **36**
L'évolution des effectifs : un reflux inexorable ? **38**
1945-1947 : l'apogée du socialisme dans l'Ain **38**
1948-1953 : la décrue des effectifs **41**
1954-1969 : un long et progressif déclin,
une fédération à l'agonie ? **43**
Les sections : disparition des relais locaux **45**
La difficulté de prendre en compte
des sections "virtuelles" **46**
Evolution du nombre des sections **47**
La répartition des sections dans le département **49**

Chapitre 2
Des militants vieillissants
et en voie de "notabilisation" ? **56**
La sociologie des militants : l'ouvrier et les notables **57**
Des ouvriers, un ouvrier ? **58**
Un parti de notables ? **61**
La "masculinisation" et le vieillissement des effectifs **64**
Un parti d'hommes **64**
Des militants vieillissants **65**
Les J.S. : un exemple de l'incapacité
de la Fédération à se régénérer et à recruter. **68**
Une Fédération en sursis **69**
Les difficultés du recrutement et les velléités de pouvoir **69**
Le militantisme une tradition familiale ? **71**
La défiance des adultes envers les jeunes **72**

Chapitre 3
Des militants léthargiques **77**
L'attentisme des militants **79**
Les tournées pour le réveil des sections **83**
L'assistant fédéral : Francis Saillard **85**

Partie 2
L'encadrement des militants :
la structure fédérale de 1944 à 1969 **95**

Chapitre 4
Les secrétaires de section **101**
Les secrétaires de section : de vieux "notables" résistants **102**
Des cadres respectables. **103**
Des cadres auréolés par la Résistance **104**
Des cadres âgés **105**
Des secrétaires "non prolétariens" **107**
Le secrétaire de section :
un vecteur local du socialisme souvent décevant. **109**
La désignation des secrétaires de section **110**
Le problème du "degré d'engagement"
et de la stabilité du secrétaire de section **111**
Des secrétaires de section délaissés par leur Fédération. **114**
Des moyens nationaux mis en œuvre pour faciliter
l'action des secrétaires de section :
le *Bulletin Intérieur* et *La Documentation politique* **114**
Des secrétaires sans soutien fédéral **117**

Chapitre 5
Les commissions et les congrès **121**
Les commissions diverses et les congrès fédéraux,
un fonctionnement démocratique ? **122**

La répartition des pouvoirs :
une organisation pyramidale **122**
De la démocratie à la Fédération de l'Ain **126**
Un fonctionnement démocratique apparent… **126**
Un fonctionnement démocratique
qui cache des pratiques douteuses. **130**
La composition des commissions : sclérose
et predominance de la section de Bourg **132**
La Représentation professionnelle
au sein des commissions fédérales **133**
Des commissions cristallisées **137**
Omniprésence –omnipotence- de la section de Bourg. **139**
Une explication pratique et géographique ? **140**
Une section plus dynamique ? **141**

Chapitre 6
Le secrétariat fédéral. **145**
Le Bureau fédéral : une équipe solide ? **146**
La description du bureau fédéral **147**
Le B.F., une équipe évolutive… **147**
Une équipe fidèle **148**
La composition du bureau fédéral **149**
Le secrétariat fédéral et ses "éphémères" **152**
René Greusard **153**
André Bouvard **154**
Jean-Noël Pinelli **155**
Francis Cersot **155**
Le "mentor" de la Fédération : Joseph Chatagner **157**
Quelques éléments biographiques **157**
Chatagner, le socialisme et la Fédération de l'Ain **159**
Une longévité surprenante -et contestée ?-
à la tête de la Fédération : Gilbert Coltice **162**
Eléments biographiques **162**
Coltice : un secrétaire fédéral légitime ? **164**
Conclusion **169**

Conclusion
L'histoire de la Fédération socialiste de l'Ain
de 1944 à 1969, une série d'affaiblissements **173**
L'affaiblissement du recrutement **174**
L'affaiblissement de la vie fédérale **176**

Annexes biographiques **180**

Bibliographie **184**

Notes **187**

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

1995 - n°1 - La rénovation du parti travailliste en Grande-Bretagne.
Tony Blair - Lewis Minkin *(épuisé).*

1996 - n° 2 - Voyage au coeur de l'Internationale socialiste (1992-1996). Pierre Mauroy *(épuisé).*

n° 3 - Les fondamentalismes à l'aube du XXI ème siècle (I) - Analyses régionales *(épuisé).*

1997 -n° 4 - Les fondamentalismes à l'aube du XXI ème siècle (II) - Perspectives d'action.

n° 5 - L'électorat F.N.
Entretien avec Pascal Perrineau et Pierre Martin.

n° 6 - La social-démocratie dans l'Union européenne.
Débat entre Alain Bergounioux et Marc Lazar.

1998 - n° 7 - La drogue : une approche globale pour une réponse efficace - Table ronde internationale.

n° 8 - Réflexions pour la gauche du XXI ème siècle.
Dominique Strauss-Kahn *(épuisé)*.

n° 9 - Éloge de la réforme -
Discours de Jean Jaurès au congrès de Toulouse en 1908.
Présenté par Alain Bergounioux.
Histoire et Mémoire.

1999 - n° 10 - Entretien avec François Hollande.
Itinéraire - Action - Convictions.

n° 11 - L'Europe vue du PSE.
Jean-François Vallin, présentation : Henri Nallet.

n° 12 - Entretien avec Pierre Moscovici.
Politique - Thématique - Chronologie.

n° 13 - Blair-Schröder.
Le texte du "manifeste". Les analyses critiques.

n° 14 - L'esprit clerc.
Émile Combes ou le chemin de croix du diable.
Marc Villemain - Histoire et Mémoire.

2000 - n° 15 - Le socialisme moderne.
Lionel Jospin.

n° 16 - Les avenirs de l'Union européenne.
Quo vadis Europa ?
Lionel Jospin - Jacques Delors - Joschka Fischer -
Dominique Strauss-Kahn - Giuliano Amato -
Hubert Védrine.

n° 17 - L'hyperpuissance américaine
Hubert Védrine.

2001 - n° 18 - Les socialistes et la défense
Paul Quilès.

n° 19 - Plein emploi -
Les orientations du rapport de Jean Pisani-Ferry ;
les analyses de Henri Emmanuelli, Jean-Christophe Le Duigou,
Nicole Notat et Marisol Touraine ;
la réponse de Jean Pisani-Ferry.

n° 20 - Globalisation, gouvernance, développement
Un autre monde est possible, Tome 1
Jean-Louis Bianco
Jean-Michel Sévérino

Les Notes sur le Net

Nos lecteurs et nouveaux abonnés pourront trouver
les numéros épuisés
des *Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, sur le site :
www.jean-jaures.org

Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès
Directeur de la publication : Gilles Finchelstein
gf@jean-jaures.org
Rédacteur en chef : Laurent Cohen
cohen@jean-jaures.org
Maquette : Antonio Bellavita
Imprimerie : Robert Arts Graphiques